



RAPPORT
DU CONSEIL DE SECURITE
A
L'ASSEMBLEE GENERALE
16 juillet 1961 — 15 juillet 1962

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION
SUPPLEMENT No 2 (A/5202)

NATIONS UNIES

RAPPORT
DU CONSEIL DE SECURITE
A
L'ASSEMBLEE GENERALE

16 juillet 1961 — 15 juillet 1962

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION
SUPPLEMENT No 2 (A/5202)



NATIONS UNIES
New York, 1962

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

Pages

INTRODUCTION	vii
--------------------	-----

PREMIERE PARTIE

Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales

Chapitres

1. — LETTRE, EN DATE DU 13 JUILLET 1960, ADRESSÉE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ.....	1
A. — Communications reçues entre le 16 juillet et le 13 novembre 1961.....	1
B. — Examen de la question de la 973ème à la 979ème séance et à la 982ème séance (13-24 novembre 1961).....	7
C. — Communications reçues après le 24 novembre 1961.....	17
2. — QUESTION DE PALESTINE: a) LETTRE, EN DATE DU 20 MARS 1962, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE; b) LETTRE, EN DATE DU 21 MARS 1962, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT D'ISRAËL.....	23
A. — Communications adressées au Conseil.....	23
B. — Rapport du chef d'état-major.....	23
C. — Examen de la question de la 999ème à la 1006ème séance (28 mars-9 avril 1962).....	24
3. — TÉLÉGRAMME, EN DATE DU 20 JUILLET 1961, ADRESSÉ AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE LETTRE, EN DATE DU 20 JUILLET 1961, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA TUNISIE.....	34
A. — Examen de la question de la 961ème à la 963ème séance (21-22 juillet 1961)	34
B. — Communications reçues entre le 22 et le 28 juillet 1961.....	40
C. — Examen de la question aux 964ème, 965ème et 966ème séances (28-29 juillet 1961).....	41
D. — Communications reçues après le 1er août 1961.....	44
4. — LETTRE, EN DATE DU 21 NOVEMBRE 1961, ADRESSÉE PAR LE REPRÉSENTANT DE CUBA AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ.....	45
A. — Examen de la question aux 980ème, 981ème et 983ème séances (22, 24 et 28 novembre 1961).....	45
B. — Communications reçues après le 28 novembre 1961.....	47
5. — LETTRE ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ LE 18 DÉCEMBRE 1961 PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU PORTUGAL.....	48
A. — Communications adressées au Conseil.....	48
B. — Examen de la question aux 987ème et 988ème séances (18 décembre 1961)	49
6. — LETTRE, EN DATE DU 8 MARS 1962, ADRESSÉE PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE CUBA AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ.....	54
A. — Communication reçue avant la demande d'inscription de la question à l'ordre du jour.....	54
B. — Examen par le Conseil.....	54
7. — QUESTION INDE-PAKISTAN	61
A. — Demande de convocation du Conseil de sécurité.....	61
B. — Examen par le Conseil de sécurité (990ème séance, 1er février 1962).....	61
C. — Reprise des débats (1007ème-1016ème séances, 21 avril-22 juin 1962).....	62

TABLE DES MATIERES (suite)

DEUXIEME PARTIE

Autres questions examinées par le Conseil

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
8. — ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES	
A. — Demande d'admission du Sierra Leone.....	70
B. — Demande d'admission de la République populaire mongole et de la République islamique de Mauritanie.....	70
C. — Demande d'admission du Tanganyika.....	71
D. — Demande d'admission du Koweït.....	72
E. — Demande d'admission de la République rwandaise.....	73
F. — Demande d'admission du Royaume du Burundi.....	73
9. — RECOMMANDATION CONCERNANT LA NOMINATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PAR INTÉRIM	73

TROISIEME PARTIE

Comité d'état-major

10. — TRAVAUX DU COMITÉ D'ÉTAT-MAJOR.....	74
---	----

QUATRIEME PARTIE

Questions soumises au Conseil de sécurité, mais qu'il n'a pas inscrites à son ordre du jour

11. — LETTRE, EN DATE DU 25 JANVIER 1962, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES	75
12. — LETTRE, EN DATE DU 22 FÉVRIER 1962, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT DE CUBA.....	76

CINQUIEME PARTIE

Questions signalées à l'attention du Conseil de sécurité, mais qu'il n'a pas discutées

13. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION AU SUD-OUEST AFRICAIN ..	79
14. — LA SITUATION EN ANGOLA.....	79
15. — COMMUNICATIONS RELATIVES À LA QUESTION DU KOWEÏT.....	80
16. — RAPPORT SUR L'ÉTAT DES TRAVAUX DU SOUS-COMITÉ CHARGÉ D'EXAMINER LA SITUATION EN ANGOLA.....	80
17. — COMMUNICATIONS DU REPRÉSENTANT PERMANENT DE CUBA.....	81
18. — RÉADMISSION DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE.....	81
19. — COMMUNICATION RELATIVE À LA FRONTIÈRE ALGÉRO-TUNISIENNE	81
20. — COMMUNICATIONS DU SÉNÉGAL ET DU PORTUGAL	82
21. — LETTRE, EN DATE DU 8 JANVIER 1962, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PAR INTÉRIM DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS.....	82
22. — COMMUNICATION RELATIVE À LA QUESTION DU CONFLIT RACIAL EN AFRIQUE DU SUD	82
23. — RAPPORT SUR LE TERRITOIRE STRATÉGIQUE SOUS TUTELLE DES ÎLES DU PACIFIQUE	83

TABLE DES MATIERES (*fin*)

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
24. — COMMUNICATIONS CONCERNANT L'IRIAN OCCIDENTAL (NOUVELLE-GUINÉE OCCIDENTALE).....	83
25. — LETTRE, EN DATE DU 7 DÉCEMBRE 1961, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES.....	84

APPENDICES

I. — Représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim accrédités auprès du Conseil de sécurité.....	85
II. — Présidents du Conseil de sécurité.....	85
III. — Séances tenues par le Conseil de sécurité entre le 16 juillet 1961 et le 15 juillet 1962	86
IV. — Comité d'état-major: représentants, présidents et secrétaires principaux..	86

INTRODUCTION

Le Conseil de sécurité soumet le présent rapport ¹ à l'Assemblée générale en application du paragraphe 3 de l'Article 24 et du paragraphe 1 de l'Article 15 de la Charte.

Ce rapport est essentiellement un résumé, un guide qui ne reflète que les grandes lignes des débats. Il ne prétend donc pas remplacer les procès-verbaux du Conseil de sécurité, qui constituent le seul compte rendu complet de ses délibérations, le seul qui fasse autorité.

Pour ce qui est de la composition du Conseil de sécurité pendant la période considérée, on se rappellera que l'Assemblée générale, à sa 1044^{ème} séance, le 30 octobre 1961, a élu l'Irlande membre non permanent du Conseil pour 1962, en remplacement du Libéria, qui s'était retiré du Conseil, et qu'à la même séance et à la 1068^{ème} séance, le 1^{er} décembre, il a élu le Ghana, la Roumanie et le Venezuela en remplacement de Ceylan, de l'Equateur et de la Turquie, dont le mandat arrivait à expiration le 31 décembre 1961.

La période considérée dans le présent rapport va du 16 juillet 1961 au 15 juillet 1962. Pendant cette période, le Conseil a tenu 56 séances.

¹ Ce rapport est le dix-septième rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale. Les rapports précédents ont été publiés sous les cotes A/93, A/366, A/620, A/945, A/1361, A/1873, A/2167, A/2437, A/2717, A/2935, A/3137, A/3648, A/3901, A/4190, A/4494 et A/4867.

Première partie

QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL DE SECURITE EN TANT QU'ORGANE RESPONSABLE DU MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES

Chapitre premier

LETTRE, EN DATE DU 13 JUILLET 1960, ADRESSEE PAR LE SECRETAIRE GENERAL AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

A. — Communications reçues entre le 16 juillet et le 13 novembre 1961

Dans un message en date du 19 juillet (S/4863), le Président du Mali a prié le Secrétaire général de prendre toutes dispositions afin que la session du Parlement congolais qui devait s'ouvrir sous la responsabilité de l'ONU se déroule dans la légalité et selon les principes démocratiques. Le Gouvernement du Mali ressentait à la fois des espoirs et des appréhensions en raison des nombreux errements et graves complicités dont les représentants de l'Organisation avaient fait preuve depuis le début de la crise congolaise. Le Mali demandait également l'envoi à Léopoldville d'une commission africaine capable d'empêcher l'intervention des éléments ayant suscité et entretenu les causes de la crise. Dans une réponse diffusée dans le même document, le Secrétaire général déclarait que, convoqués en session par ordonnance du chef de l'Etat en date du 5 juillet 1961, les membres du Parlement congolais se rassemblaient à Lovanium sous la protection de mesures prises par l'Organisation des Nations Unies en collaboration avec les autorités congolaises compétentes de Léopoldville et de Stanleyville. Le Secrétaire général avait accepté toutes les responsabilités qui incombaient à l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'Accord du 19 juin (S/4841, annexe III) afin d'assurer la sécurité et la liberté d'action des parlementaires. L'Organisation ferait tout en son pouvoir pour veiller à ce qu'aucune ingérence de l'extérieur ne vienne troubler ces délibérations. En ce qui concerne la suggestion du Gouvernement malien concernant l'envoi d'une commission africaine à Léopoldville, le Secrétaire général notait que les consultations se poursuivaient en vue de désigner, conformément à la résolution 1600 (XV) de l'Assemblée générale, les membres de la commission de conciliation qui devait aider les dirigeants congolais à parvenir à une réconciliation. Enfin, il rejetait les allusions aux errements et complicités qui auraient été le fait de représentants de l'Organisation.

Dans une lettre adressée au Secrétaire général le 9 juillet (S/4865) et distribuée le 21 juillet à la demande de la délégation du Mali, M. Gizenga regrettait les lenteurs apportées à l'ouverture du Parlement, qui semblaient dues à des carences imputables aux amis de Léopoldville. Il priait le Secrétaire général de garantir l'absence de toute influence extérieure sur les débats du Parlement, la sécurité des parlementaires pendant et après la session et le concours de l'Organi-

sation à l'application des décisions qui seraient prises par le Parlement.

Dans une lettre du 31 juillet adressée au Président du Conseil de sécurité (S/4908), le représentant de l'URSS a déclaré que les derniers renseignements émanant de la République du Congo montraient que le Secrétariat de l'ONU ne s'acquittait pas des obligations qu'il avait assumées aux termes de l'Accord conclu le 19 juin entre les représentants des autorités de Léopoldville et ceux du Gouvernement congolais. En particulier, les dispositions de l'Accord prévoyant le désarmement des unités de l'armée et de la police à Léopoldville et aux environs n'avaient pas été exécutées. Le Secrétariat de l'ONU n'avait pas créé jusqu'à présent les conditions qui auraient permis au Parlement congolais d'exprimer en toute liberté la volonté du peuple congolais et un grave danger pesait à nouveau sur de nombreux membres du Parlement. En conséquence, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques priait le Président d'inviter le Secrétariat à soumettre sans tarder au Conseil un rapport sur les mesures prises pour honorer les obligations contractées en vertu de l'Accord du 19 juin; il le priait également de faire publier comme document du Conseil de sécurité le télégramme adressé à l'Organisation des Nations Unies le 28 juillet par M. Gizenga, chef du Gouvernement de la République du Congo.

Dans son message du 28 juillet (S/4911), distribué le 1er août à la demande du représentant de l'URSS, M. Gizenga protestait contre la façon dont le Secrétariat de l'ONU exécutait les accords concernant la session du Parlement à Lovanium. En violation des accords, M. Kasa-Vubu était entré et sorti cinq fois de Lovanium; de hauts fonctionnaires de l'ONU rentraient et sortaient de Lovanium à longueur de journée et les soldats congolais de la région n'avaient pas été désarmés. Une commission composée de représentants des Etats africains devrait être admise à suivre les débats afin que la démocratie ne soit pas bafouée une fois de plus au Congo.

Dans un message ultérieur en date du 1er août (S/4911/Add.1), M. Gizenga se plaignait de ce que les représentants de l'ONU soutenaient par tous les moyens le régime Kasa-Vubu. Ayant constaté la volonté des parlementaires nationalistes de reconformer le seul gouvernement légal, celui de Lunumba, présidé actuellement par M. Gizenga, M. Kasa-Vubu cherchait désespérément des solutions à sa guise et rencontrait même

Tshornbé à Brazzaville. En outre, l'ONUC employait maintenant la force quand la loi lui donnait tort et avait par la force amené un membre du Parlement, M. Badjoko, à Lovanium dans l'espoir de procurer une majorité à l'opposition. Si les représentants de l'ONU persistaient dans ces agissements, le peuple congolais tout entier se dresserait contre l'ONUC. Dans une lettre du 2 août adressée à M. Gizenga (S/4911/Add.2), le fonctionnaire chargé de l'ONUC, M. Linner, attirait l'attention de M. Gizenga sur les rapports positifs qui lui avaient été transmis par ses représentants au Parlement et sur le message qui lui avait été adressé par le Président de la Chambre des représentants le 20 juillet, dans lequel celui-ci lui disait que la sécurité était totalement assurée. Tous les mouvements de troupes dans Léopoldville étaient contrôlés par la Force des Nations Unies. Les visites que M. Kasa-Vubu avaient effectuées à Lovanium ainsi que celles des hauts fonctionnaires de l'ONU l'avaient été à la demande des membres du Parlement, et le transport de M. Badjoko n'avait été assuré qu'au reçu d'une demande officielle du Président de la Chambre des représentants. La proposition de M. Gizenga concernant une commission semblait en contradiction avec le fait que les autorités congolaises avaient demandé aux Nations Unies de veiller au complet isolement du Parlement au cours de la session afin d'éliminer toute influence étrangère.

Le 2 août, dans un rapport (S/4913) sur la session du Parlement congolais et la formation d'un nouveau gouvernement, le Secrétaire général a informé le Conseil que les sénateurs et les députés congolais s'étaient réunis, avec l'assistance et sous la protection des Nations Unies, à Lovanium, les 22 et 23 juillet respectivement. Le 2 août, les deux chambres du Parlement avaient approuvé — le Sénat à l'unanimité et la Chambre des représentants à l'unanimité avec une abstention — un nouveau gouvernement dont M. Adoula était premier ministre, MM. Gizenga, Sendwe et Bolikango, vice-premiers ministres. Dans une résolution annexée au rapport, la Chambre des représentants exprimait sa reconnaissance à l'ONU pour la protection qu'elle avait assurée aux membres du Parlement et sollicitait de l'ONU cette même sécurité pour les parlementaires qui en feraient la demande ou qui se verraient sous une menace quelconque. Une résolution adoptée à l'unanimité par les deux chambres était également annexée à ce document. Dans cette résolution, les deux chambres, considérant que l'interprétation des lois par voie d'autorité n'appartenait qu'aux chambres et considérant le désir du peuple congolais de mettre fin à la crise constitutionnelle qui avait suivi l'ajournement du Parlement et le décès de M. Lumumba, premier ministre du premier gouvernement central, déclaraient que le nouveau gouvernement d'unité nationale était le successeur légal du premier Gouvernement central du Congo et que nul autre gouvernement ne pouvait prétendre exercer les fonctions constitutionnelles du Gouvernement de la République.

Le 4 août, un rapport adressé au Secrétaire général, du fonctionnaire chargé de l'ONUC sur les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies pour aider à l'application de l'Accord du 19 juin entre les autorités de Léopoldville et de Stanleyville, était distribué sous la cote S/4917. Le rapport exposait les mesures prises en vertu de l'Accord afin de protéger les parlementaires durant la session, d'exercer la surveillance nécessaire à Léopoldville et dans les zones adjacentes, d'empêcher l'introduction d'objets interdits à Lovanium et d'assurer la liberté de passage aux membres du Parlement assistant à la session. Les Nations Unies avaient également

placé le personnel civil nécessaire à la disposition du Parlement au cours de la session. En outre, des fonctionnaires de l'ONU s'étaient tenus en permanence à la disposition des autorités de Léopoldville, de celles de Stanleyville et des autres autorités congolaises, à des fins de consultation et pour les aider à trouver une solution mutuellement acceptable à la crise congolaise. Sur la demande expresse des groupes de Léopoldville et de Stanleyville, deux fonctionnaires de l'ONU s'étaient tenus à la disposition du Parlement à des fins de discussion après l'ouverture de la session et avaient parfois été invités conjointement par les deux groupes à assister à de telles discussions. En ce qui concerne l'adhésion d'autres factions politiques à l'Accord, le rapport notait que les autorités de Bakwanga avaient souscrit à l'Accord et que l'"Assemblée législative du Kasai méridional" avait décidé que les parlementaires de cette région prendraient part à la session. En revanche, les autorités d'Elisabethville n'avaient pas adhéré à l'Accord. Après que les membres du nouveau gouvernement eurent prêté serment, le Parlement avait décidé de quitter Lovanium et de renoncer à la protection de l'ONU pour poursuivre ses séances à Léopoldville.

Dans un échange de lettres (S/4923) en date des 10 et 13 août entre le Premier Ministre du Congo et le Secrétaire général, M. Adoula a fait savoir au Secrétaire général que le Parlement congolais avait mis fin à la crise constitutionnelle en donnant sa confiance au nouveau gouvernement central d'unité nationale et de réconciliation; il comptait donc que toute l'assistance fournie par les Nations Unies dans les limites de son mandat serait donnée exclusivement au gouvernement central. En réponse, le Secrétaire général s'est déclaré satisfait de la formation du nouveau gouvernement et a donné au Premier Ministre l'assurance que toute aide que l'Organisation des Nations Unies prêterait au Congo serait fournie au gouvernement central exclusivement; les représentants du Secrétaire général au Congo avaient pour instruction de tenir le gouvernement informé des activités de la mission des Nations Unies au Congo, dans le domaine civil comme pour ce qui était de la Force des Nations Unies, dont le seul but était d'aider le gouvernement à maintenir l'ordre public. Le discours du Premier Ministre prononcé le 2 août devant les deux chambres et résumant le programme de son gouvernement était joint en annexe à cet échange de lettres. Une des tâches les plus importantes du nouveau gouvernement serait d'élaborer un projet de constitution inspiré de l'idée d'unité nationale mais tenant compte du désir des divers territoires d'obtenir une autonomie locale dans les domaines qui étaient d'intérêt régional plutôt que national. Dans son discours, le Premier Ministre exposait également la politique étrangère et intérieure du gouvernement. Dans le domaine des affaires étrangères, le gouvernement serait prêt à défendre l'indépendance du Congo par une politique de non-alignement; il ferait appel à une assistance technique multilatérale sans exclure un pays étranger quelconque, pour autant qu'il n'y ait pas de conditions politiques. Le gouvernement accorderait tout son soutien matériel et moral à tous les mouvements africains de libération nationale et chercherait à jouer pleinement son rôle dans les travaux des organisations internationales. Il espérait normaliser les relations avec la Belgique, sur la base du respect de la souveraineté et de l'unité nationale du Congo, et régler le contentieux entre les deux pays. En ce qui concerne les Nations Unies, envers lesquelles le pays avait contracté une dette de reconnaissance, le gouvernement mettrait tout

en œuvre pour que l'Accord du 17 avril entre le Président de la République et le Secrétaire général soit rapidement et efficacement appliqué. Il chercherait également à conclure un accord établissant les droits et obligations de l'Organisation et du Gouvernement congolais dans leurs rapports mutuels et définissant d'une façon précise les détails d'application de l'arrangement de base du 27 juillet 1960. En matière intérieure, la politique du gouvernement serait fondée sur la volonté de rétablir l'unité nationale et de restaurer le bien-être matériel et moral du pays grâce à des mesures garantissant le respect des libertés fondamentales et des droits de l'homme ainsi qu'au retour de la légalité constitutionnelle. L'armée serait réunifiée et des mesures prises pour que ses membres reçoivent le meilleur entraînement possible de manière à pouvoir être les gardiens de la sécurité nationale et de l'intégrité territoriale du pays et non pas les instruments d'une politique. En ce qui concernait la politique monétaire et financière, le gouvernement chercherait à conserver et à développer l'appareil de production du pays, à lutter contre l'inflation en réduisant le déficit de la trésorerie publique, à établir une politique sociale valable et à favoriser les investissements publics et privés. Le programme du gouvernement était destiné à sortir le pays de l'état de stagnation de l'année précédente. Il faudrait également résoudre le problème du Katanga; le gouvernement était décidé à mettre fin dans un avenir proche à la sécession katangaise.

Dans une lettre ultérieure datée du 10 septembre et reproduite avec la réponse du Secrétaire général dans le document S/4937, M. Adoula, premier ministre du Congo, invitait le Secrétaire général à se rendre à Léopoldville afin d'examiner les détails de l'aide promise par le Secrétaire général dans sa lettre du 13 août. Le gouvernement assurait personnellement le Secrétaire général de la haute estime dans laquelle il tenait les efforts inlassables déployés par l'Organisation dans son action au Congo. Dans sa réponse, de la même date, le Secrétaire général annonçait qu'il acceptait l'invitation. Malgré les difficultés pratiques que présentait un tel voyage à la veille de l'Assemblée générale, un contact personnel et direct avec le Premier Ministre et ses collègues serait, estimait le Secrétaire général, de la plus grande valeur pour établir sur une base ferme et claire le développement de l'assistance de l'ONU au gouvernement central et contribuerait à raffermir les liens si heureusement établis par M. Adoula.

Dans une note verbale (S/4939) en date du 13 septembre, le représentant de la Belgique a transmis un communiqué de presse de son gouvernement au sujet des récents événements d'Elisabethville. D'après le communiqué, les enquêtes avaient montré que la déclaration qui aurait été faite au cours d'une conférence de presse par le représentant du Secrétaire général au Katanga, M. O'Brien, et selon laquelle des officiers belges installés dans le consulat belge d'Elisabethville auraient ouvert le feu sur les forces des Nations Unies était sans fondement. Le Gouvernement belge avait également demandé au Secrétaire général d'assurer la sécurité des ressortissants étrangers conformément au plan de protection accepté par les chefs militaires responsables des Nations Unies au cours des réunions qui s'étaient tenues avec les représentants consulaires et M. O'Brien le 2 septembre. La responsabilité de cette sécurité était en effet reportée sur les forces des Nations Unies qui, par leur action, en avaient dessaisi les autorités locales.

Le 14 septembre, un rapport du fonctionnaire chargé de l'ONU adressé au Secrétaire général au sujet de la mise en application du paragraphe A-2 de la résolution du Conseil de sécurité du 21 février était publié sous la cote S/4940. Le rapport précisait que les efforts tendant à mener à bien le retrait de tous les personnels militaires et paramilitaires et conseillers politiques belges et d'autres nationalités ne relevant pas du Commandement des Nations Unies, ainsi que des mercenaires dont on trouvait la concentration la plus importante dans les forces armées katangaises, n'avaient pas donné de résultat appréciable pendant plusieurs mois, vu que l'ONU manquait de pouvoirs juridiques lui permettant de prendre des mesures autres que par voie de négociation. Le Président de la République ayant promulgué l'ordonnance No 70 prévoyant l'expulsion de tous les officiers et mercenaires non congolais servant dans les forces katangaises et n'étant pas liés par contrat avec le gouvernement central, et le Premier Ministre ayant demandé, le 24 août (S/4940, annexe 1), l'aide de l'ONU pour l'exécution de cette ordonnance, les Nations Unies avaient acquis au Congo des pouvoirs juridiques correspondant aux dispositions de la résolution du 21 février. Le 28 août, l'ONU commençait à prendre les dispositions nécessaires pour l'évacuation du personnel militaire étranger et des mercenaires. Etant donné qu'une atmosphère de tension avait été créée par de fausses rumeurs touchant le but de l'action des Nations Unies, l'émetteur de Radio-Katanga, le siège de la gendarmerie et d'autres points et installations clefs avaient été placés sous surveillance, à titre de précaution. Cependant, aucune résistance n'avait été rencontrée de la part des forces armées ou de la police katangaises pour l'exécution des mesures d'évacuation et, le 28 août, M. Tshombé avait déclaré dans une émission radiodiffusée que son gouvernement approuvait l'évacuation. Dans la journée, les représentants de l'ONU avaient conféré avec les membres du corps consulaire d'Elisabethville et il avait été convenu que le Consul de Belgique se chargerait de la reddition ainsi que du rapatriement de tout le personnel devant être évacué, quelle que fût sa nationalité. Cela étant entendu, l'Organisation des Nations Unies n'avait plus continué à appréhender le personnel militaire étranger et avait autorisé environ 70 officiers belges à rester dans le bâtiment du consulat de Belgique à Elisabethville en attendant qu'on les rapatriât. Malheureusement, les officiers et les mercenaires étrangers, profitant de cet assouplissement des mesures d'évacuation, s'étaient réinfiltrés dans la gendarmerie et des éléments étrangers avaient exercé une pression sur certains ministres katangais pour les dissuader de s'acheminer vers une réconciliation politique avec le gouvernement central. Les actes de la police politique (Sûreté) — instrument de M. Munongo, ministre de l'intérieur, et en grande partie dirigée par des officiers étrangers — s'ajoutant aux émissions de propagande incendiaire de Radio-Katanga et aux rumeurs qui circulaient, avaient eu pour effet de déclencher une panique chez les Baluba; au 9 septembre, 35 000 réfugiés baluba s'étaient mis sous la protection des Nations Unies, créant un problème très grave du point de vue humanitaire et une situation susceptible d'entraîner une guerre tribale et civile. Le 9 septembre, date limite à laquelle tous les membres du personnel militaire étranger devaient se présenter devant une unité des Nations Unies aux fins d'évacuation, 104 membres du personnel étranger au moins ne s'étaient pas présentés. Le représentant des Nations Unies avait donc demandé aux consuls d'assurer le départ immédiat de leurs ressortissants, faute

de quoi les Nations Unies auraient à reprendre leur action pour mettre en application la résolution du 21 février par tous les moyens à leur disposition. Deux jours plus tard, le représentant adjoint des Nations Unies à Elisabethville avait été arrêté sur l'ordre d'un officier non congolais de la police politique; c'était là le point culminant d'une longue série de méfaits commis par ces officiers. Les Nations Unies avaient donc demandé que tous les officiers non congolais de la police politique fussent évacués dans les 48 heures. A l'instigation des officiers étrangers qui restaient et aussi d'extrémistes locaux, la gendarmerie avait entrepris de placer des patrouilles lourdement armées et des postes de garde dans tous les bâtiments publics et dans d'autres installations d'Elisabethville, et la police avait été renforcée par des membres de la tribu de M. Munongo. Les entretiens avec M. Tshombé et des membres de son gouvernement n'ayant pas amené un relâchement de la tension ni un accord sur l'évacuation des officiers étrangers servant dans la Sûreté katangaise, les Nations Unies avaient pris, aux premières heures du 13 septembre, des mesures de sécurité semblables à celles qui avaient été prises le 28 août. Le feu avait été mis au garage des Nations Unies et alors que les troupes de l'ONU se dirigeaient vers le garage, on avait ouvert le feu sur elles du bâtiment où l'on savait que résidaient un certain nombre d'officiers étrangers. Les coups de feu avaient continué mais il n'existait pas de preuve d'action de grande envergure menée contre l'ONU par le personnel congolais de la gendarmerie. Le représentant de l'ONU s'était mis en rapport avec M. Tshombé et celui-ci avait ordonné un cessez-le-feu, mais les mercenaires engagés dans le combat n'avaient pas respecté cet ordre. Dans l'après-midi du 13 septembre, le gouvernement central avait envoyé une délégation dirigée par le Commissaire d'Etat pour le Katanga, M. Bocheley, pour aider les autorités provinciales à rétablir l'ordre public, et l'ONU avait envoyé un groupe de techniciens chargés d'aider à remettre en marche les services publics essentiels.

Un additif (S/4940/Add.1) au rapport du fonctionnaire chargé de l'ONU a reproduit un discours radio-diffusé, prononcé par M. Tshombé le 28 août, dans lequel celui-ci s'inclinait devant la décision de l'ONU d'évacuer les militaires de nationalité étrangère servant dans la gendarmerie katangaise et démentait les bruits selon lesquels les Nations Unies auraient l'intention de désarmer la gendarmerie ou la police katangaises ou de faciliter l'entrée au Katanga de détachements de l'armée congolaise. Tout en proclamant son droit à l'autodétermination, son gouvernement n'en continuerait pas moins à faire tout ce qui était en son pouvoir pour trouver une solution pacifique aux problèmes de l'heure; personne n'avait intérêt à ce que la seule région du Congo encore organisée sombrât dans l'anarchie et le chaos.

L'additif contenait également un rapport du représentant des Nations Unies à Elisabethville sur l'état, au 8 septembre, de l'évacuation du personnel non congolais de la gendarmerie katangaise; à cette date, 273 personnes avaient été rapatriées, 65 étaient en attente de rapatriement et 104 étaient manquantes.

Un deuxième additif (S/4940/Add.2), portant sur les événements des 13 et 14 septembre, précisait que les troupes de l'ONU à Elisabethville avaient maintenu leurs positions malgré des attaques répétées. Une compagnie de troupes de l'ONU qui avait été envoyée à Jadotville à la demande du corps consulaire était atta-

quée par un grand nombre de gendarmes dirigés par des non congolais et soutenus par l'aviation. La base de Kamina était également attaquée. Le contact avec M. Tshombé avait été rompu mais un ordre de cessez-le-feu avait été diffusé par le Vice-Président du Katanga.

Un troisième additif (S/4940/Add.3), portant sur les événements des 14 et 15 septembre, signalait que les attaques dirigées contre les troupes de l'ONU à Elisabethville, à Jadotville et à Kamina avaient continué. De nombreux raids aériens avaient été effectués contre les forces des Nations Unies. Il avait été impossible d'entrer en contact avec M. Tshombé. Sauf pour ce qui était des résidents non congolais, la population d'Elisabethville et d'autres villes restait calme.

Un quatrième additif (S/4940/Add.4) signalait que, les 16 et 17 septembre, les tentatives pour établir un cessez-le-feu s'étaient poursuivies en vain. Les attaques, notamment les attaques aériennes, dirigées contre le personnel de l'ONU à Elisabethville, Jadotville et à Kamina avaient continué. Les services de distribution d'eau et d'électricité à Elisabethville avaient repris après une brève interruption. La population congolaise dans l'ensemble du territoire katangais restait calme et elle fraternisait avec l'ONU, comme le faisait la gendarmerie là où il n'y avait pas d'officiers non congolais ou de mercenaires. Le Consul du Royaume-Uni ayant fait savoir au représentant de l'ONU à Elisabethville que M. Tshombé désirait le rencontrer, le Secrétaire général avait demandé qu'une réponse soit transmise à M. Tshombé suggérant qu'il rencontre le Secrétaire général à Ndola pour rechercher les moyens pacifiques de régler le conflit actuel, ouvrant ainsi la voie à une solution du problème katangais dans le cadre du Congo. Le Secrétaire général proposait qu'un cessez-le-feu effectif fût imposé des deux côtés en vue de rendre une rencontre possible et de s'approcher d'une solution du conflit dans le cadre établi par le Conseil de sécurité et déjà accepté par M. Tshombé. Ce dernier avait, signalait le Secrétaire général, accepté les objectifs de la mission des Nations Unies — le maintien de l'ordre public, la prévention d'une guerre civile et l'évacuation de tout le personnel visé par la résolution du 21 février du Conseil; il ne devait donc pas y avoir de différence d'opinion en ce qui concernait le cadre dans lequel on devait chercher les moyens de mettre fin au conflit armé. Il semblait également exister une identité de vues entre M. Tshombé et l'Organisation des Nations Unies quant aux principes sur lesquels devait être basé l'effort en vue de trouver une solution du problème politique. Le 17 septembre, M. Tshombé répondait en acceptant le principe d'un cessez-le-feu immédiat et demandant que l'on mit fin aux mouvements des troupes des Nations Unies. En réponse, le Secrétaire général priait le représentant de l'ONU à Elisabethville de faire savoir à M. Tshombé qu'il ne pouvait s'agir que d'un cessez-le-feu sans condition des deux côtés et d'un accord en vue de se rencontrer, toutes les autres modalités devant faire l'objet de discussions au cours de l'entrevue. En ce qui concernait les mouvements militaires, l'ordre de cessez-le-feu devait naturellement être interprété comme n'affectant pas le *statu quo*, qui serait maintenu durant toute la période pendant laquelle un accord serait recherché. En l'absence d'une réponse de M. Tshombé, qui avait déjà pris ses dispositions pour se rendre à Ndola lorsque le représentant de l'ONU avait cherché à lui transmettre le message, le Secrétaire général avait décidé de se rendre à Ndola et avait quitté Léopoldville vers 17 heures.

L'additif 5 (S/4940/Add.5), distribué le 19 septembre, contenait un rapport sur le vol du Secrétaire général de Léopoldville. L'appareil n'était pas arrivé à destination et des recherches intensives par air et au sol avaient commencé aux premières heures du 18 septembre. Dans la soirée du 18 septembre, l'épave de l'avion DC 6-B loué par le Secrétaire général était découverte à 7 milles au nord-est de l'aéroport de Ndola. Une seule personne avait survécu parmi celles qui accompagnaient le Secrétaire général. Le 25 septembre, on apprenait qu'elle avait succombé à ses blessures (additif 9). Dans un communiqué de presse daté du 18 septembre et joint à ce document, le Premier Ministre du Congo annonçait que son gouvernement avait proclamé la journée du 19 septembre jour de deuil national en hommage à M. Hammarskjöld et à ses compagnons, victimes des intrigues des grandes puissances financières occidentales, et comme marque d'indignation devant l'ingérence dans les affaires du Congo de certains pays étrangers.

L'additif 6 (S/4940/Add.6), portant sur les événements des 18 et 19 septembre, signalait qu'il n'avait pas été possible, étant donné les circonstances entourant le décès annoncé du Secrétaire général et de ses collaborateurs, le 18 septembre, de poursuivre les efforts de l'ONU en vue d'aboutir à un cessez-le-feu avec la gendarmerie provinciale. Le 19 septembre, la situation était demeurée calme dans l'ensemble. M. Tshombé avait fait parvenir, par l'entremise du Consul du Royaume-Uni à Elisabethville, un message dans lequel il se déclarait prêt à ordonner un cessez-le-feu. M. Khiari, chef des opérations civiles de l'ONUC, s'était rendu à Ndola et y avait rencontré M. Tshombé pour continuer la mission entreprise par le Secrétaire général.

L'additif 7 (S/4940/Add.7), portant sur les événements des 19 et 20 septembre, signalait que la situation militaire avait été plus calme. Durant l'après-midi du 20 septembre, M. Khiari et M. Tshombé avaient signé un accord provisoire de cessez-le-feu. Cet accord, qui ne devait devenir définitif qu'après son approbation par le Secrétaire général, prévoyait un cessez-le-feu entre les troupes des Nations Unies et les troupes des autorités katangaises, cessez-le-feu qui entrerait en vigueur le 21 septembre à minuit; la nomination d'une commission mixte de quatre membres pour contrôler l'application de l'accord et chercher les moyens permettant d'asseoir les rapports entre Nations Unies et autorités katangaises sur une base meilleure; l'arrêt des mouvements de troupes et de matériel destinés à renforcer les garnisons ou les positions; et l'échange des prisonniers.

L'additif 8 (S/4940/Add.8), distribué le 22 septembre, signalait qu'un cessez-le-feu avait été proclamé le 21 septembre à minuit. Deux incidents au cours desquels des coups de feu avaient été tirés s'étaient produits à Elisabethville mais ailleurs la situation était calme.

Le 6 octobre, un rapport intérimaire sur l'application de l'accord de cessez-le-feu a été distribué sous la cote S/4940/Add.10. Cet accord avait été approuvé par le Siège de l'Organisation des Nations Unies et était donc devenu définitif. En transmettant son approbation à M. Tshombé le 24 septembre, le Siège de l'Organisation des Nations Unies lui avait rappelé que l'accord était strictement militaire et s'appliquait exclusivement à la Force des Nations Unies au Katanga et aux forces armées du Katanga; la conclusion de l'accord ne saurait constituer une modification quelconque des résolutions du Conseil de sécurité, y compris celle du 21 février, ou de l'Assemblée générale. Une première rencontre

de la Commission mixte prévue par l'accord s'était tenue le 26 septembre et une sous-commission mixte a été constituée et avait visité diverses garnisons. Pendant ce temps, les échanges de vues avaient repris à l'échelon plus élevé concernant la continuation, par des moyens pacifiques, de l'application du paragraphe A-2 de la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 février.

Dans une lettre du 16 octobre (S/4962) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de l'Union soviétique a suggéré que le Conseil de sécurité soit complètement renseigné sur la situation au Congo, notamment au Katanga, sur l'action du Commandement de la Force de l'ONU et sur ses intentions concernant l'exécution des décisions pertinentes du Conseil de sécurité. Alors que la formation d'un gouvernement unique en août aurait dû permettre de rétablir rapidement une situation normale au Congo et de restaurer son intégrité territoriale, certains signes donnaient à penser que les colonialistes faisaient tout, cette fois encore, pour saboter la volonté clairement exprimée du peuple congolais. Le territoire du Congo n'avait pas encore été débarrassé des troupes colonialistes et des mercenaires, et les colonialistes continuaient d'envoyer de l'armement, y compris des avions à réaction, au Katanga, où les bandes de mercenaires entravaient encore la réunion de cette province au reste du pays. Ces activités ne rencontraient aucune opposition de la part des troupes de l'ONU, alors pourtant que celles-ci n'avaient plus la moindre excuse pour ne pas mettre à exécution les résolutions de l'Assemblée et du Conseil, notamment les résolutions adoptées par le Conseil le 9 août 1960 et le 21 février 1961 concernant la réunion du Katanga au reste du pays et l'évacuation des personnels militaire et paramilitaire et des conseillers politiques étrangers ainsi que des mercenaires. Au lieu de cela, le Commandement des troupes de l'ONU avait conclu avec les bandes de mercenaires et de séparatistes un "accord de cessez-le-feu", lequel avait été approuvé par le Siège de l'Organisation des Nations Unies quoiqu'en réalité aucun des organes principaux de l'ONU n'eût examiné cette question. En outre, selon des articles de presse qui n'avaient pas été démentis, des représentants du Secrétariat de l'ONU avaient promis aux meneurs des rebelles du Katanga de n'appuyer aucun plan du Gouvernement congolais visant à réunir le Katanga au reste du pays. Ces promesses, si elles avaient été faites, étaient nettement contraires à l'esprit et à la lettre de la résolution du Conseil de sécurité et constituaient un abus de pouvoir de la part du Secrétariat. Seul le Conseil était habilité à trancher des questions en rapport avec la présence des troupes envoyées au Congo en exécution de ces résolutions. On ne saurait admettre que le Commandement de la Force de l'ONU au Congo cherche à éluder le Conseil de sécurité et agisse contrairement aux résolutions précédentes du Conseil.

Dans une note verbale (S/4964) en date du 17 octobre adressée au Président du Conseil de sécurité, le Ministre des affaires étrangères du Congo, se référant à l'accord intervenu entre l'ONUC et les autorités katangaises, faisait observer qu'aucun accord ne pouvait être conclu entre l'ONU et un gouvernement provincial sans consultation et consentement préalables du Gouvernement central légalement investi. Son gouvernement avait déjà exprimé son appréhension quant aux implications politiques, notamment la continuation même de toutes les opérations de l'ONU au Congo, qu'aurait l'application de l'accord de cessez-le-feu et,

en attendant des explications complémentaires de M. Khiari, il devait considérer le protocole de l'accord du 13 octobre signé par M. Khiari et M. Tshombé comme étant de nature à renforcer la position de ce dernier. Le Gouvernement du Congo se réservait le droit de revoir sa position à l'égard de l'opération de l'ONU au Congo et d'obtenir que les buts de cette opération soient définis plus clairement lors d'une prochaine séance du Conseil, qui pourrait être convoqué à cet effet.

Dans un autre additif (S/4940/Add.11) à son rapport du 14 septembre 1961, le fonctionnaire chargé de l'ONUC a exposé les négociations de la Commission mixte créée en vertu de l'accord de cessez-le-feu du 20 septembre qui avait conduit à la signature, le 13 octobre, d'un protocole donnant effet à cet accord. Le protocole, signé par M. Tshombé au nom du Gouvernement du Katanga et par M. Khiari au nom de l'ONUC, portait sur ce qui suit : échange des prisonniers militaires le 16 octobre ; création de trois sous-commissions mixtes chargées de surveiller l'application de l'accord de cessez-le-feu ; statut des garnisons katangaises et de l'ONUC à Albertville, Niemba, Nyunzu, Jadotville et autres lieux ; remise aux autorités katangaises du contrôle de l'hôpital BCK, du Lido et du tunnel de la chaussée de Katanga, à condition que soit maintenue la neutralisation de ces lieux et qu'aucune formation militaire n'y soit stationnée, ni à l'intérieur ni aux alentours ; restitution de la poste centrale d'Elisabethville aux autorités katangaises, ces dernières assurant la liberté des communications ; libre usage des aéroports contrôlés par l'ONUC pour le trafic civil et le ravitaillement normal des troupes katangaises ; restitution des installations de radio de La Kilobelobe aux autorités katangaises, à condition que les deux parties s'abstiennent de toute campagne d'excitation et de tout acte inamical ; assistance à l'ONUC en vue de trouver des locaux pour ses services civils et militaires en remplacement des locaux cédés aux autorités katangaises ; retour à l'aérodrome de Luanu des forces de gendarmerie qui y étaient postées le 12 septembre ; droit de la gendarmerie katangaise à riposter à une attaque de l'extérieur ; et engagement par les deux parties de soumettre tout différend à la Commission mixte de cessez-le-feu. En communiquant son approbation du protocole à M. Tshombé le 23 octobre, le Siège des Nations Unies avait réaffirmé les conditions qui avaient été à la base de son approbation de l'accord de cessez-le-feu du 20 septembre ; il avait en outre déclaré que son approbation n'impliquait aucune dérogation à l'unité, à l'intégrité territoriale ou à l'indépendance du Congo, à la souveraineté de la République ou à l'autorité de son gouvernement central, qu'une pleine mise en œuvre des exigences formulées au paragraphe A-2 de la résolution du Conseil en date du 21 février restait une condition essentielle à l'application effective du protocole et que l'échange des prisonniers devait précéder la mise en œuvre de toutes les autres clauses du protocole. Le Premier Ministre du Congo avait fait savoir au quartier général de l'ONUC que son gouvernement ne s'opposerait pas à une approbation dans les termes envisagés. Bien que le cessez-le-feu n'eût ni intention ni fins politiques, les représentants de l'ONUC avaient profité des discussions pour chercher à convaincre les autorités katangaises de la nécessité d'entrer en contact avec le Gouvernement central et avaient obtenu des assurances quant à la sécurité de M. Tshombé et de ses représentants pour tout séjour à Léopoldville effectué dans ce but. Deux émissaires de M. Tshombé avaient en fait accompagné M. Khiari à Léopoldville et avaient

été reçus par des représentants du Gouvernement central.

Dans un additif ultérieur (S/4940/Add.12), distribué le 2 novembre, le fonctionnaire chargé de l'ONUC annonçait qu'après quelque retard, l'échange des prisonniers s'était effectué le 25 octobre. Malheureusement, les autorités katangaises n'avaient pas observé certaines dispositions du protocole de cessez-le-feu. En particulier, les campagnes d'excitation et les boycottages de l'ONUC et de son personnel avaient continué. En outre, des avions katangais, pilotés par des non-Congolais, avaient lancé certaines attaques au Kasai. Ces actions constituaient un acte de guerre civile visé au paragraphe A-1 de la résolution du Conseil en date du 21 février et l'ONUC avait prévenu que des contre-mesures seraient prises si les appareils n'étaient pas maintenus au sol. Les autorités katangaises avaient également été prévenues que le fait de s'obstiner à ne pas éliminer le personnel militaire, les mercenaires et les conseillers politiques étrangers équivaudrait à une rupture du cessez-le-feu ; si l'on n'utilisait pas les moyens pacifiques disponibles, une action directe de la part de l'ONUC ne serait pas exclue. Un problème particulier se posait à ce sujet du fait de la présence à Elisabethville, au prétendu consulat belge, de 12 officiers belges de l'armée régulière, dont certains avaient participé à la direction des hostilités contre l'ONUC. Cette violation de la résolution du Conseil en date du 21 février avait été portée à l'attention du Gouvernement belge. Pour éviter d'être appréhendés, des mercenaires revêtaient des habits civils et un certain nombre de personnes évacuées en application du paragraphe A-2 de la résolution seraient retournées au Katanga ou poursuivraient leurs activités dans des régions voisines. Le fonctionnaire chargé de l'ONUC faisait également savoir que la réduction des effectifs de la Force s'était poursuivie comme prévu ; en décembre, les effectifs devaient être d'environ 14 400 hommes. En ce qui concerne les efforts de conciliation entre le Gouvernement central et les autorités katangaises, le fonctionnaire chargé de l'ONUC annonçait que le Gouvernement central avait reçu un certain nombre de propositions de M. Tshombé et s'était déclaré disposé à examiner n'importe quelle proposition à condition qu'elle fût discutée dans le cadre des institutions parlementaires établies par la Loi fondamentale ; "l'entité du Katanga" était reconnue, comme celle des autres provinces, sous la forme prévue par cette loi. Le 25 octobre, M. Tshombé avait répondu à l'invitation du Premier Ministre en faisant ressortir la nécessité d'établir un climat favorable aux conversations. Dans ce but, le général Mobutu avait été chargé de mettre fin aux opérations de l'ANC menées dans le nord du Katanga ou dans la direction de cette région et l'ONUC avait transmis un message du Gouvernement central à M. Tshombé dans lequel il l'informait des mesures prises par le Gouvernement central à cet égard. A la suite d'un nouveau message de M. Tshombé, en date du 27 octobre, protestant contre des crimes de génocide prétendument commis au Katanga, et des bombardements d'objectifs au Kasai auxquels l'aviation katangaise continuait de se livrer, le Premier Ministre avait annoncé, dans une déclaration radiodiffusée, qu'ayant épuisé tous les moyens de réconciliation pacifique, son gouvernement poursuivrait ses opérations de police en vue de rétablir l'ordre public dans le nord du Katanga et de mettre fin à la sécession katangaise. Le fonctionnaire chargé de l'ONUC rapportait également que le nombre des réfugiés, en majorité baluba, qui avaient demandé la protection des Nations Unies, était passé

à 35 000 au 15 octobre. On envisageait de transférer provisoirement les réfugiés à l'extérieur d'Elisabethville en attendant de régler le problème de façon définitive.

Dans une lettre (S/4973) en date du 3 novembre, les représentants permanents de l'Éthiopie, de la Nigéria et du Soudan ont demandé au Président du Conseil de convoquer le Conseil pour qu'il examine la situation existant dans la province du Katanga du fait des actes déréglés des mercenaires.

Dans une note verbale du 7 novembre distribuée à sa demande sous la cote S/4975, le représentant de la Belgique a transmis un communiqué du Gouvernement belge annonçant le retrait du passeport des ressortissants belges qui continueraient à servir dans les armées katangaises, étant donné que l'avertissement de février 1961 selon lequel le recrutement de ressortissants belges dans des forces armées étrangères était un délit punissable par la loi n'avait pas produit l'effet souhaité. Tout requérant qui n'accepterait pas de signer une déclaration par laquelle il s'engagerait à ne pas servir dans des forces armées étrangères se verrait refuser le passeport.

Le 11 novembre, le rapport de la Commission d'enquête créée en vertu de la résolution 1601 (XV) de l'Assemblée générale a été distribué au Conseil sous la cote S/4976. La Commission, qui avait pour mandat, d'après la résolution du Conseil en date du 21 février, de procéder à une enquête immédiate et impartiale en vue de déterminer les circonstances de la mort de M. Lumumba et de ses collègues, avait tenu 66 séances à New York et en Europe. Après la formation, le 2 août, du nouveau Gouvernement central du Congo, la Commission avait prié le Premier Ministre de fixer la date de son arrivée au Congo. Dans une réponse reçue le 19 septembre, le Ministre des affaires étrangères du Congo avait déclaré que le gouvernement estimait avoir le droit et le devoir de procéder à une enquête judiciaire sur la mort de M. Lumumba et de ses collègues afin de découvrir et de punir les coupables; le gouvernement serait reconnaissant à la Commission de transmettre les renseignements qu'elle posséderait et qui pourraient être utiles aux autorités judiciaires congolaises mais il estimait qu'étant donné les circonstances, l'arrivée de la Commission — qui avait été nommée à une époque où le Congo n'avait pas de gouvernement constitutionnellement établi — serait inopportune et dénuée de sens. Se fondant sur les éléments de preuve dont elle disposait, la Commission reconnaissait comme vrai en substance le témoignage selon lequel MM. Lumumba, Okito et Mpolo avaient été assassinés le 17 janvier 1961 près d'Elisabethville et selon toute probabilité en présence de hauts fonctionnaires du Gouvernement de la province du Katanga, à savoir MM. Tshombé, Munongo et Kibwe. La Commission consignait également son opinion suivant laquelle le président Kasa-Vubu, ses collaborateurs et le Gouvernement provincial du Katanga avaient une part de responsabilité dans la mort des trois prisonniers. M. Kasa-Vubu et ses collaborateurs avaient sciemment livré les prisonniers aux mains de leurs pires ennemis politiques, et le Gouvernement du Katanga n'avait pas protégé leurs vies mais au contraire avait directement ou indirectement contribué à leur assassinat.

Le 13 novembre, à la demande du Ministre des affaires étrangères du Congo, une note verbale adressée par celui-ci à la Mission permanente de Belgique a été distribuée sous la cote S/4981. La note verbale signalait qu'un consulat belge auquel la République du Congo n'avait jamais donné son *exequatur* continuait de fonc-

tionner à Elisabethville, et priait la Mission permanente de demander le départ immédiat des 12 conseillers militaires belges attachés au consulat, qui devaient être rangés parmi les mercenaires servant dans la gendarmerie katangaise.

B. — Examen de la question de la 973ème à la 979ème séance et à la 982ème séance (13-24 novembre 1961)

De la 973ème séance à la 979ème séance et à la 982ème séance, les représentants de l'Éthiopie, de la Belgique, de l'Inde, du Congo (Léopoldville) et de la Suède ont été, sur leur demande, invités à prendre place à la table du Conseil.

A sa 973ème séance, le 13 novembre, le Conseil était saisi de l'ordre du jour provisoire suivant :

"1. Adoption de l'ordre du jour.

"2. Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité, le 3 novembre 1961, par les représentants permanents de l'Éthiopie, de la Nigéria et du Soudan (S/4973)".

Sur la proposition du représentant du Libéria, qui a suggéré que l'ordre du jour se réfère aussi, comme d'habitude, à la lettre dans laquelle le Secrétaire général attirait l'attention du Conseil sur la situation au Congo, le Conseil a consenti à modifier le point 2 de l'ordre du jour provisoire de la façon suivante :

"2. Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité, le 13 juillet 1960, par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (S/4381) ;

Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité, le 3 novembre 1961, par les représentants permanents de l'Éthiopie, de la Nigéria et du Soudan (S/4973)".

Décision : *L'ordre du jour ainsi modifié a été adopté.*

Ouvrant la discussion, le représentant de l'Éthiopie a déclaré que son pays, qui fournissait des troupes et d'autres ressources matérielles pour l'opération du Congo, jugeait la situation présente extrêmement critique; après 16 mois de présence au Congo, l'Organisation était plus loin que jamais de pouvoir mettre fin à l'ingérence étrangère qui avait été, et qui demeurerait, la seule raison des désordres politiques, des crises répétées, du chaos et de l'incertitude qui régnaient au Congo, ainsi que de l'attitude de défi continu des autorités katangaises à l'égard des Nations Unies et du gouvernement central. Après la formation du nouveau gouvernement central, au mois d'août, la sécession du Katanga restait le seul obstacle. Il aurait fallu mettre fin promptement à cette sécession, manigancée et soutenue dès le début par des mercenaires étrangers et des intérêts financiers, en usant du mandat donné par la résolution du Conseil en date du 9 août. Or, les ambiguïtés de ce mandat avaient donné à M. Tshombé et à sa clique étrangère le temps de consolider leur position et de constituer les forces qui leur avaient permis de menacer l'Organisation des Nations Unies au moment où celle-ci tâchait de mettre en œuvre la résolution du 21 février. L'accord de cessez-le-feu et le protocole qui avaient suivi — et que le Gouvernement éthiopien n'avait jamais approuvés — avaient semblé un recul, mais la tragédie avait été due à la faiblesse militaire de l'opération et à l'aide matérielle, notamment les avions à réaction, apportée à M. Tshombé par des personnes vivant dans les territoires limitrophes du Katanga; M. Kimba avait déjà annoncé qu'il avait engagé des

négociations pour obtenir des renforts de la Rhodésie. Il fallait clarifier le mandat de l'opération des Nations Unies dans la province du Katanga pour faire face à la nouvelle situation. De quelque façon qu'on eût justifié antérieurement l'interprétation donnée à la résolution du Conseil en date du 14 juillet 1960, il incombait maintenant aux Nations Unies d'aider le gouvernement central à restaurer l'ordre public au Katanga et à mettre fin à la sécession. Etant donné cette situation, le Conseil devait autoriser le Secrétaire général à expulser les mercenaires par la force ou à les livrer aux autorités légalement constituées qui les jugeraient, et à charger expressément le Commandement des Nations Unies d'appuyer les efforts du gouvernement central en vue de mettre fin à la sécession du Katanga. Le Conseil devait aussi s'assurer de l'ampleur de l'ingérence étrangère à partir des territoires limitrophes du Katanga, créer un dispositif spécial pour la combattre et faire appel aux Etats ayant des responsabilités dans la conduite internationale de ces territoires pour qu'ils mettent un terme à cette ingérence immédiatement. Il fallait prendre des mesures efficaces pour empêcher l'Union minière et autres de prêter un appui financier à M. Tshombé, et inviter tous les Etats à défendre à leurs ressortissants la vente d'avions et d'armes aux autorités katangaises. Enfin, le Conseil de sécurité devait aider le Secrétaire général à obtenir des Etats Membres qu'ils fournissent des troupes.

Le représentant du Congo (Léopoldville) a déclaré que le résultat des réunions tenues à Brazzaville, Tananarive, Coquilhatville et Milan montrait que M. Tshombé ne serait amené à négocier sérieusement avec le gouvernement central qu'au moment où l'équilibre des forces pencherait contre lui. Au mépris de la Loi fondamentale et sans pouvoir prétendre représenter les vues d'une majorité de la population de la province, M. Tshombé avait démontré qu'il était prêt à utiliser tous les moyens pour maintenir l'indépendance de son prétendu Etat du Katanga, but qu'avaient visé les colons et les groupes financiers intransigeants de la province avant même l'accession du Congo à l'indépendance. Avec l'appui de ses mercenaires, terme qui pouvait s'appliquer à presque tous les colons et les employés européens des sociétés étrangères du Katanga, M. Tshombé et les puissances clandestines qui l'appuyaient avaient recréé l'atmosphère de haine raciale de juillet 1960 et empêchaient de trouver une solution à la crise congolaise. Il fallait tout d'abord expulser les mercenaires, pivot de la résistance de M. Tshombé, ou les livrer aux autorités congolaises pour jugement. Pour pouvoir atteindre les buts qu'elle avait acceptés en répondant à la demande initiale d'assistance du Gouvernement central, l'Organisation des Nations Unies devait fournir une aide directe au Gouvernement central du Congo et veiller à ce que ses forces coopèrent effectivement avec celles du gouvernement. Elle devait également aider le gouvernement à réorganiser sa propre police et ses forces de sécurité, et prendre des mesures efficaces pour mettre fin à la situation chaotique entretenue au Congo par des personnes ayant des intérêts contraires à ceux du Gouvernement et du peuple congolais.

Poursuivant le débat à la 974^{ème} séance, le 15 novembre, le représentant du Libéria a présenté, au nom de Ceylan, du Libéria et de la République arabe unie, le projet de résolution suivant (S/4985):

"Le Conseil de sécurité,

"Rappelant ses résolutions S/4387, S/4405, S/4426 et S/4741,

"Rappelant en outre les résolutions 1474 (ES-IV), 1592 (XV), 1599 (XV), 1600 (XV) et 1601 (XV) de l'Assemblée générale,

"Réaffirmant les principes et les buts de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le Congo (Léopoldville), tels qu'ils sont énoncés dans lesdites résolutions, à savoir:

"a) Maintenir l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République du Congo;

"b) Aider le Gouvernement central du Congo à rétablir et maintenir l'ordre public;

"c) Empêcher le déclenchement d'une guerre civile au Congo;

"d) Assurer le retrait et l'évacuation immédiate du Congo de tous les personnels militaires et paramilitaires et conseillers d'autres nationalités ne relevant pas du Commandement des Nations Unies, ainsi que de tous les mercenaires;

"e) Fournir une assistance technique,

"Notant avec satisfaction le rétablissement du Parlement national du Congo, conformément à la Loi fondamentale et la formation d'un gouvernement central, le 2 août 1961, qui y a fait suite,

"Déplorant les activités sécessionnistes, contraires aux décisions et aux buts de l'Organisation des Nations Unies et aux intérêts du peuple congolais, menées par les autorités provinciales du Katanga avec l'appui d'une assistance et d'un personnel de l'extérieur et en opposition aux autorités légalement constituées au Congo,

"Tenant compte de l'impérieuse nécessité d'une action rapide et efficace pour appliquer pleinement les principes et les buts de l'Organisation des Nations Unies au Congo afin de mettre un terme aux difficultés qui assaillent le peuple congolais, action qui est nécessaire dans l'intérêt tant de la paix mondiale et de la coopération internationale que de la stabilité et du progrès de l'ensemble de l'Afrique,

"1. Réprouve énergiquement les activités sécessionnistes illégalement menées par l'administration provinciale du Katanga avec l'appui de ressources de l'extérieur et secondées par des mercenaires étrangers;

"2. Réprouve en outre l'action armée menée, dans l'accomplissement desdites activités, contre les forces et le personnel de l'Organisation des Nations Unies;

"3. Souligne que lesdites activités doivent cesser immédiatement et demande à tous les intéressés d'y renoncer;

"4. Autorise le Secrétaire général à entreprendre une action vigoureuse, y compris, le cas échéant, l'emploi de la force dans la mesure requise, pour faire immédiatement appréhender, placer en détention dans l'attente de poursuites légales ou expulser tous les mercenaires étrangers et éléments hostiles visés au paragraphe A-2 de la résolution du Conseil de sécurité du 21 février 1961;

"5. Prie en outre le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée ou le retour de ces éléments sous quelque couvert que ce soit, ainsi que d'armes, équipement ou autre matériel destinés à appuyer lesdites activités;

"6. Prie tous les Etats de s'abstenir de fournir des armes, équipement ou autre matériel susceptibles d'être utilisés à des fins bellicistes, et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher leurs ressortissants de fournir lesdites armes, ledit équipement ou

ledit matériel, et les prie aussi de refuser de transporter ou de laisser passer en transit lesdites fournitures sur leur territoire, si ce n'est conformément aux décisions, principes et buts de l'Organisation des Nations Unies;

"7. *Invite* tous les Etats Membres à s'abstenir de favoriser, tolérer ou appuyer par action ou omission, directement ou indirectement, des activités dirigées contre l'Organisation des Nations Unies qui aboutissent souvent à des hostilités armées contre les forces et le personnel de l'Organisation;

"8. *Exige* que toutes les activités sécessionnistes au Katanga cessent immédiatement en conformité de la Loi fondamentale et des décisions du Conseil de sécurité;

"9. *Affirme* son plein et ferme appui au Gouvernement central du Congo et sa résolution d'aider ce gouvernement, conformément aux décisions de l'Organisation des Nations Unies, à maintenir l'ordre public et l'intégrité nationale, de fournir une assistance technique et d'exécuter lesdites décisions;

"10. *Demande instamment* à tous les Etats Membres de prêter leur appui, conformément à leurs procédures internes, au Gouvernement central de la République du Congo, en conformité de la Charte et des décisions de l'Organisation des Nations Unies;

"11. *Prie* tous les Etats Membres de s'abstenir de toute action qui risque directement ou indirectement de faire obstacle aux principes et aux buts de l'Organisation des Nations Unies au Congo et est contraire à ses décisions et aux buts généraux de la Charte."

Ce projet de résolution, a précisé le représentant du Libéria, avait pour but essentiel de poursuivre et de renforcer les efforts de l'Organisation au Congo. La création d'un gouvernement de large union et la convocation du Parlement constituaient un progrès encourageant, mais la présence massive d'influences étrangères visant à opérer la division entravait les efforts de l'Organisation. Le projet de résolution offrirait un ferme soutien au gouvernement central constitué dernièrement; le développement et le renforcement de ce gouvernement étaient le seul moyen de réaliser l'unité nationale et l'intégrité territoriale, et il fallait aider le gouvernement à rétablir l'ordre public dans le pays. Le projet de résolution demandait également que des mesures fussent prises pour éliminer les mercenaires, soutien de la sécession de Tshombé, et pour empêcher l'apport d'une nouvelle assistance extérieure. Les mercenaires ne valaient pas mieux que des assassins et devaient être traités comme tels. Il ne fallait pas non plus oublier ceux qui n'étaient pas de simples mercenaires; on pouvait à juste titre se demander pourquoi l'application des décisions de l'ONU avait jusqu'à présent épargné l'Union minière. Il serait intéressant de savoir quelles mesures la Belgique prenait pour mettre en œuvre la résolution du 21 février, en ce qui concernait particulièrement les mercenaires et l'activité de l'Union minière.

Le représentant de la République arabe unie a déclaré que le projet de résolution cherchait à résoudre le problème de l'ingérence des mercenaires et des étrangers au Katanga et préconisait des modalités d'exécution et de nouvelles mesures que le Secrétaire général et le Commandement des Nations Unies pourraient prendre pour résoudre la crise née de la non-application de la résolution du 21 février. Aidé par les colonialistes et la finance internationale, M. Tshombé se rendait coupable de rébellion contre le gouvernement central et défiait ouvertement l'ONU. Le rôle joué par les officiers

et les mercenaires étrangers et par le personnel et les ateliers de l'Union minière avait été démontré abondamment et il restait vrai que tant que se poursuivrait l'ingérence étrangère, il ne pourrait y avoir de Congo uni et indépendant. Le projet de résolution se recommandait de lui-même à tous ceux qui désiraient voir l'intégrité territoriale du Congo sauvegardée et les décisions antérieures des Nations Unies mises en œuvre.

Le représentant de la France a déclaré que l'attitude de son gouvernement s'était depuis l'origine fondée sur trois principes: la souveraineté du Congo, son unité et la non-ingérence dans les affaires intérieures de la République. La France avait assidûment apporté son soutien aux autorités légitimes du Congo et en particulier au président Kasa-Vubu, et elle avait opposé une fin de non-recevoir aux demandes de reconnaissance de toute autorité locale, et en particulier à celle du Katanga comme Etat indépendant. Le Gouvernement français avait pris des mesures pour interdire à ses ressortissants de s'engager dans des forces étrangères et pour défendre tout recrutement sur le territoire français de personnel pour les forces armées katangaises; il avait même publié une ordonnance décrétant que tout engagé dans des forces étrangères était menacé de perdre sa nationalité. Il n'avait été délivré aucune licence d'exportation de matériel de guerre. Tout avion français aux mains des autorités katangaises était parvenu dans la province à l'insu et contre la volonté des autorités françaises. Le Gouvernement français continuait à être hostile à toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures du Congo; la résolution du 22 juillet se fondait sur ce principe, mais d'autres résolutions avaient recommandé une action qui transgresserait les limites fixées par la Charte, et la France avait formulé d'expresses réserves à leur sujet. L'opération militaire montée par l'ONUC au mois d'août et au début de septembre avait illustré les dangers d'une action qui outrepassait le mandat confié au Secrétariat tel qu'il avait été défini dans la résolution du 9 août 1960 et interprété par le Secrétaire général dans son premier rapport (S/4389). C'était par la persuasion et non par la force que serait assurée la réintégration du Katanga, et le Gouvernement français prêterait tout son appui aux efforts pacifiques du Gouvernement central pour y parvenir.

Le représentant de la Suède a déclaré que la participation accrue de son gouvernement aux opérations de l'ONUC prouvait l'importance que celui-ci attachait au rôle pacificateur de l'Organisation au Congo. L'action des Nations Unies au Congo devait avoir un caractère limité. Les Nations Unies devaient tenter de faire respecter l'ordre et d'empêcher, si possible, des heurts entre forces hostiles; il ne fallait pas qu'elles participent à une guerre civile. Ni la Charte ni les décisions antérieures du Conseil n'autorisaient l'Organisation à étendre ainsi son rôle; cela ne serait d'ailleurs souhaitable à aucun point de vue. Si l'on pouvait avoir recours à la force en état de légitime défense ou dans des situations analogues, le but de l'opération était, comme par le passé, de ramener la paix et la stabilité dans le pays par la négociation.

Le représentant de la Belgique a regretté les inexactitudes, les injustices et les insinuations manifestes qui s'étaient trouvées dans certains discours ainsi que la partialité dont certains organes de l'ONU faisaient preuve lorsqu'ils s'occupaient des affaires du Congo et des responsabilités et difficultés de la Belgique. La Belgique avait, à son avis, commis deux fautes au Congo; elle avait pratiqué trop longtemps le pater-

nalisme et avait, peut-être, donné trop vite l'indépendance. Répondant aux accusations portées contre la Belgique, le représentant de la Belgique a précisé que quand son gouvernement était entré en fonction, il avait reconnu le gouvernement formé autour de M. Kasavubu comme étant le gouvernement légitime du Congo, et qu'il était décidé à agir en conséquence. En tant que membre loyal de l'Organisation des Nations Unies, la Belgique ferait le maximum d'efforts pour s'incliner devant les décisions de l'Organisation bien que toutes les résolutions adoptées ne fussent pas, à son avis, sages. Le Gouvernement belge avait fait savoir qu'il était disposé à exécuter la résolution du 21 février et à rappeler du Congo, avec l'approbation du Président de la République, toutes les personnes qui auraient été reconnues comme tombant sous le coup de cette résolution. En ce qui concernait le Katanga, la Belgique avait pris des mesures analogues. Le problème des conseillers politiques avait été résolu; sur la demande du Gouvernement belge, les autorités des Nations Unies avaient publié une liste exhaustive des personnes tombant sous le coup de la résolution et celles-ci avaient quitté le Katanga. En ce qui concernait le personnel militaire, il avait d'abord été convenu que les officiers belges seraient remplacés par des officiers choisis par l'ONU pour que la gendarmerie katangaise ne reste pas sans cadres. Le 28 août cependant, les Nations Unies avaient décidé que tous les officiers devaient quitter ensemble le Katanga et, en quelques jours, la plus grande partie des officiers belges étaient rentrés en Belgique. Douze officiers belges avaient été stationnés, avec l'approbation des Nations Unies, au consulat belge à Elisabethville pour organiser l'évacuation de l'importante population belge du Katanga en cas d'urgence. Quand par la suite l'ONU avait changé de position, les 12 officiers en question avaient aussi quitté le Katanga. Il ne resterait pas, dans les trois jours qui suivraient, un seul officier ou un seul soldat belge dépendant du Gouvernement belge au Katanga. En ce qui concernait les mercenaires, le Gouvernement belge avait fait tout ce que pouvait faire un gouvernement démocratique. Malheureusement, les hommes en question étaient des soldats de fortune qu'il n'était pas facile de soumettre aux injonctions du gouvernement. Sauf en ce qui concernait une poignée de mercenaires, dont on ne connaissait pas le nombre exact, la Belgique s'était entièrement conformée aux résolutions du Conseil. Abordant les incidents du 28 août et du 13 septembre, le représentant de la Belgique s'est plaint de la manière tendancieuse dont les agents de l'Organisation avaient rapporté les faits. Une fois commencée l'opération politiquement et militairement mal faite du 13 septembre — et le représentant de la Belgique avait du mal à croire qu'elle avait été ordonnée par le Secrétaire général — le représentant officiel des Nations Unies à Elisabethville avait voulu expliquer ses mécomptes en en rendant les Belges responsables. Les officiers arrêtés le 28 août avaient été accusés d'avoir organisé un complot dirigé contre les Nations Unies, mais aucune preuve n'avait été fournie. On prétendait que, le 13 septembre, les premiers coups de feu avaient été tirés du Consulat de Belgique; on était par la suite revenu sur cette accusation. D'autres imputations aussi peu fondées avaient été portées contre les officiers belges attachés au Consulat et contre l'Union minière. Ces accusations répétées dressaient inévitablement l'opinion publique belge contre l'Organisation. Le Sénat de Belgique avait à l'unanimité adopté une résolution dans laquelle il déplorait les événements du Katanga et demandait l'ouverture d'une enquête internationale pour établir les faits et envisager la réparation

du préjudice subi par les victimes, dont beaucoup étaient des Belges. La Belgique n'avait qu'un but au Congo: aider le Gouvernement congolais à vaincre les difficultés présentes. Déjà la Belgique accomplissait avec le Gouvernement congolais — avec lequel elle n'avait plus de relations diplomatiques — un programme d'assistance technique important. La délégation belge éprouvait à l'égard de la résolution des trois puissances — et en particulier à l'égard de la référence vague à des "éléments hostiles" — une certaine inquiétude. Dans ce contexte, il était inquiétant de noter dans les débats l'importance donnée au recours à la force; conciliation et paix semblaient être devenues des mots défendus. Pourtant la conciliation ne semblait pas impossible. De l'avis du représentant de la Belgique, la position de M. Tshombé dans l'aide-mémoire qu'il avait adressé le 17 octobre au premier ministre Adoula, bien qu'inacceptable telle quelle, offrait une base de conciliation qu'il ne fallait pas méconnaître. Le Conseil pourrait envisager d'ajouter à ce projet de résolution un paragraphe où il demanderait à M. Tshombé d'aller à Léopoldville négocier avec le Chef du Gouvernement congolais, s'engagerait à garantir sa sécurité et offrirait au besoin les services de conciliateurs.

Le représentant du Congo (Léopoldville) a reconnu que les Nations Unies devraient être un instrument de réconciliation. Le Gouvernement congolais était disposé à accepter toute initiative en vue d'une solution pacifique. C'était M. Tshombé qui mettait des obstacles en continuant à parler de l'indépendance katangaise et en posant des conditions qu'aucun Etat souverain ne pourrait accepter.

A la 975^{ème} séance du Conseil, le 16 novembre, le Président, les membres du Conseil et le représentant du Congo (Léopoldville) ont exprimé leur profonde émotion à la nouvelle de la mort tragique des 13 aviateurs italiens à Kindu et ont adressé leurs condoléances au Gouvernement italien et aux familles des aviateurs.

Poursuivant les débats, le représentant de Ceylan a regretté que le représentant de la Belgique eût, dans sa déclaration, donné l'impression que c'était l'Organisation des Nations Unies qui portait au premier chef la responsabilité des désordres au Congo et non la Belgique et les forces qui dès le début avaient entrepris de consolider le régime sécessionniste du Katanga. Le représentant de la Belgique avait aussi critiqué le projet de résolution qui se proposait, en donnant au Secrétaire général un mandat clair, d'éviter une répétition de la débâcle qui s'était produite à Elisabethville au mois d'août. Il ne fermait pas la porte à la conciliation; rien n'empêchait M. Tshombé de se placer sous l'autorité du Gouvernement légitime et de la Loi fondamentale. Mais le passé de M. Tshombé et son implication dans le meurtre de M. Lumumba interdisaient au Conseil de lui faire confiance. Les mesures préconisées par le projet et tendant à mettre fin à l'ingérence étrangère contribueraient à l'établissement de la paix au Congo et à une véritable conciliation fondée sur la préservation de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de la République.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement estimait qu'il fallait mettre fin à l'esprit de séparatisme et de défi partout où il se manifestait. Rien en droit ne pouvait justifier l'idée d'un Katanga séparé du reste du Congo comme le préconisaient M. Tshombé et les personnes qui lui étaient associées — et qui ne pouvaient prétendre parler au nom de la province tout entière — ou celle d'une Province orientale en révolte que dirigerait M. Gizenga. Si le

chefs séparatistes persistaient dans leurs ambitions, qui ne pouvaient entraîner que la guerre civile et la misère, ils ne seraient certainement pas les gagnants. Le seul objectif raisonnable était d'assurer l'intégration pacifique et complète de toutes les régions dissidentes. A ce sujet, le mandat actuel, tel qu'il était exécuté par les autorités des Nations Unies, était satisfaisant mais aurait besoin d'être renforcé dans trois secteurs. Tout d'abord, il y aurait lieu d'étendre les responsabilités confiées aux Nations Unies pour ce qui est de neutraliser les armes arrivant au Katanga. En deuxième lieu, il faudrait laisser au Secrétaire général les mains libres pour qu'il puisse mettre fin au problème des mercenaires, de préférence avec l'aide de M. Tshombé que l'on espérait pouvoir convaincre, par la négociation et la conciliation, de l'inutilité de poursuivre la résistance. En troisième lieu, les forces armées congolaises devaient être réorganisées et renforcées, comme prévu dans la résolution du Conseil en date du 21 février, et, eu égard à la situation dans le Katanga du Sud et dans la Province orientale, devraient être dotées d'une aviation peu nombreuse mais efficace. Tout en contenant des éléments tout à fait constructifs, le projet de résolution des trois puissances (S/4985), ne répondait pas entièrement à la situation présente et mettait l'accent sur un danger en en méconnaissant un autre. De nouvelles consultations étaient indispensables si le Conseil voulait agir efficacement à l'égard de tous les aspects importants de la question congolaise.

Le représentant du Royaume-Uni a estimé que la confusion générale qui régnait dans tout le Congo — et pas seulement dans une seule région — et qui avait été démontrée par les événements récents soulignait encore le danger qu'il y aurait à encourager l'emploi de la force, ainsi que la nécessité de la pacification et de la conciliation. La délégation du Royaume-Uni ne pouvait prendre de décision sans étudier en détail les derniers rapports et sans consulter son gouvernement.

Le représentant de la Chine a estimé que le Conseil devrait, d'une part, prêter tout l'appui possible au gouvernement central et empêcher l'ingérence étrangère et, d'autre part, maintenir la porte ouverte à la négociation et à la conciliation. Le projet de résolution devrait donc envisager ces deux types d'action. La délégation chinoise n'envisageait qu'avec inquiétude l'éventualité d'une intervention de l'ONU dans une guerre civile; il était évident que le devoir de l'Organisation était d'aider un pays à résister à l'agression et à l'ingérence étrangères, mais la Charte interdisait toute intervention dans les affaires intérieures d'un pays.

Le représentant du Congo (Léopoldville) a souligné que c'étaient les influences extérieures qui empêchaient la réconciliation au Congo. L'action de l'ONU était entravée par des Etats Membres qui n'avaient cessé de favoriser, par des moyens détournés, la sécession katangaise.

Le représentant du Libéria, se référant aux accusations de séparatisme concernant la Province orientale, a demandé si le Secrétaire pouvait fournir des renseignements officiels à ce sujet.

Le représentant de l'URSS a déclaré qu'il était clair que le Katanga était le centre de l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures du Congo et que cette ingérence, qui était le fait d'officiers, de personnalités officielles belges et de mercenaires commandés et dirigés par des intérêts étrangers du Katanga, était à l'origine même de la crise qui se poursuivait dans la République congolaise. Il était incontestable qu'il fallait prendre des mesures énergiques pour mettre un terme à cette

ingérence étrangère et coloniale, et le projet des trois puissances proposait des mesures précises à cette fin. Il était difficile d'accepter la thèse du représentant de la Belgique selon laquelle son pays n'était pas responsable des actes des ressortissants belges au service des séparatistes katangais et ne pouvait rien faire à leur sujet. Il était significatif que le nouveau Gouvernement belge ait suggéré à M. Hammarskjöld, en mai 1961, de conclure un accord avec les autorités provinciales du Katanga, dont les prétentions à un statut indépendant étaient manifestement illégales. La vérité était que les colonialistes luttèrent avec acharnement pour laisser les richesses du Katanga entre les mains de monopoles; c'était là un fait que ne pouvaient masquer les tentatives faites par les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni pour détourner l'attention vers d'autres problèmes.

Les documents suivants ont été distribués les 16 et 17 novembre:

Dans l'additif 13 au document S/4940, distribué le 16 novembre, le fonctionnaire chargé de l'ONUC a signalé que, dans la région frontalière entre le Kasai et le Katanga, des troupes du gouvernement central placées sous le commandement du général Mobutu avaient été attaquées par des unités de gendarmerie sous le contrôle du Gouvernement provincial du Katanga. Bien que les observateurs des Nations Unies n'en aient vu aucun, il se pouvait que des mercenaires eussent participé à ces opérations du côté katangais; les avions basés au Katanga qui effectuaient des raids de bombardement au Kasai étaient presque certainement pilotés par des aviateurs qui n'étaient pas Congolais. Selon les rapports de l'ONUC, 237 personnes, des mercenaires pour la plupart, auxquelles s'appliquaient les dispositions du paragraphe A-2 de la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 février, restaient au Katanga; 388 d'entre elles, dont 317 Belges, avaient été évacuées. Les 12 officiers belges attachés au "consulat" belge d'Elisabethville avaient retenu des places pour quitter le Congo. D'après le rapport, à Luluabourg, un groupe de soldats de l'ANC s'étaient livrés à des violences dans la nuit du 1er au 2 novembre. Huit femmes avaient été violées. Les forces des Nations Unies avaient pris des mesures pour protéger les habitants non congolais et pour permettre à ceux qui désiraient s'en aller de le faire. Le 5 novembre, les forces nigériennes avaient désarmé 132 soldats signalés comme mutins qui revenaient de la frontière du Katanga. A Stanleyville, des désordres causés par des membres de la Jeunesse MNC s'étaient produits le 30 octobre, mais l'ordre avait été rétabli sur l'intervention personnelle du général Lundula. Celui-ci était arrivé à Léopoldville le 11 novembre et avait proclamé son loyalisme envers le Président de la République. Le vice-premier ministre Gizenga qui, le 4 octobre, s'était rendu pour une semaine de Léopoldville à Stanleyville afin de régler des questions personnelles n'était pas revenu dans la capitale. A Albertville, des groupes turbulents qui se qualifiaient de jeunesse baluba avaient molesté des Congolais et des non-Congolais. On signalait qu'au 10 novembre la situation était tendue, mais bien en main. Des dirigeants locaux de partis favorables aussi bien à M. Tshombé qu'à M. Sendwe prêtaient leur concours pour calmer la population. Des éléments de l'ANC de Stanleyville étaient entrés à Albertville le 13 novembre, mais, après que des soldats en armes eurent pillé des habitations et menacé des civils, le commandant de l'ANC avait accepté de retirer toutes ses troupes dans l'enceinte du camp. A Kindu, 13 membres d'équipage italiens qui transportaient du matériel destiné au con-

tingent malais de l'ONUC avaient été faits prisonniers par les troupes de l'ANC. Le colonel de l'ANC, qui déclarait n'avoir guère d'autorité sur ses troupes, avait télégraphié à M. Gizenga et au général Lundula pour leur demander de venir à Kindu. A la suite d'une conférence qui s'était tenue le 14 novembre entre des fonctionnaires de l'ONUC, M. Gbenye, ministre de l'intérieur, et le général Lundula, ce dernier avait donné des instructions pour que l'on s'efforçât de retrouver les aviateurs disparus, qui se seraient évadés, et ordonné que les soldats responsables de l'incident fussent envoyés à Stanleyville pour y faire l'objet de mesures disciplinaires. Plus tard, des représentants de l'ONU avaient appris de sources dignes de foi que les aviateurs avaient été abattus et leurs corps démembrés par les soldats. Le fonctionnaire chargé de l'ONUC avait exigé l'arrestation du commandant de l'ANC à Kindu et demandé l'institution d'une commission mixte d'enquête. Les troupes de l'ONUC soumettraient Kindu à un blocus pour assurer l'arrestation de tous les suspects. Le Secrétaire général par intérim avait ordonné que des mesures énergiques fussent prises et exprimé ses vives condoléances au Gouvernement italien.

A la demande de la délégation libérienne, le texte de deux communications émanant de M. Tshombé a été distribué le 17 novembre sous la cote S/4988. Dans la première communication, télégramme adressé au Secrétaire général le 14 novembre, M. Tshombé, après avoir réaffirmé l'existence du Katanga comme nation souveraine et indépendante, déclarait qu'un an d'indépendance *de facto* et les récents événements avaient prouvé les sentiments de liberté et de justice qui guidaient le peuple katangais. Malgré le refus du gouvernement de Léopoldville d'accepter les propositions qui lui avaient été faites en vue d'une union économique, douanière, monétaire et militaire garantissant l'autonomie politique du Katanga, le Gouvernement katangais demeurerait partisan de la négociation pour régler la question du Katanga. Le Katanga se réclamait du droit des peuples de déterminer librement leur statut politique, économique et culturel, et s'engageait à respecter les principes de la Charte. Dans le deuxième télégramme, adressé à certaines délégations, M. Tshombé leur demandait d'intervenir au Conseil pour arrêter l'invasion du Katanga. M. Tshombé déclarait qu'il était prêt à entamer immédiatement des négociations avec le premier ministre Adoula et que, par les accords de Tananarive, il avait reconnu l'autorité du président Kasa-Vubu comme chef de la Confédération, seule formule qui pût sauver le Congo ex-belge.

A la 976ème séance, tenue le 17 novembre, le représentant de la Belgique, répondant aux différentes accusations formulées contre son pays, a réitéré son désir de voir mener une enquête internationale impartiale par le Conseil de sécurité pour établir les faits. Dès qu'il était arrivé au pouvoir, le nouveau Gouvernement belge avait fait un grand effort, qui avait été fructueux dans une large mesure, pour se conformer aux recommandations de l'Organisation, notamment en ce qui concerne le rappel des conseillers politiques et des mercenaires. La Belgique réprouvait la sécession du Katanga et avait conseillé à maintes reprises à M. Tshombé d'entrer en rapport avec le gouvernement de M. Adoula. Toute l'aide voulue devait être apportée au gouvernement central; en fait, il aurait mieux valu aider ce gouvernement à rétablir la paix et à faire la police au Congo plutôt que de confier ce soin aux Nations Unies. Le Conseil devait également aider à la négociation, notamment en donnant à M. Tshombé des indications précises

sur ce qui pouvait être fait dans le domaine de la conciliation.

Le représentant de l'Inde, tout en acceptant ce que le représentant de la Belgique avait dit au sujet de la nouvelle politique du Gouvernement belge, a souligné que toutes les difficultés au Congo étaient nées de l'intervention étrangère. Sans assistance extérieure sous forme de personnel et de matériel, le Katanga ne serait pas en mesure de résister au gouvernement central et de faire la guerre aux Nations Unies. Le nœud du problème était que l'Organisation s'était engagée à maintenir l'intégrité et l'indépendance du Congo et à l'aider à réprimer une guerre civile. En prenant des dispositions pour qu'un cessez-le-feu intervînt le 21 septembre, les Nations Unies avaient prouvé leur désir de conciliation. Mais la trêve convenue n'avait pas été observée par le Katanga; les mercenaires revenaient au Katanga, les armes et les avions y apparaissaient en quantités toujours plus grandes et l'on continuait à mener une propagande hostile aux Nations Unies. Il ne pouvait être question d'une conciliation fondée sur la capitulation de l'une des parties. L'ONU ne pouvait pas non plus traiter en égaux les autorités provinciales et le gouvernement central sans violer les principes qui régissent les Nations Unies. Le Conseil devait prendre une décision en tenant compte du fait que les pays qui avaient placé leurs ressources à la disposition de l'ONUC ne l'avaient pas fait pour que leurs troupes fussent en butte à des affronts et à des humiliations mais pour accomplir la mission qui leur avait été confiée. A son avis, grâce au projet de résolution des trois puissances, les forces des Nations Unies qui se trouvaient au Congo pourraient être utilisées pleinement et efficacement aux fins auxquelles elles y avaient été envoyées, et rentrer dans leur pays aussitôt que possible.

Le représentant de la Turquie a fait observer que si l'on était d'accord sur les objectifs de l'opération des Nations Unies au Congo, il existait des divergences d'opinion quant aux méthodes à adopter. L'Organisation devait s'efforcer avant tout d'éliminer toutes les formes d'influence étrangère qui compliquaient encore davantage les problèmes du Congo. En même temps, elle devait faire tout son possible pour aider les Congolais à parvenir à la réconciliation nationale. La délégation turque approuvait dans l'ensemble le projet de résolution des trois puissances (S/4985) mais elle avait d'importantes réserves à formuler sur le libellé des paragraphes 4 et 10.

A propos de la déclaration que le représentant de l'Ethiopie avait faite à la 973ème séance, le représentant du Royaume-Uni a indiqué que les allégations avancées ne reposaient toutes que sur des rumeurs non confirmées ou sur des conclusions erronées tirées de faits mal interprétés. Il a réfuté dans le détail les diverses accusations portées et a décrit les mesures prises, tant par le Gouvernement de Sa Majesté que par le Gouvernement de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland pour régler le problème des mercenaires. Le Gouvernement du Royaume-Uni, qui ne le cédait qu'à celui des Etats-Unis pour ce qui était des contributions financières à l'ONUC, n'avait cessé d'appuyer les efforts déployés par les Nations Unies pour établir un Etat congolais unifié. C'est pourquoi il avait exercé toute son influence pour aider les Congolais à préparer leur avenir constitutionnel et pour aider Léopoldville et Elisabethville à se rencontrer. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne pouvait se rallier à l'opinion selon laquelle les Nations Unies devaient fournir la force extérieure nécessaire pour permettre au gouvernement central de

soumettre le Katanga par les armes. En agissant ainsi, non seulement on affaiblirait l'effet de la Charte, mais on créerait un précédent très dangereux sans pour autant résoudre le problème. Les événements regrettables du 28 août et du 13 septembre, où il était maintenant prouvé que l'on avait fait une très sérieuse erreur d'appréciation quant aux prémisses sur lesquelles on s'était fondé pour préparer l'opération et quant à ses conséquences au Katanga, étaient révélateurs à cet égard. Même si elle réussissait dans l'immédiat, une solution militaire laisserait derrière elle de puissantes rancunes qui inévitablement déchireraient une fois encore le pays. Il fallait rechercher la réconciliation par des négociations pacifiques avec l'encouragement et le concours actifs des Nations Unies. Examinant la proposition des trois puissances compte tenu de ces considérations, le représentant du Royaume-Uni a indiqué que, s'il y avait dans ce projet de résolution bien des choses que sa délégation approuvait, il lui semblait néanmoins que ce texte se préoccupait trop exclusivement du problème du Katanga et qu'il serait préférable de le rédiger en termes plus généraux pour tenir compte de l'ensemble des activités sécessionnistes qui se manifestaient au Congo. Cette opinion se trouvait d'ailleurs confirmée par le rapport distribué sous la cote S/4940/Add.13. Il estimait également que le paragraphe 4 allait dangereusement loin en autorisant l'emploi de la force et risquait d'enflammer la situation au lieu de l'améliorer. Le rôle principal de l'Organisation au Congo était un rôle de pacification et de conciliation. Comme le représentant du Royaume-Uni et la majorité des membres du Conseil l'avaient reconnu lors des débats auxquels la résolution du 21 février avait donné lieu, la force ne devait être employée qu'en cas de légitime défense ou, lorsque les moyens pacifiques avaient échoué, pour prévenir des heurts entre troupes congolaises hostiles. Il ne saurait être question de donner aux Nations Unies le pouvoir d'utiliser les forces dont elles disposent pour imposer une solution pacifique.

Sur la proposition du représentant des Etats-Unis, appuyé par le représentant de Ceylan, la discussion a été ajournée jusqu'au 20 novembre pour permettre aux délégations de procéder à de nouveaux échanges de vues.

Lorsque la discussion a repris à la 977ème séance, le 20 novembre, le représentant du Chili a indiqué qu'il approuvait dans l'ensemble le projet des trois puissances mais jugeait que le paragraphe 10 était superflu et pouvait ouvrir la porte à une action unilatérale incompatible avec les décisions du Conseil. Il a exprimé l'espoir que les auteurs tiendraient compte des suggestions des représentants des Etats-Unis et de la Turquie. A son avis, les tâches les plus urgentes des Nations Unies au Congo consistaient à renforcer le gouvernement central pour lui permettre de préserver l'unité et l'intégrité territoriales du pays; à continuer de prendre des mesures pour empêcher la guerre civile; et à contribuer énergiquement à l'évacuation des mercenaires, du personnel paramilitaire et des conseillers étrangers. On ne devait pas abandonner la conciliation, mais elle était impossible tant que M. Tshombé considérait le Katanga comme une nation souveraine, au mépris de la Loi fondamentale et des accords de Milan entre les dirigeants congolais. Il ne fallait pas confondre l'autodétermination avec la sécession, telle qu'elle était pratiquée au Katanga par une minorité qui, soutenue par des intérêts étrangers, cherchait à démembrer le pays.

Le représentant de l'Equateur a estimé que le mandat actuel du Secrétaire général, dûment modifié et précisé,

permettrait aux Nations Unies d'aider le Gouvernement du Congo à maintenir son intégrité territoriale et sa souveraineté. Trois facteurs devaient préoccuper l'Organisation: l'attitude de M. Tshombé; les mutineries militaires; la persistance de l'aide militaire étrangère et la présence continue des mercenaires étrangers au Katanga. Le mouvement séparatiste au Katanga, soutenu par une coalition d'intérêts racistes et miniers, était pour la paix du Congo une menace constante qui ne pourrait être écartée que par la soumission du Katanga. La délégation de l'Equateur était prête à voter pour toute résolution conforme à la lettre et à l'esprit de la Charte qui permettrait de maintenir l'intégrité territoriale du Congo et de mettre fin à l'aide étrangère ainsi qu'aux activités des mercenaires.

Le représentant du Libéria a annoncé que, soucieux de marquer leur opposition aux activités sécessionnistes partout au Congo tout en mettant l'accent sur ces activités au Katanga — seule région où l'on eût des preuves de l'existence d'une sécession —, les auteurs se proposaient de remanier comme suit le paragraphe 8 de leur texte:

"Déclare que toutes les activités sécessionnistes dirigées contre la République du Congo sont contraires à la Loi fondamentale et aux décisions du Conseil de sécurité et exige expressément que les activités de cette nature actuellement menées au Katanga cessent immédiatement." [S/4985/Rev.1.]

A la 978ème séance, tenue le 21 novembre, le représentant des Etats-Unis a proposé d'apporter les amendements suivants (S/4989) au projet de résolution révisé des trois puissances (S/4985/Rev.1):

1. Remanier comme suit le cinquième alinéa du préambule:

"Déplorant toute action armée et toutes activités sécessionnistes menées contre l'autorité du Gouvernement de la République du Congo, en particulier celles qui sont menées avec l'aide de ressources de l'extérieur et de mercenaires étrangers, et rejetant entièrement l'allégation selon laquelle le Katanga serait "une nation souveraine indépendante".

2. Ajouter au préambule deux nouveaux alinéas ainsi conçus:

"Notant avec un profond regret les actes de violence commis ces derniers temps et antérieurement contre le personnel des Nations Unies", et

"Reconnaissant le Gouvernement de la République du Congo comme la seule autorité chargée de la conduite des affaires extérieures du Congo."

3. Remanier comme suit le paragraphe 2 du dispositif:

"Réprouve en outre toute action armée menée contre les forces et le personnel de l'Organisation des Nations Unies et contre le Gouvernement de la République du Congo."

4. Remanier comme suit le paragraphe 4 du dispositif:

"Autorise le Secrétaire général à entreprendre une action vigoureuse, y compris, le cas échéant, l'emploi de la force dans la mesure requise, pour faire immédiatement appréhender, placer en détention préventive ou expulser tous les personnels militaire et paramilitaire et conseillers politiques étrangers ne relevant pas du Commandement des Nations Unies, ainsi que les mercenaires, visés au paragraphe A-2 de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 21 février 1961."

5. Ajouter un nouveau paragraphe 6 conçu comme suit:

"6. *Autorise* le Secrétaire général, en consultation avec le Gouvernement de la République du Congo, à neutraliser — lorsque cela sera nécessaire pour empêcher qu'ils ne soient utilisés à des fins militaires contre les Nations Unies, la République du Congo ou la population civile — des avions et autres engins de guerre introduits au Congo en contravention des lois congolaises et des résolutions de l'ONU."

6. Ajouter un nouveau paragraphe 11 ainsi conçu:

"11. *Prie* le Secrétaire général d'aider le Gouvernement de la République du Congo à procéder à la réorganisation d'unités armées et de personnel militaire congolais et à leur donner une nouvelle formation pour aider ce gouvernement à préparer ses forces armées aux tâches auxquelles il doit faire face."

7. Ajouter un nouveau paragraphe 13 ainsi conçu:

"13. *Autorise en outre* le Secrétaire général à prendre, conformément à la résolution du Conseil de sécurité, toutes les mesures qu'il jugera nécessaires, y compris le recours à la négociation et à la conciliation, pour réaliser immédiatement l'unité politique et l'intégrité territoriale du Congo."

Le représentant des Etats-Unis a précisé que ces amendements étaient des additions destinées à renforcer et à élargir le projet des trois puissances. En particulier, on reconnaît que si la sécession du Katanga était la cause essentielle des difficultés actuelles au Congo, le gouvernement central souffrait aussi d'autres atteintes à son autorité. Les amendements étaient tout à fait conformes à ce que la délégation des Etats-Unis croyait être l'intention des auteurs du projet de résolution des trois puissances et ils apporteraient au Gouvernement du Congo et au nouveau Secrétaire général une aide efficace dans leurs tâches respectives.

Le représentant de l'URSS a dit que les décisions antérieures que le Conseil avait prises au sujet du Congo auraient suffi si elles avaient été appliquées comme il convenait et si les organes des Nations Unies et le Commandement de l'ONU avaient agi en stricte conformité de l'esprit des résolutions adoptées. Tel n'avait pas été le cas. En conséquence, même après la résolution que le Conseil de sécurité avait prise le 21 février devant la crise qui régnait au Congo à la suite de l'assassinat du premier ministre Lumumba par les mercenaires, les affaires ne s'étaient pas améliorées. Les puissances colonialistes avaient continué d'intervenir dans les affaires du Congo, notamment au Katanga. Pour remédier à cette situation, certains pays africains avaient porté la question devant le Conseil et Ceylan, le Libéria et la République arabe unie avaient déposé un projet de résolution visant à éliminer les causes des désordres intérieurs au Congo et à mettre un terme à l'ingérence colonialiste dans les affaires intérieures de ce pays. L'intervention des forces coloniales au Katanga était le nœud du problème congolais et tout ce qui tendait à détourner l'attention de ce fait ne faciliterait les choses ni au Secrétaire général ni au Gouvernement central du Congo. Pour cette raison, l'URSS n'était pas à même d'appuyer certains des amendements des Etats-Unis. Ainsi, le sixième amendement assignait à l'ONU une tâche dont elle ne pouvait s'acquitter à moins que la Force des Nations Unies ne demeurât au Congo des dizaines d'années. Il ne correspondait pas non plus à l'objectif bien précis du projet de résolution: mettre fin à l'ingérence étrangère au Katanga. Le mandat confié au Secrétaire général par le septième amendement n'était pas non plus acceptable

dans la situation actuelle. Le texte ne précisait pas avec qui les négociations devaient être menées. Mais il ressortait de certaines déclarations faites au Conseil qu'il fallait rechercher la conciliation avec M. Tshombé; or, le représentant du Congo avait bien indiqué qu'il n'entendait pas négocier avec M. Tshombé, qui n'était qu'un agent des forces colonialistes étrangères. Cet amendement était donc contraire à la politique du gouvernement central et des Nations Unies dans leur ensemble. Bien que le représentant de l'URSS ne jugeât pas les autres amendements indispensables, il ne s'y opposerait pas si les autres membres du Conseil les appuyaient. La délégation de l'URSS proposait de son côté d'apporter les sous-amendements suivants (S/4991) au nouveau paragraphe 6 proposé dans le cinquième amendement des Etats-Unis:

a) Remplacer le mot "neutraliser" par le mot "retirer";

b) Remplacer les mots "introduits au Congo en contravention des lois congolaises" par les mots "introduits au Katanga en contravention des lois congolaises";

c) Supprimer les mots "lorsque cela sera nécessaire".

A la 979^{ème} séance, qui s'est tenue également le 21 novembre, le représentant du Congo a demandé instantanément au Conseil d'adopter le projet de résolution des trois puissances, qui aiderait le Congo à s'aider lui-même. Le Gouvernement du Congo et le Secrétaire général avaient déjà arrêté des mesures en vue de doter le pays d'une armée efficace, à même de prévenir les mouvements sécessionnistes. C'est pourquoi le représentant du Congo ne trouvait rien à redire à la disposition tendant à ce que les Nations Unies fournissent une assistance à cette fin. De même, tout en reconnaissant qu'il n'y avait pas d'autre sécession que la sécession katangaise, il ne voyait aucune contradiction entre la condamnation de la sécession katangaise et l'affirmation du principe selon lequel tous les autres mouvements sécessionnistes devaient être condamnés. Une assistance efficace des Nations Unies permettrait au Gouvernement congolais de prendre ses responsabilités et d'éviter de s'aligner sur un bloc politique quelconque.

Le représentant du Royaume-Uni a accueilli favorablement les modifications apportées par les auteurs au paragraphe 8 de leur projet ainsi que les trois premiers amendements présentés par les Etats-Unis, qui tenaient suffisamment compte des tendances sécessionnistes dans des régions du Congo autres que le Katanga. Il a également appuyé les sixième et septième amendements des Etats-Unis mais a formulé de très nettes réserves au sujet des quatrième et cinquième amendements. Le Royaume-Uni reconnaissait la nécessité d'éliminer les mercenaires; toutefois, le Secrétaire général, de même que les forces et les fonctionnaires de l'ONU au Congo ne devaient pas agir de façon telle qu'il en résultât de nouveaux combats et un plus grand chaos. Le représentant du Royaume-Uni espérait que lorsqu'il interpréterait cette partie de son mandat, le Secrétaire général se souviendrait du principe selon lequel la tâche véritable des Nations Unies est une tâche de conciliation et de pacification. Le représentant du Royaume-Uni éprouvait des appréhensions analogues au sujet du cinquième amendement des Etats-Unis, qui semblait aller trop loin en autorisant des mesures qui risquaient d'aggraver la situation actuelle et de compromettre la paix instable qui prévalait au Katanga. Néanmoins, la délégation du Royaume-Uni était disposée à voter pour l'ensemble du projet de résolution sous réserve de l'adoption des amendements proposés dans le document S/4989/Rev.1 et du rejet des sous-amendements con-

tenus dans le document S/4991. Cette résolution imposerait au Secrétaire général une tâche extrêmement délicate et le maintien par le Royaume-Uni de l'appui total qu'il fournissait à l'opération du Congo dépendrait de l'habileté, de la sagesse et de l'esprit de conciliation avec lesquels l'ONU saurait s'acquitter de son mandat.

Le représentant du Libéria a souligné combien il importait de réaffirmer la nécessité d'aider le gouvernement central à réentraîner et à réorganiser ses troupes et il a fait observer que la réorganisation de l'armée congolaise hâterait le moment où les forces des Nations Unies pourraient être retirées. En ce qui concerne la conciliation, le Conseil ne pouvait manifestement pas appuyer des négociations menées sur la base de la reconnaissance du Katanga comme Etat indépendant et souverain. Or, le projet de résolution écartait nettement toute prétention de cet ordre de la part du Katanga et le Conseil pouvait être certain que le Secrétaire général n'entamerait pas des négociations préjudiciables à l'Organisation ou à ses principes. Si l'on n'adoptait pas cette résolution, on ferait le jeu des adversaires de l'Organisation des Nations Unies et l'on risquerait d'aggraver le chaos congolais.

A propos de la proposition du représentant des Etats-Unis tendant à ce que le Conseil ajourne la séance pour mettre au point un texte acceptable à tous, le représentant de l'URSS a déclaré que sa délégation était prête à voter pour le projet des trois puissances. Elle accepterait certains des amendements des Etats-Unis. Cependant, elle n'irait jamais jusqu'à accepter des amendements destinés à servir une politique qui n'avait rien de commun avec la situation dont le Conseil était saisi — l'ingérence persistante des forces coloniales étrangères au Katanga. L'URSS n'était pas responsable de la situation au Congo. Contrairement aux puissances occidentales, elle n'avait pas de personnel au Congo. C'était la politique des puissances occidentales tendant à consolider les forces coloniales au Congo qui avait provoqué la crise du Katanga et qui menaçait de faire échouer l'opération. L'URSS ne saurait appuyer des mesures grâce auxquelles les agissements des aventuriers colonialistes s'étendraient à l'ensemble du Congo. Cependant si les Etats-Unis étaient disposés à ne pas insister sur certains de leurs amendements, le projet de résolution des trois puissances pourrait être adopté à l'unanimité.

Sur la proposition du représentant du Libéria, le Conseil a ajourné ses travaux jusqu'au 24 novembre.

Après le dépôt des amendements de l'URSS à la 979^{ème} séance, le représentant des Etats-Unis a présenté un texte révisé (S/4989/Rev.1) des amendements soumis par sa délégation, tendant à remplacer, au cinquième alinéa du préambule proposé dans le premier amendement, les mots "en particulier celles qui sont menées avec l'aide de ressources de l'extérieur et de mercenaires étrangers" par les mots "en particulier celles qui sont menées par l'administration provinciale du Katanga avec l'aide de ressources de l'extérieur et de mercenaires étrangers". Le nouveau paragraphe 6 du dispositif proposé dans le cinquième amendement serait également révisé de manière à autoriser le Secrétaire général, en consultation avec le Gouvernement de la République du Congo, à retirer ou à empêcher que ne soient utilisés à des fins militaires contre les Nations Unies, la République du Congo ou la population civile, les avions et autres engins de guerre introduits au Katanga ou dans toute autre région du Congo en contravention des lois congolaises et des résolutions de l'ONU.

A la 982^{ème} séance, le 24 novembre, le représentant des Etats-Unis a présenté une nouvelle version révisée (S/4989/Rev.2) de ses amendements, d'après laquelle le premier amendement devait se lire comme suit :

"Déplorant toute action armée contre l'autorité du Gouvernement de la République du Congo, en particulier les activités sécessionnistes et l'action armée qui sont actuellement menées par l'administration provinciale du Katanga à l'aide de ressources de l'extérieur et de mercenaires étrangers, et rejetant entièrement l'allégation selon laquelle le Katanga serait une "nation souveraine indépendante".

Le représentant des Etats-Unis a également retiré le septième amendement de sa délégation, qui tendait à ajouter un nouveau paragraphe qui aurait été l'avant-dernier. Il a déclaré que sa délégation souhaitait éviter de provoquer d'une manière quelconque un vote négatif qui semblerait limiter le pouvoir qu'avait le Secrétaire général de recourir à la conciliation ou à la négociation, ce que prévoyait déjà la résolution du Conseil en date du 21 février. Le représentant des Etats-Unis acceptait également d'insérer au nouveau paragraphe 6 proposé dans le cinquième amendement des Etats-Unis, les mots "ou pouvant être introduits" après le mot "introduits", mais il refusait d'accepter un sous-amendement oral du représentant de l'URSS tendant à supprimer, dans ce paragraphe, les mots "ou dans toute autre région du Congo".

Prenant la parole avant le vote sur les sous-amendements, les amendements et le projet de résolution, le représentant de la France a indiqué que sa délégation partageait les préoccupations qui avaient inspiré le projet de résolution, notamment le désir d'affirmer l'indépendance et la souveraineté du Congo ainsi que l'autorité du gouvernement central sur l'ensemble des provinces congolaises. La France déplorait les activités sécessionnistes au Katanga et les activités des mercenaires dans cette province. Mais elle ne saurait appuyer des mesures qui feraient que les Nations Unies deviendraient partie à un conflit interne, constitutionnel ou autre. En conséquence, la délégation française s'abstenait lors du vote.

Le Conseil a ensuite voté sur les propositions dont il était saisi. Le sous-amendement oral de l'URSS tendant à supprimer au nouveau paragraphe 6 proposé dans le cinquième amendement des Etats-Unis, les mots "ou dans toute autre région du Congo" a été mis aux voix le premier, les autres sous-amendements de l'URSS ayant été acceptés par le représentant des Etats-Unis.

Décision: Le sous-amendement de l'URSS a été rejeté, le résultat du vote ayant été 2 voix pour (République arabe unie, URSS), 6 voix contre et 3 abstentions (Ceylan, France, Libéria).

Les amendements des Etats-Unis (S/4989/Rev.2) au projet de résolution commun révisé (S/4985/Rev.1) ont été mis aux voix séparément.

Décision: Le premier amendement des Etats-Unis a été adopté par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions (France, URSS).

Les deux nouveaux alinéas du préambule proposés dans le deuxième amendement des Etats-Unis ont été adoptés, lors de votes séparés, par 10 voix contre zéro, avec une abstention (France).

Le troisième amendement des Etats-Unis a reçu 9 voix pour, une voix contre (URSS) et une abstention (France) et n'a pas été adopté, le vote négatif ayant été émis par un membre permanent.

Le quatrième amendement des Etats-Unis a été adopté par 8 voix contre zéro, avec 3 abstentions (France, Royaume-Uni, URSS).

Le cinquième amendement des Etats-Unis a reçu 6 voix pour, une voix contre (URSS) et 3 abstentions (France, République arabe unie, Royaume-Uni) et n'a pas été adopté, n'ayant pas obtenu la majorité requise.

Le sixième amendement des Etats-Unis a reçu 9 voix pour, une voix contre (URSS) et une abstention (France) et n'a pas été adopté, le vote négatif ayant été émis par un membre permanent.

A la suite du vote sur les amendements, le représentant des Etats-Unis a demandé une suspension de séance de 10 minutes.

Décision: *La motion de suspension de séance a été adoptée par 9 voix contre une (URSS), avec une abstention (Libéria).*

Après la reprise de la séance, le représentant des Etats-Unis a déclaré qu'il voterait pour le projet de résolution tel qu'il avait été modifié, encore qu'avec une grande réticence, parce qu'il estimait que le Conseil devait prendre une attitude ferme à l'encontre des activités menées au Katanga et en faveur du gouvernement central. Il regrettait que l'unanimité n'eût pu se faire sur un mandat général satisfaisant mais considérait que la nouvelle résolution ne pouvait que renforcer l'autorité accordée antérieurement, et non l'affaiblir.

Le projet de résolution des trois puissances (S/4985/Rev.1), compte tenu des premier, deuxième et quatrième amendements des Etats-Unis (S/4989/Rev.2) a été mis aux voix.

Décision: *Le projet de résolution a été adopté par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions (France, Royaume-Uni). Le texte de la résolution adoptée figure dans le document S/5002.*

Le Secrétaire général par intérim a déclaré, à propos des dispositions de la résolution auxquelles le Secrétaire général devait donner effet, qu'il était intolérable que les efforts déployés pour empêcher la guerre civile et parvenir à la réconciliation au Congo fussent entravés par des aventuriers professionnels qui combattaient et qui tuaient pour de l'argent. Il s'acquitterait donc avec décision et énergie des responsabilités que lui conféraient les paragraphes 4 et 5 de la résolution. S'il était souhaitable de consacrer toutes les ressources à éliminer du Katanga les mercenaires et les éléments hostiles, les événements récents survenus à Luluabourg, Albertville et Kindu montraient clairement que la nécessité d'une assistance continue des Nations Unies en vue du maintien de la légalité, de l'ordre et de la sécurité demeurerait impérieuse dans de nombreuses régions du Congo. Conformément aux résolutions antérieures, tout devait être fait pour prévenir la guerre civile, en recourant même à la force si cela était indispensable en dernier ressort. Cela impliquait nécessairement une attitude compréhensive de l'ONUC à l'égard des efforts déployés par le gouvernement central pour éliminer les activités sécessionnistes et l'action armée dirigée contre lui. Des mesures plus énergiques et plus efficaces devaient également être prises pour réorganiser les forces armées congolaises et leur donner une nouvelle formation, conformément aux résolutions antérieures, et l'assistance technique devait être systématiquement étendue, en particulier à mesure que les conditions prévalant dans le pays permettraient de réduire l'aide militaire. Pour l'instant, on avait un besoin urgent de troupes plus nombreuses mais, une fois que les désordres actuels et la menace de sécession auraient disparu, il serait pos-

sible de procéder à une réduction progressive, peut-être même au début de 1962. Avant tout, les Nations Unies poursuivraient et multiplieraient leurs efforts pour obtenir, par des moyens pacifiques, la conciliation des désaccords qui mettaient en danger l'unité du Congo. Le Secrétaire général par intérim envisageait la possibilité de désigner à cette fin un représentant spécial hautement qualifié si tel était le vœu du Gouvernement congolais. La tâche du Secrétaire général consistant à diriger l'Opération du Congo était une tâche difficile et complexe et elle ne pourrait naturellement être menée à bien que s'il pouvait compter sur la bonne volonté des Etats Membres et si ceux-ci étaient disposés à fournir les ressources — notamment l'appui financier — essentielles à son succès.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il regrettrait de n'avoir pu, par suite du veto opposé par l'Union soviétique à certains des amendements les plus importants des Etats-Unis, ou de la menace de veto dont ces amendements avaient fait l'objet, voter en faveur de la résolution, pour les raisons qu'il avait déjà exposées. Par ailleurs, la délégation du Royaume-Uni puisait un grand réconfort dans les remarques du Secrétaire général et se félicitait de ce qu'il eût mis l'accent sur la conciliation.

Le représentant du Congo a exprimé sa satisfaction devant la résolution et devant l'exposé clair et précis du Secrétaire général par intérim. La réconciliation serait plus aisée si ceux qui avaient une influence sur M. Tshombé et qui avaient des contacts avec lui le persuadaient de sa nécessité. Le gouvernement central, de son côté, était entièrement partisan de la réconciliation, à condition qu'elle se fit dans la légalité et dans l'ordre.

Le représentant de l'URSS a relevé qu'au cours des débats la plupart des membres du Conseil, ainsi que les pays d'Afrique et d'Asie qui avaient pris part à la discussion avaient reconnu que la tâche principale était la liquidation de l'intervention étrangère au Katanga et du mouvement séparatiste dans cette province. Le projet de résolution des trois puissances, encore qu'il ne fût pas entièrement satisfaisant, avait cet objectif en vue. Les représentants du Royaume-Uni, de la France et de la Belgique avaient critiqué les dispositions essentielles de ce projet et le représentant des Etats-Unis, tout en donnant l'impression d'appuyer un certain nombre de ses dispositions, avait tenté de modifier sa ligne générale. Grâce à la ferme position prise par l'URSS, ces tentatives avaient échoué et l'on avait adopté une résolution répondant aux exigences principales de la situation. Il s'agissait désormais d'appliquer la décision qui avait été prise. La résolution du 21 février n'avait pas été mise en œuvre par suite de la résistance opiniâtre des forces colonialistes au Congo et dans les pays voisins du Congo. Cette résistance se poursuivait indubitablement et la composition unilatérale du personnel des Nations Unies au Congo ne ferait qu'accroître les difficultés que le Secrétaire général rencontrerait à cet égard. Divers groupes d'Etats Membres qui avaient pris part à l'adoption des décisions, notamment des décisions du Conseil, n'étaient pas représentés dans les organes des Nations Unies au Congo. Le représentant de l'URSS espérait que le Secrétaire général par intérim prendrait les mesures nécessaires pour remédier à cette situation et appliquerait la résolution scrupuleusement et avec persistance sans donner à aucune de ses dispositions une interprétation spéciale ou politique. Toute tentative pour s'écarter de la résolution risquerait — comme le montrait l'expérience acquise au Congo pendant les 16 derniers mois — d'avoir des conséquences désastreuses.

C. — Communications reçues après le 24 novembre 1961

Dans une lettre du 23 novembre, distribuée avec la réponse du Secrétaire général par intérim, datée du 24 novembre (document S/5003), le Président du Conseil de sécurité demandait qui exactement au Secrétariat de l'ONU avait approuvé l'Accord du 13 octobre entre les autorités du Katanga et l'ONUC (S/4940/Add.11) et en vertu de quels pouvoirs. Dans sa réponse, le Secrétaire général par intérim a déclaré que l'approbation avait été donnée avec l'accord de M. Bunche, M. Cordier, M. Gardiner, M. McFarquhar, M. Narasimhan et du général Rikhye, hauts fonctionnaires qui étaient chargés de fonctions de responsabilité touchant l'opération au Congo, sous l'autorité du Secrétaire général défunt. Avant d'agir ainsi, le Secrétariat avait consulté à ce sujet le Comité consultatif des Nations Unies pour le Congo. En l'absence d'un Secrétaire général, il était indispensable que les fonctionnaires responsables du Secrétariat, agissant dans le cadre du mandat général donné par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, donnent leur approbation, en cas de besoin, aux accords en matière militaire, y compris les arrangements touchant le cessez-le-feu, afin d'épargner des vies humaines et d'exécuter les tâches précises fixées par le Conseil. Dans les circonstances inusitées qui se présentaient alors, la mesure prise pouvait, à juste titre être considérée comme étant une nécessité pratique.

Dans un rapport (S/4940/Add.14) distribué le 29 novembre, le fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies au Congo a transmis une lettre en date du 13 novembre par laquelle le Ministre de l'intérieur de la République du Congo, lui demandait de vouloir bien mettre tous les mercenaires tant du Katanga que ceux des autres provinces de la République à la disposition du Gouvernement de la République du Congo. En vertu de l'ordonnance No 83, du même jour, dont le texte était joint à la lettre, tous les officiers et mercenaires non congolais servant dans les forces katangaises qui n'avaient pas accepté un engagement contractuel avec le Gouvernement central de la République du Congo, étaient passibles des peines d'emprisonnement prévues par le titre VIII, livre II, du Code pénal congolais.

Le 27 novembre, le Secrétaire général par intérim a fait distribuer le texte d'un Accord (S/5004), signé le 27 novembre entre l'Organisation des Nations Unies et la République du Congo, relatif au statut juridique et aux facilités, privilèges et immunités de la Force des Nations Unies et des fonctionnaires au service des Nations Unies au Congo.

Dans une lettre (S/5009), adressée au Secrétaire général par intérim, le 30 novembre, le représentant de l'URSS a déclaré que les "accords" de cessez-le-feu entre les forces armées de l'ONU et les troupes des autorités du Katanga — accords qui avaient été conclus par certains fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU au nom de toute l'Organisation des Nations Unies, bien que le Conseil de sécurité ne les eût pas habilités à cet effet — avaient permis à Tshombé et aux autres agents des colonialistes de renforcer leurs positions au Katanga. L'URSS souscrivait aux vues exprimées par les représentants de plusieurs pays d'Afrique et d'Asie à l'Assemblée générale et estimait elle aussi, que les "accords" étaient incompatibles avec les décisions du Conseil de sécurité, notamment avec la résolution du 21 février, et étaient donc juridiquement de nul effet. Avec l'adoption de la résolution du 24 novembre, la contradiction était devenue particulièrement manifeste. De l'avis de

la mission de l'URSS, les "accords" ne devaient en aucune façon faire obstacle à l'application des décisions du Conseil de sécurité qu'il fallait exécuter scrupuleusement, dans les plus brefs délais.

Dans un nouveau rapport (S/4940/Add.15) distribué le 20 novembre, le fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies au Congo a exposé comment les autorités provinciales katangaises menaient une campagne de propagande d'une violence croissante contre les Nations Unies et comment les soldats katangais avaient kidnappé et maltraité deux hauts fonctionnaires du Secrétariat. Un officier et un soldat d'un bataillon de Ghurkas avaient aussi été kidnappés; le corps du soldat avait été trouvé par la suite à proximité de la résidence de M. Tshombé. Cet incident, était-il dit dans le rapport, se distinguait de beaucoup d'incidents survenus au Congo, en ce qu'il n'y avait eu aucune erreur quant à l'identité des victimes. Le régime de Tshombé en était presque arrivé au point où il ne pourrait plus rester maître des forces qu'il avait déchaînées ni changer l'orientation de sa politique, renoncer à la violence et collaborer pacifiquement avec l'ONU à l'exécution des résolutions du Conseil. S'il ne changeait pas sa politique, l'accord et le protocole de cessez-le-feu, qui avaient déjà été violés à plusieurs reprises par le Gouvernement katangais, cesseraient d'exister. Alors les forces de l'ONU seraient contraintes de recourir à toutes les mesures coercitives légitimes et possibles qu'il leur faudrait prendre pour se défendre et pour instaurer des conditions permettant d'exécuter efficacement le mandat de l'ONUC. Des mesures avaient été prises à Elisabethville en vue d'assurer la sécurité du personnel de l'ONUC; elles gênaient inévitablement l'ONUC dans l'accomplissement de ses fonctions. L'ONUC, néanmoins, ne négligerait rien pour continuer, si cela était possible, de remplir sa mission par des moyens pacifiques.

A la demande de la délégation congolaise, le texte d'un discours prononcé par le Premier Ministre du Congo a été distribué le 1er décembre (S/5010). Après avoir rappelé l'appel lancé par M. Tshombé au peuple katangais pour qu'il fasse la guerre aux forces de l'ONU, M. Adoula, parlant le 28 novembre, avait dit que la résolution du 24 novembre signifiait que l'ONU était décidée à soutenir le gouvernement central et à renforcer son aide pour réduire la sécession katangaise au besoin par la force. Le gouvernement entendait que l'exécution du mandat confié par le Conseil de sécurité s'opérât en consultation avec le Gouvernement congolais. L'ANC avait été déployée aux frontières du Katanga et occupait Albertville. L'ONU avait reçu mandat de procéder à l'arrestation des mercenaires. Le Vice-Premier Ministre, M. Sendwé, avait été envoyé comme Commissaire général extraordinaire au Katanga. Invitant les résidents européens au Katanga à se tenir à l'écart des affaires congolaises, le Premier Ministre faisait remarquer que la Chambre des représentants avait décidé de renouer les relations diplomatiques avec la Belgique qui semblait s'être décidée à mettre fin à sa politique équivoque à l'égard du statut du Katanga.

Un nouveau rapport (S/4940/Add.16) du fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies au Congo contenait des renseignements détaillés sur les suites des incidents du 28 novembre. Les autorités katangaises, y était-il dit, semblaient avoir fait certains efforts pour rétablir leur autorité dans une situation que leur propagande contre les Nations Unies avait créée, mais on pouvait se rendre compte que les forces katangaises, notamment les paracommandos, échappaient à leur con-

trôle. Le 1er décembre, M. Tshombé était parti pour Brazzaville. Les jours suivants, il s'était produit de nouveaux actes de violence contre le personnel des Nations Unies et, le 4 décembre, les "paracommandos" katangais ont établi un barrage, coupant ainsi les communications entre l'aéroport et le quartier général de l'ONUC à Elisabethville. Malgré les assurances données par M. Kimba, représentant de M. Tshombé, les paracommandos ne s'étaient pas retirés; le 5 décembre, il était devenu manifeste que la gendarmerie était en train de monter une attaque de grande envergure contre l'ONU. Il y avait lieu de croire que les 14 membres du personnel des Nations Unies qu'on pensait être aux mains des Katangais étaient détenus comme otages par la gendarmerie. Les efforts inlassables entrepris par les représentants des Nations Unies pour rétablir leurs lignes de communication par des moyens pacifiques ayant échoué, les troupes indiennes avaient forcé le barrage par des moyens militaires. La colonne de l'ONUC venant de l'aéroport avait essuyé un feu nourri; d'après certaines indications, le plan katangais d'attaque générale était plus avancé et préparé avec plus de moyens qu'on ne l'avait pensé. Le quartier général de l'ONUC à Elisabethville était soumis à un tir intermittent de mortiers et de mitrailleuses. En annexe à ce rapport étaient jointes une protestation, en date du 29 novembre, adressée à M. Tshombé par le représentant par intérim des Nations Unies à Elisabethville ainsi que des lettres, en date du 1er et du 2 décembre, adressées par M. Tshombé au représentant par intérim des Nations Unies et au fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo.

Les événements survenus à Elisabethville du 5 au 7 décembre ont été exposés dans un rapport du fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies au Congo (S/4940/Add.17) en date du 9 décembre. Après avoir forcé le barrage, le 5 décembre, les forces des Nations Unies étaient demeurées sur leurs positions; les Katangais, en revanche, avaient entrepris des actions agressives; ils avaient notamment bombardé l'aérodrome. Le lendemain, M. Munongo, ministre de l'intérieur de la province, avait prononcé à la radio un discours incendiaire, dans lequel il disait que l'ONU avait déclaré la guerre au Katanga et il invitait la population à la résistance. Pour prévenir toute nouvelle attaque, les avions de l'ONUC avaient attaqué les communications à l'ouest de Kolwezi et les aérodromes de Jadotville et de Kolwezi; à Elisabethville, des coups de feu avaient continué à être échangés. La population civile avait été invitée à ne pas évacuer la ville. Le 7 décembre, les coups de feu isolés et les tirs de mortiers avaient continué, mais, avant d'entreprendre toute action défensive d'envergure, la force des Nations Unies attendait que son plan de renforcement eût été mis à exécution. L'émetteur de Radio-Katanga avait été soumis à un feu de mortiers mais il avait plus tard, repris ses émissions invitant la population à prendre les armes contre la Force des Nations Unies.

On a distribué, le 15 décembre sous la cote S/5025, une note verbale en date du 11 décembre 1961 transmettant le texte de trois télégrammes adressés par le Ministre des affaires étrangères de Belgique au Secrétaire général par intérim et les réponses de ce dernier en date des 8 et 15 décembre. Dans les deux télégrammes en date du 8 décembre, le Ministre des affaires étrangères déclarait que l'annonce de la mort de plusieurs ressortissants civils belges tués par les forces de l'ONU au cours des opérations avait provoqué une tempête d'indignation en Belgique. Le Gouvernement belge demandait instamment que l'on donne les instruc-

tions nécessaires pour que les troupes de l'ONUC respectent les obligations de la Convention de Genève et prennent des mesures pour sauvegarder la vie et les biens des populations civiles. Evoquant l'hypothèse où le système de télécommunications de l'Union minière viendrait à être considéré comme objectif militaire, il a déclaré que la destruction des lignes à haute tension qui pourrait résulter d'une action dirigée contre les installations priverait la population civile de courant électrique et d'eau potable. Les opérations en cours au Katanga paraissaient de toute évidence hors de proportion avec le mandat confié au Secrétaire général dans la résolution du 24 novembre. Il était également difficile d'imaginer que la légitime défense exigeât l'emploi de moyens aussi importants que ceux utilisés. Le Gouvernement belge souhaitait savoir quels étaient les objectifs des opérations menées au Katanga et sur quelles bases juridiques elles reposaient. Dans ses deux réponses du même jour, le Secrétaire général par intérim a déclaré que les troupes de l'ONU avaient l'ordre formel de protéger et de sauvegarder la vie et les biens des populations civiles; les troupes de l'ONUC avaient dû prendre des mesures contre les civils non africains qui avaient tiré sur elles, mais elles s'étaient efforcées de sauvegarder la vie et les biens des civils. Les installations de télécommunications de l'Union minière ne seraient pas considérées comme objectif militaire si elles n'étaient pas utilisées par la gendarmerie katangaise. Les forces de l'ONUC protégeraient volontiers les installations contre toute réquisition de la gendarmerie katangaise à condition que les dirigeants de l'Union minière le leur demandent et, aussi, qu'ils mettent fin à leurs actes d'hostilité contre l'ONUC. A la suite d'une série d'actes d'hostilité de la gendarmerie katangaise et de la découverte de plans d'attaque totale de la gendarmerie contre les positions vitales des Nations Unies, l'ONUC s'était vue obligée d'avoir recours à la force armée pour se défendre afin d'assurer ses communications et sa liberté de mouvement. Dans un télégramme du 9 décembre, le Ministre des affaires étrangères a déclaré que les civils n'avaient pu être dégagés des endroits où se déroulaient des opérations militaires malgré d'incessantes demandes et que des hôpitaux avaient été atteints par un tir de mortiers délibérément dirigé contre eux. En ce qui concernait les actes d'hostilité contre l'ONUC, l'Union minière avait démenti les accusations et avait demandé à l'ONUC de protéger ses installations de télécommunications. Le Gouvernement belge estimait de la plus haute importance que l'ONU publiât le plan d'attaque qui selon elle justifiait l'action dont elle avait pris la responsabilité. Dans un télégramme en date du 15 décembre, le Secrétaire général par intérim a répondu qu'il déplorait les victimes faites parmi les civils malgré les précautions prises. Les forces katangaises se servaient souvent de la population civile comme d'un bouclier et empêchaient l'évacuation des civils. Quant à l'Union minière, il était de notoriété publique que ses représentants avaient aidé les mercenaires; M. Tshombé n'aurait pu créer une aviation militaire dotée d'appareils modernes, y compris des avions à réaction, sans l'assistance financière et matérielle de l'Union minière et d'autres sociétés étrangères qui opéraient au Katanga. Pour ce qui était de la genèse des hostilités actuelles, il était impossible, pour des raisons militaires évidentes, de révéler immédiatement le plan d'attaque générale de la gendarmerie katangaise. Il serait rendu public en temps utile et devait être rattaché aux incidents qui s'étaient déroulés avant le 5 décembre ainsi qu'à la campagne de discours violents que M. Tshombé avait déclenchée après l'adoption par

le Conseil de sécurité de sa résolution du 24 novembre. Si l'action entreprise le 5 décembre avait pris des proportions qui débordaient celles d'une action purement défensive, c'est que les troupes de l'ONUC avaient été attaquées de façon de plus en plus violente par des gendarmes et des mercenaires; l'aérodrome d'Elisabethville, notamment, avait été soumis à un bombardement aérien durant la nuit du 5 décembre. L'ONU poursuivait les opérations jusqu'au jour où ses objectifs — assurer la liberté de mouvement de l'ONUC, restaurer l'ordre et garantir qu'à l'avenir les forces et les représentants des Nations Unies au Katanga ne seraient plus soumis à de telles attaques — auraient été atteints, par des moyens militaires ou autrement et où il serait possible de procéder à l'application des résolutions du Conseil et de l'Assemblée sans obstruction ni opposition. Le Secrétaire général par intérim serait heureux de toute initiative qui permettrait de parvenir à ces fins de façon pacifique et rapide.

Dans un télégramme (S/5026) et une lettre (S/5027) en date du 15 décembre, le Gouvernement du Congo (Brazzaville) a demandé une réunion immédiate du Conseil en vue de décider un cessez-le-feu immédiat et pour que soit reconsidérée l'action de l'ONU en vue de restaurer la paix et la concorde au Congo.

Le 19 décembre il a été distribué, sous la cote S/5035, un échange de communications entre, d'une part, le Président de la République du Congo (Brazzaville) et son représentant permanent auprès des Nations Unies et, d'autre part, le Secrétaire général par intérim. Dans un télégramme en date du 16 décembre, le Secrétaire général par intérim a déploré la décision du Gouvernement du Congo (Brazzaville) tendant à interdire les facilités de transit et de survol aux avions de l'ONUC. Cette décision serait, selon le Secrétaire général par intérim, un obstacle grave à l'accomplissement des fins des Nations Unies et constituait manifestement une violation des obligations qui incombait au gouvernement en vertu de la Charte, notamment les dispositions des Articles 25 et 49. Le Président du Congo (Brazzaville) a répondu que la décision avait été prise avec un extrême regret mais que les déclarations successives des autorités responsables de l'action de l'ONU au Congo avaient suscité des doutes, tant sur la légitimité que sur les buts des opérations, que partageaient un certain nombre de gouvernements. C'est dans ce but qu'il avait demandé la convocation urgente du Conseil de sécurité.

Dans un rapport (S/4940/Add.18) sur l'évolution de la situation à Elisabethville du 8 au 18 décembre, le fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies au Congo a déclaré que, dans l'attente de renforts, les forces des Nations Unies s'étaient surtout employées à tenir leurs positions et à maintenir leurs communications. Après le 14 décembre, c'est-à-dire après l'arrivée des renforts, des troupes éthiopiennes, irlandaises, indiennes et suédoises avaient pris des mesures pour éliminer toutes les positions katangaises aux confins de la ville. Le 18 décembre, le seul secteur où les forces katangaises maintiennent une forte activité était celui des immeubles de l'Union minière, d'où l'on continuait de soumettre les Ethiopiens à un feu nourri. Il était également signalé dans le rapport qu'une enquête avait été entreprise sur la disparition de M. Olivet, délégué du Comité international de la Croix-Rouge, porté manquant depuis le 13 décembre.

Dans un rapport (S/5038) distribué le 21 décembre, le Secrétaire général par intérim déclarait que, comme suite à une demande adressée le 14 décembre au Pré-

sident des Etats-Unis d'Amérique, une rencontre avait été ménagée à Kitona, le 19 décembre, entre le premier ministre Adoula et M. Tshombé, avec l'aide de l'ambassadeur des Etats-Unis et de l'Organisation des Nations Unies au Congo. En plus des représentants du Gouvernement de la République du Congo et du Gouvernement provincial du Katanga, l'ambassadeur des Etats-Unis et M. Bunche, sous-secrétaire aux affaires politiques spéciales, participaient aux entretiens. Un accord avait été conclu le 21 décembre; il consistait en une déclaration de M. Tshombé, une lettre adressée par celui-ci à M. Bunche et des lettres adressées à M. Tshombé et au Premier Ministre par M. Bunche. Dans sa déclaration, M. Tshombé acceptait l'application de la Loi fondamentale; reconnaissait l'unité de la République du Congo; reconnaissait le président Kasavubu comme chef de l'Etat; reconnaissait l'autorité du gouvernement central sur toutes les parties du Congo; acceptait la participation de représentants du Katanga à la Commission gouvernementale qui devait se réunir à Léopoldville afin d'étudier l'avant-projet de la Constitution; s'engageait à prendre toutes mesures pour permettre aux députés et sénateurs du Katanga d'exercer, au sein du Gouvernement de la République, leur mandat national; acceptait que la gendarmerie du Katanga soit placée sous l'autorité du Président de la République; s'engageait à faire respecter les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Tout en définissant sans réserve sa position dans la déclaration, M. Tshombé appelait l'attention sur le fait qu'il n'avait pas eu le temps de consulter les autorités katangaises pour avoir mandat de parler en leur nom.

Un rapport (S/4940/Add.19) du fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo, distribué le 22 décembre, signalait que le Commandement de l'ONUC avait donné l'ordre de ne pas ouvrir le feu à Elisabethville pendant la durée des entretiens de M. Tshombé et du premier ministre Adoula. Les troupes éthiopiennes avaient occupé le secteur de l'Union minière après qu'il fut devenu évident que les bâtiments étaient tenus par des extrémistes et des mercenaires non africains intéressés à la poursuite des hostilités.

Le 9 janvier, le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo a signalé (S/5053) que 14 parlementaires katangais étaient arrivés à Léopoldville le 3 janvier et que trois fonctionnaires katangais avaient aussi été envoyés pour prendre part à des entretiens en vue de modifier la structure constitutionnelle du pays. M. Tshombé avait prétendu qu'il était contraire à la loi que le président Kasavubu réunît une session extraordinaire de l'Assemblée provinciale à Kamina, et l'Assemblée s'était réunie à Elisabethville le 3 janvier. Dans le domaine militaire, les incidents et la tension avaient progressivement diminué malgré les attaques armées contre des Baluba, des Tshokwe et des membres d'autres tribus qui étaient signalées. Le noyau du groupe des mercenaires était encore libre de ses mouvements et des informations indiquaient que le recrutement à l'étranger n'avait pas cessé. Pour réduire le trafic illicite d'armes et l'infiltration d'éléments étrangers, le Secrétaire général par intérim avait proposé aux Gouvernements du Royaume-Uni et du Portugal de stationner des observateurs de l'ONU sur quelques aéroports et voies de communication qui servaient au transit vers le Katanga. Aucun des deux gouvernements n'avait accepté la proposition. A Elisabethville, la vie civile redevenait peu à peu normale, mais il restait encore beaucoup à faire pour rétablir la confiance et la stabilité.

Dans un rapport (S/5053/Add.1) du 20 janvier 1962, le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo a annoncé que M. Gizenga était revenu à Léopoldville après avoir été nommé vice-premier ministre, mais que, le 4 octobre, il était parti pour Stanleyville ayant obtenu un congé de huit jours. A Stanleyville, il avait créé le Parti national lumumbiste (PANALU), ce qui avait aggravé la tension dans la Province orientale. En application de la résolution (annexe I) de la Chambre des représentants en date du 8 janvier, le Premier Ministre avait donné l'ordre à M. Gizenga de regagner Léopoldville pour se défendre de l'accusation de vouloir faire sécession et d'avoir organisé une milice privée. M. Gizenga avait désobéi à cet ordre et, le 13 janvier, des combats avaient commencé entre la gendarmerie, loyale à M. Gizenga, et les troupes du général Lundula. A la demande du Premier Ministre (annexes II et III), l'ONUC avait prêté son assistance pour désarmer les gendarmes dans le cadre de son mandat consistant à aider le gouvernement à maintenir l'ordre et à prévenir la guerre civile. Le 20 janvier, M. Gizenga, qui avait été démis de ses fonctions de vice-premier ministre par l'ordonnance No 1/62 (annexe VI), avait regagné Léopoldville dans un avion des Nations Unies. Dans un message du 17 janvier (annexe IX) adressé au Premier Ministre, le Secrétaire général par intérim avait exprimé l'espoir que les droits que la loi reconnaît à M. Gizenga seraient pleinement respectés; s'il y avait un besoin quelconque de l'aide des Nations Unies pour assurer la sécurité de M. Gizenga, la Force des Nations Unies s'empresserait de répondre à tout appel que le Premier Ministre pourrait lui adresser. Pour ce qui était du Katanga, le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo a fait savoir que l'Assemblée provinciale poursuivait la discussion de l'accord de Kitona. Un échange de prisonniers avait eu lieu, mais les autorités provinciales n'avaient pris aucune mesure positive pour faciliter l'application des clauses des résolutions du Conseil relatives aux mercenaires. Sur les 11 non-Congolais appréhendés au cours des opérations de décembre, six qui ne tombaient pas sous le coup du paragraphe A-2 de la résolution du 21 février, avaient été relâchés, un avait été rapatrié en Belgique et quatre demeuraient sous la garde de l'ONU. Les mesures tendant à maintenir l'ordre public avaient été renforcées et l'on s'efforçait d'assurer le rétablissement d'une vie économique et de communications normales. Le Secrétaire général par intérim n'avait pas été en mesure de répondre à la suggestion du Gouvernement rhodésien l'invitant à se rendre dans la Fédération pour discuter des divers aspects du trafic illicite d'armes vers le Katanga, mais il envisagerait l'envoi d'un haut fonctionnaire de l'ONU chargé de le représenter.

Un nouveau rapport (S/5053/Add.2) publié le 23 février déclarait que M. Gizenga avait informé le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo qu'il ne souhaitait plus bénéficier de la protection de l'ONUC. Dans un message (annexe I) du 20 janvier, le Premier Ministre avait donné la garantie que la sécurité de M. Gizenga était assurée et qu'il pourrait se prévaloir de tous les moyens de droit mis à sa disposition par la législation en vigueur. Dans une note verbale (S/5065) adressée au Secrétaire général par intérim, le 17 janvier 1962, le représentant de la Belgique, se référant à sa note antérieure du 3 janvier et à la réponse du Secrétaire général par intérim, en date du 6 janvier, a déploré que, malgré les avertissements répétés du Gouvernement belge, des missionnaires européens eussent été massacrés à Kongolo sans

aucune intervention des forces des Nations Unies. Dans sa réponse, en date du 27 janvier, distribuée dans le même document, le Secrétaire général par intérim a constaté avec regret qu'un officier de l'ONUC appartenant au contingent nigérien, qui s'était rendu à Kongolo, avait confirmé le massacre de 22 missionnaires par des soldats indisciplinés de l'ANC. Une Commission d'enquête du gouvernement central, ayant à sa tête M. Sendwe, vice-premier ministre, n'avait pu se rendre à Kongolo à cause des conditions de sécurité qui y étaient encore peu satisfaisantes. Malheureusement, l'ONUC n'avait pas de troupes dans la région. La capacité de l'ONUC d'aider au maintien de l'ordre public dans cette région avait été sérieusement limitée par les événements qui se produisaient ailleurs au Congo. Comme le Secrétaire général par intérim l'avait déclaré le 14 décembre, si l'ONUC était obligée de retirer temporairement des unités, la responsabilité des conséquences incombait sans conteste aux éléments non congolais irresponsables qui, de connivence avec certains membres de l'administration provinciale katangaise, avaient inspiré un mouvement sécessionniste et déclenché de violentes attaques contre la Force de l'ONU. Une deuxième note verbale (S/5065/Add.1) en date du 29 janvier annonçait que l'évacuation des missionnaires de la région de Kongolo-Kasongo était terminée.

Dans un rapport (S/5033/Add.3), distribué le 29 janvier, le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo a signalé que, dans ses contacts avec les autorités provinciales, il avait continué à insister sur l'élimination rapide et complète de tous les mercenaires du Katanga. Le 26 janvier, M. Tshombé avait pris l'engagement, qu'il avait confirmé dans une lettre du 27 janvier (annexe I), d'expulser les mercenaires qui se trouvaient encore au Katanga dans le délai d'un mois, de fournir aux Nations Unies la liste de tous les mercenaires qui s'étaient trouvés au Katanga et d'accepter la création d'une commission civile mixte Nations Unies-Katanga pour rechercher tous les mercenaires qui chercheraient à se soustraire à l'expulsion. Le rapport mentionnait également ce qu'il était advenu de M. Gizenga qui avait été transféré dans une résidence de la zone de Cent-Maisons au camp Rhodéby. Un communiqué du gouvernement avait déclaré que M. Gizenga n'était pas en résidence surveillée mais que certaines mesures avaient été prises pour assurer sa sûreté. Dans une lettre en date du 30 janvier (S/5053/Add.4), le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo a pris note de la déclaration de M. Tshombé concernant les mercenaires et a insisté sur la nécessité de leur évacuation immédiate; au cas où des commissions mixtes seraient créées, il appartiendrait aux Nations Unies de décider si les représentants seraient des civils ou des militaires. Il a signalé le lendemain (S/5053/Add.5) qu'il avait rencontré M. Gizenga en présence du Ministre de l'intérieur, d'un fonctionnaire de la sûreté nationale et de M. Stavropoulos, conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies. Dans une lettre (annexe I) qu'il avait remise au fonctionnaire des Nations Unies, M. Gizenga confirmait qu'il considérait l'ONUC comme déchargée de toute responsabilité quant à sa protection personnelle. Une déclaration (annexe II) émanant du cabinet du Premier Ministre déclarait que M. Gizenga pouvait, s'il le jugeait nécessaire, solliciter de nouveau la protection des Nations Unies; la protection qui serait accordée dans ce cas ne pourrait empêcher le déroulement normal de la justice au cas où l'enquête en cours révélerait une responsabilité directe de M. Gizenga dans les derniers événements de Stanleyville.

Le 3 février, deux lettres adressées au fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo par M. Tshombé ont été distribuées dans le document S/5053/Add.6. M. Tshombé réaffirmait que son gouvernement était définitivement déterminé à éliminer les mercenaires; un mois lui semblait un délai réaliste pour mener à bien cette opération; il n'avait aucune objection à ce que des militaires fassent partie des commissions mixtes. Il insistait également sur l'urgence qu'il y avait à prendre des mesures pour rétablir la vie économique normale.

Dans une lettre (S/5053/Add.7) en date du 10 février adressée au Président de la province du Katanga, le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo, se référant à ses entretiens du 7 février avec M. Tshombé, a confirmé les points sur lesquels ils s'étaient mis d'accord au sujet de la composition et des fonctions des commissions mixtes ayant pour tâche de faire expulser les mercenaires. Il a également déclaré que l'Organisation des Nations Unies était prête à fournir l'aide qui était en son pouvoir pour la remise en marche de l'usine de Lubumbashi, étant bien entendu qu'elle devrait prendre toutes les mesures jugées utiles pour assurer le contrôle nécessaire de l'activité de l'usine. Il a également été décidé que les troupes de l'ONU entreraient dans Jadotville et Kolwezi, ce mouvement devant être synchronisé avec le retour de la gendarmerie katangaise au camp Massart.

Le 3 février, le représentant de la Belgique a adressé une note verbale (S/5078) au Secrétaire général par intérim au sujet des incidents de Kongolo. Il y déplorait les divergences d'appréciation qui existaient entre le Gouvernement belge et les Nations Unies quant au rôle des troupes des Nations Unies au Congo; c'était la conception qu'il avait des opérations qui avait amené le commandement des forces de l'ONUC à dégarnir des régions entières où cependant la sécurité des personnes était loin d'être assurée. La Belgique était cependant heureuse de constater que le danger qui menaçait les missionnaires dans le nord du Katanga et le sud du Kivu semblait avoir été écarté. Dans la note verbale qu'il a adressée le 16 février en réponse à la note précédente, le Secrétaire général par intérim, déplorant les divergences d'appréciation qui existaient, a laissé entendre que la Belgique ne pouvait certainement pas s'attendre que l'ONUC dût permettre, sans offrir de résistance, que sa liberté de mouvement à Elisabethville soit compromise ou que ses troupes soient encerclées et en fin de compte détruites par la gendarmerie aux ordres des mercenaires. Si elle avait suivi une telle politique, l'ONUC aurait renoncé à toute possibilité d'assurer l'application des résolutions du Conseil de sécurité. Si le Gouvernement belge concevait différemment le rôle de la Force des Nations Unies, il lui était loisible de demander au Conseil de sécurité d'abroger le mandat donné à l'ONUC; mais, dans l'intervalle, il aurait pu insister pour que les ressortissants et les entreprises belges s'abstinsent de toute action violente et inconsidérée tendant à empêcher l'exécution de ce mandat. La Force des Nations Unies continuerait de faire tout en son pouvoir, comme elle l'avait fait précédemment, sous réserve des exigences d'ordre militaire, pour protéger quiconque se trouverait en danger où que ce soit au Congo. Sa capacité à le faire dépendrait naturellement de sa force et de la coopération des Etats Membres. A cet égard, le Secrétaire général par intérim regrettait que ses démarches répétées au sujet de l'attitude de non-coopération qu'avaient adoptée envers l'ONUC les autorités belges du Ruanda-Urundi fussent demeurées sans réponse.

Dans un autre rapport (S/5053/Add.8), distribué le 19 février, le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo a fait savoir que le Secrétaire général par intérim avait désigné M. Stavropoulos, conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies, pour répondre à la demande que le président Tshombé lui avait adressée le 5 janvier en vue d'obtenir les services d'un expert juridique qui serait chargé d'examiner la forme des conclusions de l'Assemblée provinciale du Katanga sur l'accord de Kitona. M. Adoula, premier ministre, auquel cette demande avait été soumise pour approbation, avait déclaré le 20 janvier, qu'il ne voyait pas d'objection de principe, étant entendu que l'expert ne pourrait jamais avoir à juger de la légalité des actes du gouvernement central.

A la suite d'entretiens avec M. Stavropoulos, la Commission de l'Assemblée chargée d'examiner l'accord de Kitona avait adopté un rapport en vertu duquel l'Assemblée adopterait la Déclaration de Kitona et demanderait au gouvernement provisoire de prendre, en collaboration avec le gouvernement central, les mesures nécessaires pour son application. Le rapport et la résolution (annexe I) avaient été adoptés avec certaines modifications par l'Assemblée, le 14 février. Le 16 février, le Premier Ministre avait invité M. Tshombé à le rencontrer à Léopoldville pour examiner les modalités d'application des termes de l'accord de Kitona. Dans une lettre datée du même jour transmettant le texte de la résolution de l'Assemblée, M. Tshombé proposait une réunion avec le Premier Ministre à Kamina en vue de parvenir à une solution de leurs problèmes. Le 19 février, le Premier Ministre envoyait à M. Tshombé des lettres concernant la régularisation des nominations d'officiers et de sous-officiers qui avaient été faites dans la gendarmerie et la convocation d'une session de l'Assemblée provinciale réunissant tous les élus provinciaux. Le Premier Ministre invitait aussi le commandant de la gendarmerie katangaise à assister à une conférence, à Léopoldville, sur la réorganisation de l'armée.

On trouvera dans un additif (S/5053/Add.9) au rapport, publié le 9 mars, le texte de communications échangées entre le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo et M. Tshombé au sujet des garanties de sécurité demandées par M. Tshombé en liaison avec la visite qu'il devait faire à Léopoldville. Dans la dernière lettre, en date du 9 mars, le représentant de l'ONUC à Elisabethville, notant que M. Tshombé avait l'intention d'arriver à Léopoldville le 15 mars, disait que les Nations Unies interprétaient très largement les assurances qui avaient été données par le Premier Ministre au sujet de la sécurité de M. Tshombé. Au cas fort improbable où une telle mesure serait nécessaire, les Nations Unies s'opposeraient à l'exécution du mandat d'arrêt que le Gouvernement central avait lancé contre M. Tshombé et qu'il avait communiqué au représentant des Nations Unies à Léopoldville le 8 septembre 1961.

Dans un nouveau rapport (S/5053/Add.10), en date du 27 juin, au sujet de l'application des résolutions du Conseil en date des 21 février et 24 novembre 1961, le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo a déclaré que M. Tshombé et une délégation katangaise étaient arrivés à Léopoldville le 15 mars pour s'entretenir avec le gouvernement central. La délégation katangaise comprenait M. Tshombé et les ministres Kibwe et Kitenge, M. Kishiba, M. Kambole, représentant du Gouvernement katangais à Léopoldville, et M. Meli. Le gouvernement central était représenté

par le premier ministre Adoula, les vice-premiers ministres Sendwe, Bolikango et Gbenye et les ministres Bomboko, Ileo et Kamitatu. Après une première séance, le 18 mars, les délégations ont annoncé que les séances ultérieures auraient lieu à huis clos et qu'aucune des délégations ne publierait de déclaration avant la fin des réunions ni, en tout état de cause, sans l'assentiment préalable de l'autre délégation. Le chef de l'Opération, est-il écrit aussi dans le rapport, avait offert, à la demande du gouvernement central, d'aider celui-ci et les autorités provinciales à organiser une réunion de l'Assemblée de la province du Katanga qui grouperait tous les députés du Katanga septentrional et méridional afin d'éliminer les divergences qui séparaient les deux principaux partis du Katanga. Cependant, les autorités d'Elisabethville avaient décidé de ne convoquer l'Assemblée qu'une fois achevées les négociations de Léopoldville. Le 27 mars, le premier ministre Adoula publiait un communiqué à la presse (annexe 1) dans lequel il se plaignait que M. Tshombé avait violé le secret des délibérations qui avait été décidé et déclarait que l'issue des entretiens était compromise étant donné que M. Tshombé refusait d'aborder le fond du problème, à savoir l'application intégrale de la Loi fondamentale à la province du Katanga, qu'il prétendait au contraire que toute décision finale devait être ratifiée par l'Assemblée katangaise et qu'il proposait l'institution d'un régime transitoire pour le Katanga. Dans une deuxième déclaration (annexe 2), il a annoncé que le gouvernement central ne pouvait accepter, comme le demandait avec insistance M. Tshombé, la reconnaissance d'un Etat katangais comme préalable à la solution du problème, ni tolérer aucune tentative de la part de M. Tshombé en vue de gagner du temps et d'améliorer sa situation militaire. Dans un communiqué de presse en date du 29 mars (annexe 4), M. Tshombé a nié avoir adopté une attitude dilatoire. La délégation katangaise était convaincue que la Loi fondamentale devait être modifiée pour tenir compte d'une situation entièrement nouvelle et que les parties devaient s'entendre sur une solution acceptable. Des accords conclus dans cet esprit ne manqueraient pas d'être ratifiés par l'Assemblée provinciale. A la suite de l'appel adressé par le chef de l'Opération (annexe 5), les entretiens ont repris le 29 mars. Dans une lettre adressée à M. Adoula le 6 avril (annexe 8), M. Tshombé a soumis pour étude une déclaration selon laquelle il était habilité et prêt à renoncer à la souveraineté absolue du Katanga; en revanche, il priait M. Adoula de lui confirmer officiellement la souveraineté interne du Katanga. Dans un memorandum adressé au chef de l'Opération le 8 avril (annexe 6), M. Tshombé demandait aux Nations Unies de lui donner certaines assurances pour le cas où le Gouvernement katangais déciderait de mettre fin à la sécession et de conclure un accord généreux et constructif avec le gouvernement central. Il demandait notamment que les Nations Unies retirent progressivement leurs forces du Katanga dans l'éventualité d'un tel accord et qu'elles considèrent les divergences qui pourraient subsister entre le gouvernement central et le Katanga comme un conflit constitutionnel purement interne qui ne pourrait être résolu que par la voie de négociations pacifiques. Dans sa réponse, en date du 12 avril (annexe 7), le chef de l'Opération, tout en réaffirmant qu'il était toujours prêt à offrir ses bons offices, déclarait que les assurances recherchées pourraient être fournies le plus opportunément lorsque M. Tshombé aurait défini ses différends avec le gouvernement central. Il était normal que les autorités supérieures de l'ONU ne revoient leur position vis-à-vis

du Congo qu'après l'heureux aboutissement des conversations en cours et la mise en œuvre des décisions adoptées.

A la réunion du 16 avril, le Premier Ministre a présenté à M. Tshombé, en réponse aux propositions que celui-ci avait faites le 6 avril, un projet d'accord (annexe 9) à signer par les parties au terme des entretiens de Léopoldville. Le Premier Ministre a également informé M. Tshombé de son intention de se rendre dans la province de l'Equateur pendant quelques jours et a proposé que les réunions reprennent le 21 avril. Le 18 avril, M. Tshombé a regagné Elisabethville après avoir confirmé dans un échange de lettres (annexe 10) avec le Premier Ministre et le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo, son intention de revenir peu après à Léopoldville. Le 20 avril, le chef de l'Opération s'est rendu à New York pour des consultations avec le Secrétaire général par intérim et, le 24 avril, il a fait rapport au Comité consultatif pour le Congo. D'Elisabethville, M. Tshombé a confirmé son intention de retourner à Léopoldville (annexe 11) et a demandé aux Nations Unies de renouveler les garanties concernant sa protection. Le chef de l'Opération a répondu dans une lettre en date du 22 avril (annexe 12) que les garanties qui lui avaient été données précédemment demeuraient valables. Dans un discours radiodiffusé de Léopoldville, le 24 avril (annexe 13), le Premier Ministre a démenti les rumeurs selon lesquelles le gouvernement central aurait eu l'intention de violer les garanties données à M. Tshombé; la décision du Conseil des ministres de demander à celui-ci d'expliquer les raisons de son départ soudain était entièrement justifiée. Le gouvernement central avait d'ailleurs fait des propositions généreuses et conciliantes qui tendaient à laisser aux provinces une large autonomie et estimait que, si M. Tshombé faisait preuve de bonne volonté, un accord pourrait être conclu rapidement. Cependant, il n'était pas disposé à accepter le maintien d'une situation équivoque et des pourparlers interminables tandis que les dirigeants katangais renforçaient leur dispositif militaire. Au besoin, le gouvernement central en appellerait aux pays frères d'Asie et d'Afrique et aux autres pays amis pour qu'ils l'aident à mettre fin à la sécession. Le 25 avril, le chef de l'Opération est revenu à Léopoldville et, après avoir consulté le président Kasa-Vubu et le Premier Ministre, il est reparti pour Elisabethville où il a remis aux autorités provinciales le texte révisé du projet de conclusions du gouvernement central (annexe 16), au sujet duquel il avait obtenu l'accord du Premier Ministre. Il a aussi présenté aux autorités provinciales un memorandum (annexe 17) énumérant les demandes de M. Tshombé concernant ce texte révisé du projet de conclusions. Selon ce memorandum, l'Organisation des Nations Unies était disposée à adapter progressivement ses opérations au Katanga de manière à tenir compte de la situation telle qu'elle évoluerait après la fin des négociations entre la province du Katanga et le gouvernement central, et à faire tous les efforts possibles pour assurer l'exécution équitable et rapide des accords qui résulteraient des négociations. Le projet de conclusions et le memorandum, ainsi qu'un certain nombre d'autres propositions et commentaires (annexes 18 à 25), ont fait l'objet d'une discussion approfondie au cours des séances des jours suivants. Les principales difficultés étaient, selon le rapport, les suivantes: intégration de la gendarmerie katangaise à l'ANC, garanties satisfaisantes de réformes constitutionnelles, dispositions applicables au cours de la période transitoire envisagée

avant l'adoption d'une nouvelle constitution. Le 6 mai, un projet de conclusions acceptable pour les représentants katangais (annexe 27) a été mis au point. Le projet de conclusions prévoyait l'élaboration d'une constitution fédérale assurant une large autonomie interne aux Etats Membres et précisait certaines mesures devant régir les relations entre le gouvernement central et le Gouvernement du Katanga au cours de la période de transition. M. Tshombé, accompagné d'une délégation katangaise (annexe 28), a regagné Léopoldville le 18 mai. Après examen des mesures de sécurité proposées par M. Adoula (annexe 29) et de la déclaration faite à la presse par M. Tshombé (annexe 30), un accord est intervenu sur un certain nombre de questions de procédure et sur l'ordre du jour (annexe 32). Le 25 mai, les délégations ont commencé la discussion du point 2 de l'ordre du jour (procédure pour effectuer la consolidation de l'intégrité territoriale de la République du Congo) et a décidé de créer des commissions pour s'occuper des questions militaire, monétaire, économique et fiscale, des transports et des communications. Le mandat de la Commission militaire a été adopté le 29 mai. Au cours des séances ultérieures qui ont été interrompues le 2 juin à la suite d'un incident entre M. Sendwe et M. Tshombé (annexe 35) et le 20 juin, à la suite d'un rapport adressé à M. Tshombé, dont l'inexactitude a été établie par la suite (annexes 39 et 40), au sujet d'une attaque de l'ANC sur Kongolo et Baudouinville, les délégations ont discuté et adopté le mandat de la Commission des transports et communications, de la Commission économique et fiscale et de la Commission monétaire (annexes 38, 41 et 42). Le

23 juin, les délégations ont décidé que les membres des commissions seraient désignés dans un délai de 15 jours à compter du retour de la délégation du Katanga à Elisabethville. L'examen du troisième point de l'ordre du jour (décisions particulières concernant la consolidation) a alors commencé mais aucun accord n'est intervenu sur les questions étudiées, qui étaient les suivantes: intégrité territoriale, type de constitution à adopter, organisation du Conseil national des ministres, prestation de serment du général Moke, commandant la gendarmerie katangaise et question d'une amnistie générale. L'examen du quatrième et dernier point de l'ordre du jour (acceptation et signature du communiqué commun) a également abouti à une impasse. Aucune délégation n'a pu accepter le projet proposé par l'autre et un projet de compromis (annexe 45), rédigé par le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo à la demande des participants, s'est révélé également inacceptable, surtout à cause de l'insistance que la délégation du Katanga a mise pour que le paragraphe 6 de son projet (annexe 44) soit maintenu. Les entretiens ont donc pris fin. Un communiqué de caractère général a été préparé mais n'a été signé par aucune partie, la délégation katangaise ayant insisté pour qu'il soit fait allusion à une éventuelle reprise des négociations. Le 26 janvier, le chef de l'Opération a fait une déclaration à la presse (annexe 46) dans laquelle il annonçait la suspension des pourparlers à la demande de la délégation katangaise et notait l'accord intervenu sur le mandat des quatre commissions et la désignation de leurs membres dans un délai de 15 jours après l'arrivée de la délégation katangaise à Elisabethville.

Chapitre 2

QUESTION DE PALESTINE:

- a) LETTRE, EN DATE DU 20 MARS 1962, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE;**
- b) LETTRE, EN DATE DU 21 MARS 1962, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT D'ISRAEL**

A. — Communications adressées au Conseil

Dans une lettre du 20 mars 1962 (S/5096), le représentant de la République arabe syrienne a prié le Président du Conseil de sécurité de bien vouloir réunir le Conseil en vue d'examiner la situation grave née des actes d'agression commis par Israël à la frontière syrienne et dans la zone démilitarisée et menaçant la paix et la sécurité de la région. Il se référait à sa lettre du 17 mars 1962 (S/5092), dans laquelle il informait le Président que des actes successifs d'agression avaient été commis par Israël en différents points du territoire de son pays dans la nuit du 16 au 17 mars.

Dans une lettre du 21 mars 1962 (S/5098), le représentant d'Israël a appelé l'attention du Président du Conseil sur de nouveaux actes d'agression et de provocation commis par les forces armées syriennes contre des ressortissants israéliens et le territoire d'Israël et faisant suite aux agressions précédentes qu'il avait signalées dans sa lettre du 19 mars (S/5093), et il a demandé que le Conseil se réunisse prochainement. Dans une nouvelle lettre en date du 22 mars (S/5100), le représentant d'Israël a signalé de nouveaux actes d'agression commis par les forces armées syriennes.

B. — Rapport du chef d'état-major

Dans un rapport (S/5102) distribué le 26 mars 1962, le chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve, le général Von Horn, a rendu compte des faits relatifs aux combats survenus dans la région du lac de Tibériade, dans la nuit du 16 au 17 mars, et au cessez-le-feu qui avait été organisé avec les deux parties le 17 mars. Le chef d'état-major a signalé qu'il avait essayé de convaincre les deux parties de donner leur assentiment à quelques mesures pratiques et que, le 20 mars, il avait pu annoncer que les Syriens avaient décidé d'aider l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve à établir un nouveau poste d'observation des Nations Unies à proximité d'El-Koursi. Le chef d'état-major signalait ensuite qu'au cours de son entretien avec le Ministre des affaires étrangères d'Israël, il avait mentionné deux autres propositions tendant à réduire la tension. L'une d'elles concernait la proposition qui avait été faite en 1956 par le Secrétaire général touchant l'utilisation d'une vedette spéciale des Nations Unies sur le lac de Tibériade. Le Gouvernement israélien n'avait pas accepté la proposition à l'époque, bien qu'il ait par la suite coopéré à l'établissement de postes d'observation des Nations

Unies sur le territoire israélien. On avait donné à entendre au chef d'état-major que le projet relatif à une vedette spéciale des Nations Unies sur le lac de Tibériade se heurterait à de vives objections de la part d'Israël. La deuxième proposition faite par le général Von Horn aux deux parties concernait des visites, par les observateurs militaires des Nations Unies, de la zone démilitarisée (art. 5 de la Convention d'armistice général) et de ce qu'il est convenu d'appeler les "zones défensives" (art. 5, par. 6, de la Convention d'armistice général). Le chef d'état-major avait précisé que les visites auraient pour objet de vérifier si les forces qui auraient pu être amenées récemment dans les zones défensives ou dans la zone démilitarisée avaient été retirées, plutôt que d'enquêter sur les plaintes présentées par les deux parties. Pour terminer, le chef d'état-major déclarait qu'"il faudrait que les deux signataires de la Convention d'armistice général collaborent avec les observateurs militaires des Nations Unies, lesquels devraient bénéficier de la liberté de mouvement voulue pour remplir leur mission". Dans un additif à ce rapport (S/5102/Add.1), en date du 27 mars 1962, le chef d'état-major déclarait que les deux parties ayant accepté en principe la seconde proposition touchant les visites des observateurs militaires, il avait chargé le Président de la Commission mixte d'armistice de prendre sans délai les dispositions pratiques nécessaires en vue d'organiser des visites dans les trois secteurs de la zone démilitarisée, ces visites devant être immédiatement suivies de visites simultanées dans les "zones défensives" d'Israël et de la Syrie.

C. — Examen de la question de la 999ème à la 1006ème séance (28 mars-9 avril 1962)

A la 999ème séance, le 28 mars 1962, les communications de la Syrie et d'Israël faisaient l'objet, respectivement, des alinéas a et b de l'ordre du jour provisoire. Le représentant de la République arabe unie a déclaré qu'afin de ne pas retarder les travaux du Conseil sa délégation n'élèverait pas d'objection contre l'adoption de l'ordre du jour provisoire. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a tenu à préciser que l'absence d'objections formelles ne devait pas être interprétée comme signifiant que sa délégation reconnaissait une valeur égale aux lettres faisant l'objet des alinéas a et b de l'ordre du jour provisoire.

Décision: *L'ordre du jour a été adopté à l'unanimité. Après avoir invité le représentant de la République arabe syrienne et le représentant d'Israël à prendre place à la table du Conseil, le Président a déclaré que le Conseil, en l'absence d'objection, examinerait simultanément les alinéas a et b de l'ordre du jour.*

Le représentant de la République arabe syrienne a déclaré que l'attaque des 16 et 17 mars était la répétition de tous les actes d'agression qu'Israël avait commis depuis qu'il avait occupé le territoire de Palestine, actes pour lesquels il avait encouru à plusieurs reprises, dans le passé, la réprobation du Conseil. Les attaques répétées des forces israéliennes contre le territoire syrien n'étaient pas motivées par un différend concernant les droits de pêche dans les eaux du lac de Tibériade, comme Israël l'avait prétendu, mais elles avaient pour objet l'occupation de la rive orientale du lac. Ces attaques faisaient partie d'un plan général en vue de faire d'Israël un Etat dont les frontières s'étendraient du Nil à l'Euphrate. Le représentant de la République arabe syrienne demandait au Conseil de condamner à nouveau Israël pour l'agression qu'il avait commise dans la nuit du 16 au 17 mars 1962 contre le territoire

syrien, malgré l'existence d'une Convention d'armistice. La condamnation devait être sévère, rigoureuse et conforme aux avertissements que le Conseil avait adressés à Israël dans le passé.

Le représentant d'Israël, expliquant les circonstances qui avaient motivé l'action d'Israël, a souligné que le lac de Tibériade fait entièrement partie du territoire israélien et que le territoire syrien ne touche nulle part à ses rives. Malgré cela, les forces armées syriennes avaient constamment cherché à établir une autorité de fait sur l'extrémité nord-est du lac. Evoquant les incidents du 16-17 mars, le représentant d'Israël a déclaré que l'action israélienne avait été dirigée contre une position militaire syrienne qui empiétait sur la zone démilitarisée, en dehors de la frontière syrienne, où son existence même constituait une violation flagrante de la Convention d'armistice. Cette position, qui avait joué un rôle dans les attaques contre les bateaux israéliens sur le lac, avait été occupée et détruite. En entreprenant l'action du 17 mars, Israël n'avait fait que s'acquitter du devoir qui lui incombait de protéger la vie et les biens de ses citoyens et son intégrité territoriale, et exercer son droit naturel de légitime défense. Le représentant d'Israël a réaffirmé la politique déclarée de son gouvernement qui consistait à adhérer aux principes et aux obligations de la Charte et de la Convention d'armistice, et il a exprimé l'espoir que les dispositions prises par le général Von Horn aideraient à assurer le strict respect des dispositions de la Convention d'armistice.

Le représentant des Etats-Unis, après avoir souligné que depuis 1956 le Conseil n'avait pas eu l'avantage de recevoir des renseignements de première main d'un chef d'état-major, a proposé que le Conseil prie le chef d'état-major de revenir à New York pour s'y prêter à des consultations. Il a invité Israël et la Syrie à continuer de coopérer pleinement pour le maintien du cessez-le-feu. Il a déclaré qu'il était clair, après avoir examiné, même sommairement, le rapport du chef d'état-major, qu'il y avait eu provocation et riposte, ce qui était contraire à la lettre et à l'esprit de la Convention d'armistice général, et ne pouvait être approuvé. Quels qu'aient été les faits, ils ne lui paraissaient pas justifier la reprise, de la part d'Israël, d'une politique d'expéditions de représailles, que le représentant d'Israël avait clairement laissé prévoir le 8 mars et qui avait été appliquée dix jours plus tard. Cette politique avait contribué à accentuer rapidement la tension au Moyen-Orient en 1955 et 1956, et restait tout aussi inadmissible qu'alors. Si le dispositif établi par les Nations Unies en vue de sauvegarder la paix ne suffisait pas toujours à éviter des difficultés de ce genre, la seule réponse possible était d'améliorer ce dispositif et de faciliter son fonctionnement.

Le Secrétaire général par intérim a déclaré qu'il prendrait des dispositions pour que le chef d'état-major soit appelé en consultation au Siège, bien que, dans une situation aussi grave que celle qui existait dans la région du lac de Tibériade, il y eût de fortes raisons de souhaiter que le chef d'état-major demeurât à son poste. Le général Von Horn avait fourni au Conseil tous les renseignements que les observateurs de l'ONUST avaient pu réunir. Le général ne pouvait donc pas ajouter beaucoup de renseignements à ceux qui figuraient déjà dans son rapport, mais il pouvait sans doute expliquer plus complètement devant le Conseil les mesures qu'il avait proposées afin d'éviter que les regrettables événements qui avaient eu lieu ne se reproduisent.

Le représentant de la République arabe unie a déclaré qu'il ne s'opposait pas à la proposition du représentant des Etats-Unis tendant à inviter le général von Horn, si le Conseil en décidait ainsi. Il a fait observer qu'Israël avait constamment violé les accords d'armistice et que cet Etat avait été condamné à plusieurs reprises par les Commissions d'armistice, ainsi que par le Conseil de sécurité.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que sa délégation n'avait pas d'objection à ce que l'on invite le général von Horn afin qu'il puisse répondre aux questions que pourraient lui poser les membres du Conseil et fournir les explications nécessaires. Il a fait observer qu'il ressortait de l'examen des faits soumis au Conseil qu'Israël s'était livré, dans la nuit du 16 au 17 mars, à une agression armée contre le territoire de la Syrie, agression qui comportait la pénétration non autorisée dans la zone démilitarisée et l'utilisation illégale de cette zone, d'où l'attaque avait été organisée. Ce n'était pas la première fois qu'Israël attaquait ainsi la Syrie, ce qui donnait à son acte un caractère particulièrement dangereux. Le 11 décembre 1955, l'armée régulière d'Israël s'était livrée à une offensive de ce genre en territoire syrien, ce qui avait valu à Israël d'être condamné sévèrement par le Conseil de sécurité; ce dernier avait adopté une résolution spéciale sur cette question, dans laquelle il avait invité le Gouvernement israélien à s'acquitter de ses obligations conformément à la Charte de l'ONU et à la Convention d'armistice. Il était donc manifeste qu'Israël n'avait pas tiré les conclusions voulues des avertissements du Conseil de sécurité. Loin de cesser de manquer à ses obligations, il avait commis une nouvelle attaque contre la Syrie. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé que le Conseil de sécurité devait adresser un avertissement catégorique au Gouvernement d'Israël touchant le caractère absolument inadmissible des actions qui avaient eu lieu les 16 et 17 mars dans la région du lac de Tibériade. Le Conseil de sécurité devait non seulement exiger qu'Israël prenne toutes les mesures nécessaires pour éviter la répétition de tels actes à l'avenir, mais il devait envisager, comme le prévoyait la résolution de 1956, de prendre les mesures concrètes nécessaires pour obliger Israël à respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la Charte et en vertu des accords d'armistice.

Décision: *En l'absence d'objection, la proposition du représentant des Etats-Unis a été acceptée.*

A la 1000^{ème} séance, le 3 avril, le Secrétaire général par intérim a informé le Conseil que le chef d'état-major était arrivé et que le général serait à la disposition des délégations. Le Secrétaire général par intérim a proposé que les questions précises que les membres du Conseil désireraient poser au chef d'état-major soient formulées à la séance; le chef d'état-major préparerait les réponses et les soumettrait à la prochaine séance du Conseil. Le Secrétaire général par intérim a également fait remarquer que le général Von Horn était préparé à fournir au Conseil tous les renseignements pertinents dont il disposait, mais qu'il n'essaierait pas de donner des avis au Conseil sur les conclusions à en tirer; le général estimait avec raison que la fonction d'un chef d'état-major était d'exposer des faits et non de porter des jugements.

Le Président a déclaré qu'en l'absence d'objection, la procédure proposée par le Secrétaire général par intérim serait considérée comme acceptable pour le Conseil.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que la procédure pro-

posée s'appliquerait exclusivement au cas examiné et qu'elle ne saurait être considérée comme un précédent pour l'avenir.

Décision: *Le Président a déclaré que le Conseil avait adopté la procédure suggérée par le Secrétaire général par intérim, sans que cela constitue un précédent.*

Le représentant de la République arabe syrienne a déclaré que l'attaque armée préméditée par Israël, qui était partie de Ein Gev — territoire situé entièrement dans la zone démilitarisée —, visait à l'occupation de ce territoire et qu'elle était motivée par un désir d'expansion.

L'attaque elle-même dépassait considérablement les objectifs d'une simple opération de représailles. Le véritable objectif d'Israël était peut-être de mettre fin à l'existence de la zone démilitarisée, qu'il trouvait gênante, et de réaliser certains travaux sur le Jourdain et sur le lac de Tibériade. Pour conclure, le représentant de la Syrie a déclaré que, bien qu'Israël fût pour ainsi dire l'enfant des Nations Unies, sa conduite et son attitude avaient été des plus regrettables. Pendant 13 années consécutives, Israël n'avait pas cessé de commettre des actes d'agression.

Le représentant d'Israël a répondu que les objectifs de son pays étaient en premier lieu de vivre en paix avec ses voisins. En second lieu, si ses voisins refusaient de régler par voie de négociations tous les différends qui subsistaient entre eux, comme ils étaient tenus de le faire en vertu des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, Israël revendiquerait au moins le droit d'être à l'abri de toute attaque, de toute agression et de toute intervention qui lui était garanti par la Convention d'armistice. En troisième lieu, Israël voulait continuer d'assurer le développement constructif de son territoire et ne pouvait admettre aucune tentative faite par ses voisins pour s'opposer ou faire obstacle à un aspect quelconque de ce développement.

Les représentants de la République arabe syrienne, de la République arabe unie, du Ghana et des Etats-Unis d'Amérique ont adressé des questions détaillées au Chef d'état-major à propos des incidents des 16 et 17 mars, de l'application de la Convention d'armistice et du fonctionnement de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

A la même séance, le Président a appelé l'attention des membres du Conseil sur le projet de résolution suivant, soumis par le représentant de la République arabe syrienne (S/5107):

"Le Conseil de sécurité,

"Prenant note de la plainte de la République arabe syrienne figurant dans le document S/5092,

"Ayant examiné le rapport (S/5102) du chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine, en date du 26 mars 1962, concernant cette plainte,

"Rappelant sa résolution du 11 janvier 1956,

"Rappelant en outre qu'il a blâmé des actions militaires israéliennes dans ses résolutions du 12 novembre 1953, du 29 mars 1955 et du 11 janvier 1956,

"Notant que le Conseil de sécurité, dans les résolutions susmentionnées, a prié Israël de prendre des mesures efficaces pour empêcher que des actions militaires de cette nature ne se reproduisent,

"1. Blâme Israël pour l'attaque non motivée qui a été menée contre le territoire syrien dans la nuit

du 16 au 17 mars 1962, en violation de la résolution du Conseil en date du 15 juillet 1948, des clauses de la Convention d'armistice général entre la Syrie et Israël et des obligations d'Israël aux termes de la Charte;

"2. *Avertit* Israël qu'il est décidé à demander des sanctions appropriées contre Israël, si Israël, dans l'avenir, recourt une fois encore à des actes agressifs de cette nature;

"3. *Invite* Israël à se conformer à ses obligations aux termes de la Charte et de la Convention d'armistice général et, en particulier, à accepter la proposition du chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, figurant au paragraphe 41 de son rapport (S/5102) pour aider à renforcer le dispositif d'armistice et atténuer ainsi la tension dans la région.

"4. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation de lui présenter des rapports sur la suite donnée à la présente résolution."

A la 1001^{ème} séance, le 4 avril, le Président a appelé l'attention des membres du Conseil sur le projet de résolution suivant soumis par le représentant d'Israël (S/5109) :

"Le Conseil de sécurité,

Rappelant que, dans sa résolution du 11 août 1949, il a constaté que "les accords d'armistice constituent une étape importante vers l'instauration d'une paix permanente en Palestine" et exprimé l'espoir que les gouvernements intéressés recherchaient un accord par voie de négociations afin de parvenir "rapidement à un règlement définitif de toutes les questions sur lesquelles ils ne se sont pas encore mis d'accord",

"Ayant examiné les plaintes dont le Gouvernement israélien l'a saisi (S/5098),

"Notant le rapport du chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (S/5102 et Add.1),

"1. *Exprime* la vive inquiétude que lui causent les attaques de forces armées syriennes contre les ressortissants et le territoire d'Israël, mentionnées dans les lettres que le représentant permanent d'Israël a adressées au Président du Conseil de sécurité les 19, 21 et 22 mars 1962 (S/5093, S/5098 et S/5100) ;

"2. *Invite* la Syrie à se conformer pleinement à toutes les dispositions de la Convention d'armistice général (y compris l'article I) et, en particulier, à empêcher tout franchissement illégal en provenance du territoire syrien, à cesser de troubler les activités israéliennes sur le lac et à cesser de tirer en territoire israélien ;

"3. *Constata* que la politique d'activité hostile de la Syrie contre Israël, telle qu'elle est proclamée dans les déclarations officielles des représentants de la Syrie, et en particulier les menaces constantes de ceux-ci contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique d'Israël, violent la lettre et l'esprit de la Charte des Nations Unies, de la Convention d'armistice général syro-israélienne et des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et par l'Assemblée générale ;

"4. *Invite* la Syrie à s'abstenir de toute menace contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'Israël."

A la même séance, le Conseil a reçu les réponses écrites préparées par le chef d'état-major, le général Von Horn, et a décidé de les inclure dans le compte

rendu officiel de la séance (S/PV.1001, annexe). On peut en résumer ainsi les points principaux :

En réponse à une question posée à propos des combats des 16 et 17 mars par le représentant de la Syrie, qui avait demandé s'il y avait eu occupation ou destruction de postes syriens ou de positions fortifiées syriennes, le chef d'état-major a déclaré que, se fondant sur les rapports des observateurs militaires des Nations Unies qui s'étaient rendus dans la zone démilitarisée à trois reprises depuis le 17 mars, le Président avait signalé qu'à sa connaissance tel n'était pas le cas. On n'avait vu aucune position fortifiée "existante ou détruite".

En réponse à une question posée par le représentant de la République arabe unie, qui avait demandé si le chef d'état-major jugeait nécessaire, pour le bon fonctionnement de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, que la Commission mixte d'armistice se réunisse, reprenne ses travaux et s'acquitte de ses responsabilités, le général Von Horn a déclaré que la Convention d'armistice général (art. VII, par. 7) avait institué une procédure, celle de la Commission mixte d'armistice. Tant que cette procédure n'était pas appliquée, le Président de la Commission mixte d'armistice et le chef d'état-major étaient contraints de traiter séparément avec chacune des parties afin d'obtenir l'exécution des termes de la Convention d'armistice général. Rien ne pouvait vraiment remplacer la procédure de la Commission mixte d'armistice — discussion directe entre les parties sous la présidence d'un représentant des Nations Unies — qui pouvait aider à parvenir à un "règlement équitable et satisfaisant pour les deux parties" et il serait impossible de la remplacer de façon satisfaisante.

En réponse à une autre question posée par le représentant de la République arabe unie à propos du statut de la zone démilitarisée et des responsabilités de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve en ce qui concerne cette zone, le chef d'état-major a déclaré que les dispositions fondamentales qui régissaient la zone figuraient à l'article V de la Convention d'armistice général. L'une des principales clauses de cet article prévoyait que la zone comprise entre l'ancienne frontière syro-palestinienne et la ligne de démarcation d'armistice établie en 1949 serait désignée zone démilitarisée. Pour ce qui était de la vie civile dans la zone démilitarisée, le général Von Horn se référait au "commentaire ayant autorité" de M. Bunche sur l'article V de la Convention d'armistice général, qui avait été accepté par les deux parties et incorporé textuellement dans la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 8 mai 1951 (document S/2157).

Un élément important de ce "commentaire ayant autorité" était que l'administration civile dans la zone démilitarisée, y compris la police, était organisée sur une base locale, sous la surveillance générale du Président de la Commission mixte d'armistice et "sans que soient soulevées des questions générales d'administration, de juridiction, de citoyenneté ou de souveraineté". Le chef d'état-major a fait observer que la zone démilitarisée avait été le théâtre de nombreux incidents. L'une des principales causes de tension avait été la question de la propriété des terres dans la zone. Quant aux responsabilités de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve en ce qui concerne la zone, le chef d'état-major a déclaré qu'aux termes de l'article V de la Convention d'armistice général, le Président de la Commission mixte d'armistice prévue à l'article VII de la Convention et les observateurs des Nations Unies

attachés à ladite Commission "sont chargés d'assurer la pleine exécution du présent article" (par. 5, c). Une de leurs principales attributions était d'établir s'il y avait eu avance de forces armées, militaires ou paramilitaires, de l'une ou l'autre partie dans la zone. Toute avance confirmée par les observateurs des Nations Unies "constitue une violation flagrante de cette convention" (par. 5, b). En outre, le chef d'état-major a déclaré que le général Riley et les chefs d'état-major qui lui ont succédé avaient estimé que c'était la Commission mixte d'armistice elle-même qui, aux termes du paragraphe 8 de l'article VII, était compétente pour interpréter la Convention d'armistice général. Toutefois, le Gouvernement israélien n'avait accepté de discuter à la Commission d'aucune question ayant trait à la zone démilitarisée ni de soumettre à l'examen de la Commission l'interprétation de l'article V de la Convention d'armistice général aux fins de décision quant à sa compétence ou à la compétence du Président relativement à la zone démilitarisée. De ce fait, la Commission mixte d'armistice n'avait pas tenu de réunions régulières depuis 1951. Dans son rapport du 23 février 1960, le chef d'état-major avait appelé l'attention sur la résolution du Conseil de sécurité en date du 18 mai 1951 et il avait déclaré que le désaccord existant sur les pouvoirs du Président et l'absence de réunions de la Commission mixte d'armistice avaient sérieusement affaibli l'autorité de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve dans la zone démilitarisée.

Répondant à une autre question posée par le représentant de la République arabe unie, qui avait demandé s'il y avait actuellement des forces militaires ou paramilitaires ou des positions de caractère militaire dans la zone démilitarisée, et si, dans l'affirmative, il y avait là violation des alinéas a et b du paragraphe 5 de l'article V de la Convention d'armistice général, le chef d'état-major a déclaré que des éléments de forces militaires et paramilitaires, ainsi que des fortifications, avaient été observés dans la zone démilitarisée, et qu'il s'agissait là d'une violation des alinéas a et b du paragraphe 5 de l'article V. Le chef d'état-major croyait avoir suffisamment montré dans ses réponses aux questions précédentes la situation dangereuse qui existait dans la zone démilitarisée et les difficultés que cette situation soulevait pour le Président de la Commission mixte d'armistice.

En réponse à une autre question du représentant de la République arabe unie, qui avait demandé si, étant donné les messages auxquels le chef d'état-major s'était référé dans son rapport, il y avait actuellement quelque raison de s'attendre à une autre attaque en territoire syrien de la part des forces armées israéliennes, le général Von Horn a déclaré qu'il espérait que les membres du Conseil de sécurité n'attendraient pas de lui qu'il se livre à des conjectures ou qu'il fasse des prédictions, et que l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve faisait constamment tout son possible pour éviter que l'une ou l'autre partie ne recoure à la force.

En réponse au représentant du Ghana, qui avait demandé de quelle façon les dispositions de la Convention d'armistice avaient été violées, soit par la Syrie, soit par Israël, au cours des derniers mois, notamment pendant la période qui avait immédiatement précédé les événements des 16 et 17 mars, et ce qu'avait fait l'Organisme de surveillance pour prévenir de telles violations, s'il y en avait eu, le chef d'état-major a déclaré qu'il avait indiqué dans sa réponse précédente la nature des principales violations connues et confirmées par les observateurs militaires des Nations Unies: présence de

forces et de positions militaires et paramilitaires dans la zone démilitarisée et coups de feu tels que ceux qui avaient conduit aux combats des 16 et 17 mars. En outre, le chef d'état-major a déclaré que, faute de réunions régulières de la Commission mixte d'armistice, il était impossible de déterminer quelles plaintes pouvaient être considérées comme motivées par des violations de la Convention d'armistice. C'était justement pour cela que la Commission mixte d'armistice avait été créée.

En réponse à des questions du représentant des Etats-Unis concernant l'efficacité de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve, la liberté de déplacement dont il disposait, la façon dont est observée la Convention d'armistice général et le statut de la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne, le chef d'état-major a déclaré que le principal instrument dont disposait l'ONUST était l'observation et que la liberté de déplacement était essentielle pour effectuer des observations valables. En 1955, le prédécesseur du général Von Horn, le général Burns, avait émis l'avis qu'il serait souhaitable de fournir à l'ONUST une vedette sur le lac de Tibériade, que l'on pourrait envoyer rapidement sur les lieux de l'incident en cas de besoin. Cette vedette serait en fait un poste d'observation mobile. Elle permettrait à l'ONUST d'aider les parties à respecter les dispositions de l'accord auquel le Secrétaire général faisait allusion au paragraphe 89 de son rapport du 9 mai 1956, concernant la pêche sur le lac de Tibériade, ainsi que l'engagement pris par Israël de tenir ses embarcations de police à l'écart de la rive orientale du lac, à moins qu'il ne soit nécessaire de s'en approcher "pour des raisons de sécurité". Le général Von Horn a rappelé que le défunt Secrétaire général avait déclaré qu'il jugeait nécessaire de maintenir la proposition relative à une vedette des Nations Unies. La présence d'observateurs des Nations Unies dans une embarcation d'observation non armée sur le lac de Tibériade ne porterait nullement atteinte aux prétentions et à la position d'Israël au sujet de ce lac. Il serait utile aussi que, tant dans le cas de la vedette que dans celui des déplacements en jeep des observateurs militaires, les deux parties permettent aux observateurs des Nations Unies de se déplacer librement sans insister pour qu'ils soient accompagnés d'officiers de liaison. Il était particulièrement important que les observateurs des Nations Unies accomplissant leur mission dans la zone démilitarisée eussent toute liberté d'accès lorsqu'ils passaient de l'est à l'ouest en certains points, ce qui leur avait été refusé, parfois même par la menace et par l'usage de la force. L'efficacité de l'ONUST serait considérablement augmentée si les deux parties facilitaient les mouvements des observateurs des Nations Unies. Par exemple, si les aéronefs de l'ONUST avaient l'autorisation d'atterrir au nord du lac de Tibériade, sur le champ d'aviation de Rosh Pina-Mahanayim, cela permettrait de gagner beaucoup de temps, surtout dans des périodes de crise. L'efficacité de l'ONUST serait aussi grandement augmentée si les aéronefs de l'ONUST étaient autorisés à utiliser les corridors aériens commerciaux entre Jérusalem et Mahanayim et de Mahanayim vers le nord jusqu'à la frontière libanaise pour y rejoindre le corridor Beyrouth-Damas. La liberté de déplacement reconnue aux observateurs des Nations Unies permettrait aussi au Président de la Commission mixte d'armistice d'organiser des visites fréquentes dans la zone démilitarisée et dans les zones défensives. Le chef d'état-major a indiqué qu'il s'agissait là de quelques propositions, constituant un minimum, qui à son avis pouvaient accroître l'efficacité de l'ONUST.

En fait, elles ne faisaient que reprendre certaines des dispositions des articles V et VII de la Convention d'armistice général.

A la 1002^{ème} séance, le 5 avril, le représentant de la France a déclaré qu'il regrettrait que les forces israéliennes aient cru devoir user de pareilles méthodes et qu'à la suite des incidents qui avaient eu lieu, les autorités israéliennes n'aient pas jugé opportun de recourir aux procédures prévues par la Convention d'armistice. Le représentant de la France espérait vivement que les autorités israéliennes se conformeraient dans l'avenir à ces procédures. Il a déclaré que les comptes rendus avancés par les deux parties des événements de la nuit du 16 au 17 mars étaient contradictoires et que les renseignements fournis par le chef d'état-major ne permettaient pas d'établir la vérité d'une manière décisive. Cependant, un fait se dégageait de façon indiscutable des accusations formulées par les deux parties: la position d'En Nuqueib, qu'avaient attaquée les forces israéliennes, était située dans la zone démilitarisée et, en l'occurrence, aucune expédition israélienne n'avait vraiment pénétré en territoire syrien. Le représentant de la France ne pouvait se défendre de l'impression que la responsabilité des incidents était, dans une large mesure, partagée, et que les actions des deux parties étaient également regrettables. Quant aux responsabilités, les événements de mars 1962 n'étaient pas entièrement comparables à ceux de 1955 et la délégation française ne pouvait donc y appliquer les mêmes conclusions. Le représentant de la France réprouvait sévèrement les initiatives militaires qui avaient été prises de part et d'autre et a rappelé les injonctions de la résolution de janvier 1956. Il a invité les deux parties à se conformer scrupuleusement aux stipulations des accords d'armistice et à adopter toutes les mesures utiles pour éviter le retour de pareils incidents.

Le représentant de la République arabe unie a déclaré que l'un des objectifs immédiats d'Israël semblait être d'annexer totalement et définitivement la zone démilitarisée et qu'il fallait s'y opposer. Se référant au projet de résolution d'Israël, il se demandait si ces attaques d'Israël, y compris la dernière attaque contre la Syrie, malgré la condamnation qu'elles avaient encourue, ne constituaient pas une série de batailles livrées dans un but d'intimidation, en vue de permettre à Israël de réaliser son ambition la plus chère: obtenir la capitulation de ses adversaires et leur faire accepter ses diktats. C'était Israël, et non la Syrie, qui avait été condamné par le Conseil de sécurité en 1953, en février 1955 et, à nouveau, en janvier 1956. Israël avait été condamné par la Commission mixte d'armistice, lorsqu'il participait à ses délibérations, plus de 90 fois. De plus, Israël tombait sous le coup d'une condamnation morale parce que le mécanisme de surveillance prévu par la Convention d'armistice n'était pas en mesure de fonctionner normalement aujourd'hui. A l'égard du projet de résolution de la Syrie, le représentant de la République arabe unie a proposé plusieurs amendements pour rendre compte de décisions antérieures du Conseil. Le premier alinéa du préambule pourrait être ainsi modifié: "Prenant note des plaintes figurant dans les documents S/5092 et S/5098". Au deuxième alinéa du préambule, on pourrait ajouter les mots suivants: "ainsi que les réponses que le chef d'état-major a faites ultérieurement aux questions que lui ont posées plusieurs membres du Conseil". Le troisième alinéa du préambule serait ainsi remanié: "Rappelant et réaffirmant sa résolution du 19 janvier 1956". Au quatrième alinéa du préambule, la date du 12 novembre 1953 devait être remplacée par celle du 24 novembre 1953 et la date du

11 janvier 1956 par le 19 janvier 1956. Le paragraphe 2 du dispositif serait modifié comme suit: "Avertit de nouveau Israël...", etc. Le représentant de la République arabe unie a déclaré que si la délégation syrienne acceptait les changements proposés, il demanderait au Président du Conseil, en vertu de l'article 38 du règlement intérieur provisoire, de mettre aux voix, le moment venu, le projet de résolution de la Syrie ainsi modifié.

Au sujet des relations entre son gouvernement et l'ONUST concernant la mise en œuvre de la Convention d'armistice, le représentant d'Israël a déclaré que cette convention était un traité international entre deux Etats, Israël et la Syrie, et que la tâche des observateurs des Nations Unies était essentiellement d'aider les parties à la Convention à en appliquer et à en respecter les dispositions. Comme par le passé, le Gouvernement israélien examinera avec le plus grand soin toute suggestion ou requête émanant du chef d'état-major des Nations Unies, tout en tenant dûment compte des exigences de la sécurité de l'Etat d'Israël et de la compétence exclusive de cet Etat sur son propre territoire. Se référant à la question d'un bateau de patrouille des Nations Unies sur le lac de Tibériade, le représentant d'Israël a déclaré qu'il n'existait en fait aucun engagement à cet égard, encore que son pays eût suggéré cette possibilité de nombreuses années auparavant, spontanément et unilatéralement, à condition que les Syriens cessent d'intervenir sur le lac d'une manière ou d'une autre, ce qui malheureusement ne s'était pas produit. Quoi qu'il en soit, toute surveillance des bateaux israéliens, telle que le chef d'état-major semblait l'entendre dans sa réponse, serait inacceptable pour son gouvernement. Si le chef d'état-major éprouvait des difficultés d'ordre pratique ou avait besoin de certains moyens d'observation et si l'on pouvait lui donner satisfaction sans rencontrer d'objections aussi sérieuses de la part d'Israël, le Gouvernement israélien serait disposé à étudier la question avec lui. De même, il était possible de poser, dans l'abstrait, le principe de la liberté de mouvement des observateurs des Nations Unies, mais la question ne pouvait être discutée avec les autorités israéliennes que sur un plan pratique, compte tenu des exigences du mandat des observateurs et de la sécurité d'Israël. A propos du statut de la zone démilitarisée et du fonctionnement de la Commission mixte d'armistice, le représentant d'Israël a déclaré que son gouvernement avait toujours considéré cette zone comme faisant partie du territoire sur lequel l'Etat d'Israël exerçait sa souveraineté, mais que ce n'était pas là la question dont le Conseil était saisi pour le moment. Ce qui ressortait clairement de la Convention, c'était que la Syrie était exclue complètement et définitivement de la zone démilitarisée. Telle était la raison pour laquelle la Commission mixte d'armistice n'avait pas fonctionné normalement depuis 1951. C'était la tentative syrienne pour reprendre pied dans la zone démilitarisée par l'intermédiaire de la Commission mixte d'armistice, et non l'attitude israélienne, qui avait provoqué la suspension des réunions officielles depuis plus de 11 ans. Si la Syrie n'insistait pas pour que la Commission mixte d'armistice s'occupe de questions concernant la zone démilitarisée, rien ne s'opposerait à ce qu'Israël participe pleinement aux travaux de la Commission. Etant donné que des représentants de la Syrie faisaient partie de la Commission mixte d'armistice, le Président de la Commission était seul compétent pour traiter des questions concernant la zone démilitarisée. Toutefois, le fait que la Commission ne tint pas de réunions officielles n'empêchait pas le personnel de

L'ONUST de s'acquitter convenablement de ses fonctions. Les observateurs des Nations Unies avaient fait des enquêtes à la suite de plaintes, entendu les déclarations des parties, interrogé des témoins, exercé toutes les autres fonctions qui leur incombait et régulièrement adressé au chef d'état-major des rapports contenant leurs conclusions. Se référant à la réponse donnée par le chef d'état-major à la séance précédente du Conseil, selon laquelle les observateurs militaires des Nations Unies qui avaient visité la zone démilitarisée n'avaient vu aucune position fortifiée "existante ou détruite", le représentant d'Israël a fait observer qu'il était fort grave pour un fonctionnaire des Nations Unies de jeter le doute sur l'exactitude des faits sur lesquels se fondait la position de son gouvernement. Il a ajouté que son gouvernement rejetait tout ce qui pouvait faire naître le doute dans la déclaration faite, la veille, par le général Von Horn. Il a réaffirmé que l'objectif de l'action israélienne était une position militaire syrienne qui empiétait sur la zone démilitarisée, en violation flagrante de la Convention d'armistice. En terminant, il a souligné que les autorités israéliennes étaient disposées à aider l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, à coopérer avec lui et, en l'occurrence, à examiner quelles seraient les mesures à prendre pour améliorer le fonctionnement du mécanisme des Nations Unies dans la région névralgique du lac de Tibériade.

Le représentant de la République arabe unie a déclaré qu'il était évident que l'objectif immédiat d'Israël était l'annexion pure et simple de toutes les zones démilitarisées. Les autorités israéliennes étaient prêtes à s'en remettre aux Nations Unies lorsque cela servait leurs desseins, mais elles s'opposaient à toute action des Nations Unies et de leurs organismes susceptible, selon elles, de porter atteinte aux droits et revendications éventuels d'Israël.

A la 1003ème séance, le 5 avril 1962, le représentant de la Chine a fait observer que si le droit semblait être du côté d'Israël avant l'action militaire, il n'en était plus ainsi depuis qu'Israël avait cherché à s'ériger en justicier. Les incidents qui avaient précédé l'initiative militaire d'Israël avaient un caractère limité et sporadique, mais ils étaient regrettables, puisqu'ils constituaient des violations de la Convention d'armistice. Toutefois, on ne pouvait aucunement les considérer comme justifiant les combats qui avaient eu lieu dans la nuit du 16 au 17 mars. Il ressortait manifestement du communiqué israélien, cité dans le rapport du général Von Horn, que le combat avait été préparé, organisé et mené par les forces armées régulières d'Israël et qu'il s'agissait d'une violation délibérée de la Convention d'armistice. Il était toutefois réconfortant de noter que les deux parties, avec l'aide du chef d'état-major des Nations Unies, avaient rapidement conclu un cessez-le-feu. Il fallait espérer qu'elles respecteraient rigoureusement ce cessez-le-feu et que la situation redeviendrait rapidement normale dans la région du lac de Tibériade. Le Conseil de sécurité devait prendre acte des déclarations des parties et y voir le retour à une stricte observation de la Convention d'armistice. Les mesures que le chef d'état-major avait proposées dans son rapport et dans ses réponses aux questions qui lui avaient été posées par les membres du Conseil étaient fondées sur une connaissance approfondie et une appréciation motivée de la situation. Le général Von Horn avait notamment mis l'accent sur l'importance qu'il y avait à ce que la Commission mixte d'armistice fonctionnât de façon continue et sur la nécessité d'assurer la liberté de mouvement des observateurs militaires des

Nations Unies. Le Conseil de sécurité devait entériner les mesures proposées par le chef d'état-major et demander aux parties de les appliquer.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'une des tâches essentielles du chef d'état-major consistait à réduire la tension le long des frontières d'Israël, condition indispensable à un règlement ou même à la création d'une atmosphère favorable à l'ouverture de négociations fructueuses. Quelle qu'ait pu être l'origine ou la nature véritable des trois incidents précédents, ceux-ci ne pouvaient justifier les événements de la nuit du 16 au 17 mars, au cours de laquelle des troupes israéliennes avaient attaqué des positions syriennes au nord de Nuqueib, occupé les postes et détruit les fortifications. Le Gouvernement israélien n'avait pas caché qu'il s'agissait d'une opération militaire dirigée contre la Syrie, et il fallait donc qu'elle soit jugée. Cette opération militaire avait été entreprise de propos délibéré et en violation flagrante des engagements internationaux pris par Israël. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois qu'Israël avait cherché à s'ériger en justicier. Cependant, aucune raison ni aucun prétexte ne pouvait justifier une action militaire de cette nature, qu'elle ait été ou non menée à titre de représailles. La délégation du Royaume-Uni répétait ce qu'elle avait déjà été amenée à dire dans le passé, et ce que le Conseil lui-même avait formellement déclaré dans des résolutions précédentes, à savoir que le principe même des représailles armées était moralement et politiquement mauvais. Israël devait en tenir compte; en fait, il était de son intérêt de le faire. La politique de violence qu'Israël semblait poursuivre n'engendrerait pas la paix; elle ne ferait qu'affaiblir l'armistice, aggraver les rancœurs et ouvrir la voie à de nouveaux conflits. Le représentant du Royaume-Uni pressait Israël de se rendre compte que l'Organisation des Nations Unies était un meilleur défenseur de la paix au Moyen-Orient et de l'indépendance d'Israël que les forces armées de ce pays. Le plus sûr garant de la paix était incontestablement l'appareil des Nations Unies, qui avait précisément été créé dans la région à cette fin par les résolutions du Conseil de sécurité et par la Convention d'armistice général. Il semblait donc à la délégation du Royaume-Uni qu'il fallait avant tout permettre à cet appareil de fonctionner.

Se référant aux diverses mesures proposées par le général Von Horn pour le renforcement de l'ONUST, le représentant du Royaume-Uni a souligné en particulier trois améliorations nécessaires. En premier lieu, il convenait d'envoyer sur le lac de Tibériade une vedette non armée des Nations Unies, dont la seule présence pourrait avoir un effet apaisant dans la région. Le représentant du Royaume-Uni invitait instamment le Gouvernement israélien à accepter cette proposition qui était pleine de bon sens. En deuxième lieu, les restrictions imposées à la liberté de mouvement des observateurs des Nations Unies ne pouvaient être tolérées plus longtemps. Dans leur propre intérêt, les deux gouvernements intéressés devaient coopérer pleinement avec le chef d'état-major dans ce domaine. Enfin, la Commission mixte d'armistice, élément essentiel, mais trop longtemps inutilisé, du mécanisme local des Nations Unies, devait être remise en action. Dans cet esprit, la délégation du Royaume-Uni s'était jointe à la délégation des Etats-Unis pour rédiger un projet de résolution mieux adapté aux exigences de la situation que les projets présentés par la Syrie et par Israël.

Le représentant de la Roumanie a déclaré que, de toute évidence, Israël avait voulu régler arbitrairement

ses différends avec la Syrie en s'arrogeant le droit de juger, et qu'elle avait eu recours à la force, enfreignant ainsi les articles 2 et 5 de la Convention d'armistice général et les Articles 1 et 2 de la Charte des Nations Unies. De même qu'en 1955 et en 1956, les actions récemment entreprises par Israël contre la Syrie avaient un caractère agressif. La plainte d'Israël visait à mettre sur le même pied deux situations entièrement différentes du point de vue de leur gravité et de la responsabilité incombant à chacun des États. Le projet de résolution israélien tendait assez maladroitement à semer la confusion; il devait être rejeté entièrement, car Israël avait très souvent utilisé, dans le passé, des procédés de cette nature. En conclusion, la délégation roumaine estimait que le Conseil de sécurité devait prendre acte de l'agression israélienne contre la Syrie et condamner de nouveau la violation par Israël de ses obligations découlant de la Convention d'armistice et de la Charte des Nations Unies. Le Conseil de sécurité devait, en même temps, recommander des mesures qui, à l'avenir, obligeraient Israël à respecter ses obligations.

Le représentant de la République arabe syrienne a présenté un texte révisé de son projet de résolution, qui était ainsi conçu (S/5107/Rev.1) :

"Le Conseil de sécurité,

"Prenant note des plaintes figurant dans les documents S/5092 et S/5098,

"Ayant examiné le rapport (S/5102) du chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine, en date du 26 mars 1962, concernant ces plaintes, ainsi que les réponses que le chef d'état-major a faites ultérieurement aux questions que lui ont posées plusieurs membres du Conseil,

"Rappelant et réaffirmant sa résolution du 19 janvier 1956,

"Rappelant en outre qu'il a blâmé des actions militaires israéliennes dans ses résolutions du 24 novembre 1953, du 29 mars 1955 et du 19 janvier 1956,

"Notant que le Conseil de sécurité, dans les résolutions susmentionnées, a prié Israël de prendre des mesures efficaces pour empêcher que des actions militaires de cette nature ne se reproduisent,

"1. Blâme Israël pour l'attaque non motivée qui a été menée contre le territoire syrien dans la nuit du 16 au 17 mars 1962, en violation de la résolution du Conseil en date du 15 juillet 1948, des clauses de la Convention d'armistice général entre la Syrie et Israël et des obligations d'Israël aux termes de la Charte;

"2. Avertit de nouveau Israël qu'il est décidé à demander des sanctions appropriées contre Israël, si Israël, dans l'avenir, recourt une fois encore à des actes agressifs de cette nature;

"3. Invite Israël à se conformer à ses obligations aux termes de la Charte et de la Convention d'armistice général et, en particulier, à accepter la proposition du chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, figurant au paragraphe 41 de son rapport (S/5102) pour aider à renforcer le dispositif d'armistice et atténuer ainsi la tension dans la région;

"4. Prie le Secrétaire général de l'Organisation de lui présenter les rapports par la suite donnée à la présente résolution."

A la 1004^{ème} séance, le 6 avril, le représentant du Venezuela a déclaré que chacun des actes et incidents

mentionnés dans le rapport du général Von Horn constituait indiscutablement une violation plus ou moins grave de la Convention d'armistice syro-israélienne. Evidemment, les incidents les plus graves étaient ceux qui s'étaient produits dans la nuit du 16 au 17 mars et dont la responsabilité incombait certainement à Israël. La délégation vénézuélienne estimait que l'action militaire entreprise par Israël contre la Syrie était hors de proportion avec les incidents qui avaient été provoqués par cette dernière avant la nuit du 16 au 17 mars. L'action d'Israël était injustifiée, d'autant plus que la région tout entière se trouvait dans une situation particulière, définie dans la Convention d'armistice. Par sa conduite, Israël avait violé la Charte des Nations Unies, la Convention d'armistice et les résolutions antérieures du Conseil, notamment les dispositions du paragraphe 2 du dispositif de la résolution du 19 janvier 1956. Le Conseil devait recommander des mesures tendant à faciliter la tâche des observateurs des Nations Unies dans la région, afin d'éviter le retour d'incidents analogues.

Le Président, parlant en qualité de représentant du Chili, a dit que le Conseil devait trouver d'urgence les moyens les plus propres à empêcher de nouveaux incidents et à faciliter la transformation de la trêve actuelle en une paix permanente qui supprimerait une fois pour toutes les causes du litige. Il a exprimé l'espoir que le Conseil adopterait à l'unanimité une résolution qui traduirait sa volonté de contribuer au règlement du conflit. Il avait relevé dans les projets de résolution syrien et israélien certains éléments communs dont le caractère positif devait être souligné. La délégation vénézuélienne attachait une importance particulière aux réponses du général Von Horn et elle y notait certains points fondamentaux, à savoir : a) nécessité d'une collaboration plus étroite entre le Président de la Commission mixte d'armistice et le chef d'état-major d'une part et chacune des parties d'autre part; b) nécessité d'une application rigoureuse de l'article 5 de la Convention d'armistice général, de manière que la zone démilitarisée le soit vraiment et que les risques de friction et d'incidents soient ainsi atténués; c) nécessité d'éliminer dans cette zone les causes d'incidents d'ordre administratif; d) nécessité pour les observateurs des Nations Unies de disposer le cas échéant de moyens accrus et d'une plus grande liberté de mouvement; e) nécessité de mettre fin aux violations des alinéas a et b du paragraphe 5 de l'article V de la Convention d'armistice général pour ce qui est de la présence de forces militaires et paramilitaires ainsi que de fortifications dans la zone démilitarisée. Le représentant du Venezuela a adressé un appel aux deux parties afin qu'elles s'abstiennent d'avoir recours aux menaces, aux provocations et aux actes de violence.

A la 1005^{ème} séance, le 6 avril, les représentants des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni ont présenté un projet de résolution commun (S/5110/Corr.1), qui était ainsi conçu :

"Le Conseil de sécurité,

"Rappelant ses résolutions des 15 juillet 1948 et 18 mai 1951,

"Ayant examiné le rapport du chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve sur les activités militaires dans la région du lac de Tibériade et dans la zone démilitarisée,

"Ayant entendu les déclarations des représentants de la République arabe syrienne et d'Israël,

"Profondément préoccupé par les événements qui se sont produits dans la région en violation de la Charte et de la Convention d'armistice,

"Rappelant en particulier les dispositions de l'Article 2, paragraphe 4, de la Charte et de l'article I de la Convention d'armistice général syro-israélienne,

"Notant avec satisfaction qu'un cessez-le-feu est intervenu,

"1. Déploie les hostilités qui ont commencé le 8 mars 1962 entre la République arabe syrienne et Israël et invite les deux gouvernements intéressés à s'acquitter des obligations que leur fait l'Article 2, paragraphe 4, de la Charte, en s'abstenant de la menace ainsi que de l'emploi de la force;

"2. Réaffirme sa résolution du 19 janvier 1956 dans laquelle il a condamné les actions militaires menées par Israël en violation des dispositions de la Convention d'armistice général, qu'elles aient été ou non entreprises par représailles;

"3. Juge que l'attaque israélienne du 16-17 mars 1962 constitue une violation flagrante de cette résolution et invite Israël à s'abstenir scrupuleusement de toute action de cette nature à l'avenir;

"4. Approuve les mesures recommandées par le chef d'état-major pour mettre l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve mieux à même de maintenir et rétablir la paix et de déceler et prévenir des incidents futurs, et invite les autorités israéliennes et syriennes à aider le chef d'état-major à exécuter ces mesures sans retard;

"5. Invite les deux parties à respecter scrupuleusement le cessez-le-feu organisé par le chef d'état-major le 17 mars 1962;

"6. Demande que soient strictement respectés l'article V de la Convention d'armistice général, aux termes duquel les forces armées doivent être exclues de la zone démilitarisée, et l'annexe IV à cette convention, qui fixe des limites aux effectifs des forces dans la zone défensive, et invite le Gouvernement israélien et le Gouvernement de la République arabe syrienne à coopérer avec le chef d'état-major en vue d'éliminer toute violation desdites dispositions;

"7. Invite le Gouvernement israélien et le Gouvernement de la République arabe syrienne à coopérer avec le chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve pour qu'il puisse s'acquitter des responsabilités que lui imposent la Convention d'armistice général et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et demande instamment que soient prises sans retard toutes mesures nécessaires pour remettre en activité la Commission mixte d'armistice et pour tirer pleinement parti des rouages mixtes d'armistice;

"8. Prie le chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve de rendre compte de la situation en tant que de besoin.

Le représentant du Ghana a déploré l'action militaire israélienne qui, selon lui, ne pouvait manquer d'accroître l'antagonisme des voisins immédiats d'Israël et qui était, en fait, une violation de la Convention d'armistice général. Sa délégation ne prétendait pas que les événements qui avaient abouti à l'incident de la nuit du 16 au 17 mars suffisaient à justifier l'opération militaire israélienne et elle se gardait d'établir un parallèle entre cet incident et les événements antérieurs. Toutefois, elle notait que ces derniers avaient un caractère de provocation et qu'étant donné l'atmosphère politique de la région, ils avaient pris une importance

qu'ils ne semblaient pas mériter. Le représentant du Ghana a invité instamment Israël à manifester plus de respect et de confiance tant à l'égard de l'appareil des Nations Unies et des dispositions prises pour le maintien de la paix dans la région qu'à l'égard de la force. Cet appel revêtait une signification particulière si l'on considérait qu'Israël était, pour ainsi dire, l'œuvre des Nations Unies. Certes, les incidents en question révélaient simplement l'existence de problèmes plus vastes au Moyen-Orient, mais il était indispensable d'observer scrupuleusement les conventions d'armistice afin de hâter la solution des questions principales. La Syrie et Israël devraient comprendre que, dans leur propre intérêt, il serait sage d'accorder aux observateurs de l'ONUST toute la liberté de mouvement possible. Le représentant du Ghana a appuyé la suggestion tendant à ce qu'une vedette spéciale des Nations Unies circule sur le lac de Tibériade aux fins d'observation. Il était fermement convaincu que les procédures de la Commission mixte d'armistice, ainsi que les possibilités qu'elle offrait pour des discussions en tête à tête, constituaient un élément très important du mécanisme local des Nations Unies. Enfin, puisque l'efficacité de ces dispositions dépendait de la coopération entière et sincère des deux parties, le Conseil avait le devoir d'exiger cette coopération.

Commentant le dispositif du projet de résolution commun (S/5110/Corr.1), le représentant des Etats-Unis a indiqué qu'au paragraphe 1 on déplorait les hostilités entre la Syrie et Israël sans émettre de blâme, parce que l'ONUST n'avait pu déterminer qui avait ouvert le feu lors des divers incidents qui avaient précédé l'attaque du 16 mars. Cela était dû en grande partie au fait que les intéressés, en particulier Israël, avaient empêché le personnel des Nations Unies de circuler librement et d'exercer sans entraves ses fonctions d'observation. Les paragraphes 2 et 3 concernaient l'attaque israélienne de la nuit du 16 au 17 mars, dont la nature et l'origine n'étaient pas contestées. Dans ces conditions, le paragraphe 3 indiquait que l'attaque israélienne du 16-17 mars constituait une violation flagrante de la résolution du Conseil de sécurité, en date du 19 janvier 1956, qui condamnait les mesures de représailles de ce genre prises par Israël. Cette attaque avait été une opération de grande envergure, au cours de laquelle des avions israéliens avaient, semble-t-il, bombardé le territoire syrien, et Israël n'avait pas précisé qu'elle dût être limitée à la zone démilitarisée. Le représentant des Etats-Unis a déclaré en outre que l'action israélienne constituait une très grave infraction à la Convention d'armistice et une violation flagrante du paragraphe 2 de la résolution du 19 janvier 1956, par laquelle le Conseil avait condamné les raids de représailles. Il fallait inviter Israël à s'abstenir scrupuleusement à l'avenir de toute action de cette nature. A cet égard, la position du Conseil devait être absolument claire, si l'on voulait préserver la paix dans la région. Le représentant des Etats-Unis a mentionné le paragraphe du projet de résolution commun qui tendait à demander aux deux parties de coopérer pleinement avec le chef d'état-major, pour que celui-ci puisse s'acquitter de ses responsabilités, ainsi qu'à remettre en activité la Commission mixte d'armistice et à tirer pleinement parti des rouages mixtes d'armistice. Il pensait qu'Israël devait reprendre sa place à la Commission mixte d'armistice, dont il s'était tenu à l'écart depuis 1951, et recourir dans toute la mesure possible aux procédures de la Commission chaque fois qu'il estimait que des actes de provocation avaient eu lieu. En particulier, il insistait très vivement auprès d'Israël

pour qu'il s'adresse à la Commission mixte d'armistice et au Conseil de sécurité, conformément aux obligations qui lui incombent conformément à la Charte, au lieu d'avoir recours à la force. Le représentant des Etats-Unis a exprimé l'espoir que les autorités israéliennes et syriennes aideraient sincèrement le chef d'état-major à élaborer les nouvelles mesures que celui-ci avait recommandées. En conclusion, il s'est dit persuadé que si les parties coopéraient pleinement avec les services des Nations Unies dans la région et avec le Conseil de sécurité, il serait possible de maintenir la tranquillité, de réduire considérablement le nombre des événements de peu d'importance, et de mettre fin à tout incident sans recourir à la force.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a noté que, si l'on avait la preuve irréfutable que dans la nuit du 16 au 17 mars Israël avait commis un acte d'agression armée contre la Syrie en pénétrant sur le territoire et dans l'espace aérien de ce pays, des divergences de vues se manifestaient lorsqu'il s'agissait de déterminer à qui incombait la responsabilité des événements qui avaient précédé l'attaque armée du 16-17 mars. Cependant, au vu des renseignements figurant dans le rapport du général Von Horn, il ne pouvait approuver les tentatives faites pour rejeter sur la Syrie la responsabilité de ces engagements de moindre importance. La situation que le Conseil devait juger du point de vue politique consistait en une violation délibérée de la part d'Israël de trois lignes qui étaient des garanties du maintien de la paix dans la région. D'abord, Israël avait violé la ligne délimitant la bande de terrain spécialement ménagée sur son territoire le long de la frontière avec la Syrie, où seules des forces défensives dotées d'un armement restreint pouvaient se trouver. Ensuite, il avait violé la limite suivante, prévue par la Convention, c'est-à-dire la frontière de la zone démilitarisée. Enfin, il avait violé la ligne de démarcation d'armistice. Au sujet du projet de résolution révisé de la Syrie, le représentant de l'Union soviétique a déclaré que le paragraphe 1 du dispositif énonçait les dispositions minimums que le Conseil devait adopter s'il voulait prévenir le retour d'incidents analogues. Le libellé du paragraphe 2, rédigé en termes très modérés, répondait au même but, et il semblait tout à fait opportun d'avertir Israël que des sanctions seraient appliquées. Les paragraphes 3 et 4 du dispositif n'avaient qu'une importance secondaire et reflétaient la substance même des revendications légitimes de la délégation syrienne.

A propos du projet de résolution commun des Etats-Unis et du Royaume-Uni (S/5110 et Corr.1), le représentant de l'Union soviétique a noté que les paragraphes 2 et 3 du dispositif étaient dans l'ensemble conformes au projet de résolution syrien, bien que leur libellé manquât de clarté et de précision. D'une manière générale, on pouvait appuyer ces dispositions, surtout si l'on en tirait les conséquences logiques. Cependant, le libellé du projet de résolution syrien était plus satisfaisant et c'était celui que les membres du Conseil devaient adopter. Par ailleurs, le projet de résolution commun contenait certaines dispositions qui étaient en contradiction complète avec les faits et avec les résultats de l'enquête effectuée par le Conseil de sécurité. On s'efforçait de placer la Syrie, la victime de l'agression, sur le même pied qu'Israël, l'agresseur, et de faire partager également aux deux parties la responsabilité de la situation. En même temps, on tentait d'amadouer l'agresseur. Cette tendance, qui se manifestait dans les paragraphes 1 et 6 du dispositif ainsi que dans la déclaration du représentant des Etats-Unis, était en con-

tradiction avec les paragraphes 2 et 3 du projet de résolution commun lui-même. Elle allait à l'encontre des faits, car le Conseil n'avait aucun élément lui permettant de prouver que la Syrie avait en quoi que ce soit violé le statut de la zone démilitarisée. Le représentant de l'Union soviétique considérait que cette attitude était déplacée et néfaste et qu'elle détournait l'attention des actes d'agression qui avaient eu lieu dans cette partie vitale du monde. Il a fait observer que sa participation au vote sur les divers projets de résolution dont le Conseil était saisi n'impliquerait aucun changement de position de la part de l'Union soviétique à l'égard de la présence de la prétendue force des Nations Unies dans cette région.

A la 1006ème séance, le 9 avril, le représentant de la République arabe syrienne a indiqué que la façon dont le représentant d'Israël avait rejeté, devant le Conseil, l'affirmation du chef d'état-major selon laquelle on n'avait trouvé aucun poste syrien dans la zone démilitarisée, prouvait de façon décisive qu'Israël ne désirait pas la paix. L'attitude inadmissible d'Israël, qui n'acceptait les conclusions du chef d'état-major que dans la mesure où ses intérêts et sa sécurité n'étaient pas compromis, revenait à abandonner le domaine du droit et à se prononcer pour la loi de la jungle. Le représentant de la République arabe syrienne a rappelé que l'article V de la Convention d'armistice et le commentaire de M. Bunche prévoyaient qu'aucune question de souveraineté ne se poserait dans la zone démilitarisée. Sur ce point, par conséquent, Israël ne pouvait prétendre à aucun droit dans cette zone. La juridiction de la Commission mixte d'armistice s'étendait à la zone démilitarisée, et l'article VII de la Convention ne la limitait nullement. La Commission était parfaitement compétente pour statuer sur les plaintes ayant trait à ladite zone, exception faite des questions relatives à l'interprétation du préambule et des articles I et II de la Convention d'armistice, ainsi qu'il était indiqué au paragraphe 8 de l'article VII. Or, les dispositions concernant le statut de la zone démilitarisée figuraient dans l'article V de la Convention et n'étaient pas soumises à cette restriction. Par conséquent, le refus d'Israël de reconnaître la juridiction de la Commission mixte d'armistice sur la zone démilitarisée équivalait à un refus de voir appliquer à l'avenir la Convention d'armistice. Quant au projet de résolution commun des Etats-Unis et du Royaume-Uni, il ne poussait pas assez loin l'appréciation des faits et n'en tirait pas toutes les conséquences nécessaires. Enfin, le représentant de la République arabe syrienne a répété qu'aucun projet concernant les eaux du Jourdain ou celles du lac de Tibériade ne saurait être réalisé par Israël seul. La Convention d'armistice avait prévu qu'aucun avantage militaire ou politique ne pouvait être acquis durant la trêve ordonnée par le Conseil de sécurité. Ce principe avait été reconnu par les deux parties à la Convention, au paragraphe 1 de l'article II, et l'exécution desdits projets serait donc une infraction aux dispositions de ce paragraphe.

Le représentant d'Israël a noté que la version des faits qu'avait donnée le représentant de l'Union soviétique correspondait dans les moindres détails à la version syrienne. Quelles que soient les raisons de cette attitude, elles ne ressortaient pas du rapport du général Von Horn. L'Union soviétique avait fait de son droit de veto un instrument de sa politique au Moyen-Orient et un élément décisif de tout examen du conflit israélo-arabe par le Conseil de sécurité. Le représentant d'Israël a déclaré que son gouvernement n'avait pas pour politique de mener des raids de représailles ou de chercher

une expansion territoriale, mais qu'il avait comme tout autre gouvernement le droit et le devoir de se protéger contre toute attaque. Pendant sa courte existence d'Etat moderne, Israël avait dû se battre deux fois pour survivre. S'il avait dû compter non sur sa force et son courage, mais uniquement sur la Charte de l'ONU, il n'aurait pas survécu deux semaines. Israël avait foi dans l'Organisation des Nations Unies et il lui tardait que cette organisation soit effectivement capable de garantir et de protéger l'indépendance et la sécurité de tous ses membres, comme l'envisageait la Charte. Quant à la question des droits de pêche syriens dans le lac de Tibériade, le représentant d'Israël a déclaré qu'aucune disposition de la Convention franco-britannique de 1923 ne prévoyait une zone de pêche de 10 mètres dans le lac. De même, la Convention d'armistice de 1949, qui était le seul accord bilatéral conclu entre Israël et la Syrie, interdisait tout franchissement de la ligne d'armistice par des civils et ne faisait pas d'exception pour les pêcheurs.

Parlant du projet de résolution commun des Etats-Unis et du Royaume-Uni, le représentant d'Israël a indiqué que les trois premiers paragraphes du dispositif traitaient des incidents survenus récemment dans la région du lac de Tibériade dans des termes qui, aux yeux de son gouvernement, ne ménageaient pas un juste équilibre entre la plainte syrienne et les deux plaintes israéliennes. Le projet ne mentionnait pas la provocation syrienne que, dans sa déclaration devant le Conseil, le représentant des Etats-Unis avait qualifiée de contraire à la lettre et à l'esprit de la Convention d'armistice. Il apparaissait que les critiques adressées à Israël aux paragraphes 2 et 3 n'étaient accompagnées d'aucun blâme, si léger fût-il, à l'adresse de la Syrie. Un projet de résolution aussi partial ne pouvait favoriser la paix. Le Gouvernement israélien réaffirmait son désir de se conformer aux obligations qui lui incombaient, en vertu du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, à l'égard de la Syrie; si le représentant de la Syrie s'abstenait de faire, au nom de son gouvernement, une déclaration du même genre à l'égard d'Israël, le Conseil saurait en tirer les conclusions qui s'imposaient.

A propos du fonctionnement du mécanisme de l'armistice, le représentant d'Israël a déclaré que son gouvernement accueillait favorablement toutes les suggestions du chef d'état-major, qu'il leur accorderait la plus grande attention, si elles lui paraissaient utiles et acceptables, et qu'il aiderait le chef d'état-major à les mettre en œuvre sans tarder. Il a réaffirmé que le Gouvernement israélien observerait scrupuleusement le cessez-le-feu du 17 mars, si le Gouvernement syrien agissait de même. Si la Syrie manquait aux obligations qui lui incombaient, en vertu de la Convention d'armistice, dans la région du lac de Tibériade, Israël considérerait qu'il y aurait violation de cette convention et non-exécution du projet de résolution commun, au cas où celui-ci aurait été adopté par le Conseil.

Le représentant de la République arabe unie a dit que sa délégation approuvait entièrement les paragraphes 2 et 3 du projet de résolution des Etats-Unis et du Royaume-Uni et que le paragraphe 8 du dispositif n'appelait de sa part aucune objection. Cependant, les autres paragraphes du dispositif soulevaient certaines difficultés, car ils donnaient l'impression, comme le représentant de l'Union soviétique l'avait fait observer, que l'agresseur et la victime de l'agression étaient placés sur le même pied et traités de la même façon. Pour cette raison, le représentant de la République arabe unie

estimait qu'il était injuste de mentionner la Syrie aux paragraphes 1, 4, 5, 6 et 7 du dispositif. Il demandait donc que le préambule et les paragraphes 2, 3 et 8 du projet de résolution commun soient mis aux voix séparément et, si sa demande était acceptée, il n'insisterait pas pour que le projet de résolution syrien soit mis aux voix.

Le représentant du Royaume-Uni a indiqué que le projet de résolution commun avait été rédigé avec beaucoup de soin de manière à tenir compte de tous les faits et de toutes les considérations exposés devant le Conseil et que tous les paragraphes devaient être considérés comme faisant partie d'un tout. En vertu du droit que leur conférait l'article 32 du règlement intérieur, les auteurs du projet s'opposeraient à ce que le préambule et les paragraphes en question du dispositif soient mis aux voix séparément.

Le représentant de la République arabe unie a indiqué qu'il voterait pour le projet de résolution commun, mais que son vote n'impliquait nullement qu'il acceptât de voir placer la Syrie et Israël sur un pied d'égalité dans ce projet.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé que les dispositions essentielles du projet de résolution commun étaient les paragraphes 2 et 3. Bien qu'elles ne fussent pas rédigées en termes suffisamment catégoriques, elles exprimaient l'idée principale, à savoir la condamnation du Gouvernement israélien pour l'acte d'agression qu'il avait commis contre la Syrie dans la nuit du 16 au 17 mars. Cela correspondait, dans l'ensemble, à l'évaluation que la délégation de l'Union soviétique avait déjà donnée de la situation sur le plan politique. Le représentant de l'Union soviétique pensait, comme le représentant de la République arabe unie, que plusieurs dispositions du projet de résolution étaient insuffisantes. Toutefois, étant donné la signification politique que sa délégation attachait aux paragraphes 2 et 3, qui condamnaient l'agression israélienne, il appuierait le projet de résolution dans son ensemble. En adoptant ce projet, y compris les paragraphes 2 et 3 du dispositif, le Conseil de sécurité mettrait sérieusement en garde le Gouvernement israélien contre toute violation de la Convention d'armistice et notamment contre toute incursion sur le territoire ou dans l'espace aérien de la Syrie ou de tout autre Etat arabe. Il indiquerait également par là qu'il suivrait de très près la situation et agirait immédiatement si Israël enfreignait d'une manière ou d'une autre la Convention d'armistice. Le représentant de l'Union soviétique pensait que cet avertissement devait être le dernier et qu'en cas de récidive, le Conseil devrait appliquer toutes les mesures prévues par la Charte, comme il était d'ailleurs tenu de le faire.

Le représentant de la France a indiqué que, de l'avis de son gouvernement, les responsabilités étaient partagées dans une certaine mesure et que les événements de la nuit du 16 au 17 mars avaient été provoqués par les graves incidents des 8, 15 et 16 mars. Sa délégation estimait que le projet de résolution commun n'établissait pas un partage équitable des responsabilités et présentait la situation sous un jour qui n'était pas entièrement impartial et objectif. Pour cette raison, elle s'abstiendrait lors du vote.

Le Président a déclaré que puisque les représentants de la Syrie et de la République arabe unie n'insistaient pas pour que le projet de résolution initialement présenté par la République arabe syrienne fût mis aux voix, le Conseil se prononcerait seulement sur le projet de résolution des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

Décision: *Le projet de résolution des Etats-Unis et du Royaume-Uni (S/5110 et Corr.1) a été adopté par 10 voix contre zéro, avec une abstention (France). Le texte de la résolution, telle qu'elle a été adoptée, porte la cote S/5111.*

Le représentant de la Roumanie a précisé que son vote devait être interprété comme signifiant qu'il appuyait le préambule et les paragraphes 2, 3 et 8 du dispositif. En revanche, il émettait des réserves touchant les responsabilités mentionnées dans les autres paragraphes du projet de résolution.

Chapitre 3

TELEGRAMME, EN DATE DU 20 JUILLET 1961, ADRESSE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE TUNISIENNE (S/4861)

LETTRE, EN DATE DU 20 JUILLET 1961, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA TUNISIE (S/4862)

A. — Examen de la question de la 961ème à la 963ème séance (21-22 juillet 1961)

Par un télégramme du 20 juillet 1961 (S/4861), le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la Tunisie a fait savoir au Président du Conseil de sécurité que depuis le 19 juillet après-midi la ville et le gouvernement de Bizerte étaient l'objet d'attaques de la part de l'aviation militaire et de la marine françaises; il lui demandait de bien vouloir réunir d'extrême urgence le Conseil de sécurité en vue d'examiner la plainte que la Tunisie portait contre la France pour actes d'agression portant atteinte à la souveraineté et à la sécurité de la Tunisie et menaçant la paix et la sécurité internationales. Dans une lettre (S/4862) adressée le même jour au Président du Conseil, le représentant de la Tunisie a réitéré cette demande et présenté un mémoire explicatif selon lequel, outre les attaques aériennes et navales du 19 juillet, 800 parachutistes français avaient été largués sur Bizerte, violant ainsi l'espace aérien de la Tunisie malgré l'interdiction formelle du Gouvernement tunisien. Par ailleurs, dans la nuit du 19 au 20 juillet, des éléments blindés français avaient occupé des emplacements à l'extérieur de la base de Bizerte. Après avoir rappelé comment la Tunisie s'était efforcée à maintes reprises d'obtenir l'évacuation des troupes françaises de la base de Bizerte et du territoire du sud-est de la Tunisie également occupé par les troupes françaises, le mémoire indiquait qu'une ultime démarche avait été effectuée le 6 juillet sous la forme d'un message personnel du président Habib Bourguiba au général de Gaulle. Aucune réponse n'avait été faite à cette dernière tentative de règlement pacifique. A la suite de cette manifestation de la volonté française de faire fi de la dignité nationale tunisienne, le Gouvernement tunisien avait été contraint de prendre des mesures similaires à celles qui avaient été appliquées après l'acte d'agression commis à Sakiet-Sidi-Youssef et dont le Conseil de sécurité avait été informé par le document S/3951.

Dans une lettre du 20 juillet 1961 (S/4864), le représentant de la France a demandé la distribution de deux notes, respectivement en date des 18 et 20 juillet 1961, qui avaient été remises par l'Ambassade de France à Tunis au Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères de la Tunisie. La note du 18 juillet, après avoir mentionné la déclaration que le président Bourguiba avait faite le 17 juillet et selon laquelle, à partir du 19 juillet, des dispositions seraient prises pour reprendre la bataille avec les moyens mis en œuvre au lendemain de l'affaire de Sakiet, exprimait à nouveau l'opinion, exposée dans les notes du 13 et du 16 juillet, selon laquelle une solu-

tion au problème de Bizerte ne saurait être recherchée dans une atmosphère de passion ni sous la menace de manifestations populaires. Si au contraire la situation redevenait normale, une réponse serait adressée au message que le président Bourguiba avait fait remettre au général de Gaulle le 7 juillet. Les mesures envisagées par le président Bourguiba ne pouvaient avoir pour effet que de retarder toute discussion au sujet de la base de Bizerte, discussion qui avait été prévue par l'échange de lettres du 17 juin 1958 et dont le Gouvernement français persistait à souhaiter l'ouverture. Devant les menaces de plus en plus pressantes, le Gouvernement français était contraint de prendre toutes dispositions pour assurer l'inviolabilité des installations de la base aussi bien que la liberté des communications entre celles-ci. Les forces françaises devaient également s'opposer à toute incursion d'éléments de l'armée tunisienne qui franchiraient la frontière du Sahara. Dans la note du 20 juillet, le Gouvernement français a indiqué que le 19 juillet et dans la nuit du 19 juillet au 20 juillet, les autorités tunisiennes avaient pris l'initiative d'actes d'agression délibérés contre les installations et les forces françaises. Ces dernières, après avoir longtemps attendu, avaient été contraintes à riposter et se trouvaient alors en état de légitime défense. Le Gouvernement français faisait appel au Gouvernement tunisien pour qu'il mit un terme à ces attaques. Il était prêt, pour sa part, à donner les instructions nécessaires pour que fussent discutées, avec les autorités tunisiennes, les conditions d'un cessez-le-feu.

A sa 961ème séance, le 21 juillet, le Conseil a adopté l'ordre du jour suivant:

"Télégramme en date du 20 juillet 1961 adressé au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la République tunisienne (S/4861);

"Lettre en date du 20 juillet 1961 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Tunisie (S/4862).

Prenant la parole avant l'adoption de l'ordre du jour, le représentant de la France a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de s'opposer à l'inscription de la question soulevée par le représentant de la Tunisie, bien que cette plainte et la communication qui y était jointe présentassent les événements d'une manière qui n'était en aucune façon conforme aux faits.

En ouvrant le débat, le représentant de la Tunisie, qui avait été invité à participer à la discussion conformément à l'article 37 du règlement intérieur, a annoncé

que son gouvernement était disposé à accepter qu'une enquête internationale fût faite de façon impartiale et immédiatement pour vérifier l'authenticité des faits qu'il exposerait devant le Conseil. Les faits étaient simples. Le 19 juillet, le Ministre français de l'information avait confirmé que des éléments parachutistes avaient été ou devaient être envoyés à Bizerte pour renforcer les unités qui s'y trouvaient déjà. Cette opération avait été entreprise sans l'autorisation du Gouvernement tunisien. Ce dernier n'en avait même pas été informé bien que l'accord franco-tunisien, constitué par l'échange de lettres du 17 juin 1958 concernant l'évacuation des troupes françaises de Tunisie, eût stipulé sans ambiguïté que le Gouvernement français n'entendait maintenir sur le territoire tunisien d'autres forces armées que celles qui s'y trouveraient en vertu d'accords négociés entre les deux Etats. Devant cette violation d'un engagement formel, le Gouvernement tunisien avait interdit à 13 h 30, une heure et demie après l'annonce faite par le ministre français, le survol par tout avion civil ou militaire de l'espace aérien tunisien de la région de Bizerte et de la région située au sud de Gabès. Il avait annoncé en outre qu'ordre avait été donné de tirer sur tout avion qui enfreindrait cette interdiction. Il n'avait pas été tenu compte de cette interdiction et plusieurs actes d'agression avaient été commis contre la Tunisie, parmi lesquels figuraient des attaques par bombes et par roquettes d'appareils basés sur un porte-avion et le parachutage de troupes.

Le 20 juillet, le Gouvernement tunisien avait décidé de rompre les relations diplomatiques avec la France. Deux heures après, le chargé d'affaires de France en Tunisie avait déposé au Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères de Tunisie une note du Gouvernement français. Cette note ne faisait que réitérer les mises en garde et les menaces que le Gouvernement français avait déjà faites dans sa note du 13 juillet et proposait des négociations pour un cessez-le-feu, qui, aux yeux du Gouvernement tunisien, ne pouvait être acceptable que si le principe de l'évacuation définitive et immédiate était acquis en même temps. Par conséquent, la note avait été rejetée pour des raisons de forme aussi bien que pour des raisons de fond. Pendant ce temps, les actes d'agression des forces aériennes, navales et terrestres françaises se poursuivaient.

Dans la partie sud-est de la Tunisie, le Gouvernement tunisien avait décidé d'occuper la totalité de son territoire jusqu'aux points indiscutablement établis par des traités ou accords internationaux, notamment par le traité signé en 1910 entre la France, agissant au nom de la Tunisie, et l'Empire ottoman, agissant pour le compte de la Libye. Jusqu'à présent, les autorités françaises avaient refusé de respecter les termes de cet accord, bien qu'il eût été confirmé à nouveau le 26 décembre 1956 dans un accord franco-libyen au sujet de la délimitation des frontières entre l'Algérie et la Libye.

La Tunisie avait fait tous les efforts possibles, avec beaucoup de patience et de compréhension, en recourant aux moyens diplomatiques propres à assurer l'évacuation de son territoire par les forces étrangères. Ces efforts avaient été vains; même le message que le président Bourguiba avait adressé personnellement le 6 juillet au général de Gaulle était resté sans réponse, sous prétexte qu'il ne pouvait y avoir de conversations dans une atmosphère de manifestations de rues. La Tunisie était alors victime d'une agression commise par des forces supérieures aux siennes et, usant de son droit de légitime défense prévu par l'Article 51 de la Charte, combattait pour résister à cette attaque et pour rétablir

sa souveraineté légitime sur l'ensemble de son territoire. Dans ces conditions, le représentant de la Tunisie faisait appel au Conseil pour qu'il fit cesser immédiatement l'agression, qu'il aidât la Tunisie à la repousser si cela était nécessaire et qu'il l'aidât aussi à faire disparaître de son territoire le danger permanent d'agression constitué par la présence de troupes françaises sur son sol et contre sa volonté. Il convenait de donner à la Tunisie toute l'assistance permise par la Charte pour l'évacuation définitive des troupes françaises du sol tunisien.

Le représentant de la France a déclaré qu'aucune puissance ne ressentait plus douloureusement que la France les événements sur lesquels le Conseil portait son attention et dont la responsabilité n'incombait en aucune manière à son pays. C'était plutôt le Gouvernement français qui aurait été fondé à dénoncer au Conseil les actes d'agression indubitables voulus, prémédités et ordonnés par le Gouvernement tunisien à Bizerte. Le fondement juridique de la présence militaire française à Bizerte résultait de l'échange de lettres auquel avaient procédé le 17 juin 1958 les Gouvernements français et tunisien et qui prévoyait la reprise de l'activité normale de la base de Bizerte en attendant la négociation d'un accord définitif. Le Gouvernement français avait respecté scrupuleusement les dispositions prévues dans cet accord et avait pris l'initiative de proposer au Gouvernement tunisien d'engager des conversations au sujet de la base. Cette offre avait été renouvelée et des conversations avaient eu lieu à diverses reprises, mais sans résultats. Le 29 mars 1960, le Gouvernement français avait décidé, dans un esprit de conciliation, d'évacuer les casernes situées dans l'agglomération de Bizerte, qui avaient été remises aux autorités tunisiennes conformément à un calendrier arrêté d'un commun accord. Toujours dans le même esprit, le Gouvernement français avait proposé, en novembre 1960, de transférer au Gouvernement tunisien certaines installations de la base établies en dehors de la ville. Ces installations avaient effectivement été remises aux autorités tunisiennes entre janvier et juin 1961. Le Gouvernement français avait également fait savoir au Gouvernement tunisien qu'il avait décidé de procéder à une réduction des effectifs de ses forces terrestres stationnées à Bizerte et, en novembre 1960, il avait proposé de reconvertir les activités de l'arsenal de Sidi-Abdallah pour qu'il pût servir à des usages industriels. La France n'était pas opposée à une négociation mais les préparatifs militaires et agressifs entrepris par les autorités tunisiennes avaient rendu la négociation impossible. Le Gouvernement français avait mis de manière solennelle le Gouvernement tunisien en garde contre l'action qu'il avait entreprise de propos délibéré et dont il portait l'entière et exclusive responsabilité. Il faisait appel au Gouvernement tunisien pour que celui-ci mit un terme à ces attaques, et il avait déjà fait savoir qu'il était prêt à donner les instructions nécessaires pour que fussent discutées avec les autorités tunisiennes les conditions dans lesquelles un cessez-le-feu pourrait être immédiatement décidé. La tactique de la Tunisie qui consistait à saisir le Conseil d'un incident qu'elle avait elle-même provoqué ne devait tromper personne. Ce n'était pas par des agissements de cette nature que les problèmes franco-tunisiens seraient résolus, ni par le recours véhément à l'opinion internationale, mais bien par la négociation et par le respect des engagements souscrits.

Le représentant des Etats-Unis a dit que, de l'avis de sa délégation, les peuples tunisien et français souhaitaient, tout comme le Conseil, que leur différend fût réglé de façon pacifique dans le respect mutuel de leur

souveraineté et de leur bien-être. Il a prié à la fois la France et la Tunisie de décider immédiatement un cessez-le-feu et de ramener toutes leurs troupes sur leurs positions antérieures, ainsi que de s'abstenir de tout acte qui risquerait d'aggraver encore la situation et de rendre plus difficile une solution pacifique. Rien ne devait être fait au sein du Conseil qui pût compromettre les perspectives d'un règlement satisfaisant de la question directement par les deux parties intéressées.

Le représentant de la République arabe unie a dit que son gouvernement était profondément indigné des attaques françaises contre la Tunisie et déplorait que tant de personnes eussent été tuées et blessées. La France n'avait jamais fait un effort sérieux pour satisfaire les demandes de la Tunisie touchant l'évacuation des forces étrangères. Les bases françaises en Tunisie, qui étaient la cause de l'incident, devaient être immédiatement liquidées et les troupes étrangères retirées immédiatement afin que la Tunisie pût jouir de sa complète indépendance et de sa sécurité.

Le représentant de la Turquie a fait part de la profonde tristesse qu'éprouvait son gouvernement au sujet des événements tragiques de Tunisie et il a demandé instantanément la cessation immédiate de toute action armée afin d'éviter de nouvelles pertes en vies humaines et de permettre le rétablissement rapide du *statu quo ante*. Dans l'intérêt des deux parties comme dans celui de la communauté internationale, aucun effort ne devait être épargné pour qu'intervint un règlement rapide et pacifique des différends qui s'étaient élevés entre la France et la Tunisie.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les événements survenus récemment en Tunisie étaient une manifestation de la politique agressive communément adoptée par les puissances coloniales à l'égard des peuples qui viennent d'accéder à l'indépendance et des peuples qui luttent pour obtenir leur indépendance. La France s'efforçait de conserver la base de Bizerte afin d'exercer comme par le passé sa domination sur la Tunisie. Par l'Accord du 17 juin 1958, la France s'était engagée à évacuer toutes ses troupes dans un délai de quatre mois de tout le territoire de la Tunisie, à l'exception de Bizerte, et avait officiellement reconnu la souveraineté de la Tunisie sur Bizerte. Elle avait également accepté de régler par des négociations la question de l'avenir de Bizerte. Néanmoins, la France avait en fait évité tout règlement de la question, elle avait violé l'espace aérien de la Tunisie et elle avait commis une agression armée contre le territoire tunisien. Il était aisé de voir, à la lumière des événements de Tunisie, pourquoi les puissances coloniales n'avaient pas jugé possible d'approuver la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. La délégation de l'URSS estimait que le Conseil devait condamner l'action de la France en tant qu'acte d'agression contre la Tunisie, violation de la souveraineté et de l'indépendance tunisiennes et menace à la paix en Afrique du Nord et dans la région méditerranéenne. Le Conseil devait obliger la France à mettre immédiatement un terme à ses actes d'agression contre la Tunisie, à évacuer toutes ses troupes du territoire tunisien, y compris Bizerte, et à cesser tous autres actes violant la souveraineté ou l'intégrité de la Tunisie.

Le représentant du Libéria a fait remarquer que le problème fondamental tenait à ce que le Gouvernement français était toujours en possession de la base de Bizerte. Son gouvernement comprenait parfaitement la position du Gouvernement tunisien sur cette question. Il

était certain que le Conseil souhaiterait agir rapidement et énergiquement pour mettre fin immédiatement au conflit armé et obtenir le retrait ou le retour de toutes les forces armées sur leurs positions antérieures. Le Conseil devait également demander que le conflit fût réglé de façon pacifique et inviter les pays intéressés à entamer des négociations, compte tenu du principe de l'évacuation conformément aux vœux qu'avaient exprimés le gouvernement et le peuple tunisiens.

Le représentant de la Tunisie, après avoir analysé l'Accord de 1958, a déclaré que son pays n'était plus disposé à négocier un accord provisoire sur Bizerte, à moins que ces négociations en vue d'un accord provisoire n'eussent comme finalité l'évacuation des troupes de Bizerte. La Tunisie s'était longtemps efforcée de consolider l'amitié avec la France, mais elle ne pouvait concevoir l'amitié et la coopération que sur la base de la dignité et du respect de la souveraineté des Etats et des nations. En ce qui concerne la déclaration du Gouvernement français selon laquelle il était disposé à négocier un cessez-le-feu, le représentant de la Tunisie a fait remarquer que la Tunisie n'était pas l'auteur mais la victime de l'attaque et qu'il était facile pour l'agresseur de parler d'un cessez-le-feu. Les Français auraient pu tout aussi bien ordonner un cessez-le-feu au lieu de poursuivre les combats qui faisaient rage sur le sol tunisien. La situation à Bizerte était toujours sérieuse : les attaques aériennes se poursuivaient et les combats de rues continuaient.

Le représentant de la France a regretté que les actes de la Tunisie contre la base de Bizerte et au Sahara aient obligé les forces françaises à user de leur droit de légitime défense. Si la Tunisie avait accepté la proposition française du 20 juillet relative à des négociations en vue d'un cessez-le-feu, cela aurait permis d'éviter bien des pertes en vies humaines et bien des destructions matérielles. La France proposait de nouveau à la Tunisie de conclure sans délai un cessez-le-feu. Lorsque le cessez-le-feu serait établi et lorsque les conditions normales seraient revenues, les conversations sur les questions pendantes pourraient reprendre entre les deux pays.

Le représentant de l'URSS a demandé si les négociations en vue d'un règlement des questions pendantes qu'avait mentionnées le représentant de la France portaient sur l'évacuation complète des forces françaises de la base de Bizerte et de tout le territoire tunisien.

A la 962^{ème} séance, le 22 juillet, le Secrétaire général a déclaré qu'il considérait de son devoir, étant donné les obligations qui lui incombaient en vertu de l'Article 99 de la Charte, d'adresser un appel pressant au Conseil pour qu'il envisageât immédiatement de prendre une décision provisoire en attendant qu'après un examen plus approfondi de cette question, le débat arrivât à son terme. Cette décision ne devait préjuger en rien le résultat définitif des délibérations du Conseil, car il ne s'agissait à son avis que de demander aux deux camps en présence de mettre fin à tous actes hostiles par un cessez-le-feu. Naturellement, cet appel devait être accompagné d'une demande de retour immédiat au *statu quo ante*, car autrement le cessez-le-feu pourrait se révéler trop instable pour répondre aux exigences pressantes du moment.

Le représentant de la Tunisie a insisté sur le fait que l'agression armée contre la Tunisie se poursuivait et que, sous prétexte de protéger les bâtiments ou les différentes parties de la base de Bizerte, la France était en train de procéder à la réoccupation militaire de la ville et de ses environs. Devant cette attaque, la Tunisie

était décidée à se défendre, en usant de son droit de légitime défense prévu par l'Article 51 de la Charte, et elle lançait un appel aux Nations Unies leur demandant de l'aider à sauvegarder sa souveraineté et l'intégrité de son territoire.

Le représentant de la France a fait remarquer qu'il n'était pas question d'une réoccupation par les troupes françaises de la ville ni de la région de Bizerte. Les opérations menées par les forces françaises à partir de la base de Bizerte avaient pour seul but de libérer les installations des menaces qui pesaient sur elles et d'assurer la liberté de leurs accès. Le Gouvernement français espérait toujours qu'il serait possible d'arriver rapidement à un accord sur un cessez-le-feu.

Le représentant du Libéria a appuyé la recommandation que le Secrétaire général avait faite au Conseil de sécurité en demandant que l'on prit des mesures provisoires en attendant la décision définitive du Conseil. Sa délégation se proposait de déposer un projet de résolution à cette fin.

Le représentant des Etats-Unis a appuyé cette déclaration et a proposé une brève suspension de séance, conformément à l'article 33 du règlement intérieur, pour permettre de procéder à des échanges de vues sur un projet de résolution qui pourrait être adopté rapidement et, comme il l'espérait, à l'unanimité.

Décision: La séance a été suspendue.

A la reprise de la séance, le représentant du Libéria a présenté le projet de résolution suivant (S/4880), pour lequel il a demandé la priorité:

"Le Conseil de sécurité,

"Considérant la gravité de la situation en Tunisie,

"En attendant la fin des débats sur la question à son ordre du jour,

"1. Demande un cessez-le-feu immédiat et le retour de toutes les forces armées à leurs positions initiales;

"2. Décide de poursuivre les débats."

Le représentant du Libéria proposait que ce projet fût adopté immédiatement, chaque membre du Conseil se rendant compte que tout retard dans l'établissement d'un cessez-le-feu et le retrait de toutes les forces armées sur leurs positions initiales ferait de nombreuses victimes tant parmi la population civile que parmi les militaires.

Le représentant des Etats-Unis a lui aussi demandé instamment que le projet de résolution fût adopté immédiatement et mis en œuvre rapidement par les deux parties, de manière qu'une situation entièrement pacifique fût promptement rétablie.

Le représentant de la Chine a fait remarquer que le projet de résolution avait un caractère intérimaire et ne prétendait pas être la réponse complète du Conseil de sécurité, mais que la disposition relative au cessez-le-feu devait figurer dans toute résolution définitive qui serait adoptée.

Le représentant de la France a dit que son gouvernement désirait ardemment un retour à une situation entièrement pacifique. Ce retour signifiait sans doute le rétablissement d'une situation telle qu'elle existait au début du mois de juillet. Toutes mesures nécessaires devaient être prises de part et d'autre pour retirer les troupes des positions avancées qu'elles avaient occupées; la Tunisie devait mettre fin aux mesures de blocus de la base; les représailles exercées en Tunisie à l'égard d'un certain nombre de citoyens français devaient prendre fin et ceux qui avaient été arrêtés devaient être

remis en liberté. La délégation française s'abstiendrait de prendre part au vote qui allait intervenir. La France avait demandé dès le début un cessez-le-feu et il serait paradoxal qu'elle s'exhortât elle-même à faire ce qu'elle n'avait cessé de réclamer depuis le commencement.

Décision: Le projet de résolution a été adopté par 10 voix contre zéro, sans abstention. La France n'a pas participé au vote. Le texte de la résolution telle qu'elle a été adoptée figure dans le document S/4882.

Le représentant de la Tunisie s'est déclaré convaincu que son gouvernement observerait la résolution intérimaire adoptée par le Conseil de sécurité, étant entendu que par "retour de toutes les forces armées à leurs positions initiales", on ne saurait admettre, en ce qui concerne les forces armées tunisiennes, aucune restriction à la liberté d'un Etat souverain et indépendant. Il convenait de considérer que cette disposition s'appliquait aux forces militaires. Il était normal de comprendre cette résolution comme signifiant un retour à la situation telle qu'elle existait au 19 juillet à la veille de l'agression contre la Tunisie et principalement, dans les meilleurs délais possibles, le retour de toutes les troupes de parachutistes larguées à partir du 19 juillet dans l'après-midi.

Le représentant de la France a exprimé l'espoir que la déclaration du représentant de la Tunisie ne signifiait pas que son gouvernement se réservait de continuer à procéder à des manifestations, contre la base française, de civils encadrés par des organisations paramilitaires.

Le Conseil a reçu, les 21 et 22 juillet, les communications suivantes:

Par une lettre du 21 juillet (S/4869) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Tunisie a transmis le texte de l'accord intervenu le 17 juin 1958 entre le Gouvernement français et le Gouvernement tunisien au sujet de l'évacuation des troupes françaises de Tunisie.

Par une lettre du 21 juillet (S/4870), le représentant de la Tunisie a fait savoir au Président du Conseil de sécurité que les autorités tunisiennes avaient rejeté un ultimatum français leur enjoignant d'évacuer la ville de Bizerte. La ville avait été bombardée par la suite.

Dans une nouvelle lettre datée du même jour et adressée au Président du Conseil (S/4871), le représentant de la Tunisie a transmis le texte de la lettre relative à l'évacuation de la base de Bizerte envoyée le 6 juillet 1961 par le Président de la République tunisienne au Président de la République française.

Dans une lettre du 21 juillet adressée au Président du Conseil de sécurité (S/4872), le Secrétaire général a transmis le texte d'un télégramme que lui avait adressé le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes. Le Conseil de la Ligue déclarait qu'il appuyait entièrement la Tunisie dans sa bataille contre l'impérialisme français et la soutenait dans sa lutte pour se débarrasser des forces impérialistes françaises.

Par un télégramme du 20 juillet (S/4873), le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la Tunisie a attiré l'attention du Secrétaire général sur la dangereuse aggravation de la situation à Bizerte. Dans une réponse en date du 21 juillet 1961 (S/4874), le Secrétaire général a exprimé son désir de faire ce qu'il pourrait pour trouver une solution à ce conflit et son espoir que par une action rapide du Conseil de sécurité, une base serait établie pour une telle solution, sauvegardant les droits en cause, tout en protégeant les vies humaines et en rétablissant les relations amicales entre deux pays

Membres des Nations Unies. Il était sûr que le Gouvernement tunisien, pour sa part, ferait tout pour aider à trouver une solution dans l'esprit de la Charte.

Par une lettre portant la même date (S/4875), le Secrétaire général a transmis au représentant permanent de la France une copie du message qu'il avait envoyé au Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la Tunisie. Le but qui y était exprimé reflétait son attitude générale, dont il tenait à faire part au représentant permanent et au Gouvernement français.

Par un télégramme du 21 juillet (S/4876) adressé au Secrétaire général, le Président de la République tunisienne a déclaré que, devant la gravité des menaces qui pesaient sur son pays du fait de l'agression de l'armée française, il se voyait, à son grand regret, dans l'obligation de demander le rapatriement immédiat des trois bataillons de l'armée tunisienne stationnés au Congo.

Par un télégramme du 21 juillet adressé au Secrétaire général (S/4877), le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Tunisie a indiqué que la ville de Bizerte avait été soumise à un bombardement aérien extrêmement violent. Des parachutistes français avaient occupé une partie de l'intérieur de la ville.

Dans une nouvelle lettre, en date du 22 juillet (S/4881), le représentant de la Tunisie a fait savoir au Président du Conseil de sécurité que les attaques contre la ville et la région de Bizerte continuaient. Ces actes constituaient une agression préméditée contre la Tunisie, les moyens mis en œuvre étant sans commune mesure avec les moyens nécessaires pour la défense des installations de la base.

A la 963^{ème} séance, le 22 juillet 1961, le représentant de la France a fait savoir au Conseil qu'à la suite de la décision prise lors de la session précédente, le Commandant français de la base de Bizerte avait reçu pour instructions d'entrer en rapports immédiatement avec l'autorité tunisienne en vue de l'établissement d'un cessez-le-feu aussitôt que possible et, si le cessez-le-feu était conclu, d'organiser une réunion le 23 juillet pour commencer à discuter des modalités d'un retour à la situation normale.

Le représentant de la Tunisie a fait remarquer que la résolution intérimaire ne prévoyait pas que des discussions auraient lieu entre les autorités militaires françaises actuellement à Bizerte et les représentants du Gouvernement tunisien; elle mentionnait seulement un cessez-le-feu immédiat et un retour de toutes les forces armées à leurs positions initiales. Il n'avait pas encore pu établir le contact avec son gouvernement, mais il était persuadé que ce dernier appliquerait dans les meilleurs délais possibles toute décision du Conseil de sécurité.

Le représentant de Ceylan a déclaré que si la France et la Tunisie renouaient avec leurs traditions de compréhension, les différences qui les opposent ne seraient pas insolubles. La première mesure qui s'imposait était d'arrêter les combats et la destruction des vies humaines et des biens. Il semblait également nécessaire que les forces armées françaises reviennent au *statu quo ante* tel qu'il existait avant le 19 juillet. Enfin, le désir de la Tunisie de voir la France retirer ses forces armées de son territoire devait être respecté. La Tunisie avait le droit de présenter une telle requête et, étant donné les rapports d'étroite association qu'avaient entretenus par le passé la France et la Tunisie, il ne semblait pas impossible de mettre au point des arrangements qui permettraient de donner suite pacifiquement à la requête tunisienne.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que la condition essentielle dans une telle situation était une négociation rapide entre les deux parties. Toutefois, bien que la volonté de négocier existât manifestement de part et d'autre, les négociations ne pouvaient être entamées tant que les combats se poursuivaient. Il était donc de la plus haute importance que les deux parties s'entendissent pour appliquer la résolution intérimaire du Conseil en vue d'un cessez-le-feu immédiat suivi d'un retour rapide de toutes les forces à leurs positions antérieures. Il était également indispensable pour les parties intéressées de s'abstenir de toute action qui eût pu compromettre le rétablissement de la paix et l'instauration de la confiance mutuelle. C'était en s'inspirant de ces considérations que la délégation du Royaume-Uni s'était associée à celle des Etats-Unis d'Amérique pour présenter le projet de résolution suivant (S/4879):

"Le Conseil de sécurité,

"Notant avec un profond regret les circonstances dans lesquelles des combats ont éclaté en Tunisie entre des forces françaises et tunisiennes,

"Ayant examiné les déclarations faites au Conseil par les représentants de la Tunisie et de la France et par d'autres membres du Conseil,

"Tenant compte de l'obligation qui incombe à tous les Etats Membres, aux termes de la Charte, de régler leurs différends par des moyens pacifiques,

"1. Invite les parties à effectuer un cessez-le-feu immédiat et un retour rapide de toutes les forces à leurs positions antérieures;

"2. Invite tous les intéressés à s'abstenir de toute action qui pourrait aggraver davantage la situation;

"3. Prie instamment les parties d'entreprendre sans tarder, conformément à la Charte, des négociations en vue du règlement pacifique de leurs différends;

"4. Décide de suivre les événements de très près dans l'intérêt de la paix et de la sécurité."

Le représentant du Royaume-Uni faisait remarquer qu'il existait de nombreux éléments communs entre le projet de résolution et celui qu'avaient déposé conjointement le Libéria et la République arabe unie (S/4878). Cependant, sur un certain nombre de points, le projet présenté par la délégation du Royaume-Uni semblait préférable parce qu'il ne paraissait pas préjuger certaines questions dont il vaudrait mieux traiter dans le cadre des négociations qui — toutes les parties l'espéraient sincèrement — interviendraient bientôt entre les Gouvernements de la Tunisie et de la France.

Le représentant du Libéria a dit que le Conseil avait déjà pris des dispositions pour mettre fin sans retard au conflit armé en demandant un cessez-le-feu et le retour de toutes les forces armées à leurs positions initiales. Il faudrait ensuite obtenir que les parties intéressées entamassent immédiatement des négociations en vue de parvenir à une prompte évacuation du sol tunisien par toutes les forces françaises, conformément au vœu exprès du Gouvernement tunisien. A cette fin, la délégation du Libéria et celle de la République arabe unie présentaient le projet de résolution suivant (S/4878):

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la plainte de la Tunisie contre la France (S/4861 du 20 juillet 1961),

"Ayant entendu les déclarations des représentants de la France et de la Tunisie,

"Convaincu que la prolongation de la situation constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,

"1. Demande un cessez-le-feu immédiat; et

"2. Demande en outre le retrait immédiat des forces françaises qui ont été introduites dans la base de Bizerte et le retour à leur position originale de celles qui ont dépassé les limites de cette base depuis le 19 juillet 1961;

"3. Invite en outre les deux parties à entreprendre immédiatement des négociations en vue de l'évacuation rapide des forces françaises hors de Tunisie."

Le représentant de la République arabe unie a déclaré que bien qu'une résolution intérimaire eût été adoptée, il n'en subsistait pas moins un litige entre la France et la Tunisie et qu'il devait être résolu. C'était la France qui avait commis l'agression et c'était à elle qu'il incombait de l'arrêter pour que la situation redevint normale. La France devait également reconnaître que toute solution durable devait être compatible avec la dignité de la Tunisie en tant qu'Etat souverain et indépendant. A cet égard, la différence entre les deux projets de résolution soumis au Conseil était légère mais essentielle. Le projet de résolution dont son pays était le coauteur conduirait à une solution directe du problème par la voie de négociations en vue de l'évacuation rapide des forces françaises, alors que le projet présenté par le représentant du Royaume-Uni ne constituait qu'un palliatif.

Le représentant du Chili estimait que le Conseil, ayant pris des dispositions pour mettre fin aux hostilités, avait le devoir d'adresser un appel urgent aux deux parties pour qu'elles entamassent des négociations en vue de faire disparaître les causes profondes du conflit, en tenant dûment compte des intérêts des deux pays. Il souscrirait à toute mesure tendant à rétablir la paix et à favoriser le règlement définitif des différends qui séparaient encore la France et la Tunisie. Les deux projets de résolution soumis au Conseil tendaient l'un et l'autre à cette fin, mais celui qu'avaient présenté le Royaume-Uni et les Etats-Unis semblait plus propre à recueillir l'approbation générale et c'est pourquoi sa délégation l'appuierait.

Le représentant des Etats-Unis a indiqué qu'au cours de la phase actuelle il conviendrait que le Conseil recommandât, conformément à l'Article 36 de la Charte, les procédures d'ajustement appropriées, plutôt que de recommander des termes de règlement conformément à l'Article 37, ce qui constituerait une action prématurée. Pour cette raison, il ne pouvait donner son appui à la résolution qu'avaient présentée le Libéria et la République arabe unie. Si le Conseil adoptait le projet dont sa délégation était l'un des auteurs et si les deux parties en suivaient rapidement et en toute bonne foi les recommandations, on parviendrait à une solution définitive de leurs différends.

Le représentant de l'URSS estimait que le Conseil devait condamner les agissements de la France en tant qu'actes d'agression contre la Tunisie et violation de la souveraineté et de l'indépendance de la Tunisie. Le Conseil devait également obliger la France à mettre fin immédiatement à ces actes d'agression contre la Tunisie, à retirer ses troupes de Bizerte et de tout le territoire tunisien, et à cesser tous autres actes portant atteinte à la souveraineté et à l'indépendance de la Tunisie. Il existait de profondes différences de principe entre les deux projets de résolution présentés au Conseil. Vu sous l'angle le plus favorable, le paragraphe 3 du projet de résolution des Etats-Unis et du Royaume-Uni n'ex-

cluait pas la possibilité que le résultat de ce règlement fût le maintien de la base française à Bizerte et la présence continue des troupes françaises en Tunisie. Rien n'était dit sur l'objet des négociations. Par contre, le paragraphe 3 du projet de résolution présenté par le Libéria et la République arabe unie, bien qu'il n'allât pas assez loin, établissait clairement que l'objet de ces négociations devait être l'évacuation rapide de la Tunisie par les forces françaises. Pour ces raisons, la délégation de l'URSS ne pouvait appuyer le projet de résolution présenté par les Etats-Unis et le Royaume-Uni; elle estimait que le projet de résolution du Libéria et de la République arabe unie, bien qu'il ne mentionnât pas un grand nombre de dispositions importantes qui auraient dû y figurer, se rapprochait davantage des buts qui devaient être ceux du Conseil de sécurité.

Le représentant de la Tunisie a fait savoir au Conseil que son gouvernement avait donné des instructions pour un cessez-le-feu dès qu'il avait reçu notification de la résolution intérimaire adoptée lors de la séance précédente. En ce qui concerne les projets de résolution dont le Conseil était saisi, il a insisté sur le fait que la Tunisie désirait qu'il fût mis un terme à l'agression et que les troupes étrangères fussent retirées de son territoire. Sa délégation accueillerait favorablement une décision qui aboutirait à ces résultats.

Le représentant de l'Equateur a dit que sa délégation espérait sincèrement que les dispositions de la résolution intérimaire seraient effectivement appliquées, préparant ainsi la voie à un règlement pacifique. Parlant des projets présentés au Conseil, il a déclaré que sa délégation n'avait aucune objection de principe contre le projet de résolution du Libéria et de la République arabe unie, mais qu'elle estimait le projet de résolution des Etats-Unis et du Royaume-Uni préférable pour des raisons d'ordre pratique. Il se proposait de voter pour ce projet, étant bien entendu que le retour rapide de toutes les forces à leurs positions antérieures signifiait le retour des troupes françaises à leurs positions initiales jusqu'à ce qu'un accord librement consenti mit fin aux négociations.

Décision: *Le projet de résolution (S/4878) présenté par le Libéria et la République arabe unie n'a pas été adopté, le résultat du vote ayant été le suivant: 4 voix pour (Ceylan, Libéria, République arabe unie, URSS) et zéro contre, avec 7 abstentions.*

Décision: *Le projet de résolution (S/4879) présenté par le Royaume-Uni et les Etats-Unis n'a pas été adopté, le résultat du vote ayant été le suivant: 6 voix pour et zéro contre, avec 5 abstentions (Ceylan, France, Libéria, République arabe unie et URSS).*

Le représentant des Etats-Unis a vivement regretté que le Conseil de sécurité n'eût pu prendre de nouvelle décision mais il a fait remarquer que l'appel en faveur d'un cessez-le-feu et d'un retour aux positions antérieures restait pleinement valable. Le Conseil était toujours saisi de la question et devait être prêt à reprendre les débats chaque fois qu'il y aurait lieu, comme le prévoyait la résolution adoptée à la séance précédente.

Le représentant de la France a déclaré que sa délégation s'était abstenue lors du vote sur le projet de résolution présenté par les délégations du Royaume-Uni et des Etats-Unis parce qu'il aurait été illogique que son gouvernement s'associât à un appel adressé aux parties pour leur demander de prendre des mesures que le Gouvernement français n'avait jamais cessé pour sa part de préconiser.

Le représentant de l'URSS a déploré que plusieurs membres du Conseil de sécurité n'eussent pas jugé possible, à une heure tragique de l'histoire du peuple tunisien, d'appuyer la demande formulée par la Tunisie pour obtenir la liquidation d'une base militaire étrangère sur son territoire et le retrait des troupes qui l'avaient envahi. En votant pour un cessez-le-feu lors de la séance précédente, les alliés militaires de la France avaient reconnu que la France avait, par son agression, déchainé des forces qu'elle ne pouvait maîtriser. Néanmoins, ils n'avaient pas voulu appuyer les autres recommandations, si limitée qu'en eût été la portée, qui figuraient dans le projet de résolution présenté par le Libéria et la République arabe unie.

Le représentant de la Tunisie s'est déclaré peiné de voir que le Conseil n'avait pu approuver des mesures tendant à mettre fin à l'agression contre la Tunisie. Cet échec pourrait fort bien avoir des conséquences extrêmement graves pour son pays et pour le monde.

Le Président a fait remarquer que, bien qu'aucun des deux projets de résolution présentés au Conseil n'eût été adopté, la question demeurerait inscrite à l'ordre du jour, comme l'indiquait clairement la résolution intérimaire adoptée à la séance précédente. Il convoquerait le Conseil sur la demande d'un quelconque de ses membres ou d'un quelconque des Etats Membres de l'ONU au moment qui serait jugé opportun.

B. — Communications reçues entre le 22 et le 28 juillet 1961

Dans un télégramme en date du 22 juillet (S/4883) adressé au Secrétaire général, le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Tunisie a déclaré que son gouvernement était disposé à accepter et à appliquer la résolution adoptée le 22 juillet par le Conseil.

Dans un télégramme du 23 juillet (S/4884) adressé au Secrétaire général, le représentant de la Tunisie a attiré l'attention sur plusieurs manquements au cessez-le-feu décidé par le Conseil.

Dans une lettre du 23 juillet (S/4885) adressée au Secrétaire général, le Président de la Tunisie a déclaré que la gravité de la situation en Tunisie, résultant de l'agression française, et la nécessité d'un examen urgent et approfondi des suites découlant du recours de la Tunisie devant le Conseil de sécurité rendaient indispensable et urgent un échange de vues direct et personnel. Il serait donc heureux d'accueillir le Secrétaire général à Tunis dès qu'il lui serait possible. Dans sa réponse de même date, le Secrétaire général, tout en faisant observer que le fond du problème dépassait sa compétence personnelle, a déclaré que cette demande lui faisait un devoir de se mettre à la disposition du Président pour un échange de vues personnel.

Dans une lettre en date du 23 juillet (S/4886), le représentant de la Tunisie a informé le Secrétaire général de la situation grave qui continuait de régner à Bizerte en raison de l'attitude des militaires français et a déclaré que son gouvernement restait disposé à ce que les émissaires des deux gouvernements se rencontrent à Tunis pour discuter des modalités d'application de la décision du Conseil de sécurité.

Dans une lettre du 23 juillet (S/4887) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la France a démenti les allégations faites par le représentant de la Tunisie à la 963ème séance au sujet de certaines unités des forces armées françaises et a protesté contre les représailles exercées par le Gouverne-

ment tunisien contre des civils français au mépris des règles les plus élémentaires du droit international.

Dans une note verbale du 25 juillet (S/4888/Rev.1) adressée au Président du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a transmis le texte d'un télégramme qui lui avait été adressé le 24 juillet par le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes et qui concernait l'attaque française sur la Tunisie. Le Conseil de la Ligue condamnait le refus opposé par la France à l'appel du Conseil de sécurité en faveur d'un cessez-le-feu et offrait une aide à la Tunisie.

Dans une lettre adressée au Président du Conseil le 27 juillet (S/4893), le représentant de la Tunisie a appelé l'attention sur le fait que la France continuait de refuser l'exécution des mesures provisoires décidées par le Conseil de sécurité dans sa résolution intérimaire du 22 juillet. Le représentant de la Tunisie recommandait en conséquence que le Conseil se réunisse pour reprendre l'examen de la "plainte de la Tunisie contre la France pour actes d'agression portant atteinte à la sécurité de la Tunisie et menaçant la paix et la sécurité internationales", soumise par le Gouvernement tunisien au Conseil de sécurité le 20 juillet 1961 et figurant dans le document S/4862.

Dans un échange de lettres datées des 25 et 26 juillet 1961 entre le Secrétaire général et le Ministre des affaires étrangères de la France (S/4894), le Secrétaire général a fait observer qu'il n'avait pas reçu de réponse de la France au sujet de la résolution intérimaire adoptée par le Conseil de sécurité. Si le Secrétaire général avait bien compris l'attitude française, le Gouvernement français ne considérerait pas l'ordre qu'il avait donné pour un cessez-le-feu comme une suite à la décision du Conseil, mais comme un acte indiqué par la situation déjà établie par les forces françaises. A son arrivée à Tunis, le Secrétaire général avait été informé par les autorités tunisiennes des efforts entrepris pour établir un contact entre les représentants tunisiens et les représentants français en vue de promouvoir l'exécution de cette résolution. Il notait que ces contacts n'avaient pas encore été établis à Bizerte, mais qu'après un contact au sud de la Tunisie, pris sur l'initiative française, les autorités tunisiennes avaient, comme le demandait la résolution, fait retourner leurs forces armées aux positions tenues avant la crise. Le Secrétaire général estimait qu'il était de son devoir d'explorer les possibilités d'améliorer cette situation inquiétante en faisant tout au moins un effort pour établir immédiatement les contacts nécessaires entre les deux parties, contacts qui devaient évidemment être basés sur une observation stricte des termes de la résolution et sur le respect de la souveraineté tunisienne. En réponse, le Ministre des affaires étrangères de la France a communiqué le texte d'un document publié par le Gouvernement français sur les conditions dans lesquelles avait été réalisé le cessez-le-feu à Bizerte et au Sahara et la façon dont devrait être rétablie une situation normale. Le Gouvernement français continuait de souhaiter que des discussions puissent s'engager entre les autorités françaises et tunisiennes pour régler la situation dès que possible et d'un commun accord.

Dans une lettre du 25 juillet 1961 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/4896/Add.1-3), les représentants de l'Afghanistan, de l'Arabie Saoudite, de la Birmanie, du Cambodge, du Cameroun, de Ceylan, de Chypre, du Congo (Brazzaville), du Congo (Léopoldville), de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey, de l'Ethiopie, de la Fédération de Malaisie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, de

l'Iran, de la Jordanie, du Liban, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, du Mali, du Maroc, du Népal, du Niger, de la Nigéria, du Pakistan, de la République arabe unie, de la République centrafricaine, du Sénégal, de la Somalie, du Soudan, du Tchad, du Togo, du Yémen et de la Yougoslavie ont appuyé pleinement le maintien de la souveraineté de la Tunisie sur tout son territoire et demandé que soit entièrement appliquée la résolution adoptée le 22 juillet par le Conseil.

Dans une lettre du 28 juillet (S/4897), le représentant de la France a informé le Président du Conseil que le cessez-le-feu à Bizerte et au Sahara avait été établi et était respecté. La proposition des autorités françaises tendant à engager sans délai, dans un emplacement situé à Bizerte et choisi d'un commun accord, des entretiens sur les modalités du retour à une situation normale à Bizerte restait toujours valable et il pouvait y être donné suite à tout moment. Dans ces conditions, la délégation française ne jugeait pas nécessaire de s'associer aux débats qui pourraient avoir lieu devant le Conseil de sécurité.

Dans une lettre adressée au Président du Conseil le 28 juillet (S/4899), le représentant de la Tunisie, se référant à la lettre du représentant de la France en date du 23 juillet (S/4887), a déclaré que son gouvernement avait été obligé, pour des raisons de sécurité, de prendre des mesures contre certains ressortissants français dont les activités subversives avaient été dûment constatées. On ne pouvait qualifier ces mesures de représailles. Le représentant de la Tunisie tenait également à exprimer les graves inquiétudes qu'éprouvait son gouvernement sur le sort de 150 Tunisiens, élèves des écoles et académies militaires françaises.

Dans une autre lettre en date du 28 juillet (S/4900), le représentant de la Tunisie a transmis au Président du Conseil un tableau détaillé des violations de l'espace aérien commises par des avions français durant la journée du 26 juillet 1961.

Dans un télégramme adressé au Secrétaire général le 28 juillet (S/4902), le Président du Togo a déclaré qu'il était inquiet de ce que la France n'eût pas cru devoir exécuter la résolution du Conseil en date du 22 juillet. Les droits de la Tunisie sur la base de Bizerte devaient être respectés et sauvegardés.

C. — Examen de la question aux 964^{ème}, 965^{ème} et 966^{ème} séances (28-29 juillet 1961)

Au cours des 964^{ème}, 965^{ème} et 966^{ème} séances, les représentants de la Libye, du Sénégal et de la Tunisie ont été invités à participer aux débats sur leur demande.

A la 964^{ème} séance, le 28 juillet, le Président a appelé l'attention du Conseil sur la lettre (S/4897) dans laquelle le représentant de la France informait le Président que, pour des raisons qu'il exposait, la délégation française ne jugeait pas nécessaire de s'associer aux discussions éventuelles devant le Conseil de sécurité.

Ouvrant les débats, le représentant de la Tunisie a dit que la requête de sa délégation tendant à réunir le Conseil avait été motivée par la situation grave qui découlait de la non-observation par les autorités militaires françaises de la décision provisoire prise par le Conseil de sécurité à sa séance du 22 juillet 1961. Le Gouvernement tunisien avait accepté la décision intérimaire du Conseil et s'était engagé à l'exécuter de bonne foi; il avait donc le droit de s'attendre à une exécution loyale de cette décision, qui permettait un retour à la situation telle qu'elle était le 18 juillet 1961, avant le

début de l'agression dont la Tunisie avait été victime. Par contre, les autorités françaises ne tenaient aucun compte de la décision du Conseil. Le communiqué publié par le Gouvernement français le 22 juillet, selon lequel les forces françaises avaient reçu l'ordre d'arrêter les opérations militaires, ne concernait que des mesures unilatérales et non l'exécution de la décision du Conseil. Il ressortait clairement de ce communiqué et du communiqué publié ultérieurement le 26 juillet que l'ordre de cessez-le-feu n'avait été donné que parce que les objectifs de l'agression avaient été atteints. Bien plus, l'application du cessez-le-feu avait été loin d'être complète, comme le prouvaient les nombreux actes de violence commis par les troupes d'occupation, notamment par les parachutistes et les légionnaires venus d'Algérie. Les autorités militaires françaises n'avaient pas davantage répondu à l'appel qui leur avait été adressé par le Conseil pour qu'elles fissent revenir toutes les forces armées à leurs positions initiales. En revanche, elles avaient profité de ce que la Tunisie respectait le cessez-le-feu pour étendre leur occupation, accroître leur potentiel militaire et violer l'espace aérien de la Tunisie.

Le Conseil ne pouvait pas ne pas tenir compte du refus de la France de remplir ses obligations, conformément à l'Article 40 de la Charte. La Tunisie avait rempli ses obligations; elle espérait que la France ferait de même et mettrait pleinement en application la décision prise par le Conseil le 22 juillet. S'agissant du fond de la question, au sujet duquel le Conseil n'avait pas pris de décision, la position de la Tunisie était claire. La présence des troupes françaises sur le territoire tunisien ne résultait d'aucun accord spécifique et régulier. En outre, la Tunisie, en tant qu'Etat indépendant et souverain, était en droit de demander le départ de ces troupes à tout moment. De fait, leur départ avait été réclamé en termes explicites dans la requête présentée au Conseil le 9 février 1958, lors de l'agression de Sakiet-Sidi-Youssef, et, dans l'échange de lettres qui avait eu lieu le 17 juin 1958, la France avait pris l'engagement formel qu'aucune troupe française ne serait maintenue en Tunisie si ce n'était en vertu d'un accord négocié entre les deux Etats. Un tel accord n'avait pu être réalisé en ce qui concerne les troupes françaises qui restaient dans la région de Bizerte et le Gouvernement tunisien avait fait tous ses efforts pour négocier avec la France en vue de fixer les modalités de leur évacuation. Cependant, le Gouvernement français s'était toujours refusé à admettre le principe même de cette évacuation. Enfin, l'agression dont la Tunisie venait d'être victime soulignait suffisamment que la présence des troupes françaises à Bizerte constituait un danger et légitimait encore plus la position de la Tunisie qui réclamait l'évacuation définitive de toutes les troupes françaises de son territoire.

Le représentant du Libéria a demandé que le Secrétaire général soit invité à faire une déclaration sur son récent voyage en Tunisie. Le Secrétaire général avait démontré une fois de plus son impartialité et la profonde conscience qu'il avait de ses devoirs en tant que fonctionnaire international et il méritait les éloges de toutes les nations pacifiques pour la façon dont il s'était comporté dans la crise.

Le Secrétaire général a déclaré que le but et le caractère de sa visite avaient été clairement définis lors de l'échange de lettres publiées en tant que document S/4885. L'invitation qu'il avait acceptée entraînait dans le cadre des prérogatives et des obligations du Secrétaire général; l'Article 99 de la Charte l'autorisait à attirer

l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et il était évident que les obligations découlant de cet article ne pouvaient être remplies si le Secrétaire général n'était pas en mesure, le cas échéant, de se faire une opinion personnelle sur les faits qui se rapportaient à la situation et qui pouvaient constituer un tel danger. Sans assumer le rôle de médiateur, mais afin de mieux comprendre les difficultés auxquelles s'étaient heurtés les efforts faits pour établir un contact direct entre les parties, difficultés qui pouvaient s'expliquer par un manque de moyens de communication, le Secrétaire général avait exprimé au Gouvernement français l'espoir qu'il l'informerait de son opinion au sujet des questions sur lesquelles il avait été informé du point de vue tunisien. Comme on le savait, et comme il était dit dans la lettre adressée au Ministre des affaires étrangères de France, l'application de la résolution du Conseil de sécurité en date du 22 juillet demeurait jusqu'alors incomplète. Le cessez-le-feu avait eu lieu mais cela ne semblait pas avoir conduit à une cessation immédiate de tous les actes qui, en vertu d'un tel cessez-le-feu, devraient être exclus; et, comme le Conseil ne l'ignorait pas, cela ne signifiait pas que la demande, faite par le Conseil, d'un retour des forces armées à leurs positions initiales eût été observée. Etant donné la nécessité de coordonner les mesures à prendre par les deux parties, divers efforts avaient été faits pour établir un contact entre elles pour la pleine exécution de la résolution. Jusqu'alors, ces efforts n'avaient pas été couronnés de succès. Comme le Secrétaire général l'avait dit aux parties, il lui semblait évident, eu égard à la résolution et aux principes généraux de la Charte, que ce contact devait avoir pour but la coordination des mesures nécessaires pour l'application de la résolution et que le choix des modalités devait tenir compte de la situation juridique actuelle. Son observation personnelle lui permettait de confirmer la présence, bien connue, d'unités militaires françaises dans la ville de Bizerte, ainsi qu'à une assez grande distance de Bizerte, sur la route principale conduisant à Tunis, au moment de sa visite; dans la ville même, le Secrétaire général avait vu un certain nombre de chars d'assaut français; la plus grande partie des troupes qu'il avait vues était des parachutistes français. Son expérience personnelle lui permettait également de confirmer qu'au moment de sa visite, ces troupes exerçaient, dans la ville, des fonctions, liées au maintien de l'ordre public, qui appartenaient normalement aux services du Gouvernement souverain. Il ne lui appartenait pas de porter un jugement sur la situation, soit du point de vue des risques de rupture du cessez-le-feu si un incident venait à se produire, soit en fonction de la résolution, ou en fonction du droit international.

Le représentant de Ceylan a déclaré qu'il appréciait le rôle joué par le Secrétaire général et a regretté qu'il ne lui eût pas été possible d'établir également un contact personnel avec les autorités françaises. Ceylan espérait que la France ne tarderait pas davantage à prendre les mesures nécessaires pour ouvrir la voie à des négociations en vue du règlement pacifique du différend actuel.

Le représentant de l'URSS a fait observer que le Gouvernement français, en poursuivant son agression armée contre la Tunisie, était allé jusqu'à désavouer la déclaration qu'il avait faite devant le Conseil le 22 juillet, d'après laquelle il consentait à se conformer à la décision du Conseil relative au cessez-le-feu. Le communiqué publié par le Gouvernement français le 26 juillet (S/4896) montrait clairement que l'ordre de cessez-

le-feu n'avait pas été donné en exécution de la décision du Conseil. Le communiqué impliquait nettement que, nonobstant la résolution du 22 juillet, les hostilités reprendraient si la France estimait que la situation tunisienne l'exigeait. Parallèlement, la France refusait de renvoyer ses forces à leurs positions initiales et parlait en revanche d'un retour à une situation pacifique, ce qui signifiait la reconnaissance de la présence illégale des troupes françaises à Bizerte pour une durée indéterminée. L'intransigeance de la France avait été rendue possible par l'appui des autres puissances colonialistes et de ses alliés militaires, qui avaient refusé d'accepter le texte fort modéré du projet de résolution présenté par les deux Etats africains au Conseil de sécurité, le 22 juillet. Dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil devait prendre des mesures pour qu'il fût mis fin à l'agression contre la Tunisie, conformément aux souhaits exprimés par la grande majorité des Etats Membres d'Afrique et d'Asie dans la lettre figurant dans le document S/4896. Le Conseil devait condamner l'agression française contre la Tunisie, obtenir l'évacuation des forces françaises du territoire tunisien et avertir solennellement la France que si elle continuait à ne pas tenir compte des décisions du Conseil, celui-ci envisagerait de lui appliquer les sanctions prévues par la Charte des Nations Unies.

Le représentant de la République arabe unie a souligné la gravité de la non-exécution par la France de la décision du Conseil. Le Conseil devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application de cette résolution. Il devrait également chercher une solution permanente, basée sur la reconnaissance du droit de la Tunisie sur le territoire tunisien, par la liquidation des bases françaises et le retrait de toutes les forces étrangères d'occupation. Plus que tous les autres pays, les pays arabes condamnaient l'agression française contre la Tunisie.

Le représentant des Etats-Unis a dit que les Etats-Unis avaient constaté avec une vive préoccupation que la résolution adoptée le 22 juillet par le Conseil de sécurité n'avait pas encore été pleinement appliquée. Par ailleurs, ils avaient également noté que les deux parties intéressées avaient exprimé le ferme désir de l'appliquer. Quelles que fussent les divergences d'opinions quant à l'interprétation juridique à donner à la résolution du 22 juillet, le problème était d'ordre pratique et réclamait une solution pratique. La délégation des Etats-Unis demandait instamment l'application rapide de la résolution du 22 juillet et le retour des forces armées à leurs positions initiales en vertu d'arrangements acceptables pour les deux parties, et elle recommandait que les parties entament sans tarder des négociations pour régler leurs différends, notamment celui qui avait trait à la base de Bizerte.

Le représentant de la Libye a déclaré que son pays appuyait résolument la Tunisie et estimait qu'il était de la plus grande urgence que le Conseil mit rapidement un terme à une situation qui menaçait la sécurité et l'intégrité d'un des petits Etats Membres de l'Organisation, ainsi que la paix en Afrique du Nord.

Le représentant de la République arabe unie, de concert avec les représentants de Ceylan et du Libéria, a présenté le projet de résolution suivant (S/4903):

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la plainte de la Tunisie contre la France (S/4861),

"Ayant adopté une résolution intérimaire demandant un cessez-le-feu immédiat et le retour de toutes les forces armées à leurs positions initiales,

"1. *Exprime* sa sérieuse inquiétude que ladite résolution n'a pas reçu pleine application de la part de la France et que cette situation continue de constituer une grave menace à la paix et à la sécurité internationales;

"2. *Invite* la France à appliquer immédiatement toutes les dispositions de la résolution intérimaire (S/4882)."

Le Président, avant de lever la séance, a exprimé l'espoir que les parties s'abstiendraient de toutes mesures, décisions ou actions de nature à aggraver la situation pendant que la question était examinée par le Conseil.

A la 965^{ème} séance, le 29 juillet 1961, le représentant du Libéria a dit que sa délégation notait avec une inquiétude croissante que le Gouvernement français n'avait pas appliqué au moins la partie de la résolution du 22 juillet qui demandait le retour de toutes les forces armées à leurs positions initiales. Le fait que la France n'avait pas évacué les forces qui avaient été introduites depuis l'ouverture du conflit et n'avait pas ramené toutes ses forces armées à leurs positions initiales constituait une violation indiscutable des obligations conventionnelles de la France aussi bien que de la résolution du Conseil. Bien entendu, la présence des forces françaises sur le sol tunisien sans le consentement de la Tunisie restait le principal problème, et la seule solution positive résidait dans l'évacuation totale de ces forces. Le Conseil ne devait pas hésiter à se prononcer pour cette solution tout en réclamant l'application de la résolution intérimaire. C'est pourquoi la délégation du Libéria s'était associée aux délégations de la République arabe unie et de Ceylan pour présenter le projet de résolution suivant (S/4904) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la plainte de la Tunisie contre la France (S/4861),

"Convaincu que la présence des forces françaises en Tunisie contre le gré du gouvernement et du peuple tunisiens constitue une source permanente de frictions et une menace grave à la paix et à la sécurité internationales,

"Invite la France à entrer immédiatement en négociations avec la Tunisie en vue d'une évacuation rapide des forces françaises de Tunisie."

Le représentant de la Turquie a exprimé la conviction que les obstacles qui s'opposaient à la mise en application de la deuxième disposition de la résolution du Conseil en date du 22 juillet n'étaient pas insurmontables. Des appréhensions avaient été exprimées par les autorités françaises quant à ce qui pourrait se produire après le retour de leurs forces à leurs positions initiales. Cependant, en demandant ce retrait, le Conseil avait assumé la responsabilité d'assurer le maintien d'une observation pacifique des dispositions de la résolution, une fois celle-ci mise en œuvre. L'objectif du Conseil devrait être de mettre fin à l'impasse entre les parties et d'assurer l'exécution de la résolution tout en frayant la voie à un règlement définitif. Dans l'espoir d'obtenir un texte qui contiendrait tous les éléments essentiels d'une solution satisfaisante et serait rédigé en termes acceptables pour une large majorité, la délégation turque soumettait le projet de résolution suivant (S/4905) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la plainte de la Tunisie contre la France,

"Rappelant sa résolution S/4882 du 22 juillet par laquelle il a demandé un cessez-le-feu immédiat et

le retour de toutes les forces armées à leurs positions initiales,

"1. *Se déclare* inquiet de ce que la résolution n'a pas été pleinement exécutée;

"2. *Demande* que la résolution soit mise en œuvre immédiatement et intégralement;

"3. *Prie* les parties d'entreprendre sans tarder des négociations en vue de régler pacifiquement leurs différends, y compris une solution définitive de la question de Bizerte, eu égard au respect dû à la souveraineté tunisienne."

Le représentant du Royaume-Uni estimait que le Conseil devait s'efforcer, de manière réaliste, de créer des conditions permettant, d'une part d'atténuer dans la mesure du possible la tension dans la région et de réduire ainsi le risque d'une reprise des combats et, d'autre part, de rapprocher les deux parties de manière qu'elles pussent discuter pacifiquement de leur différend. À son avis, les deux projets de résolution soumis par les représentants de la République arabe unie, du Libéria et de Ceylan n'étaient pas de nature à conduire à ce résultat. Le projet de résolution soumis par la Turquie semblait à première vue représenter une façon plus réaliste d'aborder la question et paraissait comporter les deux éléments essentiels : d'une part, il réaffirmait la résolution que le Conseil avait adoptée le 22 juillet et il exigeait qu'elle fût intégralement appliquée; d'autre part, il demandait en termes appropriés que les négociations fussent prochainement entamées entre les deux parties.

Le représentant de l'URSS a fait observer que le projet de résolution soumis par la Turquie, de même que le projet précédemment déposé par les États-Unis et le Royaume-Uni, ne mentionnait même pas le principe de l'évacuation des forces françaises du territoire tunisien. Sa délégation ne pourrait donc appuyer ce projet d'autant que le texte plaçait l'agresseur et la victime de l'agression sur le même plan et n'indiquait pas quelle partie n'avait pas appliqué la décision précédente.

A la 966^{ème} séance, tenue également le 29 juillet, le représentant des États-Unis a fait observer qu'aucune des résolutions proposées ne pouvait donner entière satisfaction à l'une ou l'autre des parties intéressées, mais qu'elles avaient en commun deux éléments d'importance primordiale : elles demandaient, d'une part, que la résolution du 22 juillet soit mise en œuvre immédiatement et intégralement et, d'autre part, que les parties entament sans tarder des négociations bilatérales en vue d'un règlement définitif du problème de Bizerte, règlement qui soit compatible avec la souveraineté tunisienne. Il s'agissait donc de savoir laquelle de ces résolutions était de nature à produire les résultats constructifs et positifs que l'ensemble du Conseil désirait. De l'avis du représentant des États-Unis, c'était le projet de résolution turc qui répondait le mieux à cette condition, et la délégation des États-Unis l'appuierait.

Le représentant de la Chine a noté qu'il y avait eu et qu'il y avait encore un cessez-le-feu, mais que la deuxième partie de la résolution du 22 juillet n'avait pas été appliquée pour des raisons qui manquaient de clarté. La délégation chinoise appuierait donc un appel en faveur de l'application complète et immédiate de cette partie de la résolution. Le représentant de la Chine estimait également que le devoir du Conseil de sécurité était de favoriser la reprise rapide de négociations directes entre la France et la Tunisie, sans essayer de déterminer à l'avance le cours ou l'issue des

négociations. Il était entendu que tout règlement des différends entre la France et la Tunisie devait être conforme aux principes de la Charte, en particulier celui du respect de la souveraineté nationale des Etats.

Le représentant de la Tunisie a dit que son pays, qui appliquait scrupuleusement la résolution du 22 juillet, espérait que le Conseil prendrait des mesures pour mettre fin à l'agression armée et préméditée qui avait été lancée le 19 juillet et se poursuivait encore. Tout projet de résolution adopté par le Conseil devait, selon lui, reconnaître que la Tunisie s'était conformée à la résolution du 22 juillet. De l'avis de son gouvernement, il était également essentiel de mentionner le principe de l'évacuation; dans le cas contraire, les négociations pouvaient n'aboutir qu'au maintien de la présence des troupes françaises à Bizerte.

Le représentant de la Turquie a annoncé qu'il renonçait au paragraphe 3 de son projet de résolution, en raison des objections qu'il avait soulevées.

Le représentant de l'URSS a proposé d'ajouter les mots "par la France" à la fin du paragraphe 1 et du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution turc.

Le Conseil a voté sur les projets de résolutions et l'amendement dont il était saisi.

Décision: *Ayant obtenu 4 voix pour (Ceylan, Libéria, URSS, République arabe unie) et zéro voix contre, avec 6 abstentions, le projet de résolution présenté par Ceylan, le Libéria et la République arabe unie (S/4903) n'a pas été adopté.*

Ayant obtenu 4 voix pour (Ceylan, Libéria, URSS, République arabe unie) et zéro voix contre, avec 6 abstentions, le projet de résolution (S/4904) présenté par Ceylan, le Libéria et la République arabe unie n'a pas été adopté.

Ayant obtenu 4 voix pour (Ceylan, Libéria, URSS, République arabe unie) et zéro voix contre, avec 6 abstentions, l'amendement oral de l'URSS au projet de résolution de la Turquie (S/4905) n'a pas été adopté.

Ayant obtenu 6 voix pour et zéro voix contre, avec 4 abstentions (Ceylan, Libéria, URSS, République arabe unie), le projet de résolution de la Turquie (S/4905) n'a pas été adopté. Le Président a noté que la France n'avait pas participé au vote.

Le représentant du Libéria a profondément regretté que le Conseil n'ait pas pu prendre les mesures voulues pour assurer l'application de la résolution intérimaire par la France en ce qui concerne le retour des forces françaises à leurs positions initiales. Dans ces conditions, la délégation du Libéria, ainsi que d'autres Membres de l'ONU, demanderaient que l'Assemblée générale soit convoquée en session extraordinaire pour examiner la plainte de la Tunisie.

Le représentant de la Tunisie a constaté avec regret que le Conseil n'avait pas été capable de prendre une décision à l'égard des mesures provisoires adoptées par

lui conformément à l'Article 40 de la Charte. La situation en Tunisie demeurerait grave et, selon son gouvernement, il serait légitime d'adresser un appel demandant une assistance pour repousser l'agression, conformément à l'Article 51 de la Charte.

Le représentant de l'URSS a déploré que la position prise par certains membres eût été dictée par la participation à des alliances militaires plutôt que par la nécessité de se conformer aux principes de la Charte. Si la France persistait à ne pas mettre en œuvre la décision du 22 juillet, il s'ensuivrait de graves conséquences dont la France porterait la responsabilité si elle continuait ses actes d'agression contre la Tunisie.

Le Président a exprimé l'espoir que la bonne volonté, la compréhension et le sens de leur devoir conduiraient les Etats intéressés à mettre en application les termes de la seule résolution que le Conseil ait pu adopter sur cette question.

D. — Communications reçues après le 1er août 1961

Dans une série de lettres (S/4912, S/4918, S/4920, S/4922, S/4924, S/4926, S/4931) datées des 1er, 4, 7, 9, 12, 13 et 17 août, le représentant de la Tunisie a transmis au Président du Conseil de sécurité des relevés détaillés des violations de l'espace aérien tunisien commises par des avions français, ainsi que des mouvements effectués dans les eaux territoriales tunisiennes par des navires de guerre français.

Dans une lettre du 2 août (S/4915) adressée au Président du Conseil, le représentant de Cuba a transmis le texte d'un télégramme envoyé par le Ministre des relations extérieures de Cuba au Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Tunisie, le 31 juillet 1961, dans lequel il déclarait qu'il appuyait la lutte que le peuple et le gouvernement tunisiens menaient contre les forces colonialistes.

Dans une lettre du 18 août (S/4932) adressée au Président du Conseil, le représentant de la Tunisie a attiré l'attention sur un communiqué publié par le Gouvernement français le 17 août 1961 concernant l'évolution du conflit franco-tunisien. Le Gouvernement tunisien déclarait que l'allégation selon laquelle il aurait refusé de prendre en considération une offre du Gouvernement français tendant à un retour à des conditions plus normales à Bizerte était absolument sans fondement.

Dans une lettre en date du 6 septembre (S/4936), le Président de la République populaire fédérative de Yougoslavie, au nom de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement de pays non alignés, a appelé l'attention du Président du Conseil sur une grave violation de la trêve à Bizerte, violation qui était la conséquence directe du refus du Gouvernement français de se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et qui constituait une menace contre la paix du monde.

**LETTRE, EN DATE DU 21 NOVEMBRE 1961, ADRESSEE PAR LE REPRESENTANT DE CUBA
AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE**

**A. — Examen de la question aux 980ème, 981ème
et 983ème séances (22, 24 et 28 novembre
1961)**

Dans une lettre en date du 21 novembre 1961 adressée au Président du Conseil de sécurité, Cuba a demandé, en se fondant sur les Articles 34, 52 et 103 de la Charte des Nations Unies, la convocation immédiate du Conseil pour qu'il examine les accusations formulées par Cuba contre le Gouvernement des Etats-Unis et selon lesquelles ce gouvernement exécutait dans la République Dominicaine un plan d'intervention armée en violation de la souveraineté de ce pays, dans le but d'empêcher le peuple dominicain d'éliminer les derniers vestiges de la dictature de Trujillo et d'exercer efficacement ses libertés démocratiques. A cette fin, les Etats-Unis avaient envoyé des navires de guerre dans les eaux territoriales dominicaines et avaient effectué des incursions aériennes au-dessus du territoire dominicain. Pour camoufler ses actes, le Gouvernement des Etats-Unis avait soutenu qu'il aidait le Gouvernement Balaguer à mener sa prétendue opération antitrujilliste et qu'il avait offert son aide à ce gouvernement qui n'était en réalité qu'un prolongement de la dictature trujilliste. Selon la lettre, les agissements des Etats-Unis dans la République Dominicaine enfreignaient les principes de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'Organisation des Etats américains (OEA) et mettaient en danger la paix et la sécurité internationales.

A sa 980ème séance, tenue le 22 novembre, le Conseil a inscrit la question à son ordre du jour et a invité les représentants de Cuba et de la République Dominicaine à prendre place à sa table.

Le représentant de Cuba a déclaré que son gouvernement avait fait appel au Conseil de sécurité en raison des actes d'agression et d'intervention des forces armées des Etats-Unis dans la République Dominicaine qui créaient une grave menace pour la paix. Il a cité une déclaration du Secrétaire d'Etat du Gouvernement des Etats-Unis en date du 18 novembre 1961 : celui-ci avait indiqué que des personnalités importantes associées autrefois à la dictature de Trujillo dans la République Dominicaine cherchaient à rétablir la domination dictatoriale dans le pays et que la possibilité d'une désintégration politique et la situation dangereuse qui pouvait en résulter avaient amené le Gouvernement des Etats-Unis à envisager de nouvelles mesures que des événements imprévisibles pourraient exiger. Cette déclaration avait été suivie par l'envoi d'unités aériennes et navales des Etats-Unis vers les côtes dominicaines et aussi par des incursions d'aéronefs américains au-dessus du territoire dominicain. Les Nations Unies devaient veiller, après que le Conseil de sécurité en aurait ainsi décidé, à ce que la question qui se posait à Saint-Domingue soit réglée par les seuls Dominicains et qu'aucune puissance n'exerce sa tutelle sur un Etat souverain, Membre de l'Organisation. La question dont le Conseil était saisi concernait et affectait directement Cuba car elle constituait une grave menace d'agression contre ce pays. Le représentant de Cuba a demandé instamment au Conseil de condamner les Etats-Unis comme agresseur et d'exiger le retrait immédiat des forces des Etats-Unis des côtes dominicaines.

Le représentant des Etats-Unis a répondu qu'à aucun moment les forces navales ou aériennes des

Etats-Unis ne s'étaient trouvées dans les eaux territoriales ou dans l'espace aérien de la République Dominicaine. La présence amicale de la flotte des Etats-Unis en haute mer dans les Caraïbes avait été décidée en pleine connaissance des autorités constitutionnelles et des dirigeants responsables de la République Dominicaine et ne constituait pas un acte d'intervention. L'attitude bienveillante des Etats-Unis vis-à-vis des efforts entrepris par les dirigeants dominicains pour assurer le passage de la dictature à la démocratie avait été dénaturée avec cynisme par Cuba pour servir ses fins de propagande. Le représentant des Etats-Unis a poursuivi en déclarant que la menace véritable à la paix et à la sécurité dans l'hémisphère occidental venait d'un gouvernement aidé par le bloc communiste qui essayait d'entraver les efforts déployés par le peuple dominicain pour instaurer de nouvelles conditions démocratiques d'existence dans son pays. En fait, il existait des preuves d'une alliance sinistre entre les Trujillos et un agent de Castro dans la République Dominicaine. Si le Gouvernement dominicain estimait que sa sécurité était en danger et la paix menacée, il appartenait au représentant de ce pays de s'adresser au Conseil pour y déposer une plainte. Quant à Cuba, si elle tenait à formuler ses accusations absurdes, c'est auprès de l'Organisation des Etats américains seule qu'elle aurait dû le faire.

Le Président, parlant en tant que représentant de l'URSS, a souligné que les Etats-Unis étaient en train de concentrer près des côtes de la République Dominicaine une escadre composée de 14 navires, y compris deux porte-avions, des croiseurs, des contre-torpilleurs et d'autres bateaux de guerre. A ce sujet, on pouvait se demander pourquoi les Etats-Unis jugeaient possible d'envoyer arbitrairement leur flotte et leur aviation près du littoral de la République Dominicaine pour intervenir dans ses affaires intérieures. Ni le Conseil de sécurité, ni l'Organisation des Nations Unies ne leur avaient confié cette mission. En outre, ces actes constituaient une violation flagrante de la Charte de l'ONU et de la Charte de l'Organisation des Etats américains, qui interdisaient une ingérence de ce genre dans les affaires intérieures des Etats. Le représentant de l'URSS a fait observer, à propos de la déclaration faite par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis le 18 novembre, qu'il était difficile de comprendre pourquoi les Etats-Unis s'étaient arrogé le droit de juger le régime d'un autre pays et d'envisager l'adoption de mesures à cet égard. Cette question se posait manifestement puisque, aux termes de la Charte des Nations Unies, aucun pays n'avait le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre pays. En outre, comme le représentant de Cuba l'avait déclaré, les Etats-Unis, en agissant de leur propre initiative à l'occasion d'événements survenus dans la République Dominicaine, avaient créé un précédent pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays d'Amérique latine, y compris celles de Cuba. Le Conseil de sécurité ne saurait se désintéresser d'une telle action, dirigée manifestement contre l'indépendance de certains Etats.

Le représentant des Etats-Unis a répondu qu'aucune loi n'interdisait de prêter un appui moral pour encourager les autorités constitutionnelles dans une crise de ce genre. Il a rappelé qu'en 1959 Cuba avait envahi la République Dominicaine, avait lancé des attaques armées contre le Panama, le Honduras et avait menacé

d'attaquer le Guatemala. Ce qui s'était passé pouvait se reproduire et les précautions que le Gouvernement des États-Unis avait prises avaient de toute évidence été accueillies favorablement par les dirigeants responsables de la République Dominicaine.

A la 981^{ème} séance, le représentant de la République Dominicaine a déclaré que Cuba avait outrepassé, pour lancer une opération de guerre froide, le droit reconnu dans l'Article 35 de la Charte des Nations Unies et avait saisi le Conseil d'une question qui ne répondait à aucune des conditions énoncées à l'Article 34 de la Charte.

Il a souligné que son pays n'aurait évidemment pas manqué de protester auprès du Conseil de sécurité si les États-Unis ou n'importe quel autre pays avaient cherché à le menacer ou à s'ingérer dans ses affaires intérieures.

Au début de novembre 1960, les principaux membres de la famille Trujillo avaient quitté la République Dominicaine; un complot avait ensuite été fomenté par des éléments réactionnaires mécontents de la démocratisation du pays. Ce complot avait toutefois été réprimé et l'autorité constitutionnelle renforcée. Pendant toute la durée de cette crise, rien ne s'était produit qui ait pu être considéré comme une ingérence des États-Unis dans les affaires intérieures de la République Dominicaine. Bien que le Gouvernement dominicain n'ait pas demandé que la flotte des États-Unis croise dans les eaux dominicaines, il aurait pu solliciter une telle assistance dans l'exercice illimité de ses droits souverains. Cependant, la République Dominicaine avait non seulement accepté la présence de la flotte des États-Unis mais elle s'en était félicitée. Du point de vue juridique, une intervention autorisée par un Etat souverain n'était pas illégale. Pour pouvoir être accusés de violer le droit international, il eût fallu que les États-Unis agissent contrairement à la volonté de la République Dominicaine.

Le Gouvernement de la République Dominicaine n'avait aucune raison de mettre en doute le fait que la flotte des États-Unis avait été envoyée pour s'opposer à des invasions organisées à Cuba ou dans d'autres pays communistes, qui cherchaient à profiter des difficultés que rencontrait la République Dominicaine pour établir un gouvernement totalitaire. La situation qui régnait dans la République Dominicaine était un sujet de graves préoccupations au moment même où des émissions radiophoniques diffusées par Cuba incitaient les Dominicains à la révolte.

Le représentant de la République Dominicaine a déclaré que Cuba créait une menace à la sécurité de son pays en se préparant à intervenir directement dans la République Dominicaine, en violation du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. Si Cuba se sentait menacée par la présence de la flotte des États-Unis, son gouvernement avait le droit de se protéger mais il n'avait pas à s'occuper du peuple dominicain. La République Dominicaine avait un gouvernement démocratique appuyé par tous les partis de l'opposition, à l'exception de l'aile extrémiste d'un parti minoritaire. On pouvait en voir la preuve dans la présence, à la réunion du Conseil, du représentant suppléant de la délégation dominicaine, qui était l'un des chefs du principal parti d'opposition. Étant donné que Cuba avait formulé des accusations identiques devant le Conseil de l'OEA, le représentant de la République Dominicaine estimait que le Conseil de sécurité devait, conformément aux Articles 52, 53 et 54 de la Charte

des Nations Unies, déclarer irrecevable la plainte de Cuba, motif pris de ce que l'OEA en était saisie.

En l'absence d'objection, le Président a invité le représentant suppléant de la République Dominicaine à faire une déclaration complémentaire.

Le représentant suppléant de la République Dominicaine a déclaré, à l'appui des vues exprimées par le représentant de ce pays, que la présence de la flotte des États-Unis dans les eaux dominicaines avait aidé à prévenir l'extermination du peuple dominicain. Son pays était prêt à adopter un mode de vie démocratique, surtout depuis que le président de la République avait annoncé la formation d'un gouvernement transitoire comptant parmi ses membres des représentants de l'opposition. Le représentant suppléant de la République Dominicaine a exprimé l'espoir que le Conseil tiendrait dûment compte du fait que les vies humaines avaient plus d'importance que les intrigues de la guerre froide.

Le représentant de Cuba a répondu que son gouvernement avait demandé au Conseil de sécurité et non à l'OEA de prendre des sanctions contre le Gouvernement des États-Unis en raison de son intervention dans la République Dominicaine. A l'OEA, Cuba s'était contentée d'exposer son attitude vis-à-vis des événements.

En ce qui concerne les allégations selon lesquelles la flotte et l'aviation des États-Unis n'auraient pas pénétré dans les eaux territoriales ou dans l'espace aérien de la République Dominicaine, le représentant de Cuba a demandé aux États membres du Conseil s'ils considéreraient comme un geste amical la mobilisation, par une grande puissance voisine, de puissants effectifs militaires massés à leurs frontières. La présence du représentant de la République Dominicaine à la table du Conseil montrait bien que les mêmes forces qui avaient appuyé Trujillo soutenaient aujourd'hui Balaguer. L'infanterie de marine qui avait placé et maintenu Trujillo au pouvoir cherchait maintenant à répéter cet exploit en y maintenant Balaguer. Le représentant de Cuba a déclaré que la communication (S/4999) qu'il avait demandé au Président du Conseil de faire distribuer, et qui émanait des autorités du Service d'immigration des États-Unis, prouvait l'ingérence des États-Unis dans les affaires intérieures de la République Dominicaine.

A la 983^{ème} séance tenue le 28 novembre, le représentant de la République arabe unie a déclaré que la plainte de Cuba était une preuve de plus des relations tendues entre Cuba et les États-Unis. La délégation de la République arabe unie attachait une grande importance au principe de la non-intervention, mais elle estimait que dans la situation en cause les faits n'étaient pas clairs et que la poursuite de la discussion ne ferait pas entraîner un raidissement des positions. Le représentant a exprimé l'espoir que les parties intéressées observeraient la Charte des Nations Unies et celle de l'OEA et rétabliraient la paix et la stabilité dans la région.

Selon le représentant de Ceylan, les accusations formulées par Cuba contre les États-Unis se fondaient sur l'apparition soudaine de la flotte des États-Unis au large des côtes de la République Dominicaine et sur les conséquences qu'avait ce fait, moins d'ailleurs pour la République Dominicaine que pour la sécurité de Cuba, étant donné la tension actuelle des relations entre ce pays et les États-Unis. Si la délégation ceylanaise comprenait les préoccupations qu'inspirait à Cuba la présence de la flotte des États-Unis eu égard à sa propre sécurité, il lui semblait néanmoins que Cuba

n'avait pas établi l'évidence de l'intervention de manière telle que la délégation ceylanaise puisse se joindre à une action décisive en la matière. Le problème de l'intervention avait pris une place importante à l'OEA et il s'agissait de voir comment cette organisation allait y faire face. Il était temps cependant que l'Organisation des Nations Unies réévalue entièrement ses relations avec les organismes régionaux de sécurité, avant que l'intervention régionale organisée ne soit élevée au rang de concept juridique et ne devienne un nouveau type d'agression. Le représentant de Ceylan a proposé au Conseil d'inviter les parties intéressées à régler le problème par la conciliation.

Le Président, parlant en tant que représentant de l'URSS, a déclaré que la question soulevée par Cuba débordait le cadre des relations entre Etats membres de l'OEA et relevait de la compétence du Conseil de sécurité dont la tâche principale était d'éliminer les conflits et les menaces à la paix. Les dernières informations parvenues de la République Dominicaine indiquaient que le peuple dominicain était opposé au président Balaguer qui avait été naguère associé à la dictature de Trujillo et que les Etats-Unis soutenaient moralement dans la crise actuelle.

A l'aide de leur infanterie de marine, les Etats-Unis avaient autrefois placé le dictateur Trujillo au pouvoir dans la République Dominicaine, et, après sa mort, ils s'efforçaient, par leurs actes arbitraires, de sauver Balaguer, que Trujillo lui-même avait nommé président. C'est à cette fin que la flotte des Etats-Unis s'approchait du littoral de la République Dominicaine: elle devait exercer une pression morale sur la population du pays et la menacer d'un recours à la force. C'était là une violation flagrante de la Charte de l'ONU. Le représentant de l'URSS a rappelé que l'opinion publique mondiale condamnait les actes ainsi commis par les Etats-Unis et que le Gouvernement du Brésil, dans sa note à l'Organisation des Etats américains, avait lancé un appel pour que l'on s'abstint de toute initiative susceptible d'aggraver la tension dans la région de la République Dominicaine. La concentration de la flotte de guerre américaine dans la mer des Caraïbes s'accompagnait de préparatifs des contre-révolutionnaires cubains en vue d'une invasion de Cuba. Aussi les actes auxquels se livraient les Etats-Unis ne pouvaient-ils manquer de susciter de graves inquiétudes.

Le peuple soviétique éprouvait de sérieuses appréhensions au sujet de la possibilité d'une intervention armée des Etats-Unis non seulement dans les affaires de la République Dominicaine mais aussi dans celles de Cuba. Le représentant de l'URSS a déclaré que le retrait de la flotte des Etats-Unis servirait les intérêts non seulement du peuple dominicain mais aussi ceux du peuple cubain et des peuples des autres Etats d'Amérique latine.

Le représentant de Cuba a déclaré que d'importantes sources du droit international, telles que la Charte des Nations Unies et celle de l'OEA, condamnaient l'ingérence aussi bien directe qu'indirecte. L'opinion émise par le représentant de la République Dominicaine au sujet d'une "ingérence tolérée" était une thèse dangereuse car nombreux seraient ceux qui soutiendraient que leur pays se trouvait uniquement en présence d'une ingérence qu'il aurait acceptée. Le fait même que le représentant de la République Dominicaine ait mentionné ce type d'ingérence était une preuve de plus de l'existence d'une ingérence.

Le représentant des Etats-Unis a précisé que son gouvernement était opposé aux dictatures, qu'elles

soient dans l'hémisphère occidental, de droite ou de gauche, et qu'il avait voulu donner un encouragement moral aux forces qui cherchaient à rétablir le jeu normal des institutions démocratiques dans la République Dominicaine.

Le représentant du Chili a déclaré que Cuba ne se fondait pas sur des arguments solides pour accuser les Etats-Unis d'ingérence dans les affaires intérieures de la République Dominicaine. L'attitude de la délégation chilienne ne s'écartait pas de la position du Gouvernement chilien, partisan du principe de la non-ingérence qui est le fondement même du système interaméricain. La délégation chilienne avait cependant été déconcertée par des déclarations justifiant certains types d'ingérence, notamment la prétendue ingérence légitime qu'autoriserait un Etat souverain. A son avis, cette limitation du principe de la non-ingérence semblait fort risquée. Le principe énoncé à l'article 15 de la Charte de l'OEA était clair et immuable; il avait été réaffirmé en 1959 dans la Déclaration de Santiago du Chili et en 1960 dans celle de San José.

Le représentant de l'Equateur a souligné que le principe de la non-ingérence était à la base de l'OEA et du système mondial instauré par l'Organisation des Nations Unies. Il a souscrit à la position générale du représentant du Chili à l'égard du problème juridique de l'ingérence. A son avis, le système régional de l'OEA ne se trouvait ni en contradiction ni en opposition avec celui de l'Organisation des Nations Unies. Ces deux systèmes maintenaient l'équilibre prévu au Chapitre VIII de la Charte, notamment à l'Article 52 que complète l'Article 103.

D'après le représentant du Libéria, les informations dont on disposait montraient que la présence de navires de guerre des Etats-Unis en haute mer ne créait pas une menace et qu'elle était même accueillie favorablement par le gouvernement et le peuple dominicains. Il n'existait pas de différend entre les Etats-Unis et la République Dominicaine, et il n'y avait donc pas lieu d'appliquer les dispositions de l'Article 34 de la Charte que le représentant de Cuba avait invoqué. Selon la délégation libérienne, si un différend s'était élevé entre la République Dominicaine et les Etats-Unis, il aurait appartenu à la République Dominicaine de saisir le Conseil de la question.

A l'issue du débat, le Président a fait observer que la plupart des membres du Conseil semblaient ne pas juger bon de poursuivre l'examen de la question considérée; elle demeurerait inscrite à l'ordre du jour de manière que le débat puisse être repris le cas échéant.

B. — Communications reçues après le 28 novembre 1961

Dans une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité le 7 décembre 1961 (S/5013)¹, le représentant de l'URSS a déclaré que malgré l'inquiétude manifestée lors du récent débat au Conseil au sujet des actes des Etats-Unis à l'égard de la République Dominicaine, le Gouvernement des Etats-Unis poursuivait ces actes qui constituaient une ingérence directe dans les affaires intérieures de la République Dominicaine et menaçaient la paix et la sécurité dans la région de la mer des Caraïbes.

Dans une lettre en date du 7 décembre 1961 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/5015), le représentant de Cuba a émis l'avis que l'ingérence unilatérale des Etats-Unis dans les affaires de la République Domi-

¹ Voir également cinquième partie, chap. 26.

nicaine se poursuivait et faisait courir un danger grave à l'indépendance de cette république comme à celle de

Cuba et recérait une menace pour l'indépendance des petits Etats.

Chapitre 5

LETTRE ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE LE 18 DECEMBRE 1961 PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU PORTUGAL (S/5030)

A. — Communications adressées au Conseil

Dans une lettre en date du 8 décembre 1961 (S/5016), le représentant permanent du Portugal a indiqué que l'Inde avait déclaré qu'elle n'exclurait pas l'emploi de l'armée indienne pour annexer le territoire portugais de Goa et que les renseignements parvenus au Gouvernement portugais confirmaient cette directive. En fait, on avait observé, près des eaux territoriales de Goa, des mouvements importants d'unités navales indiennes, et des forces militaires exécutaient également des mouvements de grande envergure. En portant ces faits à la connaissance du Conseil de sécurité, le Portugal tenait à souligner que des violations du territoire portugais avaient déjà été commises, que la situation intérieure dans tout le territoire de Goa était parfaitement calme et normale, et qu'en faisant état d'une prétendue agitation à Goa, l'Inde cherchait à créer un climat psychologique qui permettrait de déclencher une agression préméditée. Dans ces conditions, le Portugal estimait qu'il était victime d'une agression non provoquée et que, conformément aux principes généraux et aux buts de la Charte des Nations Unies, cette agression constituait une grave menace à la paix et à la sécurité internationales.

Dans une autre lettre, en date du 11 décembre (S/5018 et Corr.1), le Portugal a déclaré que, depuis sa dernière communication au Conseil de sécurité (S/5016), l'armée indienne avait multiplié les violations de la frontière et de l'espace aérien portugais, se livrant à des provocations évidentes. Conformément au paragraphe 1 de l'Article 35 de la Charte, le Portugal appelait de nouveau l'attention du Conseil de sécurité sur les faits susmentionnés afin qu'il prenne les mesures nécessaires. Le Portugal considérait qu'une attaque armée de l'Inde contre le territoire portugais était imminente.

Dans une lettre en date du 12 décembre (S/5020), le représentant de l'Inde a déclaré qu'à l'époque où l'Inde avait accédé à l'indépendance la France et le Portugal avaient encore certaines possessions coloniales sur le continent indien. A la suite de négociations amicales, la France avait accepté en octobre 1954 le transfert *de facto* de ses possessions à l'Inde. Quant au Portugal, il avait refusé non seulement de discuter ces questions avec le Gouvernement indien, mais même d'envisager la possibilité de mettre fin à sa domination coloniale. L'attitude du Portugal avait amené l'Inde à renoncer à ses efforts en vue d'entamer des négociations pacifiques sur la question du transfert des possessions portugaises. Depuis lors, la domination portugaise sur Goa, Damao et Diu s'était caractérisée par des actes de répression et de brutalité qui constituaient une violation flagrante des diverses résolutions de l'Assemblée générale sur le colonialisme. En outre, le Portugal avait commis récemment des actes d'agression dans les eaux indiennes. Les attaques contre des villages indiens se poursuivaient et les forces portugaises étaient disposées en divers points, le long de la frontière, pour impres-

sionner et intimider les résidents des colonies. Etant donné toutes ces activités et tous ces préparatifs agressifs du Portugal, le Gouvernement indien avait été obligé d'amener des unités de ses forces armées à proximité de Goa. Pourtant, leur présence n'avait pas servi d'avertissement aux Portugais, qui avaient continué de masser des forces, de se livrer à la répression et de faire feu sur des villages indiens, pénétrant profondément en territoire indien.

Dans deux lettres en date du 13 décembre (S/5022 et S/5023), le représentant de l'Inde a rejeté les accusations du Portugal suivant lesquelles les troupes indiennes se seraient livrées à des raids en territoire portugais et l'aviation indienne aurait violé l'espace aérien du Portugal. Il a ajouté que ces accusations avaient été lancées pour détourner l'attention d'incidents survenus à Goa.

Dans une lettre en date du 16 décembre (S/5028), le représentant du Portugal a démenti les accusations concernant les actes de provocation qu'aurait commis son gouvernement et les a qualifiées de manœuvres de propagande destinées à justifier les actes d'agression du Gouvernement indien et à créer une atmosphère propice à leur accomplissement. Dans une autre communication en date du 18 décembre (S/5029), le Portugal a énuméré un certain nombre d'incidents qui auraient eu lieu le long des frontières des territoires portugais.

Dans une lettre du 18 décembre 1961 (S/5030), le représentant du Portugal a déclaré que l'Inde, après avoir rassemblé des forces militaires et s'être livrée à des provocations, comme le Gouvernement portugais l'avait déjà signalé au Conseil, avait entrepris une attaque armée de grande ampleur contre les territoires de Goa, de Damoa et de Diu, qui constituaient l'Etat portugais de l'Inde. L'attaque indienne se poursuivait et les assaillants avaient déjà causé de lourdes pertes humaines. Dans ces conditions, le Portugal se voyait contraint de demander que le Conseil de sécurité soit immédiatement convoqué afin de mettre un terme à l'agression commise par l'Inde et d'ordonner un cessez-le-feu immédiat et le retrait immédiat de toutes les forces d'invasion de l'Union indienne des territoires portugais.

Dans une lettre en date du 18 décembre 1961 (S/5034), le Brésil, après avoir fait part de son appréhension à l'égard de l'action armée entreprise par l'Inde, a indiqué qu'elle constituait une violation flagrante des principes de la Charte des Nations Unies, qui interdisent en termes exprès l'usage de la force pour la solution des controverses internationales. Le Brésil se déclarait d'autant plus surpris que l'Inde avait conservé jusqu'alors une fidélité inaltérable aux principes de paix et obtenu, grâce à son attitude, une autorité reconnue. Le Gouvernement brésilien espérait que le Conseil de sécurité ne manquerait pas à son devoir et adopterait des mesures susceptibles d'assurer le respect des buts et principes de la Charte des Nations Unies et le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

B. — Examen de la question aux 987ème et 988ème séances (18 décembre 1961)

La requête du Portugal (S/5030) a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la 987ème séance du Conseil, qui s'est tenue le 18 décembre 1961.

Le représentant de l'URSS a déclaré que sa délégation était opposée à l'adoption de l'ordre du jour. Dans la lettre du représentant permanent du Portugal, qui avait seule motivé la convocation du Conseil, les événements qui se déroulaient à Goa étaient présentés comme une agression de la part de l'Inde et comme une violation des droits souverains du Portugal. La délégation soviétique ne pouvait accepter cette interprétation des faits ni admettre que la communication du Portugal serve de base aux débats du Conseil. Aux termes de la Charte des Nations Unies, une question relative à la situation dans un territoire faisant partie d'un Etat souverain ne pouvait pas être examinée par un organe des Nations Unies. Il était indubitable que la question envisagée relevait exclusivement de la compétence nationale de l'Inde puisqu'elle concernait des territoires qui faisaient partie intégrante de ce pays et qui n'étaient soumis à l'administration coloniale du Portugal qu'à titre provisoire. Ces territoires étaient liés à l'Union indienne tant en raison de leur situation géographique que par leur histoire, leur langue et leurs traditions. Ils avaient été arrachés à l'Etat indien à l'époque où les puissances européennes créaient leurs empires coloniaux.

Le Président, parlant en sa qualité de représentant de la République arabe unie, a déclaré que l'adoption de l'ordre du jour n'impliquerait en aucune manière que sa délégation approuvait le contenu de la communication du Portugal (S/5030).

Décision: Par 7 voix contre 2 (Ceylan, URSS), avec 2 abstentions (Libéria, République arabe unie), l'ordre du jour a été adopté.

Le Président a invité les représentants du Portugal et de l'Inde à prendre place à la table du Conseil.

Le représentant du Portugal a déclaré que l'Inde avait commis à Goa une agression préméditée et non provoquée contre son pays, dont elle avait violé les droits souverains. L'attaque indienne constituait également une violation des paragraphes 3 et 4 de l'Article 2 de la Charte. Etant donné la situation provoquée par l'agression indienne et le caractère d'urgence de la question, il était indispensable que le Conseil prit des mesures sans tarder.

Après avoir rappelé les événements qu'il avait déjà portés à la connaissance du Conseil, le représentant du Portugal a déclaré que la concentration des forces navales, terrestres et aériennes de l'Inde ne pouvait évidemment s'expliquer que par la volonté de conquérir un territoire étranger par la violence. Les renseignements disponibles ne laissaient pas de doute sur les intentions belliqueuses de l'Union indienne et sur la gravité de la situation. C'était là, de toute évidence, ce qui avait amené le Secrétaire général par intérim à adresser un appel aux deux parties afin qu'elles prennent des mesures pour empêcher la situation de s'aggraver au point de constituer une menace contre la paix et la sécurité internationales. En réponse à cet appel, le Premier Ministre du Portugal avait déclaré, le 15 décembre 1961, que son gouvernement, profondément conscient du danger que pouvait présenter la situation à Goa, avait enjoint aux forces portugaises de ne pas se livrer à des actes de provocation et même de ne pas répondre à de tels actes. En même temps, le

Premier Ministre avait exprimé le regret que l'Inde n'ait pas accepté sa proposition du 8 décembre, tendant à ce que des observateurs internationaux soient chargés de suivre les événements aux frontières des possessions portugaises. Le Premier Ministre avait également annoncé qu'il était disposé à négocier avec l'Inde et il avait offert de garantir la sécurité de l'Union indienne. Malgré l'offre du Portugal et les divers appels qui lui avaient été adressés, l'Inde avait mis à exécution son plan d'agression préméditée. Le 18 décembre à minuit (heure locale), des troupes indiennes dotées de tanks et d'artillerie avaient pénétré dans Goa, Damao et Diu, appuyées par des unités navales et aériennes. Peu après le début de l'invasion, des avions militaires indiens avaient bombardé le port et l'aéroport de Marmugao. On avait signalé de nombreuses victimes. Entre-temps, les forces indiennes avançaient régulièrement à l'intérieur de Goa et les troupes portugaises, nettement inférieures en nombre, essayaient de freiner leur progression. L'Union indienne s'efforcerait certainement de justifier son mépris des obligations internationales et la violation de la Charte dont elle s'était rendue coupable, mais personne ne pouvait douter que l'Inde avait prémédité son agression et qu'elle était résolue à s'emparer de Goa par la force. Le Portugal comptait que le Conseil prendrait immédiatement les seules mesures conformes aux idéaux des Nations Unies, c'est-à-dire qu'il ordonnerait un cessez-le-feu immédiat et le retrait également immédiat de toutes les forces d'invasion.

Le représentant de l'Inde a dit que le Portugal s'était présenté devant le Conseil dans le rôle de la partie lésée dont on violait les droits souverains. Mais il n'avait pas expliqué comment il avait acquis ces prétendus droits souverains sur des territoires indiens. Or il les avait acquis purement et simplement par la force, aux dépens de la population indienne, il y avait environ 450 ans. L'Inde n'avait jamais admis que sa colonisation pût avoir un fondement juridique. Pour elle, l'indépendance complète de tout son territoire était une question de foi. C'est pourquoi elle avait essayé, depuis 14 ans, d'obtenir le transfert des possessions portugaises. Non seulement le Portugal s'était refusé à négocier, mais encore il avait créé un mythe, à savoir que ces possessions faisaient partie du Portugal. Il entretenait ce mythe bien que l'Assemblée générale, dans sa résolution 1542 (XV), eût repoussé ses revendications. En outre, le Portugal n'avait pris aucune mesure pour mettre en œuvre la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale relative au colonialisme. Il s'agissait purement et simplement de colonialisme. Il n'existait pas de frontière juridique entre l'Inde et Goa et il ne pouvait pas être question d'une agression de l'Inde contre sa propre frontière et son propre peuple.

Les habitants des enclaves indiennes n'avaient jamais accepté la domination portugaise. Plus de 20 révoltes armées avaient été brutalement réprimées. Si l'on ignorait à peu près tout de ces révoltes, c'était à cause de la censure très stricte imposée par le Portugal. Dans les lettres qu'il avait adressées au Conseil de sécurité, le Gouvernement portugais avait accusé l'Inde de s'être livrée à des actes de provocation. En fait, c'est le Portugal qui avait commis de tels actes. Les Portugais avaient ouvert le feu sur des caboteurs et des bateaux de pêche indiens, tuant un officier de marine et un pêcheur. Au moment même où le Portugal donnait au Secrétaire général l'assurance qu'il ne se livrerait à aucune provocation, ses forces armées avaient attaqué des positions indiennes situées à quelque 400 mètres à l'intérieur du territoire indien et tenté de détruire un

poste de police à Nizampir. Si l'Inde avait pris certaines mesures, c'était afin de protéger la nombreuse population indienne de Goa qui s'était révoltée contre le Portugal. Celui-ci avait rassemblé 12 000 soldats à Goa et miné des édifices publics et les eaux environnantes. Dans ces conditions, l'Inde devait prendre des mesures énergiques.

Si le Portugal avait eu le désir sincère de négocier, il aurait pu proposer des pourparlers sur la base des principes formulés par l'Organisation des Nations Unies dans une série de résolutions, et notamment dans les résolutions 1514 (XV) et 1542 (XV). Puisqu'il ne l'avait pas fait, il ne restait plus au Conseil qu'à lui demander d'évacuer Goa, Damao et Diu et de donner effet aux résolutions de l'Assemblée générale concernant l'octroi de la liberté aux peuples dépendants.

Le représentant du Portugal, exerçant son droit de réponse, a déclaré que la question la plus urgente qui se posait au Conseil était celle du cessez-le-feu et du retrait des troupes indiennes, car des gens se faisaient tuer à Goa.

Le représentant des Etats-Unis a dit qu'étant donné les nouvelles inquiétantes qui parvenaient de Goa, où des actes de violence avaient eu lieu, le Conseil de sécurité avait le devoir d'agir sans tarder dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales. L'armée indienne, c'était un fait, avait ce jour même (18 décembre) envahi les territoires de Goa, de Damao et de Diu. Les deux dernières possessions étaient déjà occupées, mais les combats continuaient à Goa. Le Conseil ne s'était pas réuni pour juger du fond de la question, mais pour examiner la situation qui s'était créée du fait qu'un membre de l'Organisation des Nations Unies, faisant fi des principes de la Charte, cherchait à régler un différend par la force. Il ne s'agissait pas de colonialisme, mais de la violation d'un des principes fondamentaux de la Charte énoncé au paragraphe 4 de l'Article 2. Les Etats-Unis étaient conscients des divergences profondes qui séparaient l'Inde du Portugal au sujet de l'avenir de Goa et ils comprenaient qu'aux yeux de l'Inde l'action en cours visait une fin juste, mais comme le Premier Ministre de l'Inde l'avait lui-même indiqué, la fin ne justifiait pas les moyens. L'Organisation des Nations Unies, si elle voulait survivre, ne pouvait pas tolérer le recours à la force en l'occurrence; sinon, elle préparerait le terrain à l'emploi de la force pour le règlement d'autres différends. L'action de l'Inde était un coup porté aux institutions internationales chargées de contribuer à la solution des différends. Elle était d'autant plus douloureuse pour les Etats-Unis que ceux-ci avaient lancé des appels répétés à l'Inde et fait maintes démarches auprès d'elle pour lui demander de renoncer à la force. Le Conseil avait le devoir urgent d'inviter les adversaires à négocier et de demander un cessez-le-feu immédiat et le retrait des forces d'invasion.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, de l'avis de son gouvernement, il était du devoir du Conseil d'examiner cette situation qui constituait une grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Sa délégation n'entendait pas examiner le fond de la question ni ses aspects juridiques et historiques, mais son silence à cet égard ne devrait pas être interprété comme signifiant qu'elle approuvait certaines des déclarations prononcées devant le Conseil ni qu'elle acceptait qu'une règle de droit international devienne nulle et non avenue sous prétexte qu'elle avait été établie à une époque soignant colonialiste.

Le Royaume-Uni avait vu avec anxiété s'aggraver la tension au sujet de Goa et avait vivement insisté auprès des deux parties pour qu'elles s'abstiennent de se livrer à des provocations ou de recourir à la force. En conséquence, il regrettait que l'Inde n'eût pas été en mesure d'écouter ces représentations amicales. En outre, il estimait que, même si les tentatives de négociation avaient échoué, il aurait fallu soumettre le différend à l'Organisation des Nations Unies avant de recourir à la force. Puisque des combats avaient eu lieu, le Conseil de sécurité devait demander que les hostilités prennent fin immédiatement et que des négociations soient entamées. Il fallait inviter l'Inde à retirer ses troupes et encourager les deux parties à rechercher la solution de leurs différends par des moyens pacifiques conformes aux principes de la Charte. Le Secrétaire général devait être prié de fournir l'assistance qui se révélerait nécessaire pour régler la situation.

Le représentant du Libéria a dit que si le Conseil devait prendre pour base de discussion la lettre que lui avait adressée le Gouvernement portugais, il ne pouvait pas oublier que l'Assemblée générale, dans sa résolution 1542 (XV), avait classé les enclaves portugaises de l'Inde dans la catégorie des territoires non autonomes. Au lieu de faire rapport à l'Organisation sur ces enclaves, le Portugal avait prétendu qu'elles faisaient partie intégrante de son territoire. Jamais l'Organisation des Nations Unies n'avait accepté cette thèse. Il s'agissait non pas d'une agression contre le Portugal, mais de la domination portugaise sur un territoire indien. Le Portugal ayant refusé de modifier son attitude, la situation s'était aggravée à tel point que, les moyens pacifiques ne suffisant pas, il avait fallu prendre une initiative. Le Conseil ne pouvait certes pas condamner l'Inde pour avoir entrepris une action contre des territoires qui, aux termes des résolutions de l'Organisation, n'étaient pas des territoires portugais.

Selon le représentant de la Turquie, l'Organisation des Nations Unies faisait face à une situation grave et certains des arguments invoqués avaient augmenté l'inquiétude de sa délégation. La violation d'une frontière par des forces armées n'avait jamais été admise par le Gouvernement turc et ne pourrait jamais être autorisée par la Charte des Nations Unies. Aussi la Turquie s'était-elle catégoriquement opposée à l'action militaire de l'Inde et demandait-elle un cessez-le-feu immédiat, le retour aux positions occupées avant l'attaque armée et l'ouverture de négociations. La délégation turque tenait d'autre part à féliciter le Secrétaire général pour les efforts qu'il avait déployés dans cette affaire.

Le représentant de l'URSS a déclaré que les débats du Conseil avaient confirmé la thèse de sa délégation, à savoir que la question soulevée par le Portugal ne relevait pas de la compétence du Conseil de sécurité. En revanche, s'il était une question que le Conseil pouvait examiner, c'était bien le refus du Portugal d'exécuter les dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, refus qui constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales dans divers points du monde, et notamment à Goa.

La situation à Goa constituait un problème colonial et il convenait de l'examiner en s'inspirant de la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. En conséquence, il fallait cesser immédiatement toute aide au Portugal et appliquer les sanctions prévues par la Charte afin d'obliger ce pays à se conformer sans tarder à la politique déclarée de l'Organisation en matière de colo-

nialisme. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni se solidarisait avec le Portugal, leur allié de l'OTAN, puissance coloniale qui intervenait contre le peuple qu'elle avait asservi. L'Union soviétique se solidarisait avec le peuple indien et avec le peuple de Goa, qui luttait pour se libérer de la domination coloniale du Portugal.

Le Président, parlant en sa qualité de représentant de la République arabe unie, a dit que les territoires de Goa, de Damao et de Diu ne faisaient pas partie intégrante du Portugal, en dépit des déclarations unilatérales de ce dernier pays. La population de ces territoires n'avait jamais eu l'occasion de déterminer librement si elle approuvait leur intégration au Portugal. En outre, la distance qui séparait le Portugal desdits territoires était énorme et leurs habitants étaient différents à tous points de vue des Portugais. Dans sa résolution 1542 (XV), l'Assemblée générale avait décidé que ces territoires étaient des territoires non autonomes et que le Portugal devait communiquer des renseignements à leur sujet. Le Portugal avait refusé de se conformer à cette résolution, ainsi qu'à la résolution 1514 (XV) concernant l'octroi de l'indépendance aux territoires coloniaux. Indubitablement, il y avait là un état de fait qui constituait une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. Malgré les efforts déployés par l'Inde pour parvenir à une solution pacifique du différend par voie de négociations, le Portugal avait refusé de modifier son attitude. Il s'agissait là d'une question coloniale, et l'Inde n'avait donc pas commis d'acte d'agression.

Selon le représentant de Ceylan, l'objet des débats était simplement la libération du territoire national de l'Union indienne occupé par le Portugal au mépris le plus complet de l'évolution historique qui avait abouti à la naissance d'une Inde libre. L'Inde avait été contrainte de prendre une initiative parce que le Portugal refusait depuis 14 ans d'accepter la réalité. Elle n'avait agi que pour libérer son territoire national. Il ne pouvait être question d'un cessez-le-feu, celui-ci n'intervenant qu'entre des belligérants; or, il n'y avait pas de belligérants dans le cas de Goa. On ne pouvait pas d'ailleurs demander à l'Inde de retirer ses troupes de Goa, car cela reviendrait à lui demander d'évacuer son propre territoire. Il était impossible de blâmer l'Inde d'avoir envahi son territoire: c'eût été là une contradiction dans les termes.

A la 988ème séance, tenue le 18 décembre, le représentant de la France a déclaré que le Conseil de sécurité s'était réuni pour examiner la situation grave résultant de l'action des forces armées de l'Union indienne. Compte tenu de la disproportion évidente des forces en présence, et de la faible résistance opposée par les garnisons portugaises, on ne pouvait pas dire que l'Union indienne avait été menacée ou provoquée. L'action militaire de l'Inde était d'autant plus troublante qu'elle intervenait après les appels pressants que les Gouvernements américain et britannique, ainsi que le Secrétaire général, avaient adressés à ce pays. L'Inde avait prétendu que la question de Goa était une question coloniale; cependant, la France considérait qu'il convenait de distinguer entre la solution du problème quant au fond et la situation créée par l'emploi de moyens militaires par l'Union indienne en vue de résoudre de manière unilatérale son différend avec le Portugal. La France estimait qu'une faute grave avait été commise par les autorités indiennes et qu'il fallait la réparer. Il était indispensable de mettre immédiatement un terme à l'action militaire et de rétablir une situation qui permette la reprise de contacts pacifiques.

Le représentant de l'Equateur a déclaré que sa délégation se félicitait que l'on ait reconnu l'illégalité du recours à la force en tant que moyen de régler les différends territoriaux. L'Inde avait prétendu qu'elle n'avait pas commis d'agression contre le Portugal puisque les enclaves lui appartenaient. Elle avait également fait valoir que dans la résolution 1542 (XV) l'Assemblée générale avait placé Goa dans la catégorie des territoires non autonomes. Certes, l'Equateur estimait que les territoires non autonomes appartenaient non pas à l'Autorité administrante, mais à leurs habitants qui avaient le droit de décider de leur propre avenir; en l'occurrence, cependant, la situation était différente. Dans l'immédiat, il s'agissait pour le Conseil de ménager un cessez-le-feu, après quoi les deux parties pourraient entamer des négociations. L'Equateur appuierait donc la proposition tendant à ce que l'Inde soit invitée à mettre fin à son action militaire, tout en cherchant à obtenir l'assurance que le Portugal accepterait de s'acquitter de ses obligations internationales et de se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale.

Le représentant de la Chine a déclaré que si la population de son pays avait une certaine sympathie pour les aspirations de l'Inde, l'usage de la force par l'Union indienne ne l'en avait pas moins choquée, d'autant plus que l'Inde était connue pour son dévouement à la cause de la non-violence, de la paix et du désarmement, et que les intérêts matériels en jeu à Goa, à Damao et à Diu n'étaient pas d'une importance telle que l'Inde doive renoncer pour eux à ses principes. En choisissant d'employer la force, l'Union indienne avait commis une violation de la Charte, qui n'admettait aucune exception. L'Inde avait parlé des provocations du Portugal et des maux du colonialisme, mais ces arguments eux-mêmes ne pouvaient pas justifier le recours à la force. La délégation chinoise souhaitait que les combats prennent fin à Goa, que l'Inde retire ses forces armées et que les deux parties entament des négociations en vue de trouver une solution pacifique à leur différend.

Le représentant du Chili a déclaré que sa délégation avait éprouvé des inquiétudes en apprenant que l'armée indienne avait franchi la frontière de Goa. Cette appréhension venait de ce que, conformément à la Charte, les Etats Membres devaient régler par des moyens pacifiques les différends qui les opposaient et ne pas prendre de décision unilatérale susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. En l'espèce, le différend ne pouvait être envisagé qu'à la lumière de la Charte: aussi la délégation chilienne déplorait-elle l'emploi de la force par l'Inde. La délégation chilienne croyait fermement que l'Inde devait exercer une souveraineté complète sur l'ensemble de son territoire, mais elle ne pouvait accepter que l'Union eût recours à la force pour y parvenir. En outre, les parties en présence devaient également prendre en considération les aspirations des populations de Goa, de Damao et de Diu. Même si l'Inde était appelée à prendre possession de ces territoires, elle ne pouvait les intégrer légalement à son propre territoire sans que leurs habitants en manifestent le désir. Dans ces conditions, il convenait d'abord de demander le cessez-le-feu, puis de déterminer les vœux de la population des territoires en question, enfin d'inviter les parties à engager des négociations en vue de trouver une solution pacifique, conformément aux principes de la Charte.

Le représentant du Portugal a déclaré que plusieurs déclarations révélaient une certaine confusion au sujet de deux questions. En premier lieu, on avait parlé de

l'Union indienne comme si elle occupait l'ensemble de la péninsule indienne et était fondée à s'annexer des territoires voisins soumis à d'autres souverainetés, et même à des souverainetés préexistantes. En deuxième lieu, on avait justifié l'agression en y voyant une lutte contre le colonialisme, alors que ce dernier n'entraînait pas en ligne de compte.

L'Union indienne ne constituait pas et n'avait jamais constitué le seul Etat de la péninsule indienne. Celle-ci n'avait jamais représenté une entité politique. L'annexion d'autres territoires ne pouvait fournir aucune justification juridique, car seuls les Etats souverains intéressés pouvaient la rendre légitime. Le principe de la souveraineté devait être respecté; or, l'Union indienne ne l'avait pas fait à l'égard de l'Etat portugais. En outre, il ne fallait pas oublier que les habitants de Goa étaient intégrés à la nation portugaise depuis 450 ans et que le Premier Ministre de l'Inde avait lui-même admis qu'ils avaient leur culture propre. Sur le plan économique, la métropole portugaise n'avait pas exploité Goa et elle ne faisait pas de distinction entre les Portugais de Goa et les Portugais du continent européen. Les habitants de Goa bénéficiaient à tous égards de droits égaux à ceux des Portugais.

Le représentant de l'Inde avait parlé des prétendues méthodes pacifiques que son gouvernement avait employées pour s'annexer Goa. En fait, le Gouvernement indien s'était livré à la répression et avait violé les droits de l'homme. On avait également mentionné les efforts que l'Inde aurait déployés pour régler le différend par la négociation et qui auraient échoué à cause de l'intransigeance du Portugal. En réalité, c'était l'Inde elle-même qui, en posant comme condition préalable aux négociations l'acceptation par le Portugal du principe de la renonciation à ses territoires, avait voué ces négociations à l'échec. L'Inde n'avait jamais vraiment souhaité de négociations; elle avait toujours cherché à annexer les territoires portugais sans tenir compte des vœux des populations intéressées. Pour le Conseil le problème essentiel était de sauver des êtres humains exposés à une agression brutale, et le Portugal invitait instamment le Conseil à ne pas lever la séance sans prendre une décision de nature à empêcher toute nouvelle effusion de sang.

Le représentant de l'Inde a dit que la déclaration du représentant du Portugal montrait à quel point les chances de négociations fructueuses étaient réduites. Il n'était pas possible de négocier avec un pays qui n'avait pas compris l'esprit de l'époque et qui s'en tenait aux vues qu'il professait 300 ou 400 ans auparavant. Toute la déclaration du représentant du Portugal tendait à démontrer que Goa faisait partie intégrante du Portugal et que l'Inde n'avait aucun droit sur ce prétendu territoire portugais d'outre-mer. Depuis 14 ans, les Portugais soutenaient cette thèse, sans se préoccuper de la marche de l'histoire ni des profondes aspirations des peuples à la liberté.

Un certain nombre de représentants avaient indiqué qu'ils n'abordaient pas le fond de l'affaire, mais qu'ils demandaient le cessez-le-feu, le retrait des forces indiennes et la reprise des négociations. La portée de cette attitude était évidente et l'Inde était en droit de conclure qu'elle équivalait à appuyer tacitement le maintien du *statu quo*, c'est-à-dire le colonialisme portugais.

On avait également critiqué l'Inde d'avoir eu recours à la force en arguant que la Charte interdisait expressément ce recours. Toutefois, la Charte n'excluait pas absolument la force: elle l'autorisait en cas de légitime

défense, pour protéger la population d'un pays. Les habitants de Goa étaient tout aussi Indiens que ceux des autres parties de l'Inde, et celle-ci avait employé la force afin de les défendre. Quand il s'agissait de l'accession à la liberté d'un peuple dépendant, il fallait recourir à la force s'il n'y avait pas d'autre solution. L'Inde n'acceptait pas les règles du droit international qui conféraient la souveraineté sur des territoires conquis.

Certains orateurs avaient également parlé de la question de l'autodétermination. Cette question pouvait évidemment se poser dans certains cas, mais il était impossible d'envisager qu'un Indien exerçât le droit d'autodétermination contre son propre pays, puisqu'il n'avait pas besoin de déterminer qu'il était indien.

Commentant le projet de résolution (S/5033) distribué à ce stade du débat, le représentant de l'Inde a constaté que ses auteurs priaient instamment les parties de prendre les mesures nécessaires pour arriver à une solution permanente de leurs différends par des moyens pacifiques. Cela prouvait bien qu'ils n'avaient pas compris le problème, car il n'existait aucun "différend". La seule question qui se posait était de savoir quand et comment le territoire de Goa pourrait faire partie de l'Inde. Le projet de résolution n'avait pas tenu compte des forces vitales qui avaient conduit à l'adoption de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, concernant l'octroi de l'indépendance aux peuples et aux territoires coloniaux.

Le représentant des Etats-Unis a présenté le projet de résolution ci-après (S/5033), au nom de son pays, de la France, du Royaume-Uni et de la Turquie:

"Le Conseil de sécurité,

"Rappelant qu'aux termes de l'Article 2 de la Charte, tous les Membres de l'Organisation sont tenus de régler leurs différends par des moyens pacifiques et de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force d'une manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

"Déplorant l'emploi de la force par l'Inde à Goa, Damao et Diu,

"Rappelant que le paragraphe 2 de l'Article 1 de la Charte précise que l'un des buts des Nations Unies est de développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes,

"1. Demande qu'il soit mis fin immédiatement aux hostilités;

"2. Invite le Gouvernement de l'Inde à ramener immédiatement ses forces sur les positions qu'elles occupaient avant le 17 décembre 1961;

"3. Prie instamment les parties de prendre les mesures nécessaires pour arriver à une solution permanente de leurs différends par des moyens pacifiques, conformément aux principes énoncés dans la Charte;

"4. Prie le Secrétaire général de fournir l'assistance qui s'avérerait nécessaire."

En présentant ce projet de résolution, le représentant des Etats-Unis a déclaré que, de toute évidence, le Conseil n'avait pas à juger la politique coloniale du Portugal mais à décider si un pays était en droit de modifier par la force une situation politique et légale existante. Les Etats-Unis avaient toujours cru à l'évolution et au droit à l'autodétermination des peuples coloniaux, et ils avaient appuyé les efforts déployés dans ce sens, mais ils ne pouvaient admettre qu'il soit légitime d'employer la force pour abolir le colonialisme,

comme on l'avait laissé entendre au cours des débats. On avait prétendu, à la décharge de l'Inde, que, puisque Goa était une colonie et un territoire non autonome et que le Portugal n'avait pas renoncé à son autorité sur ce territoire conformément à la résolution 1514 (XV), ce n'était pas l'Inde, mais bien le Portugal qui était l'agresseur, et qu'il était légitime de recourir à la force contre le Portugal. Or, l'Assemblée générale, en adoptant la résolution 1542 (XV), par laquelle elle plaçait Goa dans la catégorie des territoires non autonomes et demandait au Portugal de faire rapport à son sujet, avait reconnu que Goa était sous l'autorité portugaise. Cela étant, l'Inde ne pouvait pas recourir légalement à la force contre Goa, d'autant plus que les moyens pacifiques prévus par la Charte n'avaient pas été épuisés. Quant à l'argument selon lequel la non-application par le Portugal de la résolution 1514 (XV) justifiait l'action de l'Inde, il convenait de souligner que ladite résolution n'avait pas autorisé le recours à la force, qui aurait été contraire aux buts et principes de la Charte.

Le représentant de Ceylan a présenté le projet de résolution ci-après (S/5032) au nom de son pays, du Libéria et de la République arabe unie :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant entendu la plainte du Portugal faisant état d'une agression de l'Inde contre les territoires de Goa, Damao et Diu,

"Ayant entendu la déclaration du représentant de l'Inde selon laquelle le problème est un problème colonial,

"Considérant que ces enclaves que revendique le Portugal en Inde constituent une menace à la paix et à la sécurité internationales et font obstacle à la réalisation de l'unité de la République de l'Inde,

"Rappelant les résolutions 1514 (XV) et 1542 (XV) de l'Assemblée générale,

"1. Décide de rejeter la plainte formulée par le Portugal contre l'Inde pour agression;

"2. Invite le Portugal à mettre un terme à son action hostile et à coopérer avec l'Inde pour la liquidation de ses possessions coloniales en Inde."

Le représentant de Ceylan a déclaré, en présentant ce projet de résolution, que son objet principal était de placer les problèmes sous leur vrai jour. Les arguments invoqués par l'Inde contre le Portugal étaient convaincants, mais on s'efforçait de représenter l'Inde elle-même sous les traits de l'agresseur. L'Inde avait indiqué clairement qu'il était impossible de négocier à cause de l'intransigeance du Portugal et que ce pays n'était pas de ceux avec lesquels les méthodes pacifiques avaient une chance d'aboutir. Le représentant de Ceylan se demandait si l'on se plaignait que l'Inde soit effectivement en mesure de recouvrer son territoire ou si l'on désirait que la force armée soit seulement du côté des puissances coloniales. C'est pourquoi le dispositif du projet de résolution des trois puissances (S/5032) tendait à prier le Conseil de rejeter la plainte déposée par le Portugal contre l'Inde pour agression, puisqu'il n'y avait pas d'agression, et à inviter le Portugal à coopérer avec l'Inde pour la liquidation de ses possessions dans l'Inde.

Le représentant du Libéria a proposé d'ajourner la séance jusqu'au lendemain à 15 heures, en vertu du paragraphe 3 de l'article 33 du règlement intérieur provisoire.

Décision : Par 4 voix contre zéro, avec 7 abstentions, la motion d'ajournement du Libéria a été rejetée.

Se référant aux deux projets de résolution présentés au Conseil, le représentant de l'URSS a déclaré que sa délégation appuierait celui des trois puissances (S/5032) parce que son dispositif était directement inspiré des dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. En même temps, ce projet était de nature à permettre un cessez-le-feu effectif, car si le Portugal mettait un terme à son action hostile sur le territoire de Goa et entamait des négociations pour la liquidation de ses possessions coloniales, il n'y aurait pas de guerre et l'affaire serait réglée pacifiquement : le peuple de Goa serait libéré et réuni au peuple indien. C'était là le but visé par la Déclaration et par la résolution 1654 (XVI), où était soulignée la nécessité de hâter le processus de la décolonisation, c'est-à-dire de la liquidation totale du régime colonial. Quant au projet de résolution des quatre puissances (S/5033), il n'était pas conforme aux principes qui étaient énoncés dans la Charte et que les auteurs eux-mêmes avaient fait figurer dans le préambule de leur projet ; en outre, il ne répondait pas aux besoins du monde moderne. On invitait l'Inde à retirer ses forces, mais on ne faisait pas mention des forces armées portugaises qui avaient été envoyées en renfort à Goa. Cela montrait que les auteurs envisageaient le fond du problème unilatéralement, en raison de l'alliance entre leurs pays et le Portugal.

Décision : Le projet de résolution des trois puissances (S/5032), ayant obtenu 4 voix pour et 7 contre, n'a pas été adopté.

Le projet de résolution des trois puissances (S/5033) a obtenu 7 voix pour et 4 voix contre (Ceylan, Libéria, République arabe unie et URSS) ; l'une des voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil de sécurité, le projet n'a pas été adopté.

A l'issue du vote, le représentant des Etats-Unis a déclaré que la carence du Conseil de sécurité qui, dans de pareilles circonstances, n'avait pas demandé le cessez-le-feu, était un échec pour les Nations Unies. Le veto de l'Union soviétique correspondait à sa politique obstructionniste traditionnelle ; mais l'attitude de quelques autres membres du Conseil était profondément troublante et inquiétante, car elle tendait à modifier la Charte et à sanctionner l'emploi de la force dans les relations internationales lorsque cela servait les intérêts particuliers d'un pays. Cette attitude ne pouvait aboutir qu'au chaos et à la désintégration des Nations Unies.

Le représentant du Portugal a dit que l'objet des débats était un cas d'agression préméditée et flagrante et qu'on avait donc empêché le Conseil de sécurité de prendre une décision juste. Quant au Portugal, il réservait tous ses droits sur Goa, Damao et Diu et continuerait à les défendre avec tous les moyens dont il disposait.

Selon le représentant de l'URSS, le fait que le Conseil ait repoussé les propositions tendant à appuyer les puissances coloniales et à leur reconnaître le droit de se livrer à des répressions faisait honneur au Conseil et témoignait de sa volonté de défendre les pays et les peuples coloniaux et leur droit à l'existence, à la liberté et à l'indépendance, loin d'être une preuve de faiblesse, comme l'avait prétendu le représentant des Etats-Unis. Ce serait un triste jour pour les Nations Unies que celui où, au lieu de prendre fait et cause pour les peuples et les pays coloniaux, elles essaieraient de défendre le système colonial et ses représentants les plus réactionnaires.

LETTRE, EN DATE DU 8 MARS 1962, ADRESSEE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE CUBA AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

A. — Communication reçue avant la demande d'inscription de la question à l'ordre du jour

Dans une lettre en date du 31 janvier 1962 (S/5075), le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) a transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour l'information du Conseil de sécurité, l'Acte final de la huitième réunion de consultation des Ministres des relations extérieures des républiques américaines qui s'est tenue du 22 au 31 janvier 1962 à Punta del Este (Uruguay). La réunion a été convoquée sur la demande de la Colombie aux termes de l'article 6 du Traité interaméricain d'assistance mutuelle (Traité de Rio) et en vertu d'une résolution du Conseil de l'OEA adoptée le 4 décembre 1961, dont le texte avait été communiqué au Conseil de sécurité (S/5036). La réunion de consultation avait été convoquée en vue: d'examiner les menaces à la paix et à l'indépendance politique des Etats américains qui pouvaient naître de l'ingérence de puissances extracontinentales tendant à affaiblir la solidarité américaine; d'indiquer les types de menaces à la paix ou d'actes qui, s'ils se produisaient, justifieraient l'application de mesures destinées au maintien de la paix et de la sécurité, en vertu du chapitre V de la charte de l'OEA et des dispositions du Traité interaméricain d'assistance mutuelle; et d'arrêter les mesures qu'il conviendrait de prendre.

L'Acte final comprenait neuf résolutions, qui sont résumées ci-après: la résolution I déclarait que l'unité continentale et les institutions démocratiques de l'hémisphère étaient en péril par suite de l'intensification de l'offensive subversive des gouvernements communistes et que les principes du communisme étaient incompatibles avec ceux du système interaméricain. La résolution II chargeait le Conseil de l'OEA de créer une commission spéciale de consultation dirigée contre l'action subversive du communisme international. La résolution III réitérait l'adhésion de l'OEA aux principes d'autodétermination et de non-intervention inscrits dans la charte de l'OEA. La résolution IV recommandait à ceux des gouvernements des Etats américains dont la structure ou le fonctionnement n'était pas compatible avec l'exercice effectif de la démocratie représentative d'organiser des élections libres afin de garantir la restauration d'un régime fondé sur l'empire de la loi et le respect des droits de la personne humaine. La résolution V déclarait que, afin de préserver et de renforcer les institutions libres et démocratiques de l'hémisphère, il était indispensable de faire dans l'immédiat un effort sans précédent pour donner une impulsion à son développement économique et social, aux termes de la Charte de Punta del Este. La résolution VI se référait au rapport que la Commission interaméricaine de la paix avait présenté à la réunion de consultation, déclarait que le gouvernement actuel de Cuba s'était mis volontairement hors du système interaméricain et décidait: 1) que l'adhésion de tout membre de l'OEA au marxisme-léninisme était incompatible avec le système interaméricain et que l'alignement d'un tel membre sur le bloc communiste rompait l'unité et la solidarité de l'hémisphère; 2) que les buts et les principes poursuivis par le gouvernement actuel de Cuba, qui s'était identifié officiellement comme étant un gouvernement

marxiste-léniniste, étaient incompatibles avec les buts et les principes du système interaméricain; 3) que cette incompatibilité privait le gouvernement actuel de Cuba de tout droit de participation au système interaméricain; et 4) que le Conseil de l'OEA, ainsi que les divers organes et institutions du système interaméricain adopteraient sans retard les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente résolution. La résolution VII décidait d'exclure immédiatement le gouvernement actuel de Cuba du Conseil interaméricain de défense jusqu'à ce que le Conseil de l'OEA reconnaisse que la participation du Gouvernement de Cuba audit Conseil de défense ne porterait plus préjudice aux travaux de celui-ci ni à la sécurité de l'hémisphère. La résolution VIII décidait de suspendre immédiatement tout commerce et trafic d'armes et de matériel de guerre avec Cuba; chargeait le Conseil de l'OEA d'étudier s'il était possible et s'il y avait lieu d'étendre la suspension du commerce et du trafic d'armes à d'autres articles, en prêtant une attention spéciale à ceux présentant une importance stratégique; et autorisait le Conseil de l'OEA à rapporter ces mesures dès que le Gouvernement de Cuba se serait conformé aux objectifs et aux principes du système interaméricain. La résolution IX recommandait au Conseil de l'OEA d'amender le statut de la Commission américaine des droits de l'homme dans le but d'élargir et de renforcer les pouvoirs de la Commission.

B. — Examen par le Conseil

Dans une lettre, en date du 8 mars 1962 (S/5086), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de Cuba a déclaré qu'à la réunion des Ministres des affaires étrangères des Etats américains de Punta del Este des résolutions contrevenant à la Charte des Nations Unies avaient été adoptées et que par la suite des mesures coercitives illégales avaient été appliquées contre Cuba sans l'autorisation du Conseil de sécurité, laquelle était nécessaire aux termes de l'Article 53. Ces sanctions représentaient une agression contre la souveraineté de Cuba et elles menaçaient la paix et la sécurité internationales. Pour cette raison, le Gouvernement cubain a demandé de convoquer d'urgence le Conseil pour qu'il sollicite, conformément à l'Article 96 de la Charte et au statut de la Cour internationale un avis consultatif de la Cour sur plusieurs questions juridiques concrètes liées aux décisions prises à Punta del Este. Ces questions ont été incorporées par la suite dans un projet de résolution (S/5095) que Cuba a déposé le 19 septembre et qui se lisait comme suit:

"Le Conseil de sécurité,

"Conformément à l'Article 96, 1, de la Charte,

"Décide de demander à la Cour internationale de Justice un avis consultatif sur les questions suivantes:

"1. L'Organisation des Etats américains est-elle, eu égard à sa charte, un organisme régional au sens du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies et ses activités doivent-elles être compatibles avec les buts et principes des Nations Unies?

"2. L'Organisation des Etats américains a-t-elle, conformément à la Charte des Nations Unies, le droit d'appliquer, en tant qu'organisme régional, les mesures coercitives prévues à l'Article 53 de la

Charte des Nations Unies, sans autorisation du Conseil de sécurité?

"3. Peut-on considérer que les mesures prévues à l'Article 41 de la Charte des Nations Unies entrent dans la catégorie des "mesures coercitives" mentionnées à l'Article 53 de la Charte des Nations Unies? L'énumération des mesures figurant à l'Article 41 est-elle exhaustive?

"4. La charte de l'Organisation des Etats américains prévoit-elle une procédure quelconque pour l'expulsion d'un Etat membre de l'Organisation, en particulier à raison du régime social dudit Etat membre?

"5. Doit-on considérer que les dispositions de la charte de l'Organisation des Etats américains et du Traité interaméricain d'assistance mutuelle l'emportent sur les obligations incombant aux Etats Membres en vertu de la Charte des Nations Unies?

"6. L'un des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies est-il que les Etats qui remplissent les conditions fixées à l'Article 4 de la Charte peuvent être Membres de l'Organisation, quel que soit leur régime social?

"7. Compte tenu des réponses aux questions précédentes, les résolutions adoptées à Punta del Este par la huitième réunion des Ministres des affaires étrangères des Etats américains sur l'expulsion d'un Etat membre de l'organisme régional du fait de son régime social et l'application contre ledit Etat d'autres mesures coercitives, sans autorisation du Conseil de sécurité, sont-elles ou non conformes aux dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Charte de l'Organisation des Etats américains et du Traité de Rio?

"Demande également à la Cour internationale de Justice de donner la priorité à l'examen de cette question."

Dans sa lettre (S/5086) Cuba demandait en outre au Conseil de sécurité, conformément à l'Article 40 de la Charte, que soient suspendues, à titre de mesure provisoire, les décisions adoptées par l'OEA à Punta del Este ainsi que les mesures qui avaient pu être prises en exécution de ces décisions.

Décision: *A sa 992ème séance, tenue le 14 mars, le Conseil a inscrit sans objection la question à son ordre du jour et le représentant de Cuba a été invité à prendre place à la table du Conseil.*

Le représentant de Cuba a déclaré que son gouvernement considérait la décision tendant à convoquer la huitième réunion de consultation ainsi que les résolutions adoptées à cette réunion comme "nulles et non avenues" du fait qu'elles contrevenaient aux buts et aux principes du droit international. Il a analysé la nature et les antécédents de la procédure de consultation créée par le Traité interaméricain d'assistance mutuelle. Se référant à l'article 6 du Traité, en vertu duquel la réunion avait été convoquée, il a souligné qu'une condition préalable essentielle à la convocation d'une réunion de consultation était l'existence de l'une des trois situations suivantes: agression qui n'était pas nécessairement armée; conflit extracontinental ou intracontinental; ou encore quelque autre fait ou situation susceptible de mettre en péril la paix ou la sécurité du continent américain. Selon le représentant de Cuba, la réunion de consultation de Punta del Este avait été convoquée non pas parce que les conditions préalables précitées se trouvaient remplies, mais pour étudier des questions et des situations hypothétiques telles que le

régime économique et social que Cuba s'était choisi dans le plein exercice de sa souveraineté, qui n'avaient absolument rien à voir avec le droit international étant donné qu'elles relevaient de la compétence exclusive de chacun des Etats américains. Ni l'article 9, ni aucun autre article du Traité de Rio n'autorisait la convocation d'une réunion de consultation pour examiner des situations hypothétiques ou pour caractériser de nouveaux types d'agression tels qu'en définissait l'article 9. L'organe de consultation n'avait pas pour fonction de définir de nouveaux types d'agression mais "d'étudier les problèmes présentant un caractère d'urgence et un intérêt commun pour les Etats américains", comme le prévoyait l'article 39 de la charte de l'OEA. Sa fonction était d'examiner les mesures qui devaient être prises en présence d'une agression qui avait été commise et non de prévenir une agression possible.

L'article 24 de la charte de l'OEA stipulait que toute agression portée par un Etat contre l'intégrité du territoire ou contre la souveraineté d'un Etat américain serait considérée comme un acte d'agression contre les autres Etats américains et posait clairement le principe de la légitime défense collective. Toutefois, comme il n'existait pas de motif valable pour invoquer la légitime défense collective, la Colombie avait, dans sa proposition, simulé un cas de légitime défense en essayant de créer une menace d'agression à partir de deux prémisses fausses: en premier lieu Cuba, en tant qu'Etat socialiste, serait un satellite du système sino-soviétique; et, en deuxième lieu, Cuba représenterait de ce fait une menace à la paix et à la sécurité de l'Amérique. Cette invention astucieuse avait conduit à l'application, sous prétexte de légitime défense, des sanctions les plus graves en réponse à un acte imaginaire d'agression, en violation flagrante de l'alinéa c de l'article 5 de la charte de l'OEA et des dispositions de la Charte des Nations Unies.

Le représentant de Cuba a soutenu que la résolution excluant Cuba de l'OEA du fait de son régime social était un acte politique arbitraire qui portait atteinte au principe de l'autodétermination énoncé dans les articles 1, 5, b, 6, 9 et 13 de la charte de l'OEA et à l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. L'exclusion d'un Etat membre n'était prévue ni dans le Traité de Rio ni dans la charte de l'OEA. D'après le représentant de Cuba, le pouvoir d'exclure un Etat Membre appartenait uniquement à l'Assemblée générale des Nations Unies, comme le stipulait l'Article 6 de la Charte des Nations Unies. En outre, la résolution excluant Cuba violait le principe de non-intervention énoncé dans l'article 15 de la charte de l'OEA et au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. Enfin, elle contrevenait aux dispositions de l'Article 52 de la Charte des Nations Unies qui exigeait que les activités intéressant les accords ou les organismes régionaux fussent compatibles avec les "buts et les principes des Nations Unies". A propos des débats de la réunion de Punta del Este, le représentant de Cuba a relevé que des délégations d'importants pays d'Amérique latine s'étaient abstenues lors du vote sur l'exclusion de Cuba du système régional, et il a cité des déclarations faites à la réunion par les représentants de l'Argentine, de l'Equateur, du Chili et du Mexique qui avaient émis des doutes sur la légalité de cette mesure. Il a ajouté que, outre l'exclusion illégale de Cuba, certaines mesures coercitives collectives de caractère économique avaient été et continuaient d'être appliquées contre Cuba sans l'approbation du Conseil de sécurité, en violation de l'Article 53 de la Charte des Nations Unies. Il a manifesté l'espoir que le Conseil de sécurité

suspendrait ces mesures illégales et demanderait à l'unanimité à la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur les questions soumises par son gouvernement.

A la 993^{ème} séance tenue le 15 mars, le représentant de l'URSS a déclaré, à l'appui de la demande de Cuba, que les questions soulevées par Cuba ne concernaient qu'un aspect du problème, à savoir les tentatives faites récemment par les Etats-Unis pour attirer dans l'orbite de leur politique agressive contre Cuba d'autres pays d'Amérique latine, ainsi que certains organismes régionaux, tels que l'OEA. Ces tentatives avaient trouvé leur expression dans les décisions imposées par les Etats-Unis aux pays d'Amérique latine à Punta del Este. De plus, les actes hostiles auxquels les Etats-Unis se livraient contre Cuba s'inscrivaient directement dans le cadre de la politique américaine d'agression contre ce petit pays. Après l'échec de l'invasion lancée contre Cuba en avril 1961, les Etats-Unis avaient décidé qu'avant de tenter une nouvelle invasion il fallait faire des préparatifs non seulement militaires, mais encore politiques et économiques, et s'efforcer d'isoler Cuba des autres Etats d'Amérique latine. La privation de Cuba de son droit de participer au système interaméricain, fondée sur la thèse d'une prétendue incompatibilité du régime cubain avec la prétendue "démocratie représentative", n'était en réalité qu'une action punitive et une mesure de coercition ayant pour but d'obliger le peuple cubain à abandonner sa structure sociale et sa forme de gouvernement. Le représentant de l'Union soviétique a souligné que, dans le juste combat qu'il menait, le peuple cubain avait l'appui de tous les peuples épris de paix qui croyaient au droit des peuples à la liberté et à l'indépendance. Il a cité à cette occasion la déclaration officielle que le Gouvernement de l'Union soviétique avait faite le 18 février 1962 et a lancé un avertissement contre le danger pour la cause de la paix que recélait la poursuite, par les Etats-Unis, de leur politique d'intervention contre Cuba. L'utilisation d'un organisme régional à des fins agressives était contraire aux dispositions de la charte de cette organisation ainsi qu'aux dispositions de la Charte des Nations Unies et elle représentait pour la paix une nouvelle menace devant laquelle le Conseil de sécurité ne pouvait demeurer inactif. L'OEA avait pris des mesures de coercition contre Cuba alors qu'elle n'était pas habilitée à le faire sans une autorisation spéciale du Conseil de sécurité. Ces mesures étaient illégales et constituaient une violation aussi bien de la Charte des Nations Unies que de la charte de l'OEA. Le représentant de l'Union soviétique a ajouté que la demande de Cuba tendant à obtenir un avis consultatif de la Cour confirmait une fois de plus que Cuba était disposée à régler le problème de manière pacifique.

Le représentant des Etats-Unis a fait observer que, si les plaintes antérieures de Cuba présentaient en substance une grande similitude du fait qu'elles renfermaient toutes des attaques dirigées contre les Etats-Unis ou l'OEA, la dernière plainte de Cuba visait à étendre le veto soviétique à tous les organismes régionaux par l'entremise du Conseil de sécurité. Il était regrettable, selon lui, que le représentant de Cuba n'eût pas présenté sa demande d'avis judiciaire par la voie judiciaire, préférant au lieu de cela rouvrir le débat sur un différend politique que le Gouvernement cubain avait lui-même créé entre Cuba et toutes les autres républiques américaines. Le représentant des Etats-Unis a donné lecture du texte des résolutions adoptées à Punta del Este et a déclaré qu'aucune d'entre elles ne

constituait une agression, ne contrevenait à la Charte des Nations Unies, ni ne nécessitait l'autorisation du Conseil de sécurité ou un avis consultatif de la Cour internationale de Justice. A propos de la résolution II, relative à la procédure de protection contre "l'action subversive du communisme international" dans l'hémisphère occidental, le représentant des Etats-Unis a estimé que cette résolution représentait de toute évidence une manifestation du droit inhérent aux nations de préparer leur propre défense, individuellement ou collectivement, devant des menaces extracontinentales. Il a déclaré que la résolution VI concernant la privation du gouvernement actuel de Cuba de son droit de participer à l'OEA était une réaction de défense devant les activités subversives du régime cubain dirigées contre les institutions libres et la sécurité des républiques américaines. L'OEA avait décidé, sur la base des faits établis à Punta del Este, que Cuba était devenue une base d'agression, d'intervention et de subversion communistes contre ces républiques. Le représentant des Etats-Unis a estimé que l'OEA, en sa qualité d'institution chargée de la défense collective de l'hémisphère au sens de l'Article 52 de la Charte des Nations Unies, devait être habilitée à déterminer qui pouvait participer à ses débats sans être soumise à un veto au Conseil de sécurité. L'auto-exclusion du Gouvernement cubain de l'OEA ne tenait pas à son système social, comme Cuba l'avait prétendu, mais aux violations de la Charte de l'OEA que Cuba avait commises en menant des activités agressives et subversives contre les républiques américaines sœurs. Le représentant des Etats-Unis a souligné que l'indépendance et l'efficacité des organismes régionaux seraient complètement détruites par l'adoption d'une règle exigeant qu'ils maintiennent dans leur sein des gouvernements qui soient opposés aux principes de ces organismes et qui violent leur charte. Quant à la suspension du trafic d'armes et à l'extension de cette mesure à d'autres articles, le représentant des Etats-Unis a jugé que ces décisions n'impliquaient aucune "action coercitive" au sens de l'Article 53 de la Charte des Nations Unies. La suspension des échanges commerciaux était une mesure que tout Etat pouvait prendre légalement, à titre individuel ou collectif, sans l'autorisation de quiconque. De plus, le Conseil de sécurité avait déjà examiné la question et était parvenu en septembre 1960 à une décision à l'occasion des mesures que l'OEA avait prises à l'égard de la République Dominicaine. Une analyse des neuf résolutions adoptées à Punta del Este permettait de dégager les trois conclusions suivantes: en premier lieu, la seule agression existante était celle des activités agressives, étayées par des documents, que menait le régime communiste cubain et qu'à l'unanimité les pays de l'Amérique latine s'étaient accordés à considérer comme dirigées contre les institutions libres et démocratiques des républiques américaines; en deuxième lieu, aucune violation de la Charte des Nations Unies n'était en cause; et en troisième lieu, rien n'était en cause qui autorisât le Conseil de sécurité à invoquer l'Article 53 de la Charte des Nations Unies. L'OEA s'était acquittée de ses responsabilités lorsqu'elle avait fait rapport aux termes de l'Article 54. Il n'existait pas de question qui méritât d'être soumise à la Cour internationale de Justice pour avis consultatif. Bien que le Gouvernement des Etats-Unis eût toujours souhaité que l'on fit plus souvent appel à la Cour internationale de Justice, il ne pensait pas qu'il fallût recourir à la Cour à des fins politiques de guerre froide qui n'avaient rien à voir avec la Charte des Nations Unies et avec le statut de la Cour.

Le représentant de l'URSS a répondu que le représentant des Etats-Unis avait déformé quelque peu les questions soulevées par le représentant de Cuba et qu'en répondant à ces questions, il s'était arrogé le rôle de juge. Personne n'avait l'intention de demander à la Cour si les résolutions de Punta del Este constituaient une agression, comme le représentant des Etats-Unis l'avait déclaré. Il s'agissait de déterminer si un organisme régional avait ou non le droit de violer les principes de la Charte des Nations Unies. Si la Cour répondait que les décisions de Punta del Este étaient contraires à la Charte des Nations Unies, à la charte de l'OEA et au Traité de Rio, une telle réponse aurait une portée juridique immense et elle révélerait le caractère fallacieux de la thèse du représentant des Etats-Unis selon laquelle l'Union soviétique chercherait à étendre le veto aux organismes régionaux. D'après le représentant de l'Union soviétique, la différence entre la position des Etats-Unis et celle de l'Union soviétique résidait en ce que les Etats-Unis, pour atteindre des buts politiques bien précis, cherchaient à ce que le Conseil les aide à remanier l'OEA, comme ils avaient essayé de le faire à Punta del Este. Mais l'Union soviétique, qui appuyait la Charte des Nations Unies et celle de l'OEA, avait le souci de voir la légalité rigoureusement respectée. Le représentant de l'URSS a souligné que le Conseil de sécurité ne devait pas devenir un tribunal fermé où un demandeur ne pourrait obtenir justice.

A la 994ème séance, tenue le 16 mars, le représentant de Cuba a fait observer que le principe essentiel des Nations Unies était celui de la coexistence d'Etats dotés de régimes sociaux différents. Et pourtant le représentant des Etats-Unis semblait croire que lorsqu'un groupe d'Etats cherchait à modifier le régime social d'un Etat, il n'y avait là ni coercition ni intervention dans les affaires intérieures de cet Etat. Apparemment, ce que les Etats-Unis jugeaient valable pour l'organisme régional n'était plus valable pour l'Organisation internationale et les Etats-Unis jugeaient le communisme cubain plus subversif que les régimes marxistes-léninistes de certains autres Etats Membres avec lesquels ils entretenaient des relations normales. Ce qui paraissait insolite, c'est que lorsqu'un petit Etat adoptait le système marxiste-léniniste, il dût faire l'objet d'une telle agression et d'une telle intolérance de la part d'une grande puissance. Le représentant de Cuba se demandait si cela ne tenait pas au fait que Cuba avait nationalisé les monopoles des Etats-Unis dans ce pays. Il contestait le bien-fondé de l'assertion du représentant des Etats-Unis selon laquelle un petit pays comme Cuba pouvait exercer une action subversive sur tout un continent. Les causes de mécontentement dans les Amériques devaient à son avis être recherchées dans les contrastes extrêmes entre les profits que recueillaient les compagnies nord-américaines et les conditions de discrimination et de misère dans lesquelles vivaient les masses des populations de ces pays. Quant à l'allégation selon laquelle la demande de Cuba tendait à obtenir un avis consultatif de la Cour internationale de Justice avait un caractère politique et non pas juridique et, par conséquent, les dispositions de l'Article 96 de la Charte des Nations Unies n'étaient pas applicables en la matière, c'était à la Cour qu'il appartenait de trancher cette question. Le représentant de Cuba a fait observer que la présence de l'Article 96 dans la Charte signifiait que les organes politiques des Nations Unies, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, pouvaient soumettre de telles questions à la Cour.

Le représentant des Etats-Unis a répondu que sa délégation était opposée au renvoi des questions sou-

levées par Cuba à la Cour internationale de Justice parce qu'elles ne faisaient intervenir aucun problème de fond et qu'elles avaient déjà été réglées en substance par le Conseil de sécurité. En outre, les déclarations des représentants de Cuba et de l'URSS montraient clairement que la plainte de Cuba était motivée par des considérations politiques et non juridiques. Il a ajouté qu'à son avis la Cour internationale ne devait pas être mêlée à la guerre froide.

Le représentant du Chili a indiqué qu'il partageait certaines des vues exprimées par le représentant de Cuba mais qu'il ne pouvait souscrire à ses conclusions. Il a précisé que le Chili s'était abstenu lors de l'adoption, par le Conseil de l'OEA, de la décision tendant à convoquer la réunion de consultation parce qu'il avait estimé que la question qui devait être examinée à cette réunion n'était pas conforme à la lettre et à l'esprit du Traité de Rio. Néanmoins, le Gouvernement chilien avait participé à cette réunion parce que la majorité des membres du Conseil de l'OEA avaient donné leur assentiment à sa convocation. Le représentant du Chili a poursuivi en rappelant qu'à Punta del Este le Chili avait approuvé certaines des mesures qui avaient été adoptées mais s'était abstenu lors du vote sur la résolution excluant Cuba de l'OEA parce qu'il avait jugé qu'une telle mesure n'était pas conforme, du point de vue juridique, aux termes du Traité de Rio. Le Chili s'était également abstenu lors du vote sur la résolution relative aux sanctions économiques parce qu'à son avis de telles mesures ne pouvaient être appliquées. L'abstention du Chili et d'autres pays à Punta del Este avait été mise en vedette pour des raisons politiques, mais le représentant du Chili a fait observer que cette abstention n'avait pas eu pour but ni pour résultat de provoquer une rupture de la solidarité interaméricaine. La question soumise au Conseil de sécurité, encore que liée au cas particulier de Cuba, avait, sur le plan juridique, une portée distincte et plus vaste car elle mettait en cause la compétence qu'avait un organisme régional d'adopter des mesures rentrant dans le cadre de ses attributions. Le représentant du Chili a rappelé les débats qui s'étaient déroulés à la Conférence de San Francisco au sujet des relations entre l'OEA et l'Organisation des Nations Unies et a fait observer que l'OEA était une organisation composée de nations souveraines dont les décisions, une fois adoptées par la majorité, étaient valables et ne pouvaient faire l'objet d'un veto au Conseil de sécurité. La délégation chilienne ne minimisait nullement l'autorité du Conseil de sécurité, mais elle considérait que, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, l'OEA avait le droit et le pouvoir d'adopter des décisions qui, lorsqu'elles avaient été portées à la connaissance du Conseil de sécurité, ne nécessitaient pas l'approbation du Conseil. Il serait inquisiteur, à son avis, de créer un précédent permettant au Conseil de sécurité d'intervenir dans des questions relevant des organismes régionaux. Le représentant du Chili a fait observer que dans les Articles 41 et 42, la Charte des Nations Unies avait établi une distinction entre deux types de mesures pouvant être adoptées par le Conseil de sécurité, celles qui comportaient l'emploi de la force armée et celles qui ne le comportaient pas. A son avis, l'Article 53 de la Charte interdisait le recours à la force et à la violence physique par les organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de sécurité, à la seule exception de la légitime défense, individuelle ou collective. Le représentant du Chili estimait que les résolutions de l'OEA concernant l'exclusion de Cuba et l'adoption de mesures économiques ne constituaient pas une action coercitive ou des

mesures de contrainte. C'est pourquoi le Gouvernement chilien jugeait que le Conseil de sécurité, après avoir examiné la question, pouvait uniquement prendre acte des décisions de Punta del Este sans faire appel à la Cour internationale de Justice.

A la 995ème séance, le 20 mars, le représentant du Royaume-Uni a indiqué que les questions soulevées par Cuba avaient un caractère essentiellement politique tant du point de vue de leur teneur que de l'intention qui les animait. Etant donné que ces questions revêtaient une apparence juridique, elles devaient être examinées dans ce contexte et sur cette base. Elles semblaient rentrer dans deux grandes catégories : celles qui avaient trait à l'interprétation de la Charte des Nations Unies et celles qui intéressaient directement l'OEA même. En ce qui concerne cette dernière catégorie, le représentant du Royaume-Uni partageait les vues exprimées par le représentant du Chili et celui des Etats-Unis. De l'avis de la délégation du Royaume-Uni, la Charte ne contenait aucune disposition justifiant la thèse selon laquelle l'Organisation des Nations Unies devait prendre la responsabilité de décider de la composition de groupes plus restreints ou des conditions requises pour en faire partie. A propos de la question liée à l'interprétation de la Charte, le représentant du Royaume-Uni a cité une déclaration que la délégation du Royaume-Uni avait faite en 1960 à la 893ème séance du Conseil et où elle avait indiqué que la Charte ne définissait pas l'expression "action coercitive" et qu'à son avis la mention à l'Article 53 de "l'action coercitive" visait l'emploi de la force d'une manière qui normalement ne serait pas légitime pour un Etat ou un groupe d'Etats, sauf en application d'une résolution du Conseil de sécurité. Il estimait donc que le Conseil ne devait pas poursuivre l'examen de la question dont il était saisi.

Le représentant de la Chine a déclaré que les vues que sa délégation avait émises en septembre 1960 lors du débat que le Conseil avait consacré aux mesures prises par l'OEA à l'égard de la République Dominicaine étaient également applicables à la question en discussion. Le caractère régional des résolutions adoptées à la Conférence de Punta del Este faisait qu'elles intéressaient uniquement l'OEA et ses membres, et ces résolutions ne créaient pas d'obligations de caractère universel comme celles qu'envisageait l'Article 25 de la Charte. La résolution relative à la suspension de tout commerce et trafic d'armes et de matériel de guerre avec Cuba était une mesure que tout Etat pouvait prendre individuellement dans l'exercice de ses droits souverains. Le représentant de la Chine a rappelé que de nombreux pays avaient rompu leurs relations diplomatiques et commerciales avec Cuba avant la convocation de la Conférence de Punta del Este. A son avis, les décisions de Punta del Este étaient conformes aux dispositions des Articles 52 et 53 de la Charte des Nations Unies et ne nécessitaient pas d'autorisation du Conseil de sécurité. En conséquence, il n'y avait pas lieu de demander à la Cour internationale de Justice un avis consultatif en la matière.

Le représentant de la France a estimé que la question des pouvoirs du Conseil de sécurité en ce qui concerne les décisions d'une organisation régionale avait déjà été tranchée par le Conseil en septembre 1960 à l'occasion de la décision que l'OEA avait prise au sujet de la République Dominicaine. Cette position avait reçu, le 27 février 1962, une confirmation implicite lorsque le Conseil avait décidé de ne pas inscrire une plainte analogue de Cuba à son ordre du jour. Cependant, dans

le cas présent, du fait que Cuba avait donné à sa nouvelle plainte un aspect juridique, le Conseil l'avait fait figurer à son ordre du jour. Le représentant de la France s'est demandé si, en invoquant le paragraphe 1 de l'Article 96 de la Charte, Cuba n'avait pas cherché à remettre en cause la décision de caractère politique prise par le Conseil de sécurité au sujet de la République Dominicaine. Aux termes de l'Article 96 de la Charte, les questions que l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité pouvait soumettre à la Cour internationale devaient avoir un caractère juridique. Or, les sept questions soulevées par Cuba posaient le problème essentiellement politique des relations de Cuba avec l'hémisphère occidental, y compris l'importante question de la sécurité. C'est pourquoi la délégation française estimait que l'Article 96 de la Charte ne pouvait être invoqué à l'appui de la demande de Cuba. L'Article 53 ne pouvait pas jouer non plus, étant donné que la décision prise à Punta del Este était essentiellement une action de protection collective relevant de l'Article 51 de la Charte. Le fait que cette action eût été entreprise dans le cadre d'une organisation régionale qui elle-même relevait de l'Article 52 de la Charte ne changeait rien à l'affaire. La seule obligation à laquelle était soumise l'OEA consistait, conformément à l'Article 54 de la Charte, à tenir le Conseil de sécurité au courant de toute action qu'elle avait entreprise pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Pour ces raisons, la délégation française ne pouvait se rallier à l'idée de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice ni d'inviter l'OEA à suspendre les mesures décidées à Punta del Este.

A la 996ème séance, le 21 mars, le représentant de la Roumanie a fait observer que, conformément à l'Article 52 de la Charte des Nations Unies, les activités des organismes régionaux devaient être compatibles avec les "buts et les principes des Nations Unies", principe qui avait été reconnu à l'article 102 de la charte de l'OEA ainsi que dans l'article 10 du Traité de Rio. De plus, l'Article 52 enjoignait aux Membres de l'Organisation des Nations Unies de faire des efforts sur le plan régional pour régler d'une manière pacifique les différends d'ordre local. Cependant, la Charte ne conférait aux Etats Membres aucun droit d'appliquer des sanctions à cette fin étant donné qu'en vertu de l'Article 53 l'application de sanctions était la prérogative du Conseil de sécurité. L'exclusion de Cuba de l'OEA du fait de son régime politique et social était une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, qui reposait sur le principe de la coopération de tous les Etats Membres indépendamment de leur régime politique ou social. Accepter la thèse de l'incompatibilité qui avait été proclamée à Punta del Este, ce serait créer un véritable chaos dans les relations internationales et engendrer un grave danger pour la paix et la sécurité internationales. Les décisions prises à Punta del Este faisaient partie intégrante d'un plan des Etats-Unis visant à isoler Cuba et à préparer une nouvelle agression contre ce pays. La délégation roumaine considérait que la demande de Cuba était entièrement fondée et elle l'appuierait entièrement.

Le représentant de la République arabe unie a rappelé qu'à deux occasions déjà le Conseil de sécurité avait été sollicité, par la Syrie en 1948 et par la Belgique en 1949, de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice. Dans les deux cas, le Conseil avait rejeté ces demandes, mais les discussions avaient montré que le Conseil avait semblé s'intéresser à l'aspect politique et non à l'aspect juridique de ces deux questions. Le représentant de la République arabe unie

estimait que, dans le cas présent, on pouvait croire, à la lumière de certaines des déclarations qui avaient été faites, qu'une forme de coexistence pacifique de caractère compétitif pouvait s'établir entre Cuba et ses voisins sans sacrifier les systèmes sociaux qu'ils avaient librement choisis. Cependant, si les mesures prises à Punta del Este se révélaient être une étape vers le genre d'attaque que Cuba redoutait et non des mesures de précaution, un tel conflit engagerait certainement la responsabilité du Conseil de sécurité. La délégation de la République arabe unie ne pouvait accepter ni la théorie qui voulait qu'un organisme régional fût un "microcosme" des Nations Unies dont il refléterait la composition, ni l'idée que l'Assemblée générale était le seul organe des Nations Unies habilité à exclure un membre quelconque d'un organisme régional.

Le représentant de l'Irlande considérait que les questions qui avaient été soulevées sur le point de savoir si les décisions de Punta del Este étaient conformes à la charte de l'OEA étaient essentiellement des questions qu'il appartenait aux membres de l'OEA de trancher eux-mêmes. Si le Conseil de sécurité se jugeait habilité à remettre en cause l'interprétation que l'OEA donnait à sa propre charte, il empiéterait de façon injustifiée sur l'autonomie dont l'OEA était en droit de jouir. Quant à la question de la conformité des décisions de Punta del Este avec les dispositions de la Charte des Nations Unies, notamment celles des Articles 41, 52 et 53, la délégation irlandaise jugeait difficile d'accepter la thèse d'après laquelle il y aurait violation de l'Article 52 dans le cas de l'exclusion d'un Etat d'un organisme régional, notamment du fait de son régime social. Le droit le plus élémentaire de tout organisme régional devait être celui de déterminer sa propre composition. La délégation irlandaise ne pouvait pas non plus accepter l'interprétation que donnait le représentant de Cuba à l'expression "action coercitive" qui figurait à l'Article 53 de la Charte. Les mots "action coercitive" visaient le recours à l'action armée, autrement dit à des mesures militaires. Les différences d'interprétation au sujet de l'Article 53 avaient un caractère essentiellement politique et non juridique; il s'agissait là d'un conflit d'opinions qui ne pouvait être résolu de façon satisfaisante par un avis consultatif de la Cour mais qui devait être réglé par voie d'accord, au premier chef entre les grandes puissances.

Le représentant du Ghana considérait que la question de la légalité des résolutions de Punta del Este n'était pas en cause. La question essentielle, dans la demande de Cuba, était celle de savoir si oui ou non ces résolutions constituaient une "action coercitive" au sens de l'Article 53. Cet article, si on l'examinait compte tenu des autres dispositions de la Charte, manquait de clarté en ce qui concernait le sens des mots "action coercitive". Il n'existait aucune directive précise confirmant ou infirmant que l'autorisation du Conseil de sécurité était nécessaire uniquement pour les mesures comportant l'emploi de la force armée, comme le stipulait l'Article 42. Lors des débats que le Conseil avait consacrés aux mesures que l'OEA avait prises en 1960 à l'égard de la République Dominicaine, certains Etats Membres qui avaient voté en faveur de la résolution que le Conseil avait adoptée à l'époque avaient montré, de l'avis du représentant du Ghana, quelque hésitation à considérer leur vote comme indiquant une position définitive sur le point de savoir si, oui ou non, les décisions que l'OEA avait prises dans ce cas constituaient une action coercitive au sens de l'Article 53. Pour cette raison, la délégation ghanéenne considérait qu'on pouvait encore avoir des doutes légitimes sur le sens de l'expression

"action coercitive" figurant à l'Article 53. Si l'on abandonnait les considérations juridiques lors de l'élaboration et de l'exécution de décisions politiques de l'ordre de celles qui faisaient l'objet de la plainte de Cuba, les principes mêmes du droit international et les bases de la Charte se trouveraient compromis. La délégation ghanéenne, qui était favorable à l'idée du recours à la Cour internationale, estimait qu'il y avait des problèmes de droit bien précis dont la solution aiderait le Conseil à défendre les principes et les buts de la Charte des Nations Unies. C'est pourquoi la délégation ghanéenne priait instamment les membres du Conseil de laisser à cette occasion tout argument politique de côté et d'examiner l'opportunité de demander à la Cour un avis sur l'expression "action coercitive" au sens de la Charte.

A la 997ème séance, le 22 mars, le Président, parlant en tant que représentant du Venezuela, a souligné que les résolutions adoptées à Punta del Este ne contrevenaient pas à la Charte des Nations Unies. A propos de la question de l'exclusion, il a déclaré que si tous les Etats Membres avaient le droit de faire partie de l'Organisation des Nations Unies sans faire l'objet d'une discrimination du fait de leur système social ou politique, il n'en était pas de même pour les organismes régionaux qui, de par leur nature même, devaient fixer leurs propres modalités en fonction de leurs caractéristiques locales. La Charte des Nations Unies n'exigeait pas que les dispositions régissant les organismes régionaux fussent identiques à celles qui s'appliquaient à l'Organisation elle-même. Aucune disposition de la Charte n'obligeait un organisme régional à admettre ou à maintenir dans le cadre de son système un Etat qui n'adhérait pas à ses principes. Les mesures économiques adoptées à Punta del Este ne tenaient pas à l'existence d'un régime communiste à Cuba mais à l'ingérence de ce pays dans les affaires intérieures d'autres républiques américaines. Ces mesures ne constituaient pas une action coercitive au sens de l'Article 53 de la Charte. La délégation vénézuélienne était opposée à la demande présentée par Cuba en vue d'obtenir un avis consultatif de la Cour et à la suspension provisoire de l'application des résolutions de Punta del Este. Le représentant du Venezuela a souligné pour conclure que ces résolutions étaient absolument nécessaires à la stabilité, à la paix et à la sécurité des Amériques ainsi qu'à la défense des principes et institutions sur lesquels reposait le système interaméricain.

Le représentant de Cuba a répondu que le représentant du Venezuela avait confondu les pactes militaires avec les organismes régionaux étant donné que, depuis la réunion de Punta del Este, l'OEA était devenue un nouveau bloc militaire contrôlé par les Etats-Unis. A propos de la déclaration du représentant des Etats-Unis selon laquelle Cuba proposait d'étendre le veto soviétique à l'OEA, le représentant de Cuba a dit que son pays ne souhaitait pas entraver les activités des organismes régionaux. Ce que Cuba désirait, c'était que l'on n'adoptât pas de mesures exceptionnelles telles que l'expulsion d'un Etat, qui violait les traités régionaux et les principes des Nations Unies. Cuba ne demandait pas au Conseil de préjuger la question mais de demander à la Cour un avis consultatif sur ses aspects juridiques. Le représentant de Cuba a relevé que l'on avait fait valoir que seul l'emploi de la force constituait une mesure coercitive. De toute évidence, la Charte envisageait deux types de mesures: les mesures provisoires qui, aux termes de l'Article 40, ne préjugeaient en rien les droits ou les prétentions des parties intéressées; et les mesures de coercition, qui comprenaient l'interrup-

tion complète ou partielle des relations économiques, la rupture des relations diplomatiques, l'emploi de la force armée ou encore la suspension ou l'exclusion d'un Etat Membre. Le deuxième type de mesures impliquait le recours au dispositif de coercition de l'Organisation afin de rendre efficaces les décisions intéressant la sécurité internationale. Répondant à l'observation du représentant de l'Irlande, qui avait estimé que le sens de l'expression "action coercitive", à l'Article 53 de la Charte, devait être déterminé par voie de négociations entre les grandes puissances, le représentant de Cuba a dit qu'aucune disposition de la Charte ne justifiait un tel point de vue.

A la 998ème séance, le 23 mars, le représentant de l'URSS, rappelant que le représentant des Etats-Unis s'était plaint de ce que les organes de l'ONU aient eu à examiner trois fois en deux mois et demi des questions soulevées par Cuba, a dit qu'il existait un excellent moyen pour les Etats-Unis de mettre fin une fois pour toutes à cette situation: cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures de Cuba. Mais précisément, ils refusaient de renoncer à leur politique agressive à l'encontre de Cuba. En particulier — fait significatif — leurs représentants n'avaient pas encore répondu à la question de la délégation soviétique, qui leur avait demandé à maintes reprises si les Etats-Unis organisaient, finançaient et armaient des détachements composés de non-ressortissants des Etats-Unis en vue d'une nouvelle intervention armée contre Cuba. Au mépris de la Charte de l'ONU et de la charte de l'OEA, les Etats-Unis s'efforçaient aussi, en faisant directement pression sur les Etats d'Amérique latine, de se servir de l'Organisation des Etats américains pour préparer une agression contre Cuba. Ce dernier pays protestait contre ces nouveaux actes illégaux et proposait de solliciter un avis consultatif de la Cour internationale de Justice à leur sujet. Répondant à certaines objections élevées contre la demande de Cuba, le représentant de l'URSS a émis l'avis que la thèse de la non-applicabilité de l'Article 96 de la Charte était fallacieuse. Le Conseil de sécurité avait le droit et même le devoir de demander à la Cour internationale un avis consultatif chaque fois que, lors de l'examen de questions mettant en cause la compétence politique du Conseil, il se posait des questions juridiques du règlement desquelles pouvait dépendre la solution politique du problème porté devant le Conseil. L'argument selon lequel les mesures adoptées à Punta del Este contre Cuba n'étaient pas des mesures coercitives au sens de l'Article 53 de la Charte parce qu'elles n'impliquaient pas l'emploi de la force armée était lui aussi dénué de fondement. De l'avis de la délégation de l'URSS, les mesures coercitives de la Charte comprenaient toutes les mesures énoncées à l'Article 41 et sans doute aussi d'autres mesures visant à contraindre un pays de se soumettre à la volonté d'autres Etats. On ne pouvait pas non plus retenir l'argument selon lequel les mesures énoncées à l'Article 41 ne pouvaient être considérées comme des mesures coercitives parce que tout Etat pouvait, à titre individuel, rompre les relations diplomatiques et économiques sans risquer d'être accusé d'avoir violé le droit international. Un Etat pouvait prendre de telles mesures à l'égard d'un autre Etat, mais lorsque ces mesures étaient prises par un groupe d'Etats ou un organisme régional, elles prenaient un caractère coercitif du simple fait qu'elles étaient collectives. Quant à l'argument d'après lequel le recours à la Cour internationale risquait de remettre en cause la décision que le Conseil de sécurité avait prise à propos des mesures adoptées par l'OEA à l'égard de la Répu-

blique Dominicaine en 1960, la position de la délégation soviétique était que la décision du Conseil prenant note des mesures coercitives appliquées par l'OEA dans cette affaire équivalait à une approbation par le Conseil de la décision de l'OEA. Ainsi, un précédent avait vraiment été établi pour l'examen de la plainte de Cuba, qui avait trait à l'application de mesures collectives de coercition contre un autre Etat d'Amérique, en l'occurrence Cuba. Le représentant de l'Union soviétique a souligné que son pays n'avait cessé d'appuyer les activités des organismes régionaux dans le cadre de la Charte des Nations Unies et qu'il ne souhaitait pas que le Conseil de sécurité ou un autre organe imposât sa volonté à ces organismes. Il s'agissait de déterminer si les organismes régionaux étaient habilités à prendre des mesures coercitives sans l'autorisation du Conseil de sécurité et c'était là la question juridique sur laquelle on devait demander un avis à la Cour internationale de Justice.

Le représentant des Etats-Unis a répondu que dans le cas des mesures qui avaient été prises par l'OEA à l'égard de la République Dominicaine, le Conseil de sécurité avait décidé en fait que ces mesures ne constituaient pas une action coercitive au sens de l'Article 53 de la Charte des Nations Unies. Selon lui, la position de l'URSS représentait une attaque contre tout le système des organismes régionaux; si elle réussissait, cette attaque réduirait à néant une disposition fondamentale de la Charte des Nations Unies. Le représentant des Etats-Unis a exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité rejeterait le projet de résolution déposé par Cuba et aiderait ainsi à préserver les organismes régionaux et à maintenir leur indépendance.

A la même séance, le représentant de l'URSS a demandé, en vertu de l'article 38 du règlement intérieur provisoire, que le projet de résolution de Cuba (S/5095) soit mis aux voix. Le représentant du Ghana a déclaré qu'il n'était pas certain du sens de l'expression "action coercitive" contenue dans l'Article 53 et que cette expression devait être précisée par un avis consultatif de la Cour. Il a donc demandé que le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution soit mis aux voix séparément. Il y a eu un bref échange de vues sur la question de savoir si Cuba, qui n'était pas membre du Conseil de sécurité, pouvait participer au débat de procédure relatif à la demande du Ghana en vue d'un vote séparé. Après que le Président et les représentants de l'URSS, de la France, du Royaume-Uni, de l'Irlande, de la République arabe unie et du Chili eurent fait des déclarations, le Président a déclaré que, en l'absence de toute objection et sans qu'un précédent fût établi pour autant, il inviterait le représentant de Cuba à indiquer s'il acceptait la proposition du Ghana. Le représentant de Cuba a accepté la demande de vote séparé.

Décision: *Le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution de Cuba (S/5095) a été rejeté par 7 voix contre 4.*

Après un nouvel échange de vues sur la question de savoir si le représentant de Cuba pouvait participer au débat de procédure, les représentants de l'URSS et de Cuba ont indiqué que par suite du rejet du paragraphe 3 du projet de résolution, Cuba n'insisterait pas pour que le reste de ce texte fût mis aux voix. En vertu de l'article 35 du règlement intérieur provisoire, le représentant des Etats-Unis s'est opposé au retrait du projet de résolution et a proposé qu'il fût mis aux

voix dans son ensemble. Le représentant de l'URSS a déclaré que le sens même du projet de résolution serait dénaturé du fait que l'important paragraphe 3 n'y figurait plus. Le Président a déclaré qu'aux termes de l'article 35 du règlement intérieur provisoire, une proposition ou un projet de résolution pouvaient être retirés à tout moment tant qu'ils n'avaient pas fait l'objet d'un vote. Il a estimé que, puisque le paragraphe 3 du projet de résolution avait déjà été mis aux voix, le projet de résolution ne pouvait plus être retiré. Le représentant de l'URSS a contesté la décision du Président en faisant valoir que l'article 35 s'appli-

quait à l'ensemble et non à des parties d'un projet de résolution.

Décision: La décision du Président selon laquelle, en vertu de l'article 35, le projet de résolution (S/5095) ne pouvait être retiré à ce stade du vote, a été maintenue par 7 voix contre 2, avec 2 abstentions.

A la 998^{ème} séance, le 23 mars, le projet de résolution (S/5095), tel qu'il avait été modifié par la suppression du paragraphe 3 du dispositif, a été rejeté par 7 voix contre 2, avec une abstention, la délégation ghanéenne n'ayant pas participé au vote.

Chapitre 7

QUESTION INDE-PAKISTAN

A. — Demande de convocation du Conseil de sécurité

Dans une lettre en date du 11 janvier 1962 (S/5058), le représentant du Pakistan a demandé que le Conseil de sécurité se réunisse pour envisager de nouvelles mesures au sujet du différend relatif à l'Etat de Jammu et Cachemire, compte tenu du rapport déposé par le représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan. Le représentant du Pakistan ajoutait que son pays se voyait contraint de présenter cette demande du fait que les efforts déployés à l'échelon le plus élevé pour des négociations directes avaient échoué. En outre, de récentes déclarations d'importantes personnalités de l'Inde constituaient une grave menace au maintien de la paix dans la région.

Dans une lettre du 16 janvier (S/5060), le représentant de l'Inde a déclaré que le Conseil ne devrait pas déferer à la demande de réunion formulée par le représentant du Pakistan parce que, à la veille des élections générales en Inde, le moment n'était guère opportun ni pour des négociations directes ni pour un examen de la situation par le Conseil de sécurité. Il ajoutait que les allégations du Pakistan, selon lesquelles les efforts déployés pour des négociations directes avaient échoué et la paix était menacée, étaient dénuées de fondement. En ce qui concernait l'Inde, la voie des négociations directes était toujours ouverte. C'était le Pakistan qui créait une menace au maintien de la paix dans la région, en suscitant des tentatives de subversion et de sabotage.

Dans une nouvelle lettre, en date du 29 janvier (S/5068), le représentant du Pakistan a déclaré qu'il existait, entre l'Inde et le Pakistan, une situation extrêmement grave qui requerrait un examen immédiat de la part du Conseil de sécurité. Il ajoutait qu'au cours des dernières semaines d'importantes personnalités indiennes s'étaient exprimées d'une façon qui avait obligé le Pakistan à conclure qu'il y avait eu, de la part de l'Inde, un revirement important dans la politique suivie au sujet de la question du Cachemire et dans les relations entre les deux pays. L'Inde semblait avoir décidé de répudier tous ses accords, engagements et obligations quant à la solution du différend relatif au Cachemire. Cela constituait en soi un fait nouveau de nature à compromettre de la façon la plus grave les relations entre les deux gouvernements. La situation était encore aggravée par les déclarations répétées de personnalités indiennes selon lesquelles l'existence du Cachemire *azad* constituait une "agression" du Pakistan et il fallait y mettre fin par la libération du territoire

du Cachemire *azad*. Par conséquent, la situation concernant le maintien de la paix entre les deux pays devenait chaque jour plus précaire. Le Pakistan priait donc le Conseil d'aborder d'urgence l'examen de la question Inde-Pakistan.

B. — Examen par le Conseil de sécurité (990^{ème} séance, 1^{er} février 1962)

Le 1^{er} février 1962, le Conseil de sécurité a décidé, sans objection, d'inscrire la question à son ordre du jour. Il a invité les représentants du Pakistan et de l'Inde à participer aux débats sans droit de vote. L'examen de la question s'est poursuivi pendant 11 séances, du 1^{er} février au 22 juin 1962.

A la 990^{ème} séance du Conseil, le 1^{er} février, le représentant du Pakistan, après avoir passé en revue les événements se rapportant à la question de Jammu et Cachemire et signalé qu'aucun progrès n'avait été fait sur la voie d'une solution, a déclaré que, au cours des quelques mois passés, la tension entre l'Inde et le Pakistan s'était dangereusement accrue et que certaines déclarations de dirigeants indiens avaient créé un sentiment de crise au Pakistan et fait craindre qu'il ne fût peut-être difficile de maintenir la paix entre les deux pays. Après avoir cité des déclarations indiennes selon lesquelles l'Inde pourrait recourir à la force pour "libérer" le Cachemire *azad*, le représentant du Pakistan a déclaré que devant ces paroles et d'autres déclarations selon lesquelles l'Inde ne négocierait pas sur la question du plébiscite et l'abandon de sa souveraineté, alors que tout le problème du rattachement en soi était controversé et qu'un accord international prévoyait que l'avenir de l'Etat de Jammu et Cachemire serait décidé par le moyen démocratique d'un plébiscite, le Pakistan se demandait quelle valeur attacher à une prétendue offre de négociations. En outre, le problème fondamental était celui de l'autodétermination de la population du Cachemire. Même en supposant que le Pakistan avait tort, la population du Cachemire continuait d'avoir le droit imprescriptible de déterminer son propre avenir. On soutenait parfois qu'il serait dommage de bouleverser la situation actuelle puisqu'elle durait depuis 15 ans. Le représentant du Pakistan tenait à affirmer au Conseil que, même s'il fallait attendre pour cela 150 ans et non 15, le conflit ne serait définitivement réglé qu'une fois que la population du Cachemire aurait exprimé librement sa volonté. Le Conseil de sécurité avait donc le devoir de prendre des mesures concrètes pour hâter le règlement de ce différend et pour s'assurer qu'il n'y aurait ni recours ni menace de recours à la

force car, par suite de la position géographique du Cachemire, tout conflit qui pourrait en résulter ne se limiterait pas à ce territoire.

Le représentant de l'Inde a déclaré que son gouvernement souhaitait que l'examen de la question du Cachemire soit remis à une date ultérieure. En effet, il était inexact d'affirmer que les efforts en vue de négociations directes entre l'Inde et le Pakistan avaient échoué; d'autre part, à la veille des élections générales en Inde, le moment n'était guère opportun ni pour des négociations directes ni pour un examen de la situation par le Conseil de sécurité. Aucun facteur nouveau ne pouvait être retenu à propos du Cachemire depuis la dernière réunion du Conseil en 1957. L'Inde ne menaçait pas d'employer la force comme le prétendait le Pakistan. En fait, l'Inde n'avait nullement le désir de régler les divergences qui l'opposaient au Pakistan par d'autre voie que les moyens pacifiques et la négociation; c'est pour ce motif que l'Inde avait offert de conclure avec le Pakistan une déclaration excluant le recours à la guerre.

Le Président du Conseil a constaté que dans leurs déclarations, les représentants du Pakistan et de l'Inde avaient affirmé que leurs gouvernements respectifs souhaitaient régler de manière pacifique les différends qui les séparaient à propos du Cachemire. Etant donné ces assurances, le Conseil voudrait sans doute remettre l'examen de la question à une date ultérieure, se situant par exemple après le 1er mars. En même temps, il prierait instamment les parties de s'abstenir dans l'intervalle de tout recours ou menace de recours à la force et exprimerait l'espoir que ni les deux parties ni d'autres États ne feraient quoi que ce fût pour aggraver la situation ou augmenter la tension.

C. — Reprise des débats (1007ème-1016ème séances, 21 avril-22 juin 1962)

A sa 1007ème séance, le 21 avril 1961, le Conseil de sécurité a repris son examen de la question Inde-Pakistan en écoutant une déclaration du représentant du Pakistan; ce dernier a poursuivi son exposé à la 1008ème séance du Conseil, le 2 mai.

Le représentant du Pakistan a rappelé que le représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan avait présenté son dernier rapport le 28 mars 1958 et il a estimé que le Conseil devait prendre ce rapport en considération. Dans ce document, le représentant des Nations Unies avait proposé d'organiser sous ses auspices une réunion entre le Premier Ministre de l'Inde et le Premier Ministre du Pakistan. Le Pakistan avait accepté cette proposition mais l'Inde l'avait rejetée. Après l'arrivée au pouvoir du Gouvernement pakistanais actuel, le Président du Pakistan avait néanmoins rencontré deux fois le Premier Ministre de l'Inde afin de tenter de faire progresser la solution du problème du Cachemire. Ces entretiens avaient malheureusement échoué; le Président du Pakistan avait donc déclaré, en réponse à une invitation de l'Inde, qu'il n'y aurait pas grand avantage à prévoir une autre rencontre à moins que l'Inde ne fût prête à faire un pas décisif pour régler le conflit.

Le représentant du Pakistan a déclaré ensuite que, pour réduire la tension entre les deux pays, il était nécessaire de faire progresser l'application des deux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan. Ces textes avaient été adoptés compte tenu des accusations et contre-accusations d'agression. Puisqu'ils avaient été acceptés par les deux

parties, ils constituaient une obligation internationale liant les deux parties, qui avaient le devoir de les appliquer de bonne foi. L'Inde avait déclaré que, en plus de ces résolutions, elle avait reçu certaines assurances de la Commission. En fait, ces assurances avaient été données aux deux parties et le Pakistan avait totalement accepté ces assurances et ces conditions. Qui plus est, le Pakistan avait insisté pour que la Commission communiquât aussi à l'Inde les assurances qui lui étaient données. Ce fait prouverait, lui aussi, que l'intérêt légitime du Pakistan dans cette affaire avait été reconnu dès le départ; autrement, la Commission n'aurait pas eu besoin de donner des assurances au Pakistan ou de s'engager sur le sort qui serait réservé à l'Etat. En outre, les précédents représentants de l'Inde avaient déclaré à maintes reprises au Conseil que le problème du rattachement du Cachemire intéressait à la fois l'Inde et le Pakistan et que par conséquent ces deux pays devraient parvenir à s'entendre.

Le représentant du Pakistan a ajouté que, lorsqu'il avait été saisi pour la première fois de la question du Cachemire, le Conseil de sécurité s'était préoccupé d'obtenir l'arrêt des hostilités. Pour cela, il avait donné à la population du Cachemire l'assurance que son sort serait déterminé par le moyen démocratique d'un plébiscite. Si le Conseil de sécurité voulait éviter que l'on ne puisse plus maîtriser les éléments de l'Etat qui avaient lancé autrefois le mouvement de libération, ainsi que les membres des tribus et la population du Pakistan, il devait tenir compte des réalités et prendre des mesures concrètes pour faire progresser la solution du différend. Il devait mettre au point une méthode acceptable pour les parties de manière que l'on puisse s'appuyer sur les recommandations du représentant des Nations Unies pour faire progresser la mise en œuvre des deux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan. Toutefois, si le Conseil désirait que son président se mit en rapport avec les parties pour tenter de rapprocher leurs points de vues, ce pourrait être un autre moyen de progresser. Le Pakistan accepterait également toutes les méthodes que l'on pourrait proposer pour déterminer quelles étaient les obligations faites aux parties par les deux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan, pourquoi leur application avait peu progressé, quelles étaient les responsabilités des deux parties à cet égard et quelles mesures l'une et l'autre devraient prendre pour faire un pas en avant. Si cet examen venait à montrer que le Pakistan était en faute sur l'un ou l'autre de ces points, le Pakistan rectifierait la situation au plus tôt. On pourrait confier l'enquête au représentant des Nations Unies ou opérer un autre choix dans une autre région du monde, Asie ou Afrique comprise.

A la 1009ème séance du Conseil, le 3 mai, le représentant de l'Inde a déclaré que le Pakistan avait demandé au Conseil de se réunir d'urgence, mais qu'en fait l'examen du problème du Cachemire ne présentait aucun caractère d'urgence. Comme l'avait déjà affirmé la délégation indienne, l'Inde ne prendrait pas l'initiative d'employer la force ou de modifier la situation de manière à troubler la paix dans la région. C'était le Pakistan qui avait en fait proféré des menaces, c'était sous la menace que se réunissait le Conseil. En outre, le Pakistan n'avait pas présenté au Conseil de proposition nouvelle permettant de régler rapidement le différend conformément aux principes de la Charte ou à l'évolution historique de la question. Tous les arguments avancés par le représentant du Pakistan étaient analogues à ceux qui avaient été exposés lors des

réunions précédentes du Conseil et l'Inde avait déjà eu l'occasion de les réfuter à plusieurs reprises. Au terme de l'examen que le Conseil avait consacré à la question du Cachemire en 1957, l'Inde avait demandé qu'il fût mis fin à l'agression commise contre son territoire. Or, cette agression se poursuivait. Le Pakistan n'avait pas non plus pris note des modifications qui avaient eu lieu dans la région ni du rapport Jarring soulignant que la situation avait évolué non seulement en ce qui concerne l'Inde et le Pakistan mais aussi en ce qui concerne les relations politiques et les rapports de force en Asie du Sud-Est.

Pour ce qui était de la mise en œuvre des deux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan, datant du 13 août 1948 et du 5 janvier 1949, seules les dispositions concernant le cessez-le-feu avaient été appliquées; les autres dispositions de la première partie de la résolution du 13 août n'avaient pas été suivies d'effet; c'est pour cela que la deuxième partie relative à un projet d'accord de trêve n'avait pas été prise en considération. A aucun moment l'Inde ne s'était engagée à ce qu'un plébiscite eût lieu au Cachemire. La résolution du 5 janvier 1949 contenait un plan en vue d'un plébiscite, mais il devait être organisé lorsque les trois parties de la résolution du 13 août auraient été appliquées. L'idée même d'un plébiscite était née des traditions parlementaires de l'Inde et il était assez étrange de voir le Pakistan, qui n'avait pas organisé d'élections générales, réclamer un plébiscite. L'Inde avait organisé au Cachemire trois élections générales sous la surveillance d'une commission électorale qui était un organisme autonome. En revanche, la partie du Cachemire occupée par le Pakistan ne jouissait pas des libertés civiques et toutes les décisions importantes pour la région étaient prises par des fonctionnaires pakistanais. Seul, le Pakistan empêchait que les opinions ne s'expriment librement au Cachemire *asad*, puisque la constitution du Cachemire octroyait à cette zone des sièges à l'assemblée du Cachemire. On avait également prétendu que la zone du Cachemire administrée par l'Inde était exploitée et qu'elle était gouvernée par l'armée indienne. En réalité, l'armée indienne n'était jamais intervenue dans la vie civile de la population du Cachemire. D'autre part, la situation avait également changé par suite des progrès économiques et industriels que le Cachemire avait faits sous l'administration indienne. Grâce à la mise en œuvre par l'Inde des deux plans quinquennaux, le Cachemire avait enregistré des progrès énormes sur les plans économique, industriel et de l'enseignement.

Le représentant de l'Inde a déclaré ensuite qu'en vertu de la doctrine *rebus sic stantibus*, un traité cessait d'avoir force obligatoire lorsque la situation essentielle d'après laquelle il avait été établi n'existait plus. Cette doctrine s'appliquait également aux traités, aux conventions et aux résolutions. Le représentant de l'Inde a alors cité des lois de France, d'Allemagne, d'Autriche, du Royaume-Uni et des Etats-Unis stipulant que la validité des contrats présupposait le maintien des conditions dans lesquelles ils avaient été signés. La situation au Cachemire avait tellement changé que les conditions du contrat original n'existaient plus. En outre, le Pakistan avait été jusqu'à négocier avec la Chine la délimitation d'une zone sur laquelle il n'avait aucun droit.

Le représentant de l'Inde a ensuite réaffirmé la thèse de sa délégation suivant laquelle le Cachemire faisait partie de l'Inde aussi bien du point de vue historique que par suite du transfert des pouvoirs du Gouverne-

ment britannique au Gouvernement indien. L'Inde était le successeur de l'Inde britannique alors que le Pakistan était un nouvel Etat admis comme tel à l'Organisation des Nations Unies. Le rattachement à l'Inde de l'Etat de Jammu et Cachemire était définitif et complet parce que la Constitution indienne ne prévoyait pas de rattachement conditionnel ou provisoire. L'Inde, qui était une fédération, n'était pas prête à laisser l'un quelconque de ses éléments faire sécession parce que cela jetterait toute l'Union dans le chaos et que l'Inde cesserait d'être un groupe d'Etats pour devenir un ensemble de factions en lutte. L'Inde s'était acquittée de l'engagement qu'elle avait pris elle-même de s'assurer des vœux de la population en organisant trois élections générales depuis 1948. On soutenait parfois que le Cachemire devrait être rattaché au Pakistan parce que la majorité de ses habitants étaient musulmans. L'Inde ne pouvait pas admettre cette théorie parce que c'était un Etat séculier et non une théocratie.

La Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan avait expressément déclaré que la souveraineté de l'Inde sur le Cachemire ne serait pas mise en question et que c'était l'Inde qui était responsable de la sécurité de l'Etat tout entier. L'Inde avait également reçu l'assurance que le Gouvernement du Cachemire *asad* ne serait pas reconnu. C'était parce qu'elle avait reçu ces assurances que l'Inde avait accepté la résolution du 13 août 1948. Depuis l'adoption de cette résolution, de nouveaux changements avaient eu lieu. Le Pakistan avait commis une agression qui se poursuivait. Il avait ensuite occupé les régions du Nord et avait obtenu le rattachement de Hunza et Nagar. Comme autre modification, on pouvait également citer l'occupation de Gilgit et la violation continue des frontières indiennes. Le problème de l'agression pakistanaise n'était donc pas pour l'Inde une question académique mais une réalité.

A la 1010^{ème} séance du Conseil, le 4 mai, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le Pakistan avait tenté de réveiller le problème du Cachemire en alléguant que l'Inde avait menacé la paix et la sécurité internationales par ses actes dans la région du Cachemire. Ces allégations s'étaient révélées sans fondement et le représentant de l'Inde avait déjà assuré le Conseil que l'Inde n'allait pas recourir à la force. Bien que depuis le début de l'affaire du Cachemire, l'élément essentiel eût été l'occupation continue d'un tiers du territoire du Cachemire par les troupes pakistanaises, l'Inde n'avait jamais laissé entendre qu'elle avait l'intention de recourir à la force pour récupérer cette région. Il ne fallait pas oublier que de nouveaux éléments étaient apparus dans la situation du Cachemire: la situation s'était normalisée et la population de la partie du Cachemire sous administration indienne avait accompli des progrès économiques. En outre, pendant cette période, la population du Cachemire avait exprimé sa volonté à maintes reprises par des élections générales et avait aussi, ce faisant, exercé son droit d'autodétermination. L'Inde avait donné pleinement l'assurance qu'elle ne prendrait pas l'initiative d'une action militaire et qu'elle continuerait à s'efforcer d'obtenir un règlement pacifique, alors que le représentant du Pakistan non seulement n'avait pas donné de telles assurances mais avait en fait exprimé la menace qu'un conflit armé pourrait éclater dans la région si le problème n'était pas résolu. Pour ce qui était du plébiscite, il ne fallait pas oublier que, conformément à la résolution de la Commission en date du 13 août 1948, le plébiscite dépendait du retrait des troupes pakistanaises. L'Etat de Jammu et Cachemire s'était déjà rattaché à l'Inde conformément à la procé-

dure prévue pour le transfert des pouvoirs en Inde et faisait donc partie intégrante de la République indienne. Sa population avait déjà réglé la question conformément aux principes de la démocratie et en vue de renforcer les relations amicales entre les peuples de la région. Dans ces conditions, le Conseil devait prendre note avec satisfaction de la déclaration du représentant de l'Inde selon laquelle l'Inde ne prendrait jamais l'initiative d'une action militaire dans la région du Cachemire; le Pakistan devait donner une garantie identique s'il avait lui aussi à cœur de faire régner la paix dans la région.

A la même séance, le représentant du Pakistan, exerçant son droit de réponse, a constaté qu'aussi bien le représentant de l'Inde que celui de l'Union soviétique avaient parlé de prétendues menaces qu'il aurait lui-même proférées. Or, il n'avait fait aucune menace. En se reportant à sa déclaration, on verrait clairement qu'il avait souligné que, lors de son premier examen de la question, le Conseil de sécurité s'était surtout efforcé non pas de déterminer la validité juridique de telle ou telle position des parties mais d'obtenir d'abord un arrêt des hostilités pour ensuite s'attacher à la solution du différend. La lutte avait cessé lorsque la population avait reçu l'assurance que ses objectifs seraient atteints par des moyens pacifiques; c'est pour cela que le représentant du Pakistan avait déclaré que, déçus de ce que le règlement du conflit n'avancait pas, ceux qui avaient autrefois lancé le mouvement de libération risqueraient de conclure qu'il n'y aurait peut-être pas de solution pacifique au différend. Pour sa part, le Gouvernement pakistanais désirait vivement s'avancer sur la voie d'un règlement de la question par des moyens pacifiques et compte tenu des obligations souscrites par l'une et l'autre partie. On ne pouvait cependant laisser la question en suspens car il ne suffisait pas que justice fût faite, encore fallait-il qu'on vît bien qu'elle l'était. Si la question du Cachemire n'était pas résolue, l'irritation pourrait grandir et les relations se détériorer au point que les gouvernements intéressés ne seraient peut-être plus en mesure de remédier à la situation.

Pour ce qui était du rattachement, le représentant de l'Inde semblait croire qu'il suffisait que le chef d'Etat signe les documents nécessaires et que l'Etat recevant la demande les accepte. Pourtant, dans le cas de Junagadh, le chef d'Etat avait bien décidé le rattachement au Pakistan mais l'Inde avait ensuite occupé l'Etat par la force et y demeurait toujours. Le représentant de l'Inde avait également prétendu que la thèse de la suzeraineté n'était pas née seulement des principes du rattachement mais aussi du fait que l'Inde était le successeur de l'Inde britannique, de sorte que le Pakistan n'avait aucun droit en la matière. En fait, les deux Etats, tant le Pakistan que l'Inde, étaient les successeurs de l'Inde britannique par suite du transfert des pouvoirs en 1947, lors de la création des deux Etats souverains. Si l'Inde avait continué à occuper un siège à l'Organisation des Nations Unies alors que le Pakistan avait dû présenter une nouvelle demande, cela n'avait rien à voir avec la succession, c'était le résultat d'un accord entre les deux pays. Si l'Inde avait déjà eu un droit de suzeraineté sur le Cachemire du fait qu'elle succédait au suzerain, pourquoi avait-il fallu que le Maharajah demande assistance? En outre, l'ancien Gouverneur général de l'Inde avait clairement déclaré, dans sa lettre au Maharajah du Cachemire, que, conformément à la politique de son gouvernement, toutes les fois que le rattachement donnait lieu à une controverse entre le chef d'Etat et la population, la question devait être décidée selon la volonté librement exprimée de la population.

Poursuivant sa déclaration à la 1011^{ème} séance, le représentant du Pakistan a noté que selon le représentant de l'Inde, celle-ci ne s'était jamais engagée à organiser un plébiscite. Cependant, par des déclarations formelles, le Premier Ministre de l'Inde lui-même et ses représentants au Conseil avaient convenu que le statut futur de l'Etat de Jammu et Cachemire serait décidé par un plébiscite. Le représentant de l'Inde avait également fait état de changements qui auraient eu lieu dans la région du Cachemire *azad* et dans les régions dites du Nord. Le fait était qu'il n'y avait eu aucun changement du côté de la ligne de cessez-le-feu où se trouvait le Cachemire *azad* et que les régions du Nord étaient toutes du côté du Cachemire *azad*. En outre, la Commission des Nations Unies avait donné au Pakistan l'assurance qu'aucun membre du personnel civil ou militaire du gouvernement du Maharajah ne serait autorisé à traverser la ligne de cessez-le-feu pour pénétrer sur le territoire du Cachemire *azad*. Il ne pouvait donc y avoir aucun nouveau motif de se plaindre que l'autorité du Maharajah avait été répudiée. Quant aux progrès économiques prétendument faits dans la partie du Cachemire sous administration indienne, c'était là un argument de plus pour organiser un plébiscite au Cachemire afin que toute la population du Cachemire puisse jouir de ces bienfaits. Le Pakistan n'avait jamais prétendu que le Cachemire devrait se rattacher à lui parce que la majorité des habitants de l'Etat étaient des musulmans. Il avait seulement souligné que, sur le plan culturel, la population du Cachemire avait plus de liens avec celle du Pakistan qu'avec celle de l'Inde, que toutes ses voies de communication débouchaient au Pakistan et que sur le plan économique aussi il était plus naturel de l'intégrer au Pakistan.

Le représentant de l'Inde, parlant également pour exercer son droit de réponse, a déclaré que, même si le représentant du Pakistan avait nié avoir proféré des menaces devant le Conseil, il ne faisait aucun doute que ces menaces avaient été faites; qui plus était, outre le représentant du Pakistan devant le Conseil, des dirigeants pakistanais avaient maintes fois menacé l'Inde d'entreprendre une action au Cachemire; certaines de ces déclarations avaient même incité des tribus à pénétrer dans l'Etat de Jammu et Cachemire. Cependant, l'Inde ne déterminerait pas ses actes d'après ces provocations. Il était possible de discuter sans fin sur le problème du rattachement. Pour sa part, l'Inde maintenait que le rattachement était entier, complet et irrévocable et, pour préserver son intégrité, elle était obligée de refuser une procédure par laquelle les Etats pourraient faire accession ou sécession à volonté; cette position était également celle d'un certain nombre d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Le représentant de l'Inde a ajouté que certains faits nouveaux s'étaient produits depuis que le Conseil avait examiné la question du Cachemire en 1957. Il s'agissait d'actes de sabotage ayant leur origine du côté pakistanais. Près de 400 bombes avaient explosé dans l'Etat de Jammu et Cachemire. En 1958, le Pakistan, violant l'accord de cessez-le-feu, avait organisé la traversée de la ligne de cessez-le-feu par des civils déguisés en "volontaires". Dans 29 cas au moins, on avait empiété sur la ligne de cessez-le-feu. En outre, selon un communiqué du Gouvernement pakistanais, ce dernier s'était entendu avec la Chine afin de délimiter les frontières de Jammu et Cachemire. Ce faisant, le Pakistan avait violé le droit international et n'avait tenu aucun compte des résolutions du Conseil de sécurité. C'est l'Union indienne qui avait la souveraineté sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Jammu et Cachemire, et le Pakis-

tan n'était pas autorisé à négocier avec la Chine ou tout autre pays pour en fixer les frontières. Le Pakistan n'avait pas non plus le pouvoir d'établir un régime politique quelconque dans la région qu'il contrôlait. La Commission des Nations Unies avait formellement précisé qu'il n'y aurait pas de consolidation dans la zone dite du Cachemire *asad*. Malgré les assurances ainsi données par la Commission, il y avait déjà eu consolidation. L'Inde ne reconnaissait aucun changements qui pourraient avoir lieu soit sous forme d'une fixation des frontières, soit sous forme de l'installation d'un gouvernement dans la zone du Cachemire *asad*. L'Inde était toujours disposée à rechercher les moyens d'atténuer la tension, mais elle ne serait jamais prête à soumettre à l'arbitrage ou à la médiation une question mettant en jeu sa souveraineté et l'intégrité de son territoire.

A la 1012^{ème} séance du Conseil, le 15 juin, le représentant des Etats-Unis a constaté que, depuis 1948, quelques-uns des hommes d'Etat les plus illustres qui avaient participé aux travaux de l'Organisation avaient déployé maints efforts pour parvenir à une solution. Malheureusement, leurs tentatives n'avaient pas encore été couronnées de succès. A son avis, le Conseil avait le devoir de continuer à chercher avec persévérance à résoudre le conflit. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, le meilleur moyen de résoudre le problème du Cachemire était de partir des points sur lesquels il y avait accord entre l'Inde et le Pakistan, c'est-à-dire des deux résolutions de la Commission des Nations Unies sur l'Inde et le Pakistan. Dans son premier paragraphe, la résolution du 5 janvier 1949 spécifiait que la question du rattachement de l'Etat de Jammu et Cachemire serait décidée d'une façon démocratique au moyen d'un plébiscite libre et impartial. Cela était pleinement conforme au principe de l'autodétermination des peuples consacré par l'Article 1 de la Charte. Rappelant que le représentant des Nations Unies avait émis l'idée d'organiser une conférence à l'échelon le plus élevé, le représentant des Etats-Unis a déclaré que c'était afin de faciliter la réunion d'une telle conférence que le président Kennedy avait proposé que l'on eût recours aux services de M. Eugene Black, président de la Banque internationale. Les Etats-Unis étaient convaincus qu'une conférence à l'échelon le plus élevé permettrait aux parties de déterminer exactement les points de désaccord. Ils espéraient que le Conseil serait prêt à aider les parties à résoudre le différend du Cachemire.

Le représentant de la Chine a constaté avec satisfaction que les parties avaient donné l'assurance qu'elles ne chercheraient pas à régler par la force leur différend territorial concernant le Cachemire. Notant qu'il avait été fait mention des progrès accomplis par l'Etat de Jammu et Cachemire, le représentant de la Chine a déclaré que cette expansion économique, certes très souhaitable, ne modifiait nullement le statut juridique du Cachemire. De même, l'initiative qu'aurait récemment prise le Pakistan de négocier avec les communistes chinois au sujet de la frontière du Cachemire n'aurait aucun effet sur le statut du Cachemire. En outre, le résultat de ces négociations ne lierait pas le gouvernement et le peuple de la République de Chine. Pour être juste envers l'une et l'autre partie intéressée, il convenait d'affirmer que rien n'était survenu au Cachemire qui fût de nature à modifier le statut juridique de ce territoire. En l'absence d'accord entre les parties, ce statut ne pouvait être défini sans tenir compte du principe de l'autodétermination, et le plébiscite était le moyen par lequel ce principe pouvait être appliqué. On avait affirmé que trois élections avaient déjà eu lieu au

Cachemire, mais il était impossible de les considérer comme l'équivalent d'un plébiscite. Si un plébiscite n'avait pu avoir lieu, c'était que très vite l'application des résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan s'était heurtée à une impasse. Bien qu'il fût manifestement très difficile de sortir de cette impasse, le Conseil ne pouvait que continuer à chercher tous les moyens possibles de résoudre le différend. Il pouvait inviter instamment les deux parties à entamer de nouvelles négociations, soit directement, soit avec l'aide d'un tiers. Dans le passé, les bons offices du Secrétaire général s'étaient révélés utiles dans les situations délicates et compliquées. Dans le cas présent, il était permis de penser que le Secrétaire général par intérim, qui venait d'un pays voisin à la fois de l'Inde et du Pakistan, avait une connaissance et une compréhension profondes de toutes les complexités du problème, et l'on pourrait fort bien avoir recours à ses services.

Le représentant du Royaume-Uni a constaté que la situation au Cachemire ne semblait pas s'être améliorée, mais s'est déclaré rassuré de voir qu'aussi bien l'Inde que le Pakistan avaient été fidèles à l'assurance qu'ils avaient donnée de ne pas envisager d'employer la force pour modifier la situation. A cet égard, les choses n'avaient donc pas empiré et les craintes exprimées lors des premières séances de cette session du Conseil s'étaient révélées sans fondement. Le Royaume-Uni était convaincu qu'une solution au problème du Cachemire ne se dégagerait qu'après des négociations constructives et sincères entre les parties. Une période de quatre ans s'était écoulée depuis le dernier examen du problème du Cachemire par le Conseil et le Royaume-Uni avait espéré que les parties tireraient profit de cette interruption des débats sur le plan international pour négocier directement de manière à trouver une solution mutuellement satisfaisante. Le Royaume-Uni avait été fortifié dans cet espoir en voyant que beaucoup d'autres litiges délicats entre l'Inde et le Pakistan avaient été réglés et que les dirigeants des deux pays s'étaient réunis plusieurs fois au cours de la période. Ce processus de réconciliation, qui avait atteint son point culminant lors de la signature d'un accord sur l'utilisation des eaux du bassin de l'Indus, semblait une preuve évidente que les parties désiraient aplanir tous les obstacles qui les empêchaient de parvenir à une entente complète. Il était évident que le conflit du Cachemire ne pourrait être réglé que par des négociations entre les parties. Ni le Conseil de sécurité ni aucun autre organisme n'était en mesure de dicter une solution. Néanmoins, le Conseil de sécurité ne pouvait se désintéresser de toute l'affaire et devait continuer à jouer un rôle constructif et utile dans le règlement du différend. Il pouvait apporter son concours en servant de catalyseur et en préparant le terrain pour des négociations. Le Royaume-Uni invitait instamment les parties à étudier la question en s'attachant plus aux possibilités de solution qu'à l'histoire des désaccords passés.

Le Président, parlant en sa qualité de représentant de la France, a noté que peu à peu le conflit du Cachemire avait pris un caractère affectif, qui s'expliquait pleinement d'ailleurs mais n'était pas de nature à faciliter un règlement. Néanmoins, il était rassurant de voir que les deux parties avaient déclaré qu'elles ne recourraient pas à la force et qu'elles étaient disposées à entrer en négociations. Encore fallait-il évidemment que ces négociations ne fussent pas une simple façade mais qu'elles fussent entreprises avec une volonté sincère d'aboutir. A cet égard, le désir d'entamer des négociations était capital. Depuis qu'elle faisait partie de l'Organisation

des Nations Unies, l'Inde n'avait jamais cessé de se poser en champion de l'entente internationale et de l'indépendance des peuples. La France espérait que l'Inde se montrerait fidèle à ces doctrines quand il s'agissait des questions qui la touchaient. Puisque les deux parties étaient convaincues qu'il n'y avait pas "menace contre la paix, rupture de la paix ou acte d'agression", selon la terminologie du Chapitre VII de la Charte, c'était les dispositions du Chapitre VI qui étaient applicables au cas actuel et particulièrement celles de l'Article 33; les parties devraient entreprendre des négociations afin d'aboutir à un accord inspiré par ce texte.

A la 1013^{ème} séance du Conseil, le 19 juin, le représentant du Ghana, après avoir regretté qu'aucun progrès n'eût été fait dans la voie du règlement du problème du Cachemire et que la tension entre l'Inde et le Pakistan provoquée par cette stagnation eût encore augmenté, a déclaré que de l'avis de sa délégation il ne fallait laisser aucune situation empirer au point de risquer d'entraîner un conflit armé. Le différend entre deux Etats avec lesquels le Ghana avait les relations les plus étroites préoccupait vivement la population du Ghana et c'est pour cette raison que peu de temps après l'accession du Ghana à l'indépendance, le président N'krumah avait déclaré qu'il serait heureux de prêter tout son concours si les deux parties voulaient faire appel à ses bons offices. Le représentant du Ghana a rappelé ensuite que le Conseil avait déjà examiné les diverses accusations et contre-accusations d'agression et de conspiration; que les résolutions du Conseil de sécurité sur la question fussent suffisantes ou non, la délégation du Ghana ne pouvait que s'en rapporter aux principes fondamentaux acceptés par le Conseil et par les parties et figurant dans les deux résolutions du 13 août 1948 et du 5 janvier 1949. Ces résolutions n'avaient pas été entièrement appliquées parce que l'accord n'avait pu se faire sur le programme de démilitarisation. La délégation ghanéenne n'ignorait pas que la situation s'était modifiée depuis l'adoption de ces deux résolutions et se demandait, étant donné les principes qui sont à la base de ces résolutions, y compris la reconnaissance de leur caractère interdépendant, si le plus pratique ne serait pas de partir des points sur lesquels l'accord s'était réalisé dans le passé et de prier les parties d'examiner les éléments nouveaux ou modifiés dans l'espoir qu'elles pourraient trouver une solution acceptable. Seules les parties pouvaient résoudre le différend et cela dans le cadre de la Charte des Nations Unies et avec l'encouragement du Conseil de sécurité et de pays amis. Il devait être possible d'entreprendre ces négociations au plus tôt et l'aide d'un pays tiers, pourvu qu'elle fût acceptée par les deux parties, pourrait être souhaitable. Si l'Inde et le Pakistan, s'inspirant de l'Article 33 de la Charte, s'entendaient pour recourir aux bons offices d'une personnalité éminente et impartiale, ce serait là un bon départ sur la voie du progrès.

Le représentant de la République arabe unie a estimé que le Conseil de sécurité devait faire preuve de souplesse dans le cas du Cachemire afin d'aider les deux parties à entrer à nouveau en contact pour résoudre la question dans le cadre de la Charte. Sans nul doute la Charte donnait au Conseil des responsabilités précises dans ce genre de situation, mais elle ne l'encourageait pas à imposer telle ou telle procédure lorsqu'il importait de trouver un règlement acceptable aux deux parties. En outre, si le Conseil agissait avec le consentement des parties, ce seul fait suffirait à imposer des responsabilités encore plus grandes à l'Inde et au Pakistan,

et l'obligation morale qui en résulterait aurait plus de poids qu'une recommandation formelle. Le Conseil notait déjà avec plaisir que les deux parties avaient donné l'assurance qu'elles ne recourraient pas à la force et il espérait qu'elles ne manqueraient pas de l'informer en temps opportun des progrès qu'elles devraient faire pour préparer la voie à un règlement rapide.

Le représentant de la Roumanie a déclaré qu'il n'y avait pas d'élément nouveau justifiant un autre examen d'urgence de la question du Cachemire par le Conseil de sécurité. Au cours des 14 années passées, la vie avait progressé et apporté une réponse à la question de savoir à qui appartenait réellement l'Etat de Jammu et Cachemire. Du point de vue strictement juridique, la réponse n'avait jamais comporté de difficulté. En effet, la légalité de l'acte de rattachement ne pouvait être contestée. Le Pakistan l'avait cependant contestée en affirmant que ce rattachement n'avait pas été appuyé par le peuple du Cachemire. Pourtant, ce peuple avait exprimé sa volonté lors de trois élections générales et avait prouvé par là même que l'Etat de Jammu et Cachemire était partie intégrante de la République indienne. Dans ces conditions, le Conseil pourrait contribuer utilement au règlement du différend indo-pakistanaï dans la mesure où il appuierait une solution fondée sur des négociations directes entre les deux parties et où il empêcherait des éléments étrangers de compliquer le problème. Des éléments de ce genre existaient encore. A cet égard, le représentant de la Roumanie a déclaré que si l'Inde avait donné l'assurance catégorique qu'elle n'emploierait pas la force, le représentant du Pakistan avait évité de donner une telle garantie en déclarant que son gouvernement n'avait pas l'intention de prendre l'initiative du recours à la force, mais que des cas pourraient se produire où il ne serait plus à même de contrôler les événements. Le Pakistan appartenait à des alliances militaires qui poursuivaient d'autres fins que l'établissement de rapports de bon voisinage entre les peuples. Le différend entre l'Inde et le Pakistan avait été artificiellement grossi par des milieux qui avaient intérêt à maintenir la tension en Asie du Sud-Est. La solution du problème du Cachemire, qui concernait en fait uniquement l'Inde et le Pakistan, dépendait donc de l'arrêt immédiat de toute immixtion venue du dehors.

Le représentant de l'Irlande a déclaré que les éléments essentiels du problème du Cachemire avaient déjà été clairement définis et examinés lorsque la Commission des Nations Unies avait formulé ses résolutions du 13 août 1948 et du 5 janvier 1949. Le Conseil de sécurité n'avait pas pour tâche d'essayer de statuer sur des points sur lesquels la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan s'était abstenue de se prononcer, mais de rechercher comment l'on pourrait progresser sur la voie d'un règlement pacifique. Le retard survenu dans l'application de ces résolutions avait eu des résultats très regrettables: non seulement ce délai n'avait rien fait pour atténuer les divergences mais plusieurs changements et faits nouveaux avaient rendu leur mise en œuvre encore plus difficile. On ne pouvait cependant soutenir que les deux résolutions de la Commission n'avaient plus aucun rapport avec la question en raison des changements qui s'étaient produits depuis. Si le règlement de la question n'avait pas progressé, c'était essentiellement parce qu'il n'y avait aucun accord entre les parties. Le Conseil ferait bien de réparer ce désaccord; il aurait le plus de chances de réussir si des discussions directes avaient lieu entre les parties et si une atmosphère favorable à ces discussions s'instaurait de manière durable. Le Conseil de sécurité ne pouvait

pas imposer de règlement aux parties et une solution stable ne pourrait pas se concevoir non plus sans l'accord et le concours actif des parties. Le mieux à faire était donc de les inviter instamment à reprendre leurs conversations directes seules ou en présence de tiers et de rétablir cet élément fondamental d'accord mutuel sans lequel on ne pourrait progresser vers le règlement de la question. Même dans l'impasse actuelle, certains facteurs laissaient espérer que ces efforts ne demeureraient pas sans résultat. D'une part, les parties avaient donné l'assurance de ne pas recourir à la force. D'autre part, elles n'avaient cessé de respecter la ligne de cessez-le-feu établie en 1949.

A la 1014^{ème} séance du Conseil, le 20 juin, le représentant du Venezuela s'est également félicité de voir que les parties avaient donné l'assurance de ne pas recourir à la force pour régler le différend qui les séparait. De toutes les mesures recommandées par la Commission des Nations Unies dans ses résolutions du 13 août 1948 et du 5 janvier 1949, les seules qui avaient été jusqu'alors appliquées étaient celles qui se rapportaient au cessez-le-feu et à la ligne de démarcation entre les positions respectives de l'Inde et du Pakistan au moment du cessez-le-feu. L'accord n'avait pu se faire sur l'interprétation des autres mesures. Il ne fallait pas oublier que la Commission des Nations Unies avait pris en considération aussi bien l'agression du Pakistan au Cachemire, selon les termes employés par l'Inde pour qualifier l'action du Pakistan, que le rattachement contesté par le Pakistan, avant de formuler ces deux résolutions qui avaient obtenu l'accord du Conseil de sécurité et des parties. Cet accord avait donc un caractère international et ne pouvait être modifié unilatéralement. Tel avait été le critère admis par le Conseil de sécurité dans ses résolutions du 30 mars 1951 et du 24 janvier 1957. On affirmait que la population du Cachemire avait déjà exprimé sa volonté lors de trois élections générales, mais ces élections ne pouvaient remplacer le plébiscite proposé car lors de ces élections, la population du Cachemire n'avait pas été consultée sur le problème du rattachement. Bien que ces deux résolutions n'eussent pas été pleinement appliquées, elles demeuraient en vigueur. En conséquence, elles fournissaient la base juridique du *statu quo* actuel, qui n'était que provisoire mais qui avait évité toute prolongation du conflit armé. Quel que fût le motif de la non-application de ces résolutions, près de quatorze ans s'étaient écoulés depuis leur adoption et toute une série d'événements avaient eu lieu qui avaient modifié la situation première. Il faudrait donc tenir compte aussi de la situation nouvelle lorsque l'on ferait un nouvel effort pour tenter de régler définitivement le problème. Dans ces conditions, la procédure la plus sage serait que les deux parties examinent la question entre elles par des négociations directes. Le Conseil devrait donc se borner à rappeler les principes fondamentaux de ses résolutions précédentes et à inviter les deux parties à entreprendre dès que possible des négociations directes.

A la même séance, le représentant du Chili a rappelé que les deux parties avaient donné au Conseil l'assurance que leur gouvernement respectif n'emploierait pas la force pour régler le différend et il a exprimé le regret que l'application des deux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan se fût heurtée à des difficultés. Le Conseil de sécurité, en sa qualité d'organe politique, ne pouvait rendre un verdict pour dire qui était responsable de cette absence de progrès. En sa qualité d'organe politique, il devait éviter d'accroître la tension et donc inviter les parties à mener des négociations directes et les aider aussi à

aboutir à une solution mutuellement acceptable. Pour être efficace, cette solution devait nécessairement naître de la bonne volonté des parties au différend. Ces dernières pourraient néanmoins décider d'accepter aussi les avis et l'aide que le Conseil de sécurité pourrait être en mesure de leur donner.

A la 1015^{ème} séance du Conseil, le 21 juin, le représentant des Etats-Unis a déclaré que sa délégation estimait que, au cours des débats qui venaient de se dérouler au Conseil, la majorité des membres du Conseil avaient fait porter essentiellement leurs observations sur cinq points principaux: 1) l'espoir que faisaient naître les assurances données par les deux parties qu'elles s'abstiendraient de recourir à la force pour régler le différend; 2) le fait que les résolutions antérieures de la Commission des Nations Unies et du Conseil de sécurité étaient encore applicables; 3) la nécessité pour les parties de négocier; 4) la possibilité pour un tiers impartial d'aider à ces négociations; 5) les responsabilités du Conseil de sécurité en la matière. Le représentant des Etats-Unis a exprimé l'espoir que le Conseil s'attacherait surtout à ces points d'accord et a proposé que le Conseil se réunisse à nouveau après un bref intervalle d'un jour ou deux afin de procéder à des consultations pour déterminer les mesures à prendre.

Le représentant de l'URSS a affirmé que les conclusions tirées par le représentant des Etats-Unis ne pouvaient être considérées comme correspondant à l'attitude de l'Union soviétique. En réalité, on pouvait précisément partir du fait que l'Inde et le Pakistan avaient tous deux donné l'assurance qu'ils ne recourraient pas à la force, pour clore le débat et non pour le continuer. Le représentant des Etats-Unis avait aussi essayé de redonner vie à des résolutions datant de 14 ans. Il était cependant fort peu réaliste de se référer à ces résolutions puisque des changements étaient survenus dans l'intervalle. L'Union soviétique se demandait donc si ceux qui voulaient en revenir à ces décisions antérieures croyaient sincèrement qu'un plébiscite pourrait être organisé à l'heure actuelle. De même, l'idée qu'une procédure quelconque d'arbitrage ou de médiation pourrait être adoptée lors des conversations bilatérales n'était pas valable. Ces conversations ne pouvaient avoir lieu que si les deux parties le désiraient et elles ne pouvaient leur être imposées. Le mieux pour le Conseil était de se borner à prendre note des déclarations faites par l'Inde et le Pakistan et du fait qu'aucune partie ne recourait à l'emploi de la force au Cachemire, ce qui permettait de conclure que la paix et la sécurité ne seraient pas mises en danger et que la situation demeurerait en l'état.

Décision: Par 7 voix contre 2 (Roumanie et URSS), avec 2 abstentions (Ghana et République arabe unie), la proposition des Etats-Unis tendant à tenir la séance suivante du Conseil le 22 juin à 15 h 30 a été adoptée.

A la 1016^{ème} séance du Conseil, le 22 juin, le représentant de l'Irlande a présenté le projet de résolution suivant (S/5134):

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant entendu les déclarations des représentants des Gouvernements indien et pakistanais concernant la question Inde-Pakistan,

"Ayant examiné le rapport du représentant des Nations Unies, M. Graham,

"Exprimant ses très vifs remerciements à M. Graham pour les efforts qu'il a déployés,

"Notant avec satisfaction les assurances données par les deux Parties selon lesquelles leurs gouverne-

ments n'auront pas recours à la force pour régler cette question,

"Conscient de la responsabilité qui appartient au Conseil de sécurité, aux termes de la Charte, d'aider les Parties à parvenir à une solution pacifique de cette question,

"1. Rappelle aux deux Parties les principes énoncés dans sa résolution du 17 janvier 1948 et dans les résolutions en date des 13 août 1948 et 5 janvier 1949 de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan;

"2. Demande instamment aux Gouvernements indien et pakistanais d'entamer des négociations sur la question le plus rapidement possible afin de parvenir à un règlement final conformément à l'Article 33 et aux autres dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies;

"3. Fait appel aux deux gouvernements pour qu'ils prennent toutes les mesures possibles en vue d'assurer la création et le maintien d'une atmosphère favorable au déroulement des négociations;

"4. Demande instamment au Gouvernement indien et au Gouvernement pakistanais de s'abstenir de faire aucune déclaration ou de prendre aucune mesure qui puisse aggraver la situation;

"5. Prie le Secrétaire général par intérim de fournir aux deux gouvernements les services qu'ils pourront demander pour appliquer les dispositions de la présente résolution."

En présentant ce projet de résolution, le représentant de l'Irlande a déclaré qu'il incombait au Conseil de parvenir à une conclusion sur la question dont il était saisi. C'était là une responsabilité que le Conseil ne pouvait ni fuir ni chercher à éluder. Sa délégation avait reproduit aussi fidèlement que possible, dans le projet de résolution, les points qui avaient reçu l'accord de la majorité des membres du Conseil; ce texte représentait donc la plus large mesure d'accord existant à ce stade de la discussion.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation s'était efforcée de trouver au débat du Conseil une conclusion équitable pour les parties et aussi acceptable pour elles. Le projet de résolution irlandais était le texte qui s'approchait le plus de ce but car il semblait favoriser ces entretiens directs qui seuls pourraient permettre un jour de parvenir à régler le problème du Cachemire.

Le représentant de l'Inde a déclaré au contraire que son pays regrettait que l'Irlande, avec qui l'Inde avait des relations très étroites, eût présenté un projet de résolution que l'Inde considérait comme un geste peu amical. Le représentant de l'Irlande avait affirmé que ce projet de résolution reproduisait les points sur lesquels s'était fait l'accord de la majorité du Conseil, alors qu'en fait ce texte ne présentait que l'opinion du Pakistan. L'Inde était contre l'adoption d'une résolution à l'heure actuelle, parce que cette adoption n'aurait aucun rapport avec la situation existant dans la région. Il était peu réaliste de rappeler aux parties les principes contenus dans les résolutions précédentes du Conseil de sécurité et de la Commission des Nations Unies, car cela équivalait à ne pas tenir compte des modifications qui avaient eu lieu au cours des 14 dernières années et à se désintéresser par conséquent des réalités politiques, économiques et militaires qui existaient à présent en Asie du Sud. L'Inde honorerait toujours ses obligations internationales mais les résolutions du 13 août 1948 et du 5 janvier 1949 étaient des engagements et

non des obligations; ces engagements avaient été respectés dans le contexte où ils avaient été conçus et ce n'était pas la faute de l'Inde si les résolutions n'avaient pas été appliquées. La seule partie de ces textes qui eût été mise en œuvre concernait essentiellement le cessez-le-feu et l'Inde continuerait à l'observer aussi longtemps qu'elle ne serait pas obligée d'agir autrement. L'appel adressé aux deux gouvernements en vue d'assurer le maintien d'une atmosphère pacifique aurait dû en fait être adressé au Pakistan seul, puisque l'Inde avait toujours fait preuve de modération. Comme le montraient les diverses déclarations des dirigeants pakistanais et la presse de ce pays, le Pakistan n'avait cessé de mener campagne contre l'Inde et avait même laissé entendre qu'il pourrait recourir à la force au sujet du Cachemire. Le projet de résolution n'aboutirait pas à une solution du problème mais serait utilisé au Pakistan à des fins autres que celles que le Conseil recherchait.

Le représentant de l'URSS a déclaré que la principale raison pour laquelle ce projet de résolution avait été présenté était l'organisation d'un plébiscite qui, à l'heure actuelle, constituerait une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de l'Inde. On demandait au Conseil de prendre une décision contraire aux faits et au cours de l'histoire. Au lieu de rappeler des décisions qui n'étaient pas applicables au stade actuel et pour lesquelles certaines conditions n'avaient pas été encore remplies, le Conseil aurait dû se borner à conclure ses débats en notant d'une part que l'Inde et le Pakistan avaient déclaré qu'ils ne prendraient pas l'initiative de recourir à la force pour résoudre le problème du Cachemire et, d'autre part, que les deux parties n'avaient pas rejeté l'idée de négociations bilatérales.

Décision: *A la 1016^{ème} séance du Conseil, le 22 juin, le projet de résolution irlandais (S/5134) a été mis aux voix. Il y a eu 7 voix pour, 2 voix contre (Roumanie et URSS) et 2 abstentions (Ghana et République arabe unie); l'une des voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil, le projet n'a pas été adopté.*

Après le vote, le représentant du Pakistan a déclaré qu'à son avis il n'était ni prudent ni valable de soutenir qu'une déclaration unilatérale de l'une des parties qui avait souscrit des obligations internationales envers le Conseil de sécurité et envers l'autre partie au conflit pouvait dégager cette partie de ses obligations. C'était là un principe très dangereux, car s'il était admis, il empêcherait tout règlement pacifique des conflits internationaux. Puisque l'interprétation des deux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan donnait lieu à de nombreuses contestations et puisque le représentant de l'Inde avait déclaré que le Conseil de sécurité n'était pas un organe judiciaire, le Pakistan proposerait que la Cour internationale de Justice fût priée de donner un avis consultatif sur le point de savoir, compte tenu des modifications survenues, du délai écoulé et de l'arrêt de l'application des résolutions, quelles étaient les obligations des parties aux termes des deux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan.

Le représentant de l'Inde a déclaré que son pays n'avait pas demandé à être dégagé des termes des résolutions de la Commission des Nations Unies. Si l'Inde l'avait voulu, elle n'aurait pas continué à respecter la ligne du cessez-le-feu. Or, malgré toutes les provocations, l'Inde l'avait scrupuleusement observée. La situation au Cachemire ne relevait pas de la Cour internationale de Justice. En effet, c'était un problème politique; en outre, en leur qualité de membres du Com-

monwealth, les parties avaient fait certaines exceptions au sujet des questions qui pouvaient être portées devant la Cour internationale. L'Inde était toujours prête à participer à des pourparlers — et, en fait, le Premier Ministre de l'Inde avait envoyé un certain nombre d'in-

vitations au Président du Pakistan — mais il y avait une grande différence entre prendre l'initiative de pourparlers et être contraint de participer à des entretiens par un mandat du Conseil de sécurité comportant l'engagement de lui faire ensuite rapport.

Deuxième partie

AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL

Chapitre 8

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES

A. — Demande d'admission du Sierra Leone

A ses 968ème et 969ème séances, tenues le 26 septembre 1961, le Conseil de sécurité a examiné la demande d'admission soumise par le Sierra Leone le 27 avril (S/4797), à laquelle il avait décidé d'accorder la priorité sur celles de la Mauritanie et de la Mongolie. Ceylan, le Libéria et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont soumis, à la 968ème séance, un projet de résolution (S/4951), ainsi rédigé :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la demande d'admission du Sierra Leone à l'Organisation des Nations Unies,

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre le Sierra Leone à l'Organisation des Nations Unies."

Décision : *A l'unanimité, le projet de résolution présenté par Ceylan, le Libéria et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (S/4951) a été adopté.*

Au cours de la 969ème séance, les membres du Conseil ont fait des déclarations au sujet de cette demande d'admission et ont expliqué leur vote.

B. — Demande d'admission de la République populaire mongole et de la République islamique de Mauritanie

A la 968ème séance, le 26 septembre, outre la demande d'admission du Sierra Leone, les questions suivantes étaient inscrites à l'ordre du jour provisoire du Conseil de sécurité : "Télégramme adressé au Secrétaire général, le 28 novembre 1960, par le Premier Ministre de la République islamique de Mauritanie (S/4563 et Corr.1)" et "Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité, le 3 décembre 1960, par le représentant permanent adjoint de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (S/4569) ; lettre adressée au Président du Conseil de sécurité, le 6 mai 1961, par le représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (S/4801)". Dans ses communications, la délégation soviétique demandait que la question de l'admission de la République populaire mongole comme Membre de l'Organisation des Nations Unies soit inscrite à l'ordre du jour. (Pour un compte rendu des débats antérieurs portant sur ces demandes, voir le "Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale : 16 juillet 1960-15 juillet 1961", *Assemblée générale, Documents officiels, Seizième session, Supplément No 2*, p. 95 à 100.)

A la 968ème séance, le Conseil a décidé que la demande d'admission du Sierra Leone constituerait le point 2, a, de son ordre du jour. Le Conseil a ensuite voté sur une proposition de l'Union soviétique tendant

à ce que la demande de la République populaire mongole constitue le point 2, b, de l'ordre du jour ; il y a eu 4 voix pour, 3 voix contre (Chine, Etats-Unis, Royaume-Uni), et 4 abstentions (Chili, Equateur, France, Turquie) et la proposition a donc été rejetée. Par 8 voix contre 2 (République arabe unie, URSS), et une abstention (Equateur), le Conseil a décidé ensuite que la demande d'admission de la Mauritanie constituerait le point 2, b. Pendant le restant de la séance, ainsi qu'à la 969ème séance, le Conseil ne s'est occupé que du point 2, a, de l'ordre du jour ayant trait à la demande d'admission du Sierra Leone. A la 970ème séance, le représentant de l'URSS a proposé que la demande d'admission de la République populaire mongole soit examinée avant celle de la Mauritanie, mais le Conseil a décidé de s'ajourner sans prendre de décision à cet égard.

A la 971ème séance, le 25 octobre, le Président (le représentant de la Turquie), se référant à des consultations privées concernant ces demandes d'admission, a proposé que le Conseil suive l'ordre chronologique de leur présentation, c'est-à-dire qu'il examine d'abord la demande d'admission de la République populaire mongole et ensuite, après la conclusion de cette partie du débat et le vote, la demande d'admission de la République islamique de Mauritanie. Il a émis l'opinion que les débats seraient considérablement simplifiés si, lors de la discussion de la première demande d'admission, les membres indiquaient aussi brièvement leur position à l'égard de la seconde.

Le Conseil a adopté les propositions du Président. A la demande des représentants de la Côte-d'Ivoire, du Sénégal et du Maroc, ceux-ci ont été invités à participer, sans droit de vote, aux débats concernant la demande d'admission de la Mauritanie.

En ouvrant le débat sur la demande d'admission de la Mongolie, le représentant de l'URSS a souligné l'ancienneté du pays et a loué les grands progrès qu'il avait accomplis au cours des dernières années dans les domaines social, économique et culturel, l'étendue de ses relations diplomatiques et le caractère pacifique de sa politique étrangère. Il a présenté le projet de résolution suivant (S/4950) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la demande d'admission de la République populaire mongole à l'Organisation des Nations Unies,

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre la République populaire mongole à l'Organisation des Nations Unies."

Les représentants de Ceylan, du Chili, de l'Equateur, de la France, du Libéria, de la République arabe unie,

du Royaume-Uni et de la Turquie se sont déclarés en faveur du projet de résolution. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré qu'étant donné que l'Assemblée avait déclaré au mois d'avril précédent que la Mongolie remplissait les conditions requises pour être admise à l'Organisation, sa délégation ne ferait rien pour s'y opposer et s'abstiendrait donc lors du vote.

Le représentant de la Chine a affirmé que pendant de nombreux siècles, la Mongolie avait appartenu à la famille politique chinoise, jusqu'au moment où la Russie tsariste avait encouragé un groupe de princes mongols à proclamer l'indépendance de la Mongolie vis-à-vis de la Chine. En 1924, le Gouvernement soviétique avait reconnu que la Mongolie extérieure faisait partie intégrante de la République de Chine, mais s'était empressé de violer l'accord conclu en créant, la même année, la prétendue République populaire mongole, sur le modèle soviétique russe. Selon le représentant de la Chine, sous le couvert de l'indépendance, la Mongolie avait été en fait, pendant les 40 dernières années, une colonie de l'Union soviétique. La délégation chinoise s'était donc toujours opposée à l'admission de la Mongolie à l'Organisation des Nations Unies, alors qu'elle aurait été heureuse d'appuyer la candidature d'une Mongolie réellement indépendante. Néanmoins, cédant aux instances de la Mauritanie et de ses amis en Afrique et ailleurs, la délégation chinoise avait décidé de ne pas participer au vote sur la demande d'admission de la Mongolie et de ne pas faire usage de son droit de veto, afin de n'offrir à l'Union soviétique aucun prétexte de retarder encore l'admission de la Mauritanie.

Décision: *Par 9 voix contre zéro, avec une abstention (Etats-Unis), la délégation de la Chine ne participant pas au vote, le projet de résolution présenté par l'URSS (S/4950) a été adopté.*

Les représentants de la France et du Libéria ont présenté le projet de résolution suivant (S/4967) concernant la demande d'admission de la Mauritanie:

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la demande de la République islamique de Mauritanie,

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre la République islamique de Mauritanie comme Membre de l'Organisation des Nations Unies."

Le représentant de la France a fait allusion aux débats antérieurs, tant à l'Assemblée qu'au Conseil, touchant la question de la Mauritanie et de son admission au sein de l'Organisation et a affirmé que, pendant près d'un an, on s'était efforcé par diverses manœuvres, d'ailleurs infructueuses, de faire obstacle à l'indépendance, puis à l'admission de la Mauritanie comme Membre de l'Organisation des Nations Unies. Il a rappelé que, dans sa résolution 1602 (XV), l'Assemblée générale avait affirmé que la Mauritanie devait être admise comme Membre de l'Organisation et que vingt chefs d'Etat africains réunis à Monrovia au mois de mai 1961 avaient exprimé la conviction que la Mauritanie remplissait toutes les conditions requises pour devenir Membre de l'Organisation. Il a souligné que la République avait été reconnue par 65 pays comme étant un Etat indépendant et souverain et qu'elle était membre d'un certain nombre d'institutions spécialisées et d'organisations régionales. Il a insisté par conséquent pour que le projet de résolution soit adopté à l'unanimité.

Le représentant du Libéria, lui aussi, a prié le Conseil de se prononcer avec diligence et à l'unanimité en faveur de la demande d'admission de la Mauritanie. De toute évidence, la Mauritanie était pleinement capable

de s'acquitter de ses obligations envers ses citoyens et envers la communauté mondiale, et elle avait clairement démontré qu'elle remplissait toutes les conditions requises pour devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies conformément à l'Article 4 de la Charte. C'était un Etat pacifique qui avait prouvé qu'il était désireux et capable de s'acquitter de ses obligations aux termes de la Charte. Le représentant du Libéria a également attiré l'attention du Conseil sur une lettre du président Tubman en sa qualité de président de la Conférence des chefs d'Etat d'Afrique et de Madagascar.

Les représentants du Chili, de la Chine, de l'Equateur, des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la Turquie, ainsi que deux des représentants invités, ceux de la Côte-d'Ivoire et du Sénégal, se sont prononcés en faveur du projet de résolution.

Le représentant du Maroc a affirmé que l'admission de la Mauritanie ne constituerait pas seulement l'amputation d'une partie du territoire national du Maroc, mais serait aussi contraire aux principes de la Charte et à la morale internationale. Pendant des siècles, a-t-il déclaré, la Mauritanie avait fait partie intégrante du Maroc et la solution imposée par le colonialisme français ne pourrait jamais être une solution définitive. Il s'agissait bien d'un problème colonial car la France s'efforçait d'ériger la Mauritanie en Etat fantoche, afin de se maintenir sous une forme nouvelle dans cette partie du Maroc, de s'y assurer des bases stratégiques, et d'y exploiter à sa convenance les richesses du sous-sol. Le représentant du Maroc a fait appel aux membres du Conseil pour qu'ils ne dressent pas, par leur vote, un nouvel obstacle à la réalisation de l'unité du Maroc et de son peuple.

Le représentant de la République arabe unie a rappelé les arguments avancés par sa délégation au cours de la discussion de la question mauritanienne à l'Assemblée générale et a déclaré que, convaincue par les arguments invoqués par le représentant du Maroc, sa délégation ne pouvait qu'appuyer ce point de vue. S'il ne pouvait pas appuyer la demande d'admission de la Mauritanie, il espérait que la question serait résolue à la satisfaction de tous les intéressés.

Le représentant de l'URSS a émis l'avis que les arguments avancés par le Maroc méritaient une sérieuse attention. Tout en appuyant résolument la juste lutte des peuples colonisés, son gouvernement se rendait compte que les colonialistes se livraient à diverses manœuvres, y compris le démembrement de telle ou telle de leurs anciennes colonies, dans l'espoir de conserver leurs positions politiques et économiques. Mais, même dans ces conditions, l'octroi de l'indépendance libérait des forces nationales et rapprochait les anciennes colonies d'une indépendance authentique. Dans ces conditions, sa délégation devrait donc s'abstenir lors du vote.

Décision: *Par 9 voix contre une (République arabe unie) avec une abstention (URSS), le projet de résolution présenté par la France et le Libéria (S/4967) a été adopté.*

C. — Demande d'admission du Tanganyika

Dans une lettre en date du 9 décembre 1961 (S/5017), le Premier Ministre du Tanganyika a déclaré que le Tanganyika, ayant obtenu le même jour son indépendance, souhaitait poser sa candidature à l'Organisation des Nations Unies. Il joignait une déclaration par laquelle le Tanganyika acceptait les obligations qu'imposait la Charte des Nations Unies et s'engageait solennellement à les remplir.

Le Conseil de sécurité a examiné la demande d'admission du Tanganyika à sa 986^{ème} séance, tenue le 14 décembre. Ceylan, le Libéria, la République arabe unie et le Royaume-Uni, ont présenté conjointement le projet de résolution suivant (S/5021) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la demande d'admission du Tanganyika à l'Organisation des Nations Unies,

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre le Tanganyika à l'Organisation des Nations Unies."

Après avoir entendu tous ses membres se prononcer en faveur de la demande d'admission, le Conseil a procédé au vote sur le projet de résolution commun.

Décision: *A l'unanimité, le projet de résolution présenté par Ceylan, le Libéria, la République arabe unie et le Royaume-Uni (S/5021) a été adopté.*

D. — Demande d'admission du Koweït

Par une lettre en date du 30 juin 1961 (S/4852), le Secrétaire d'Etat du Koweït a soumis la demande d'admission du Koweït à l'Organisation des Nations Unies. Cette lettre était accompagnée d'une déclaration signée par le chef d'Etat du Koweït, indiquant que le Koweït acceptait les obligations de la Charte des Nations Unies et s'engageait solennellement à les respecter.

Dans une lettre en date du 19 novembre (S/5001), le représentant de la République arabe unie a demandé au Président du Conseil de sécurité de réunir le Conseil pour qu'il examine la demande d'admission soumise par le Koweït.

Le Conseil de sécurité a examiné cette demande à ses 984^{ème} et 985^{ème} séances, tenues le 30 novembre, ayant inscrit la question à son ordre du jour, sous réserve d'une objection de la part du représentant de l'URSS. Le représentant de l'Irak, qui en avait fait la demande, a été invité à participer, sans droit de vote, à la discussion de cette question.

Le représentant de la République arabe unie a présenté le projet de résolution suivant (S/5006) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la demande d'admission du Koweït,

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre le Koweït à l'Organisation des Nations Unies."

Il a indiqué qu'en présentant la proposition de sa délégation, il agissait conformément à une décision de la Ligue arabe, dont le Koweït était membre, d'appuyer la candidature de ce pays à l'Organisation des Nations Unies. Il a souligné aussi que le Koweït avait été reconnu par 62 Etats comme un pays indépendant et souverain, et qu'il avait été mis fin à la présence des troupes britanniques, que le Conseil avait discutée à une date antérieure.

Les représentants du Chili, de la Chine, de l'Equateur, des Etats-Unis, de la France, du Libéria, du Royaume-Uni et de la Turquie ont appuyé le projet de résolution présenté par la République arabe unie; ils ont tous exprimé leur conviction que le Koweït était un Etat souverain et indépendant, qui remplissait toutes les conditions requises par la Charte pour devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies. Le représentant de Ceylan a dit qu'aux yeux de sa délégation, le Koweït répondait aux conditions nécessaires pour devenir Membre de l'Organisation, conformément aux principes applicables dans les cas de ce genre.

Selon le représentant de l'Irak, en vertu des dispositions de l'Article 4 de la Charte, la demande d'admis-

sion du Koweït devait être rejetée, car le Koweït n'était pas et n'avait jamais été un Etat indépendant dans le sens internationalement accepté de ce terme. Il a affirmé que le Koweït avait toujours été considéré, tant du point de vue juridique que du point de vue historique, comme faisant partie intégrante de l'Irak, lequel était déjà Membre, et même Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies. Depuis toujours ce territoire avait fait partie de la région la plus méridionale de l'ancienne Mésopotamie, avait constitué, aux débuts du Califat islamique arabe, la partie méridionale de la province d'Al-Iraq et, sous l'Empire ottoman, avait fait partie de la province de Basra. Le Traité de 1899, au titre duquel la Grande-Bretagne revendiquait les droits et privilèges d'une puissance protectrice, n'était pas un instrument valide, car le cheik qui l'avait signé, étant un fonctionnaire administratif local de l'Empire ottoman, n'était nullement habilité à prendre des engagements vis-à-vis d'un gouvernement étranger. Enfin, le représentant de l'Irak a affirmé que l'indépendance que la Grande-Bretagne prétendait avoir octroyée au Koweït le 19 juin 1961 était fictive. L'accord, qui avait pris la forme peu usuelle d'un échange de notes, contenait l'engagement par la Grande-Bretagne de fournir au cheik, à sa demande, une assistance illimitée et inconditionnelle. On concevait mal qu'une grande puissance ait signé un tel blanc-seing, à moins d'être absolument sûre dès l'abord qu'elle seule pourrait déterminer quand et dans quelle mesure elle devait répondre à une demande d'assistance. En conclusion, le représentant de l'Irak a souligné l'étendue et la valeur des réserves de pétrole du Koweït et a allégué que c'était là le mobile véritable de la politique britannique envers Koweït et dans le golfe Persique en général.

Le Président, prenant la parole en tant que représentant de l'URSS, a proposé que le Conseil renvoie à une date ultérieure l'examen de la question de l'admission du Koweït comme Membre de l'Organisation, étant donné qu'il considérait qu'il était impossible, dans la situation actuelle, de trouver une solution positive au problème. Il a souligné que le retrait formel des troupes britanniques du Koweït ne signifiait pas que le Koweït pouvait être considéré comme un Etat réellement indépendant, d'autant plus que le cheik avait déclaré officiellement que malgré l'arrivée à Koweït de troupes appartenant aux pays arabes, l'accord concernant la prétendue défense du Koweït par le Royaume-Uni restait intact. De l'avis de l'Union soviétique, les actes du Royaume-Uni n'étaient qu'autant de manœuvres destinées à masquer le fait que le Koweït restait une colonie britannique et l'emplacement d'une base militaire britannique au Moyen-Orient. Il a signalé en outre qu'il existait entre les pays arabes une divergence d'opinion sur cette question, et que toute décision concernant l'admission du Koweït comme Membre de l'Organisation des Nations Unies préjugerait l'évolution de ce différend et tournerait ainsi à l'avantage des seules puissances impérialistes, qui essayaient d'appliquer le principe bien connu *divide et impera*.

Le représentant de la République arabe unie s'est opposé à la proposition de l'URSS visant à ajourner l'examen de la question, étant donné qu'il considérait que le Koweït remplissait toutes les conditions requises pour devenir Membre de l'Organisation et que son admission était appuyée par la Ligue arabe.

Le représentant du Royaume-Uni s'est également opposé à la proposition soviétique et a repoussé les allégations des représentants de l'Irak et de l'Union soviétique concernant la nature des rapports existant

entre le Koweït et le Royaume-Uni. Il a souligné que l'un des attributs d'un Etat indépendant était la liberté de prendre des dispositions concernant sa défense et qu'il était par conséquent absurde de suggérer qu'en raison de tels arrangements avec le Royaume-Uni, le Koweït n'était pas réellement indépendant. Les Articles 51 et 52 de la Charte autorisaient les arrangements de ce genre; l'Union soviétique elle-même avait conclu des accords de défense avec un certain nombre de pays d'Europe orientale et, si l'on s'en tenait à la doctrine soviétique, l'indépendance et la souveraineté de ces pays pouvaient paraître contestables. Quant à la divergence de vues entre pays arabes, dont il avait été fait mention, le représentant du Royaume-Uni a estimé qu'à une exception près, les membres de la Ligue arabe ne seraient probablement pas convaincus, mais pourraient, au contraire, se formaliser de l'attitude de l'Union soviétique à l'égard de l'efficacité des troupes de la Ligue arabe stationnées à Koweït pour protéger l'indépendance du pays. Il a souligné que les Etats arabes étaient favorables à l'indépendance de Koweït. La demande d'admission de ce pays à l'Organisation des Nations Unies avait été parrainée par un Etat arabe et appuyée par la Ligue arabe.

Le représentant de l'URSS a regretté que le représentant de la République arabe unie n'ait pas accepté sa proposition d'ajournement, étant donné que sa délégation se voyait obligée, dans ces conditions, de voter contre le projet de résolution. Il avait espéré qu'un renvoi de la question aurait fourni l'occasion de s'efforcer à nouveau de parvenir à une décision raisonnable, fondée sur les intérêts de tous les peuples arabes luttant pour l'indépendance.

Le représentant de l'URSS ayant soumis sa proposition d'ajournement de manière formelle, aux termes du paragraphe 5 de l'article 33 du règlement intérieur provisoire du Conseil, le Conseil a procédé au vote sur cette proposition.

Décision: *La proposition de l'URSS a recueilli une voix (URSS) contre zéro, avec 10 abstentions et a été rejetée, n'ayant pas recueilli le nombre requis de 7 voix.*

Chapitre 9

RECOMMANDATION CONCERNANT LA NOMINATION DU SECRETAIRE GENERAL PAR INTERIM

A sa 972ème séance, tenue en privé le 3 novembre 1961, le Conseil de sécurité a examiné la recommandation concernant la nomination du Secrétaire général par intérim de l'Organisation des Nations Unies. A l'unanimité, le Conseil a adopté la résolution suivante:

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné le problème que pose la désignation d'une personne en vue de pourvoir le poste de Secrétaire général pour la période fixée par l'Assemblée générale et se terminant le 10 avril 1963,

"Recommande à l'Assemblée générale de nommer Son Excellence U Thant Secrétaire général par intérim de l'Organisation des Nations Unies pour la

Le Conseil s'est ensuite prononcé sur le projet de résolution (S/5006) présenté par la République arabe unie.

Décision: *Le projet de résolution a recueilli 10 voix contre une (URSS) et n'a pas été adopté, en raison du vote négatif de l'un des membres permanents du Conseil.*

E. — Demande d'admission de la République rwandaise

Par des lettres en date du 27 juin et du 1er juillet 1962 (S/5137 et Add.1) adressées au Secrétaire général, le Ministre des affaires étrangères de la République rwandaise a sollicité l'admission de l'Etat rwandais comme Membre de l'Organisation des Nations Unies. Au nom du Gouvernement de la République rwandaise, il a déclaré solennellement que ce gouvernement acceptait sans réserve les obligations de la Charte des Nations Unies, était en mesure de les remplir et s'engageait à s'y conformer en toute conscience et loyauté. Par un télégramme en date du 2 juillet (S/5137/Add.2), le Président de la République a formellement confirmé la demande présentée par le Ministre des affaires étrangères et a réitéré la déclaration d'acceptation des obligations que comportait la Charte.

F. — Demande d'admission du Royaume du Burundi

Par un télégramme en date du 4 juillet 1962 et une lettre du même jour (S/5139 et Add.1), adressés au Secrétaire général, le Premier Ministre du Royaume du Burundi a sollicité l'admission du Royaume du Burundi à l'Organisation des Nations Unies. Il a rappelé la résolution adoptée le 27 juin par l'Assemblée générale qui recommandait qu'une fois devenu indépendant, le Burundi soit admis comme Membre de l'Organisation et a souligné qu'en application de l'accord intervenu entre le Gouvernement belge et l'Organisation des Nations Unies, le Burundi était devenu indépendant le 1er juillet. Il déclarait aussi au nom du Gouvernement de l'Etat du Burundi qu'il acceptait les obligations de la Charte des Nations Unies, était en mesure de les remplir et s'engageait solennellement à s'y conformer en toute conscience et fidélité.

période restant à courir du mandat antérieurement fixé par l'Assemblée générale."

Par une lettre en date du 3 novembre, le Président du Conseil de sécurité a transmis la recommandation du Conseil au Président de l'Assemblée générale. En même temps, il a adressé à S. E. U Thant une lettre l'informant de la recommandation du Conseil et lui disant combien les membres du Conseil espéraient qu'il voudrait bien accepter cette nomination et consacrer ses talents aux tâches dont le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies devait s'acquitter aux termes de la Charte si, comme les membres du Conseil l'espéraient, l'Assemblée générale procédait à la nomination.

Troisième partie

COMITE D'ETAT-MAJOR

Chapitre 10

TRAVAUX DU COMITE D'ETAT-MAJOR

Pendant la période envisagée, le Comité d'état-major a exercé ses fonctions d'une façon permanente, conformément à son règlement intérieur provisoire, et s'est réuni 26 fois sans réaliser de nouveaux progrès sur des questions de fond.

Quatrième partie

QUESTIONS SOUMISES AU CONSEIL DE SECURITE, MAIS QU'IL N'A PAS INSCRITES A SON ORDRE DU JOUR

Chapitre 11

ETTRE, EN DATE DU 25 JANVIER 1962, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Dans une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité le 25 janvier 1962 (S/5064), le représentant permanent de l'URSS a déclaré que la résolution du Conseil en date du 24 novembre sur la question du Congo n'était pas appliquée en raison de l'opposition directe de certaines puissances coloniales qui avaient les intérêts au Katanga. Malgré les instructions du Conseil de sécurité demandant d'entreprendre une action vigoureuse pour expulser tous les mercenaires étrangers, l'Organisation des Nations Unies avait complètement interrompu ses opérations militaires, sans tenir compte du fait, signalé dans le rapport en date du 20 janvier (S/5053/Add.1) du fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies au Congo, que les autorités provinciales du Katanga n'avaient pas pris de mesures positives pour faciliter l'application des résolutions du 21 février et du 24 novembre. Tshombé, le protégé des monopoles étrangers, continuait à rechercher la sécession du Katanga. Pendant que les "négociations" se poursuivaient avec lui, il continuait à disposer de bandes armées de mercenaires et on lui donnait l'occasion d'obtenir de nouvelles armes et de nouveaux soldats fournis par d'autres pays qui n'éprouvaient aucun scrupule à violer ouvertement les décisions du Conseil. Les efforts déployés par le Gouvernement central se heurtaient à un sabotage direct de la part des forces extérieures. Les puissances coloniales étaient videmment d'accord pour continuer de compromettre l'unité du Congo. Dans ces conditions, l'URSS demandait que le Conseil se réunisse d'urgence pour examiner la question de l'application de la résolution du 24 novembre.

Dans un télégramme adressé au Président du Conseil le 28 janvier (S/5066), le Premier Ministre du Congo, se référant à la demande de convocation du Conseil présentée par l'URSS, a déclaré qu'il regrettait qu'une telle initiative ait été prise par un gouvernement ami sans consultation avec le gouvernement légal du Congo. Selon lui, une réunion du Conseil ne pouvait que jeter la confusion et desservir les intérêts du peuple congolais.

Dans un télégramme en date du 29 janvier (S/5069), le Président de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique et de Madagascar, qui siégeait

à Lagos, a demandé au Président du Conseil de sécurité d'empêcher le Conseil de prendre des mesures susceptibles de compromettre les perspectives de règlement du problème congolais, qui étaient alors favorables.

Le 30 janvier, le Conseil a tenu sa 989^{ème} séance, dont l'ordre du jour provisoire était le suivant :

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 13 juillet 1960, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (S/4381) :

Lettre en date du 25 janvier 1962 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (S/5064)".

Prenant la parole avant l'adoption de l'ordre du jour, le représentant des Etats-Unis a demandé l'ajournement de la séance en vertu de l'article 33 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité. Il a déclaré que ni les pays qui appuyaient l'opération des Nations Unies au Congo, ni le Gouvernement central du Congo, dont la position avait été exposée dans le télégramme du Premier Ministre (S/5066) en date du 29 janvier, ne souhaitaient cette séance.

Le Président a déclaré qu'aux termes de l'article 33, la proposition touchant le simple ajournement de la séance devait être mise aux voix sans discussion.

Le représentant de l'URSS s'est inquiété de voir qu'on essayait d'interrompre la discussion. La motion d'ajournement avait été présentée non parce que les débats n'étaient pas dans l'intérêt du gouvernement central, mais parce qu'ils ne servaient pas les objectifs des Etats-Unis. Il a contesté la décision prise par le Président de mettre aux voix la motion d'ajournement sans discussion et le Conseil a voté sur cette contestation.

Décision : Par 7 voix contre 2 (Roumanie, URSS) avec 2 abstentions (Ghana, République arabe unie), la décision du Président a été maintenue.

Décision : Par 7 voix contre 2 (Roumanie, URSS), avec 2 abstentions (Ghana, République arabe unie), la motion d'ajournement a été adoptée.

**LETTRE, EN DATE DU 22 FEVRIER 1962, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
PAR LE REPRESENTANT DE CUBA**

Dans une lettre du 22 février 1962 (S/5080), le représentant de Cuba a déclaré que les Etats-Unis avaient patronné l'adoption de mesures coercitives dans le cadre et en dehors de l'Organisation des Etats américains (OEA) pour préparer une invasion à grande échelle contre Cuba. Le Gouvernement des Etats-Unis avait réussi à obtenir du Conseil de l'Organisation des Etats américains qu'il convoque une réunion consultative des Ministres des affaires étrangères des républiques américaines; cette réunion avait eu lieu à Punta del Este, dans l'Uruguay. Les Etats-Unis y avaient demandé et obtenu l'exclusion de Cuba du système interaméricain et l'adoption de mesures coercitives d'ordre économique contre ce pays, ce qui était contraire à la Charte des Nations Unies, à la charte de l'OEA et au Traité interaméricain d'assistance mutuelle. Ces mesures avaient été prises sans l'autorisation du Conseil de sécurité et leur exécution avait entraîné de nouvelles violations de la Charte des Nations Unies, notamment de l'Article 53.

Dans le cadre de ces actions illégales, les Etats-Unis avaient décrété un embargo total sur les échanges avec Cuba et ils faisaient pression sur des pays qui n'étaient pas membres du système interaméricain pour qu'ils prennent eux aussi des sanctions économiques. En vertu de l'Article 34, du paragraphe 1 de l'Article 35, du paragraphe 1 de l'Article 24 et des Articles 41, 52, 53 et 103 de la Charte des Nations Unies, le représentant de Cuba demandait que le Conseil se réunisse immédiatement pour adopter les mesures propres à faire cesser les actes illégaux des Etats-Unis et à prévenir l'apparition d'une situation susceptible de mettre en danger la paix et la sécurité internationales.

A sa 991^{ème} séance, le 27 février 1962, le Conseil a examiné s'il y avait lieu d'inscrire cette question à son ordre du jour.

Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que le Conseil devait être disposé à accepter l'inscription de toute plainte et à donner à son auteur la possibilité d'exposer la question en détail. Cependant, il convenait d'examiner chaque question d'après sa valeur intrinsèque, car il n'était pas souhaitable d'adopter automatiquement l'ordre du jour et de permettre que l'autorité du Conseil serve uniquement à des fins de propagande. Si la lettre du représentant de Cuba avait pour objet de préparer une plainte relative à une agression des Etats-Unis, il y avait lieu de rappeler que l'Assemblée générale avait réglé la question le 20 février 1962. Il n'y avait donc aucune raison valable pour rouvrir le débat devant le Conseil de sécurité. Si cette lettre visait plutôt à demander au Conseil de définir sa position à l'égard des initiatives des organismes régionaux, il fallait signaler que le Conseil avait déjà examiné en détail cette même question, en septembre 1960, à l'occasion des mesures prises par l'OEA au sujet de la République Dominicaine. Dans la résolution qu'il avait adoptée à l'époque, le Conseil de sécurité avait simplement pris note de ces mesures, indiquant clairement qu'il n'était ni nécessaire ni approprié pour le Conseil de manifester son approbation ou sa désapprobation. Depuis septembre 1960, rien ne s'était produit qui pût amener le Conseil à modifier sa décision. La délégation du Royaume-Uni ne jugeait pas utile de rouvrir les débats et, en conséquence, elle demandait qu'il soit

procédé à un vote sur la question de l'adoption de l'ordre du jour.

Le représentant du Chili a déclaré que le problème présenté par Cuba devant le Conseil de sécurité était essentiellement le même que celui qui avait été examiné par l'Assemblée générale. L'Assemblée n'avait pas estimé que la question justifiait une résolution ou une recommandation aux Etats Membres ou au Conseil de sécurité. Le représentant du Chili a tenu à préciser que les doutes qu'éprouvait sa délégation quant à l'utilité d'un nouveau débat ne changeaient en rien la position traditionnelle du Chili, à savoir que tout Etat Membre devait avoir le droit de porter une question devant le Conseil de sécurité.

Quant aux rapports juridiques entre l'OEA et l'Organisation des Nations Unies, le Conseil de sécurité avait pris une décision sur cette question en septembre 1960.

Le représentant du Ghana, appuyant l'adoption de l'ordre du jour, a déclaré que le Conseil avait le devoir d'entendre tout Etat qui formulait une plainte en vertu du paragraphe 1 de l'Article 35 de la Charte. En outre, conformément à la résolution 1301 (XIII) de l'Assemblée générale, tous les Etats avaient le droit, tout en faisant pleinement usage des dispositions de l'Article 33 de la Charte, de recourir à l'Organisation des Nations Unies pour la solution pacifique des problèmes qui nuisaient aux relations de bon voisinage et menaçaient la paix internationale.

Le représentant de l'URSS a dit que les arguments à l'aide desquels on s'efforçait d'empêcher l'inscription de la question à l'ordre du jour manquaient de solidité. La plainte soumise par Cuba au Conseil de sécurité était, selon lui, différente de celle qui avait été examinée par l'Assemblée générale; en effet, les Etats-Unis y étaient accusés, non seulement de commettre une agression unilatérale et de s'ingérer dans les affaires intérieures de Cuba, mais encore de se servir de l'OEA pour réaliser leurs desseins d'agression contre ce pays. Dans le cas présent, les Etats-Unis violaient les dispositions de l'Article 53 de la Charte des Nations Unies en obligeant l'OEA à adopter contre Cuba des mesures de coercition qu'elle ne pouvait pas prendre sans l'autorisation du Conseil de sécurité.

Selon le représentant de l'URSS, le Conseil de sécurité avait discuté la question des rapports entre l'OEA et l'Organisation des Nations Unies à propos de la République Dominicaine, mais on ne pouvait soutenir que les deux questions étaient identiques et que rien de nouveau ne s'était produit depuis septembre 1960. L'intervention de 1961 à Cuba et la Conférence de Punta del Este constituaient des faits nouveaux qui rendaient nécessaire un nouvel examen de la question par le Conseil. La tentative des Etats-Unis pour transformer l'OEA en un instrument de leur politique agressive méritait d'être examinée avec la plus grande attention, car elle amenait un changement de situation politique et constituait une menace contre la paix. Les objections que l'on élevait contre l'adoption de l'ordre du jour venaient de la crainte qu'avaient les Etats-Unis et leurs alliés de voir révélés les actes illégaux commis par les Etats-Unis à l'occasion des décisions de l'OEA. Si le Conseil tolérait ces actes, qui violaient la Charte des Nations Unies, ils conduiraient à une agression

directe contre Cuba. Le Conseil devait examiner la plainte de Cuba et inviter le représentant de ce pays à participer à la discussion sur l'adoption de l'ordre du jour.

Le représentant de la République arabe unie, appuyant l'adoption de l'ordre du jour, a déclaré qu'en vertu de la Charte des Nations Unies, on ne pouvait refuser à un Etat Membre le droit de s'adresser au Conseil de sécurité, ni la possibilité d'y faire examiner une plainte de façon aussi complète que possible.

Le représentant du Venezuela a fait observer que l'Assemblée générale, en n'adoptant aucune résolution, avait jugé que la plainte de Cuba était sans fondement. Quant à l'affirmation de Cuba selon laquelle les décisions prises par l'OEA à Punta del Este devaient être approuvées par le Conseil de sécurité, la délégation du Venezuela avait soutenu en septembre 1960 que l'approbation du Conseil n'était nécessaire que lorsqu'il s'agissait de mesures impliquant le recours à la force.

Le représentant de la Roumanie a affirmé que les objections soulevées par certains membres du Conseil avaient pour but d'empêcher les autres membres d'exposer leur position sur la question. Cette attitude violait non seulement les principes démocratiques qui régissaient l'Organisation des Nations Unies, mais encore les droits des Etats Membres prévus aux Articles 34 et 35 de la Charte. Le représentant de la Roumanie estimait que le Conseil devait examiner les résolutions adoptées à Punta del Este, afin de s'assurer de leur légalité au regard des principes de la Charte des Nations Unies, ainsi que de leurs conséquences éventuelles pour la paix et la sécurité internationales.

Le représentant de la Chine a déclaré que les problèmes visés dans la plainte de Cuba avaient été examinés à plusieurs reprises par le Conseil de sécurité et par l'Assemblée générale. Les accusations formulées par Cuba avaient été jugées sans fondement et rejetées. En vertu des dispositions de l'Article 52 de la Charte des Nations Unies, l'OEA était pleinement compétente pour régler les affaires de caractère régional touchant au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Pour ces raisons, le représentant de la Chine ne pouvait appuyer l'adoption de l'ordre du jour provisoire.

Le Président, parlant en sa qualité de représentant des Etats-Unis, a souligné que l'Assemblée générale avait examiné en détail et rejeté les accusations formulées par Cuba. La lettre du représentant de Cuba n'était qu'une tentative de diversion destinée à donner l'impression erronée que le Conseil pourrait peut-être reprendre utilement l'étude d'un problème déjà réglé par l'Assemblée générale. Le représentant des Etats-Unis a ajouté qu'en septembre 1960, à propos de la question de la République Dominicaine, le Conseil de sécurité avait rejeté l'affirmation selon laquelle les décisions prises par l'OEA devaient être approuvées par le Conseil de sécurité en vertu de l'Article 53 de la Charte des Nations Unies. Le Gouvernement américain était convaincu que tous les pays méritaient d'être entendus aux Nations Unies, mais il ne pouvait consentir à ce que l'Organisation des Nations Unies soit utilisée à des fins de propagande relevant de la guerre froide.

Le Président a informé le Conseil que le représentant de Cuba avait demandé, conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire, à participer à la discussion de la question présentée pour inscription à l'ordre du jour. Le représentant de Cuba avait également fait savoir qu'il souhaitait prendre part au débat sur l'adoption de l'ordre du jour. Le Président a fait observer que le Conseil avait l'habitude de trancher les questions

de procédure, sans la participation des Etats non membres. Il a rappelé que, dans certains cas récents, le Conseil avait rejeté les demandes d'Etats non membres qui voulaient participer à la discussion sur l'adoption de l'ordre du jour, et il a cité à cet égard les requêtes formulées par l'Union sud-africaine en 1960 et par le Portugal en 1961. Si l'un des membres du Conseil désirait proposer que le représentant de Cuba soit invité à cette fin, le Président soumettrait la question au Conseil.

Le représentant de l'URSS, parlant de la possibilité d'inviter le représentant de Cuba à la table du Conseil, a déclaré que les conditions prévues par l'article 37 du règlement intérieur provisoire étaient remplies; les intérêts de Cuba étaient expressément affectés dans cette affaire et la plainte déposée par ce pays avait été formulée en vertu du paragraphe 1 de l'Article 35 de la Charte des Nations Unies. Ainsi, le Conseil pouvait décider, conformément à l'article 37, de convier le représentant de Cuba à prendre part à l'examen de la question ainsi qu'à la discussion sur l'adoption de l'ordre du jour. Dans certains cas, le Conseil avait refusé d'inviter des Etats non membres du Conseil à participer à la discussion de questions de procédure. Cependant, lors des débats sur la question du Congo, le représentant de la Yougoslavie, Etat non membre du Conseil, avait été autorisé à prendre part à une discussion sur l'opportunité d'inviter un autre Etat non membre. Le représentant de l'URSS a proposé de mettre aux voix la proposition tendant à convier le représentant de Cuba à participer à la discussion sur l'adoption de l'ordre du jour.

Le représentant de la France a déclaré que le Conseil avait pour pratique de n'inviter les Etats non membres à prendre place à sa table qu'une fois l'ordre du jour adopté. Le Conseil avait toujours interprété cette règle de façon stricte et l'exception citée par le représentant de l'URSS avait été une erreur dont le Président s'était rendu compte au cours de la séance. La participation du représentant de Cuba à une discussion sur l'adoption de l'ordre du jour serait nettement contraire au règlement du Conseil.

Le représentant de la République arabe unie a rappelé qu'en janvier 1948, alors que le Conseil, à propos du Cachemire, examinait la possibilité de changer le titre de la question, le Président, qui était alors le représentant de la Belgique, avait proposé d'inviter exceptionnellement les représentants de l'Inde et du Pakistan à participer à la discussion. La proposition du Président avait été adoptée sans objection.

Décisions: La proposition de l'URSS tendant à inviter le représentant de Cuba à participer, sans droit de vote, à la discussion sur l'adoption de l'ordre du jour, n'a pas été adoptée. Il y a eu 4 voix pour (Ghana, Roumanie, URSS, République arabe unie), zéro contre et 7 abstentions. Le Conseil a ensuite voté sur l'ordre du jour provisoire, qui n'a pas été adopté. Il y a eu 4 votes pour (Ghana, Roumanie, URSS, République arabe unie), zéro contre et 7 abstentions.

Dans une lettre du 2 mars 1962 (S/5083) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de Cuba a déclaré qu'à la 991^{ème} séance du Conseil de sécurité, tenue le 27 février 1962, Cuba avait été privée du droit, qu'elle possédait en vertu de l'Article 35 de la Charte des Nations Unies, de soumettre à l'examen du Conseil une situation qui constituait une sérieuse menace contre la paix. Les allégations de certains membres du Conseil, qui prétendaient que Cuba soulevait une question dont l'Assemblée générale avait

déjà été saisie, ne correspondaient pas à la réalité. Le problème qui avait été soulevé à l'Assemblée n'avait pas trait à la Conférence de Punta del Este, qui s'était réunie après l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de la plainte déposée par Cuba.

Quant à l'objection selon laquelle un précédent avait déjà été créé au Conseil en ce qui concerne la portée de l'Article 53, elle était inacceptable, car l'existence ou l'absence d'un précédent n'était pas une raison pour refuser d'examiner une affaire qui était nécessairement différente de celles qui avaient déjà été étudiées ou qui pouvaient l'être à l'avenir. En outre, le fait que le

Conseil eût pris note de la décision relative à la République Dominicaine devait être interprété comme une approbation des actes accomplis par l'organisme régional dans le cadre de l'Article 53 de la Charte. Par ailleurs, dans le cas de Cuba, les mesures prises par l'organisme régional violaient notamment les dispositions de l'Article 52 de la Charte, que le Conseil était tenu de faire respecter. Un groupe d'Etats Membres préjugait une plainte et empêchait l'examen d'une question relevant incontestablement de la compétence du Conseil de sécurité, ce qui constituait un précédent dangereux et portait atteinte à l'autorité du Conseil.

Cinquième partie

QUESTIONS SIGNALEES A L'INTENTION DU CONSEIL DE SECURITE, MAIS QU'IL N'A PAS DISCUTEES

Chapitre 13

COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION AU SUD-OUEST AFRICAIN

Dans un télégramme en date du 5 juillet 1961 (S/4854), adressé au Secrétaire général, le Président du Comité du Sud-Ouest africain a déclaré que la situation explosive qui résultait de l'attitude qu'avait prise le Gouvernement de la République sud-africaine avait empêché le Comité d'entrer dans le territoire pour enquêter sur la situation existante. Le Président a demandé instamment que les Etats Membres et les organes intéressés des Nations Unies fussent informés immédiatement de la menace imminente que la situation au Sud-Ouest africain, qui allait en s'aggravant, causait à la paix et à la sécurité internationales, afin que des mesures opportunes puissent être prises sur le plan international pour mettre fin à cette situation explosive.

Dans un autre télégramme, en date du 25 juillet 1961 (S/4889), adressé au Président du Conseil de sécurité, le Président du Comité s'est référé aux résolutions 1568 (XV) et 1596 (XV) de l'Assemblée générale, et a appelé l'attention du Conseil sur les faits nouveaux qui avaient empêché le Comité de mettre pleinement en œuvre lesdites résolutions. Il a indiqué que le Gouvernement sud-africain ayant empêché le Comité d'entrer dans le territoire sous mandat, le Comité était convaincu qu'il ne pourrait assurer la pleine application de ces résolutions qu'avec l'appui du Conseil de sécurité. Le Comité a constaté que cette situation continuait de

causer une grave menace à la paix et à la sécurité internationales, et a estimé qu'il était urgent que le Conseil de sécurité se réunisse afin de prendre immédiatement les mesures qui s'imposaient.

Dans un mémoire (S/4889/Add.1) présenté au Conseil de sécurité le 25 juillet, le Comité a fait savoir que le Gouvernement de la République sud-africaine l'avait avisé qu'il serait dans l'obligation d'empêcher le Comité de pénétrer au Sud-Ouest africain. Le Gouvernement du Royaume-Uni avait fait savoir qu'il ne pourrait accorder au Comité les facilités nécessaires pour entrer au Betchouanaland, à moins que le Comité ne lui confirmât qu'il n'avait pas l'intention de pénétrer dans le Sud-Ouest africain sans l'autorisation du Gouvernement sud-africain. En conséquence, le Comité a été empêché de s'acquitter de ses tâches au Betchouanaland. Le Comité a indiqué en outre qu'après avoir entendu le témoignage de réfugiés politiques du Territoire sous mandat et d'autres pétitionnaires, il était persuadé que le maintien de la politique d'*apartheid* dans le Sud-Ouest africain et l'attitude du Gouvernement sud-africain qui persistait à nier l'autorité de l'Organisation des Nations Unies sur ce territoire avaient créé une situation si tendue que seule une intervention des Nations Unies pouvait empêcher un conflit racial armé en Afrique.

Chapitre 14

LA SITUATION EN ANGOLA

Lettre, en date du 19 juillet 1961, adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Afghanistan, de l'Arabie Saoudite, de la Birmanie, du Cambodge, du Cameroun, de Ceylan, du Congo (Brazzaville), du Congo (Léopoldville), de la Côte-d'Ivoire, de l'Ethiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Haute-Volta, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, de la Jordanie, du Laos, du Liban, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, du Mali, du Maroc, du Népal, de la Nigéria, du Pakistan, de la République arabe unie, de la République centrafricaine, du Sénégal, de la Somalie, du Soudan, du Tchad, du Togo, de la Tunisie et du Yémen

Dans une lettre en date du 19 juillet 1961 (S/4891), les 39 Etats Membres signataires ont appelé l'attention du Secrétaire général sur le fait que les résolutions catégoriques prises par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité concernant la situation en Angola n'avaient eu aucun effet sur le Gouvernement portugais. La situation était devenue infiniment plus grave qu'auparavant et elle menaçait la paix et la sécurité internationales. Les signataires se réservaient le droit de demander d'urgence au Conseil de sécurité, ou à l'Assemblée générale ou à l'un et l'autre de ces deux organes, de prendre des mesures efficaces pour y remédier.

COMMUNICATIONS RELATIVES A LA QUESTION DU KOWEÏT

Dans une lettre en date du 26 juillet 1961 (S/4892), le représentant permanent de l'Irak a fait savoir au Président du Conseil de sécurité que trois soldats britanniques se trouvant dans une auto blindée de reconnaissance avaient été appréhendés par les autorités irakiennes à l'intérieur du territoire irakien à Safnan. Il semblait que ces soldats avaient été envoyés du Koweït pour s'acquitter d'une mission militaire. Le Gouvernement irakien avait demandé au Gouvernement du Royaume-Uni de mettre fin à de tels actes de provocation qui ne pouvaient qu'accroître la tension et menacer la paix dans la région.

Dans une lettre en date du 1er août (S/4914) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent du Royaume-Uni a indiqué que l'incident dont il était question dans la lettre du représentant de l'Irak en date du 26 juillet était dû au fait que les trois soldats s'étaient perdus alors qu'ils remplissaient une mission parfaitement légitime dans une région du Koweït dépourvue de points de repère et adjacente à la frontière de l'Irak. Le Royaume-Uni avait demandé que ces hommes fussent autorisés à retourner au Koweït avec leur véhicule.

Dans un télégramme en date du 9 août 1961 (S/4921), le Secrétaire d'Etat du Koweït a attiré l'attention du Président du Conseil de sécurité sur les déclarations faites à maintes reprises par le Premier Ministre de l'Irak, dans lesquelles il menaçait le Koweït d'annexion par l'Irak.

Dans une lettre en date du 14 août (S/4925) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de l'Irak a réitéré que la politique déclarée de l'Irak était d'user de moyens pacifiques et légitimes pour rétablir ses droits sur le Koweït, et il a formulé au nom de son gouvernement de sérieuses réserves quant à la distribution d'un télégramme émanant d'un particulier qui ne possédait aucun statut officiel auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Par un télégramme en date du 22 octobre (S/4966), le Président du Département des affaires étrangères du Koweït a fait savoir au Président du Conseil de sécurité que les forces britanniques avaient achevé d'évacuer le territoire du Koweït le 19 octobre et avaient été rem-

placées par des forces de la Ligue des Etats arabes qui préservaient maintenant l'indépendance et la souveraineté de l'Etat du Koweït.

Par une note verbale en date du 13 septembre (S/5007), le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes a transmis aux Nations Unies le texte de l'échange de lettres du 12 août 1961 entre son Altesse le prince de l'Etat du Koweït et le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes au sujet de la force de sécurité de la Ligue des Etats arabes au Koweït.

Par un télégramme en date du 4 décembre (S/5011), le Ministre des affaires étrangères du Koweït a attiré l'attention du Président du Conseil de sécurité sur les déclarations faites à maintes reprises depuis peu par le Premier Ministre de l'Irak, dans lesquelles ce dernier menaçait le Koweït d'annexion par la force.

Dans une lettre en date du 7 décembre (S/5014) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent de l'Irak a formulé les réserves les plus expresses au sujet de la distribution d'un télégramme en date du 4 décembre émanant d'un simple particulier qui n'avait à l'Organisation des Nations Unies aucun statut reconnu. Il a ajouté que les allégations contenues dans ce télégramme déformaient complètement les faits et étaient inventées de toutes pièces.

Par un télégramme en date du 28 décembre (S/5043), le Ministre des affaires étrangères de l'Irak a appelé l'attention du Président du Conseil de sécurité sur la déclaration qu'avait faite le Ministre de la défense du Royaume-Uni le 26 décembre et dans laquelle il annonçait des mesures qu'il avait prises à titre de précaution en raison, avait-il dit, de la tension qui existait au Moyen-Orient durant la période des fêtes de Noël. De telles mesures mettaient en danger la paix de la région et menaçaient la sécurité de l'Irak.

Par un télégramme en date du 28 décembre (S/5044), le Ministre des affaires étrangères du Koweït a appelé l'attention du Président du Conseil de sécurité sur les menaces persistantes du Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'Irak, les campagnes menées quotidiennement dans la presse et à la radiodiffusion irakienne et la concentration de forces militaires.

Chapitre 16

**RAPPORT SUR L'ETAT DES TRAVAUX DU SOUS-COMITE
CHARGE D'EXAMINER LA SITUATION EN ANGOLA**

Le 27 juillet 1961, le Président du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola a présenté au Conseil de sécurité, conformément aux dispositions de la résolution S/4835 du Conseil, un rapport (S/4898) sur l'organisation et l'état des travaux du Sous-Comité et sur les entretiens qu'il avait eus à Lisbonne avec le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères du Portugal.

COMMUNICATIONS DU REPRESENTANT PERMANENT DE CUBA

Dans une lettre en date du 28 juillet 1961 (S/4906), le représentant de Cuba a fait savoir au Président du Conseil de sécurité qu'un danger très grave menaçait la paix internationale du fait de l'agression militaire imminente des Etats-Unis contre Cuba sous prétexte qu'un avion des Etats-Unis, de type Electra, appartenant à la Eastern Air Lines Company, avait été dérouté par un passager et avait fait l'objet d'une saisie judiciaire à la demande d'une partie intéressée. Le représentant de Cuba a déclaré que son gouvernement était complètement étranger à l'incident en question et que l'avion avait été retenu sur le territoire cubain à la suite d'une requête présentée en bonne et due forme. La propagande hystérique déchaînée aux Etats-Unis à propos de la saisie légale de cet appareil s'inspirait de la stratégie adoptée par l'impérialisme américain, que Cuba avait dénoncée à plusieurs reprises devant les Nations Unies. Etant donné les circonstances, le Gouvernement cubain avait décidé de soumettre cette question à la juridiction du Conseil de sécurité afin que cet organe prit les dispositions qu'il jugerait appropriées, et il avait demandé à la partie intéressée de retirer sa requête.

Dans une autre communication en date du 4 août (S/4916), le représentant de Cuba, ayant attiré l'attention du Conseil sur la lettre du 28 juillet (S/4906), a déclaré qu'une nouvelle campagne d'hystérie belliciste avait été déchaînée aux Etats-Unis à l'occasion de la saisie réelle ou supposée d'un avion du type Boeing 707 de la Continental Air Lines par deux délinquants nord-américains. Des membres du Congrès des Etats-Unis, poursuivant une stratégie préalablement mise au point, avaient fait des déclarations comminatoires qui frisaient l'ultimatum et la menace de guerre. La façon dont ce nouvel événement avait été exploité pour justifier une agression militaire des Etats-Unis contre Cuba corroborait le bien-fondé et l'opportunité de l'accusation formulée par Cuba au sujet de l'incident précédent. Le représentant de Cuba a déclaré que son gouvernement affirmait à nouveau qu'il était totalement étranger à ces incidents dans lesquels des manœuvres tendancieuses tentaient de l'impliquer. Il a demandé au Conseil de sécurité d'adopter les mesures nécessaires pour éviter la répétition de ces incidents et de répondre à la décision du Gouvernement cubain de soumettre à la juridiction du Conseil la question de la restitution de l'avion Electra.

Chapitre 18

READMISSION DE LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

Dans un télégramme en date du 8 octobre 1961 (A/4914; S/4958) adressé au Président de l'Assemblée générale¹, le Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères de la République arabe syrienne a demandé aux Nations Unies de prendre note du fait que la République arabe syrienne redevenait Membre de l'Organisation des Nations Unies.

¹ Le télégramme original était adressé au Président de l'Assemblée générale et le Gouvernement syrien priait de bien vouloir en communiquer le texte à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux organes principaux et aux organes subsidiaires des Nations Unies. Dans un télégramme précédent (A/4913; S/4957), le Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères de la République arabe syrienne avait avisé de sa nomination le Président de l'Assemblée générale, avait déclaré que son gouvernement était fermement attaché aux principes des Nations Unies et avait fait part de son désir d'entretenir des relations internationales sur la base de la justice et de la paix.

Chapitre 19

COMMUNICATION RELATIVE A LA FRONTIERE ALGERO-TUNISIENNE

Dans une lettre en date du 24 novembre 1961 (S/5000), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent de la Tunisie a déclaré que, le 22 novembre 1961, les forces françaises avaient déclenché de violents tirs d'artillerie sur les postes frontaliers tunisiens entre Aïn Draham et Tabarka, et qu'une formation de blindés français avait pénétré en territoire tunisien et attaqué particulièrement le poste de Roui à deux cents mètres de la frontière. Les installations tunisiennes avaient été prises sous le feu des blindés de l'artillerie française opérant à partir du territoire algérien, deux soldats tunisiens avaient été tués et quatre soldats grièvement blessés. Pendant la même journée, l'aviation française avait bombardé le poste d'El-Hamma; les dégâts étaient purement matériels. La Tunisie a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur la gravité des attaques que ces postes frontaliers ne cessaient de subir de la part des troupes françaises stationnées en Algérie.

COMMUNICATIONS DU SENEGAL ET DU PORTUGAL

Dans un télégramme en date du 22 décembre 1961 (S/5039) adressé au Président du Conseil de sécurité, le Ministre des affaires étrangères du Sénégal a déclaré que le 16 décembre 1961 des éléments de l'armée portugaise basée en Guinée dite portugaise avaient pénétré dans le village de Bakakapatapa, semant la panique parmi la population sénégalaise, que le 21 décembre 1961 deux avions de chasse à réaction portugais avaient survolé à basse altitude la région sénégalaise de Ouassou, et qu'à la même date des colonnes motorisées de l'armée portugaise avaient violé le territoire sénégalais, à la poursuite de déserteurs. Le Sénégal a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur la nature provocatrice de ces faits et a exprimé sa ferme volonté de défendre ses populations et l'intégrité de son territoire.

Dans une lettre en date du 9 janvier 1962 (S/5055) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent du Portugal, se référant à la communication du Sénégal en date du 22 décembre, a indiqué que les allégations du Sénégal concernant les violations

de frontière qu'auraient commises les unités motorisées de l'armée portugaise étaient sans fondement. Il a indiqué qu'à la suite d'une erreur d'itinéraire, une patrouille de reconnaissance portugaise avait traversé le 16 décembre le territoire sénégalais, mais que lorsqu'on lui eut indiqué l'itinéraire correct, elle était retournée immédiatement en territoire portugais. Il n'y avait pas eu de panique parmi la population locale. En ce qui concerne la présence de l'avion de chasse à réaction portugais dans l'espace aérien sénégalais, le Gouvernement portugais a expliqué qu'elle était due à une erreur de navigation commise par suite du mauvais fonctionnement des instruments, mais que le survol du territoire n'avait pas dépassé 30 secondes. Le Gouvernement portugais regrettait ces incidents, mais il soulignait l'intention du Gouvernement sénégalais de créer une atmosphère d'hostilité qui n'existait pas auparavant, à l'encontre d'un territoire portugais dont l'ordre et la paix n'avaient été troublés à la frontière qu'en raison d'activités subversives organisées et fomentées dans des territoires voisins.

Chapitre 21

LETTRE, EN DATE DU 8 JANVIER 1962, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR INTERIM DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS

Dans une lettre en date du 8 janvier 1962 (S/5130), le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains a transmis au Conseil de sécurité, conformément à l'Article 54 de la Charte des Nations Unies, le texte d'une résolution que le Conseil de l'Organisation des Etats américains avait adoptée le 4 janvier 1962 en vertu des dispositions de la résolution 1 de la sixième réunion de consultation des ministres des relations extérieures concernant la République Dominicaine. Cette résolution déclarait que le Conseil de l'OEA, ayant considéré que le Gouvernement de la République Dominicaine avait cessé de constituer un danger pour la paix et la sécurité de l'hémisphère, décidait de rapporter les mesures diplomatiques et économiques dont la sixième réunion de consultation des ministres des relations extérieures était convenue aux termes du paragraphe 1 du dispositif de la résolution 1, ainsi que les mesures dont le Conseil de l'Organisation des Etats américains était convenu par sa résolution du 4 janvier 1961. Le Secrétaire général de l'OEA a également transmis au Conseil de sécurité les rapports que lui avaient présentés son comité spécial et son sous-comité chargé de cette question.

Chapitre 22

COMMUNICATION RELATIVE A LA QUESTION DU CONFLIT RACIAL EN AFRIQUE DU SUD

Dans une lettre en date du 10 janvier 1962 (S/5056), le Secrétaire général par intérim a transmis au Conseil de sécurité le texte de la résolution 1663 (XVI) que l'Assemblée générale avait adoptée le 28 novembre 1961 concernant la "question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine".

Le Secrétaire général par intérim a souligné en particulier l'importance du paragraphe 4 de cette résolution qui appelait l'attention du Conseil de sécurité sur la disposition du paragraphe 3 de l'Article 11 de la Charte.

**RAPPORT SUR LE TERRITOIRE STRATEGIQUE SOUS TUTELLE
DES ILES DU PACIFIQUE**

Dans une note en date du 24 mai 1962 (S/5125), le Secrétaire général par intérim a transmis au Conseil de sécurité le rapport (S/4890) que lui a adressé le Gouvernement des Etats-Unis sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour la période du 1er juillet 1960 au 30 juin 1961.

Chapitre 24

COMMUNICATIONS CONCERNANT L'IRIAN OCCIDENTAL (NOUVELLE-GUINEE OCCIDENTALE)

Dans une lettre en date du 18 janvier 1962 (S/5062) adressée au Secrétaire général par intérim, le représentant des Pays-Bas a donné des détails sur un engagement naval qui s'était produit au large de la côte de la Nouvelle-Guinée occidentale et qu'il a qualifié d'attaque armée effectuée par l'Indonésie. Il a renouvelé la proposition faite antérieurement par son gouvernement selon laquelle le Secrétaire général pourrait envoyer des observateurs ou des représentants personnels en Nouvelle-Guinée occidentale. Dans une autre lettre en date du 16 mai (S/5123), le Premier Ministre des Pays-Bas a annoncé que l'Indonésie avait largué de nouveaux parachutistes sur la Nouvelle-Guinée occidentale et avait poursuivi ses actes d'agression. Il a prié le Secrétaire général par intérim de lancer un appel à l'Indonésie pour lui rappeler les obligations primordiales que lui impose la Charte des Nations Unies et l'exhorter à s'abstenir de tous actes agressifs contre le Territoire et la population de la Nouvelle-Guinée occidentale. Il a également donné l'assurance au Secrétaire général que la présence des Pays-Bas en Nouvelle-Guinée revêtait un caractère temporaire et que son gouvernement était prêt à apporter sa coopération entière aux efforts du Secrétaire général pour trouver une solution loyale et juste répondant à l'intérêt des habitants de la Nouvelle-Guinée occidentale, sur la base de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies et des résolutions de l'Assemblée générale sur la question du colonialisme.

Dans une lettre en date du 22 mai (S/5124), le Secrétaire général par intérim, répondant à la communication que lui avait adressée le Premier Ministre des Pays-Bas, a indiqué que bien qu'il fût inquiet des événements survenus dans la région de la Nouvelle-Guinée occidentale et qu'il eût déjà lancé un appel aux parties intéressées pour qu'elles fissent preuve de la plus grande modération, il ne pouvait accepter la proposition des Pays-Bas d'adresser un appel à l'Indonésie car il donnerait ainsi l'impression de prendre position dans cette controverse, ce qui ne lui paraissait pas devoir servir au mieux les intérêts de toutes les parties. Il estimait cependant qu'il semblait opportun d'inviter à la fois le Gouvernement des Pays-Bas et celui de la République d'Indonésie à s'abstenir de tout acte agressif, tant en raison des obligations qui leur incombaient en vertu de la Charte que pour ne pas compromettre les efforts déployés par l'ambassadeur Bunker. Quant à la suggestion selon laquelle le Secrétaire général par intérim devrait envoyer dans la région des observateurs qui prendraient connaissance de la situation, il tenait à faire connaître au Gouvernement des Pays-Bas qu'il ne pouvait envisager une telle mesure qu'à la demande des deux parties.

Par une autre lettre en date du 23 mai (S/5126), le représentant des Pays-Bas a fait savoir que, depuis le 16 mai, date de la lettre du Premier Ministre de son pays (S/5123), de nouvelles opérations militaires s'étaient déroulées dans la région de la Nouvelle-Guinée occidentale. Le 17 mai, un Dakota indonésien avait été abattu par la DCA néerlandaise près de Fak Fak. Les membres de l'équipage du Dakota avaient déclaré qu'avec un autre Dakota ils avaient largué un certain nombre de parachutistes au nord-est de Kaimana. Le lendemain, de nouveaux parachutistes avaient été largués. Les autorités militaires néerlandaises avaient pris les contre-mesures nécessaires pour localiser et capturer les envahisseurs. Les renseignements fournis par les prisonniers et les documents qui avaient été pris montraient que les Indonésiens ayant participé à ces opérations aéroportées appartenaient aux forces armées régulières de l'Indonésie.

Par une lettre en date du 25 mai (S/5128), le représentant de l'Indonésie a transmis au Secrétaire général par intérim une lettre qui lui était adressée par le Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères de la République d'Indonésie. Le Premier Ministre adjoint, se référant à la lettre du Premier Ministre des Pays-Bas (S/5123), déclarait que les accusations des Pays-Bas reposaient sur de fausses prémisses puisque l'Irian occidental était une partie intégrante de la République d'Indonésie que les Pays-Bas occupaient illégalement. Dans ces conditions, il ne pouvait considérer que le débarquement d'Indonésiens sur le territoire de l'Irian occidental constituait un acte d'agression puisque ces Indonésiens ne faisaient que pénétrer sur leur propre territoire. A cet égard, les forces armées indonésiennes n'avaient fait que leur devoir en assurant la pleine protection des ressortissants indonésiens. Par ailleurs, en coulant un MTB indonésien et en abattant récemment un Dakota indonésien non armé, les Hollandais fournissaient des exemples éclatants de l'agression néerlandaise. L'Irian occidental faisant déjà partie intégrante de l'Indonésie, l'Article 73 de la Charte des Nations Unies et la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale ne pouvaient s'appliquer à ce territoire. Par la même lettre, l'Indonésie déclarait à nouveau combien elle appréciait les efforts que déployait le Secrétaire général par intérim pour faciliter la solution pacifique de la question de l'Irian occidental.

Par une autre lettre en date du 25 juin (S/5135), le représentant des Pays-Bas a fait savoir au Secrétaire général par intérim que l'Indonésie avait à nouveau largué des parachutistes sur la Nouvelle-Guinée occidentale néerlandaise et que son gouvernement avait pris de nouvelles mesures pour faire face à la situation créée par ce nouveau lancer de parachutistes indonésiens.

LETTRE, EN DATE DU 7 DECEMBRE 1961, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Dans une lettre en date du 7 décembre 1961 (S/5013)¹, le représentant de l'URSS a appelé l'attention du Président du Conseil de sécurité sur les communications du Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) informant le Conseil de sécurité des mesures prises par cette organisation pour appliquer des sanctions diplomatiques et économiques à l'égard de la République Dominicaine (S/4476, S/4628 et S/4647). Le représentant de l'URSS a fait remarquer que puisque l'OEA continuait à s'occuper de la question susmentionnée et compte tenu des Articles 53 et 54 de la Charte des Nations Unies, il était indispensable que le Conseil de sécurité reçût sans délai des renseignements complets sur les mesures prises par l'OEA à cet égard.

¹ Voir également première partie, chap. 4.

APPENDICES

I. — Représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim accrédités auprès du Conseil de sécurité

Les représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim dont les noms suivent étaient accrédités auprès du Conseil de sécurité au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport :

<i>Ceylan</i> ^a M. Gunapala Piyasena Malalasekera; M. H. O. Wijegoonawardena.	<i>Irlande</i> ^b M. Frederick H. Boland; M. Tadhg O'Sullivan.
<i>Chili</i> M. Daniel Schweitzer; M. Humberto Diaz-Casanueva.	<i>Liberia</i> ^a M. Nathan Barnes; M. Christie W. Doe; M. Martinus L. Johnson.
<i>Chine</i> M. Tingfu F. Tsiang; M. Liu Chieh; M. Yu Chi Hsueh; M. Chun-Ming Chang	<i>République arabe unie</i> M. Omar Loutfi; M. Mahmoud Riad; M. Rafik Asha; M. Farid Chehlaoui; M. Mohamed H. El-Zayyat.
<i>Equateur</i> ^a M. Leopoldo Benites; M. Pericles Gallegos.	<i>Roumanie</i> ^b M. Mihail Haseganu; M. Corneliu Bogdan.
<i>Etats-Unis d'Amérique</i> M. Adlai E. Stevenson; M. Francis T. P. Plimpton; M. Charles W. Yost.	<i>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</i> Sir Patrick Dean; M. C. T. Crowe; M. A. H. Campbell.
<i>France</i> M. Armand Bérard; M. Pierre Millet; M. Louis Dauge.	<i>Turquie</i> ^a M. Turgut Menemencioglu; M. Sadi Eldem.
<i>Ghana</i> ^b M. Alex Quaison-Sackey; M. Kenneth K. S. Dadzie.	<i>Union des Républiques socialistes soviétiques</i> M. Valerian Aleksandrovitch Zorine; M. Platon Dmitrievitch Morozov.
	<i>Venezuela</i> ^b M. Carlos Sosa Rodriguez; M. Tulio Alvarado.

^a Le mandat de ces pays a pris fin le 31 décembre 1961.

^b Le mandat de ces pays a pris effet le 1er janvier 1962.

II. — Présidents du Conseil de sécurité

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, la présidence du Conseil de sécurité a été assurée successivement par les représentants dont les noms suivent :

<i>Equateur</i> M. Leopoldo Benites (du 16 au 31 juillet 1961).	<i>Etats-Unis d'Amérique</i> M. Adlai E. Stevenson (du 1er au 28 février 1962).
<i>France</i> M. Armand Bérard (du 1er au 31 août 1961).	<i>Venezuela</i> M. Carlos Sosa Rodriguez (du 1er au 31 mars 1962).
<i>Libéria</i> M. Nathan Barnes (du 1er au 30 septembre 1961).	<i>Chili</i> M. Daniel Schweitzer (du 1er au 30 avril 1962).
<i>Turquie</i> M. Turgut Menemencioglu (du 1er au 31 octobre 1961).	<i>Chine</i> M. Tingfu F. Tsiang (du 1er au 31 mai 1962).
<i>Union des Républiques socialistes soviétiques</i> M. Valerian A. Zorine (du 1er au 30 novembre 1961).	<i>France</i> M. Armand Bérard (du 1er au 30 juin 1962).
<i>République arabe unie</i> M. Omar Loutfi (du 1er au 31 décembre 1961).	<i>Ghana</i> M. Alex Quaison-Sackey (du 1er au 15 juillet 1962).
<i>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</i> Sir Patrick Dean (du 1er au 31 janvier 1962).	

III. — Séances tenues par le Conseil de sécurité entre le 16 juillet 1961 et le 15 juillet 1962

<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>	<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>
961ème	Télégramme en date du 20 juillet 1961 adressé au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la République de Tunisie (S/4861); lettre en date du 20 juillet 1961 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Tunisie (S/4862).	21 juil. 1961		par les représentants permanents de l'Ethiopie, de la Nigéria et du Soudan (S/4973).	
962ème	<i>Idem.</i>	22 juil. 1961	983ème	Lettre en date du 21 novembre 1961 adressée par le représentant permanent de Cuba au Président du Conseil de sécurité (S/4992).	28 nov. 1961
963ème	<i>Idem.</i>	22 juil. 1961	984ème	Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.	30 nov. 1961
964ème	<i>Idem.</i>	28 juil. 1961	985ème	<i>Idem.</i>	30 nov. 1961
965ème	<i>Idem.</i>	29 juil. 1961	986ème	<i>Idem.</i>	14 déc. 1961
966ème	<i>Idem.</i>	29 juil. 1961	987ème	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité, le 18 décembre 1961, par le représentant permanent du Portugal (S/5030).	18 déc. 1961
967ème (privée)	Examen du rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale.	12 sept. 1961	988ème	<i>Idem.</i>	18 déc. 1961
968ème	Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.	26 sept. 1961	989ème	Adoption de l'ordre du jour.	30 janv. 1962
969ème	<i>Idem.</i>	26 sept. 1961	990ème	Question Inde-Pakistan.	1er fév. 1962
970ème	Adoption de l'ordre du jour.	2 oct. 1961	991ème	Adoption de l'ordre du jour.	27 fév. 1962
971ème	Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.	25 oct. 1961	992ème	Lettre en date du 8 mars 1962 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Cuba (S/5086).	14 mars 1962
972ème (privée)	Question de la recommandation en vue de la nomination du Secrétaire général par intérim des Nations Unies.	3 nov. 1961	993ème	<i>Idem.</i>	15 mars 1962
973ème	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité le 13 juillet 1960 par le Secrétaire général (S/4381). Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité le 3 novembre 1961 par les représentants permanents de l'Ethiopie, de la Nigéria et du Soudan (S/4973).	13 nov. 1961	994ème	<i>Idem.</i>	16 mars 1962
974ème	<i>Idem.</i>	15 nov. 1961	995ème	<i>Idem.</i>	20 mars 1962
975ème	<i>Idem.</i>	16 nov. 1961	996ème	<i>Idem.</i>	21 mars 1962
976ème	<i>Idem.</i>	17 nov. 1961	997ème	<i>Idem.</i>	22 mars 1962
977ème	<i>Idem.</i>	20 nov. 1961	998ème	<i>Idem.</i>	23 mars 1962
978ème	<i>Idem.</i>	21 nov. 1961	999ème	Question de Palestine.	28 mars 1962
979ème	<i>Idem.</i>	21 nov. 1961	1000ème	<i>Idem.</i>	3 avr. 1962
980ème	Lettre en date du 21 novembre 1961 adressée par le représentant permanent de Cuba au Président du Conseil de sécurité (S/4992).	22 nov. 1961	1001ème	<i>Idem.</i>	4 avr. 1962
981ème	<i>Idem.</i>	24 nov. 1961	1002ème	<i>Idem.</i>	5 avr. 1962
982ème	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité, le 13 juillet 1960, par le Secrétaire général (S/4381). Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité le 3 novembre 1961	24 nov. 1961	1003ème	<i>Idem.</i>	5 avr. 1962
			1004ème	<i>Idem.</i>	6 avr. 1962
			1005ème	<i>Idem.</i>	6 avr. 1962
			1006ème	<i>Idem.</i>	9 avr. 1962
			1007ème	Question Inde-Pakistan.	27 avr. 1962
			1008ème	<i>Idem.</i>	2 mai 1962
			1009ème	<i>Idem.</i>	3 mai 1962
			1010ème	<i>Idem.</i>	4 mai 1962
			1011ème	<i>Idem.</i>	4 mai 1962
			1012ème	<i>Idem.</i>	15 juin 1962
			1013ème	<i>Idem.</i>	19 juin 1962
			1014ème	<i>Idem.</i>	20 juin 1962
			1015ème	<i>Idem.</i>	21 juin 1962
			1016ème	<i>Idem.</i>	22 juin 1962

IV. — Comité d'état-major: représentants, présidents et secrétaires principaux

A. — REPRÉSENTANTS DE CHAQUE ARME POUR CHAQUE DÉLÉGATION

*Durée des fonctions depuis
le 16 juillet 1961*

Chine

Général de corps aérien Wang Shu-ming	8 mars 1962 jusqu'à ce jour
Général de corps d'armée Ho Shai-lai	16 juillet 1961-18 mars 1962
Général de division Lu Fu-ning	19 mars 1962 jusqu'à ce jour
Capitaine de vaisseau Wu Chia-hsun	16 juillet 1961-8 octobre 1961
Capitaine de vaisseau Chang Hsiang-chi	9 octobre 1961 jusqu'à ce jour

Etats-Unis d'Amérique

Général de corps d'armée E. J. O'Neill	16 juillet 1961-31 mars 1962
Général de corps d'armée G. H. Davidson	1er avril 1962 jusqu'à ce jour
Vice-amiral G. H. C. Wellborn, fils	16 juillet 1961 jusqu'à ce jour
Général de corps aérien W. E. Hall	16 juillet 1961-31 juillet 1961
Général de corps aérien R. W. Burns	1er août 1961 jusqu'à ce jour

France

Général de brigade P. Gouraud	16 juillet 1961 jusqu'à ce jour
Contre-amiral J. Guérin	16 juillet 1961 jusqu'à ce jour
Général de corps aérien H. M. de Rancourt de Mimerand...	16 juillet 1961 jusqu'à ce jour

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Général de division J. M. McNeill	16 juillet 1961 jusqu'à ce jour
Vice-amiral sir William Crawford	16 juillet 1961 jusqu'à ce jour
Général de division aérienne R. H. E. Emson	16 juillet 1961 jusqu'à ce jour

Union des Républiques socialistes soviétiques

Général de division A. I. Rodionov	16 juillet 1961-22 août 1961
Général de corps d'armée V. A. Doubovik	23 août 1961 jusqu'à ce jour
Contre-amiral B. D. Yachine	16 juillet 1961 jusqu'à ce jour
Général de division aérienne M. N. Kostiouk	16 juillet 1961 jusqu'à ce jour

B. — PRÉSIDENTS

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Présidents</i>	<i>Délégations</i>
422ème	27 juillet 1961	Vice-amiral sir William Crawford	Royaume-Uni
423ème	10 août 1961	Vice-amiral C. Wellborn fils	Etats-Unis
424ème	24 août 1961	Vice-amiral C. Wellborn fils	Etats-Unis
425ème	7 septembre 1961	Capitaine de vaisseau Wu Chia-hsun	Chine
426ème	21 septembre 1961	Capitaine de vaisseau Wu Chia-hsun	Chine
427ème	5 octobre 1961	Général de brigade P. Gouraud	France
428ème	19 octobre 1961	Général de brigade P. Gouraud	France
429ème	2 novembre 1961	Contre-amiral B. D. Yachine	URSS
430ème	16 novembre 1961	Général de division aérienne M. N. Kostiouk	URSS
431ème	30 novembre 1961	Général de corps d'armée V. A. Doubovik	URSS
432ème	14 décembre 1961	Général de division J. M. McNeill	Royaume-Uni
433ème	28 décembre 1961	Général de division aérienne R. H. E. Emson	Royaume-Uni
434ème	11 janvier 1962	Vice-amiral C. Wellborn fils	Etats-Unis
435ème	25 janvier 1962	Vice-amiral C. Wellborn fils	Etats-Unis
436ème	8 février 1962	Capitaine de vaisseau Chang Hsiang-chi	Chine
437ème	21 février 1962	Capitaine de vaisseau Chang Hsiang-chi	Chine
438ème	8 mars 1962	Général de corps aérien H. M. de Rancourt de Mimerand	France
439ème	22 mars 1962	Général de corps aérien H. M. de Rancourt de Mimerand	France
440ème	5 avril 1962	Général de corps d'armée V. A. Doubovik	URSS
441ème	19 avril 1962	Général de corps d'armée V. A. Doubovik	URSS
442ème	3 mai 1962	Général de division J. M. McNeill	Royaume-Uni
443ème	17 mai 1962	Général de division aérienne R. H. E. Emson	Royaume-Uni
444ème	31 mai 1962	Général de division aérienne R. H. E. Emson	Royaume-Uni
445ème	14 juin 1962	Général de corps d'armée G. H. Davidson	Etats-Unis
446ème	28 juin 1962		Etats-Unis
447ème	12 juillet 1962		Chine

C. — SECRÉTAIRES PRINCIPAUX

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Secrétaires principaux</i>	<i>Délégations</i>
422ème	27 juillet 1961	Colonel A. A. Duncan	Royaume-Uni
423ème	10 août 1961	Lieutenant-colonel P. V. Fahey	Etats-Unis
424ème	24 août 1961	Lieutenant-colonel P. V. Fahey	Etats-Unis
425ème	7 septembre 1961	Lieutenant-colonel J. Soong	Chine
426ème	26 septembre 1961	Lieutenant-colonel J. Soong	Chine
427ème	5 octobre 1961	Capitaine de frégate A. Gélinet	France
428ème	19 octobre 1961	Capitaine de frégate A. Gélinet	France
429ème	2 novembre 1961	Colonel D. F. Polyakov	URSS
430ème	16 novembre 1961	Colonel D. F. Polyakov	URSS
431ème	30 novembre 1961	Colonel D. F. Polyakov	URSS
432ème	14 décembre 1961	Colonel A. A. Duncan	Royaume-Uni
433ème	28 décembre 1961	Colonel J. C. d'E. Coke	Royaume-Uni
434ème	11 janvier 1962	Colonel P. V. Fahey	Etats-Unis
435ème	25 janvier 1962	Capitaine de vaisseau W. J. Dimitrijevic	Etats-Unis
436ème	8 février 1962	Lieutenant-colonel J. Soong	Chine
437ème	21 février 1962	Lieutenant-colonel J. Soong	Chine
438ème	8 mars 1962	Capitaine de frégate A. Gélinet	France
439ème	22 mars 1962	Capitaine de frégate A. Gélinet	France
440ème	5 avril 1962	Colonel D. F. Polyakov	URSS
441ème	19 avril 1962	Colonel D. F. Polyakov	URSS
442ème	3 mai 1962	Colonel A. A. Duncan	Royaume-Uni
443ème	17 mai 1962	Colonel A. A. Duncan	Royaume-Uni
444ème	31 mai 1962	Colonel A. A. Duncan	Royaume-Uni
445ème	14 juin 1962	Colonel P. V. Fahey	Etats-Unis
446ème	28 juin 1962		Etats-Unis
447ème	12 juillet 1962		Chine

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD: VAN SCHAICK'S BOOK STORE (PTY.), LTD.
Church Street, Box 724, Pretoria.

CAMEROUN: LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE
La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.

ÉTHIOPIE: INTERNATIONAL PRESS AGENCY
P. O. Box 120, Addis-Abeba.

GHANA: UNIVERSITY BOOKSHOP
University College of Ghana, Legon, Accra.

MAROC: CENTRE DE DIFFUSION DOCUMENTAIRE
DU B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE: LIBRAIRIE
"LA RENAISSANCE D'ÉGYPTÉ"
9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA: THE QUEEN'S PRINTER
Ottawa, Ontario.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: SALES SECTION,
UNITED NATIONS, New York.

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE: EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A.
Aisina 500, Buenos Aires.

BOLIVIE: LIBRERIA SELECCIONES
Casilla 972, La Paz.

BRÉSIL: LIVRARIA AGIR
Rua México 98-B, Caixa Postal 3291,
Rio de Janeiro.

CHILI:
EDITORIAL DEL PACIFICO
Ahumada 57, Santiago.

LIBRERIA IVENS
Casilla 205, Santiago.

COLOMBIE: LIBRERIA BUCHHOLZ
Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.

COSTA RICA: IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS
Apartado 1313, San José.

CUBA: LA CASA BELGA
O'Reilly 455, La Habana.

ÉQUATEUR: LIBRERIA CIENTIFICA
Casilla 362, Guayaquil.

GUATEMALA: SOCIEDAD ECONOMICA-
FINANCIERA
6a Av. 14-33, Ciudad de Guatemala.

HAÏTI: LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE"
Port-au-Prince.

HONDURAS: LIBRERIA PANAMERICANA
Tegucigalpa.

MEXIQUE: EDITORIAL HERMES, S. A.
Ignacio Mariscal 41, México, D. F.

PANAMA: JOSE MENENDEZ
Agencia Internacional de Publicaciones,
Apartado 2052, Av. 8A, Sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY: AGENCIA DE LIBRERIAS
DE SALVADOR NIZZA
Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PÉROU: LIBRERIA INTERNACIONAL
DEL PERU, S. A., Casilla 1417, Lima.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: LIBRERIA
DOMINICANA
Mercedes 49, Santo Domingo.

SALVADOR: MANUEL NAVAS Y CIA.
1a. Avenida Sur 37, San Salvador.

URUGUAY: REPRESENTACION DE EDITORIALES,
PROF. H. D'ELIA
Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.

VENEZUELA: LIBRERIA DEL ESTE
Av. Miranda, No. 52, Edf. Galipán, Caracas.

ASIE

BIRMANIE: CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT
Rangoon.

CAMBODGE: ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE
Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.

CEYLAN: LAKE HOUSE BOOKSHOP
Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244,
Colombo.

CHINE:
THE WORLD BOOK COMPANY, LTD.
99 Chung King Road, 1st Section, Taipei,
Taiwan.

THE COMMERCIAL PRESS, LTD.
211 Honan Road, Shanghai.

CORÉE (RÉPUBLIQUE DE): EUL-YOO PUBLISHING
CO., LTD.
5, 2-KA, Chongno, Seoul.

HONG-KONG: THE SWINDON BOOK COMPANY
25 Nathan Road, Kowloon.

INDE:
ORIENT LONGMANS
Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras
et New Delhi.

OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY
Calcutta et New Delhi.

P. VARADACHARY & COMPANY
Madras.

INDONÉSIE: PEMBANGUNAN, LTD.
Gunung Sahari 84, Djakarta.

JAPON: MARUZEN COMPANY, LTD.
6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

PAKISTAN:
THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY
Dacca, East Pakistan.

PUBLISHERS UNITED, LTD.
Lahore.

THOMAS & THOMAS
Karachi.

PHILIPPINES: ALEMAR'S BOOK STORE
769 Rizal Avenue, Manila.

SINGAPOUR: THE CITY BOOK STORE, LTD.
Collyer Quay.

THAÏLANDE: PRAMUAN MIT, LTD.
55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU): LIBRAIRIE-
PAPETERIE XUÂN THỦ
185, rue Tu-do, B. P. 283, Saïgon.

EUROPE

ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D):
R. EISENSCHMIDT
Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.

ELWERT UND MEURER
Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

ALEXANDER HORN
Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

W. E. SAARBACH
Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

AUTRICHE:
GEROLD & COMPANY
Graben 31, Wien, 1.

B. WÜLLERSTORFF
Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE: AGENCE ET MESSAGERIES
DE LA PRESSE, S. A.
14-22, rue du Persil, Bruxelles.

DANEMARK: EJNAR MUNKSGAARD, LTD.
Nørregade 6, København, K.

ESPAGNE:
LIBRERIA BOSCH
11 Ronda Universidad, Barcelona.

LIBRERIA MUNDI-PRENSA
Castelló 37, Madrid.

FINLANDE: AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA
2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE: ÉDITIONS A. PÉDONE
13, rue Soufflot, Paris (V°).

GRÈCE: LIBRAIRIE KAUFFMANN
28, rue du Stade, Athènes.

IRLANDE: STATIONERY OFFICE
Dublin.

ISLANDE: BÓKAVERZLUN SIGFÚSAR
EYMUNDSSONAR H. F.
Austurstraeti 18, Reykjavík.

ITALIE: LIBRERIA COMMISSIONARIA
SANSONI
Via Gino Capponi 26, Firenze,
et via D.A. Azuni 15/A, Roma.

LUXEMBOURG: LIBRAIRIE J. TRAUSSCH-
SCHUMMER
Place du Théâtre, Luxembourg.

NORVÈGE: JOHAN GRUNDT TANUM
Karl Johansgate, 41, Oslo.

PAYS-BAS: N.V. MARTINUS NIJHOFF
Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PORTUGAL: LIVRARIA RODRIGUES & CIA.
186 rua Aurea, Lisboa.

ROYAUME-UNI: H. M. STATIONERY OFFICE
P. O. Box 569, London, S.E.1
(et agences HMSO à Belfast, Birmingham,
Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).

SUÈDE: C. E. FRITZE'S KUNGL. HOVBOK-
HANDEL A-B
Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE:
LIBRAIRIE PAYOT, S. A.
Lausanne, Genève.

HANS RAUNHARDT
Kirchgasse 17, Zürich 1.

TCHÉCOSLOVAQUIE: ČESKOSLOVENSKÝ
SPISOVATEL
Národní Třída 9, Praha 1.

TURQUIE: LIBRAIRIE HACHETTE
469 İstiklal Caddesi, Beyoğlu, Istanbul.

**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIÉTIQUES:**
MEJDOUNARODNAJA KNIGA
Smolenskaja Plochtchad, Moskva.

YOUgoslavie:
CANKARJEVA ZALOŽBA
Ljubljana, Slovenia.

DRŽAVNO PREDUZEĆE
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11,
Beograd.

PROSVJETA
5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

PROSVETA PUBLISHING HOUSE
Import-Export Division, P. O. Box 559,
Terazije 16/1, Beograd.

MOYEN-ORIENT

IRAK: MACKENZIE'S BOOKSHOP
Baghdad.

ISRAËL: BLUMSTEIN'S BOOKSTORES
35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St.,
Tel Aviv.

JORDANIE: JOSEPH I. BAHOUS & CO.
Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN: KHAYAT'S COLLEGE BOOK
COOPERATIVE
92-94, rue Bliss, Beyrouth.

OCÉANIE

AUSTRALIE: MELBOURNE UNIVERSITY
PRESS, 369 Lonsdale Street, Melbourne, C.1.

NOUVELLE-ZÉLANDE: UNITED NATIONS
ASSOCIATION OF NEW ZEALAND
C. P. O. 1011, Wellington.

[62F1]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de bureaux de vente peuvent être adressées à la Section des ventes, ONU, New York (É.-U.), ou à la Section des ventes, ONU, Palais des Nations, Genève (Suisse).